

LE MONDE

diplomatie

NOVEMBRE 1977

N° 284 - 24^e année

LA GRÈCE
ENTRE
LE SCEPTICISME
ET L'INQUIÉTUDE

(Pages 9 à 11.)

Prix : 5 F
Algérie : 5,00 DA
Canada : 1,50 \$
Espagne : 70 pes.
Italie : 900 Lira
Maroc : 5,00 dir.
Roy.-Uni : 50 p.
Suisse : 3 F.S.
Tunisie : 500 mil.

Abonnements : voir tarif page 33.
Publication mensuelle
5, rue des Italiens, 75421 Paris Cedex 09

LIBERTÉS ET TERRORISME

SEULE la « guerre urbaine » peut faire obstacle à l'avènement d'un « nouveau fascisme organisé à l'échelle internationale ». Ce fascisme mondial dispose en Europe occidentale d'un outil privilégié : « la social-démocratie », appuyée sur « l'énorme potentiel économique de l'impérialisme allemand, lequel est lui-même soumis à l'hégémonie de capital américain ». Par les divers relais de la « chaîne impérialiste », ce super-pouvoir, après avoir dissuadé en Occident toute « contre-offensive prolétarienne », n'aura pas de mal à subjuguer les pays pauvres du tiers-monde. Pour tenir ce projet en échec, il faut frapper au cœur : « la forme d'organisation de l'impérialisme prolétarien dans les centres du capital sera la guerre dans les métropoles ».

Telle est, schématiquement résumée (1), la conception de la « Fraction armée rouge ». Si l'analyse reste sommaire, l'objectif ne manque pas de clarté : ce qu'il s'agit d'abattre, c'est à la fois le capitalisme, la « démocratie parlementaire » et toutes les valeurs qui leur sont historiquement liées. Programme ambitieux qui pourrait favoriser les tares, lacunes ou faiblesses — souvent dénoncées — d'un système économique et politique qui tolère au culte trop d'injustices, d'inégalités et de privilèges dont chacun, à droite comme à gauche, s'accorde à proclamer qu'il convient de les corriger.

Pourtant, bien que ces thèmes soient largement répandus, seule une infime minorité accepte la violence préconisée et pratiquée par la Fraction armée rouge (FAR). Rejet dicté par des considérations à la fois morales (qui a le droit de tuer ?) et politiques (ces crimes sont-ils efficaces ?). D'où l'isolement de groupes terroristes dont les attentats en série ne suffisent pas à faire une authentique « guerre urbaine ». Ils font couler le sang, ils entraînent un climat d'insécurité, mais ils ne sauraient abattre un système. Bien au contraire, par la répression et l'indignation qu'ils suscitent, ils ne peuvent que le conforter. C'est ainsi que, grâce à eux, un ancien SS, porté à la présidence du patronat allemand, a eu droit à des obsèques nationales.

Pourtant, des personnages qui éprouvent la plus profonde aversion pour les théories et pour les méthodes de la « bande à Baader » paraissent persuadés que son projet pourrait aboutir. Ils perçoivent en lui « la racine d'un mal dont le monde occidental, les démocraties

Par CLAUDE JULIEN

libérales et la civilisation telle que nous l'entendons, risquent tout simplement de périr » (2). Diable ! Quel manque de confiance en ce monde occidental, en cette civilisation libérale et en cette civilisation au service desquels il convient, pour les défendre, de mobiliser toutes les énergies... Ou bien grossit-on délibérément le danger en jouant sur la peur dont on sait que, mauvaise conseillère, elle incite les peuples à se tenir tranquilles ?

Dieu soit loué ! les hommes au pouvoir gardent leur sang-froid. Ainsi, après

avoir exprimé au chancelier Schmidt sa solidarité, le gouvernement français fait la distinction qui s'impose entre, d'une part, les « péris que le terrorisme international fait courir à la vie et aux libertés des citoyens », et, d'autre part, « son intention officielle de renverser nos régimes démocratiques ». Ces « péris » sont bien réels, mais cette « intention officielle » reste très illusoire. Ensemble, estime le gouvernement français, ils « justifient une action internationale déterminée et efficace » (3). C'est tout. Et c'est bien suffisant : la « civilisation » n'est quand même pas menacée. On respire...

De la compréhension à la complicité

CAR la Fraction armée rouge a prouvé qu'elle n'est pas un instrument d'Apocalypse. Elle s'est mise en infraction des lois ordinaires qui suffisent à sanctionner ses crimes. D'autant qu'elle évolue dans une société qui lui est globalement hostile et dans laquelle elle ne peut trouver que des opprès très limités.

Démocrates pour qui les libertés dont ils jouissent ne sont pas « formelles », humanistes pétris d'une culture qui répugne à la violence, chrétiens nourris d'une morale qui définit strictement leur droit de recourir à la force, marxistes qui condamnent la violence individuelle lorsqu'elle ne s'appuie pas sur un mouvement de masse, officieux, préoccupés de maintenir l'ordre indispensable au développement de leurs opérations, idéalistes généraux mais incapables d'organiser l'action révolutionnaire dont ils peuvent discerner la perte de vue, indifférents qui se laissent absorber par les délices de la société de consommation : l'immense majorité — pratiquement la totalité — des populations d'Europe occidentale est naturellement hostile aux conceptions et aux méthodes de la Fraction armée rouge. Celle-ci ne peut s'appuyer que sur une étroite frange d'insatisfaits et de révoltés. En fait, des marginaux. Certes, des marginaux peuvent plus ou moins gravement troubler l'ordre établi. En aucun cas ils ne sauraient parvenir à le détruire. Le terrorisme (...) accompagne parfois les

grands remous de l'histoire, mais il ne les cause jamais, et il ne leur survit jamais » (4).

Comme toutes les convulsions sociales, le terrorisme ne surgit pourtant pas du néant. Il a des causes qui remontent le justifié mais toujours l'expliquent. Pendant l'occupation, il n'a pas manqué d'authentiques résistants pour refuser les attentats individuels tout en pronant les plus grands risques dans la collecte de renseignements, le sabotage, la diffusion de la presse clandestine. Sur un tout autre plan, l'abandon de l'« Algérie française » expliquait fort bien le terrorisme de l'O.A.S. sans le justifier en quoi que ce soit. Qu'elle souhaite simplement se défendre en portant les coups, ou, mieux, se rendre inébranlable, toute société doit s'efforcer de comprendre ceux qui ont juré de l'abattre. C'est pourquoi la théorie policière, enseigne que les techniques répressives les plus sophistiquées restent inefficaces aussi longtemps qu'elles ne sont pas servies par une compréhension des motivations et du comportement de l'adversaire traqué.

Toute violation de la légalité révèle avec éclat les faiblesses d'une société. Celle-ci, par bienveillance, préfère parfois les dissimuler. Politique de l'autruche qui présente un grave inconvénient : elle laisse s'envoler les plaies sur lesquelles elle a choisi de jeter un voile pudique.

(Lire la suite page 3.)

LA RÉPRESSION EN AFRIQUE DU SUD

La Conscience noire de la non-violence à l'interdiction

Par RENE LEFORT

LES réactions à la mort de Steve Biko, père spirituel de la Conscience noire, probablement assassiné en prison le 12 septembre dernier, ont révélé la vigueur du mouvement de la contestation noire en Afrique du Sud et l'audience qu'elle gagnait, tant chez les libéraux blancs qu'à l'étranger. Est-ce ce qui a poussé le parti nationaliste au pouvoir à Pretoria à frapper un grand coup pour essayer de détruire le contre-pouvoir que les non-Blancs, surtout dans les régions urbanisées, étaient en train d'élever, en contradiction totale avec le projet de « développement séparé » ? L'interdiction des deux plus grands journaux noirs et lus par des Noirs de World et le Week-End World, la mesure qui mettait hors-la-loi dix-huit organisations se réclamant de la Conscience noire ou soutenant ses orientations, lancent la plus vaste campagne de répression qu'a connue l'Afrique du Sud depuis 1960. Cette année-là, l'African National Congress (A.N.C.) et le Pan Africanist Congress (P.A.C.) furent interdits ; l'escalade dans la répression avait alors permis au « pouvoir blanc » de renforcer sa suprématie en annihilant toute contestation d'urgence. Le parti nationaliste suppose-t-il que le recours aux mêmes moyens donnera dix-sept ans plus tard, les mêmes résultats ?

Le premier manifeste de la Conscience noire a été élaboré en 1971 par le South African Student Organisation (S.A.S.O.). La pensée du mouvement s'est ensuite précisée et affirmée, en particulier lors des congrès de la Black People Convention (B.P.C.). L'apparition très récente de ce mouvement explique que son caractère soit si peu encore très clairement défini et que, d'un discours à l'autre ou d'un texte à l'autre, surgissent des différences notables. Mais des points essentiels font l'unité.

La thèse principale est que les non-Blancs subissent une oppression

naïve. Tout Sud-Africain « black » — c'est-à-dire Noir, métis ou Indien — quelle que soit par ailleurs sa position sociale, est un opprimé et se trouve du bon côté de la barrière à la seule condition que sa fonction ne l'appelle pas à contribuer à la mise en place du « développement séparé ». A l'opposé, un Blanc, aussi libéral ou même radical soit-il, appartient, par la seule couleur de sa peau, au camp adverse puisqu'il est membre de la nation oppresseuse et jouit des privilèges qui en découlent. La race définit donc l'allié et l'ennemi.

« Au cœur de la Conscience noire, il y a la prise de conscience par les Noirs que l'homme d'oppression et d'exploitation la plus puissante et la plus efficace dont dispose l'opprimé est l'esprit même de l'opprimé. C'est ainsi qu'en Afrique du Sud, l'oppression a tenté de déformer et d'influencer nos esprits de façon à nous rendre mentalement et psychologiquement dociles... La Conscience noire appelle donc à une révolution psychologique dans la communauté noire, une révolution visant à extraire complètement la mentalité d'esclave et le sentiment d'impuissance caractéristique d'une société opprimée et exploitée. » (1) « Le Noir doit bâtir son propre système de valeurs, se sentir comme se définissant lui-même et non défini par d'autres. » (2) Alors, ayant recréé et retrouvé par cette « révolution culturelle » leur identité nationale, les Noirs seront en mesure d'inverser le rapport des forces et de convertir ou d'obliger les Blancs, exclus de tout le processus de prise du pouvoir, à un nouvel ordre appelé le « communisme noir ».

Ce type de société est défini comme « une version du style de vie économique traditionnel africain modifié de façon à répondre aux besoins d'une économie moderne hautement industrialisée ». (3) L'agriculture sera mise en valeur, sur des terres nationalisées, par des cellules familiales regroupées en communautés ; c'est la résurgence du mode de production traditionnel. L'Etat s'appropriera et gèrera les grandes entreprises industrielles et commerciales, ce qui limitera la propriété privée des moyens de production et d'échange autorisée cependant si elle ne donne pas lieu à une « exploitation de l'homme par l'homme ». Et surtout l'Etat, « père et mère de tous les habitants » (3), sera investi de la mission de répartir équitablement entre tous les richesses et les biens. Entité située au-dessus de toutes les communautés, il ne tiendrait pas son pouvoir de la représentation de l'équilibre des forces entre les groupes sociaux ; les modalités d'expression et de contrôle du citoyen vis-à-vis de l'Etat ne sont jamais formulées. Sa légitimité découle de ce qu'il incarne l'éthique de partage qui serait le ressort de tous les rapports individuels et sociaux.

(Lire la suite page 7.)

CONTRAINTES FINANCIÈRES ET IMPÉRATIFS DE SÉCURITÉ

M. Carter et la limitation des livraisons d'armes à l'étranger

Les difficultés continuant de s'accumuler devant le président Carter. En décaissant l'industrie pétrolière comme « la plus grande escroquerie de l'histoire », le chef de la Maison Blanche s'a crispé les nerfs, manifestant leur défiance à son égard. Autres obstacles en travers de sa route : la mise en œuvre de son programme destiné à économiser les ressources énergétiques, son projet de réforme fiscale, sa politique des droits de l'homme, la

ratification de l'accord sur le canal de Panama, un déficit de 25 à 30 milliards de dollars dans la balance commerciale de 1977, l'intensification de la « guerre économique » entre nations industrialisées, un taux d'inflation élevé, la persistance du chômage. Les intentions affichées vont au par le candidat James Carter pourront-elles inspirer une politique nouvelle ? Sur un point particulier, les ventes d'armes à l'étranger, Michael Klare montre les limites de la liberté d'action du président des Etats-Unis.

Par MICHAEL T. KLARE *

EN juin 1976, dans l'une de ses premières grandes déclarations de politique étrangère, le candidat à la présidence des Etats-Unis James Carter souleva un problème qui allait devenir un des thèmes principaux de sa campagne : la croissance incontrôlée des ventes d'armes américaines à l'étranger. Les Etats-Unis, affirmait-il à New-York devant l'Association de politique étrangère, ne peuvent être « à la fois le principal champion de la paix dans le monde et le principal fournisseur d'armes de guerre ». « Si je deviens président, promit-il, je m'efforcerai de mettre de plus en plus l'accent sur la paix et de réduire le volume des ventes d'armes » (1).

Comprenant que les livraisons massives d'armements à de riches potentats étrangers n'étaient pas bien accueillies par l'opinion publique, M. Carter réaffirma son engagement tout au long de sa campagne électorale. Et lorsqu'il entra à la Maison Blanche, il promit d'en faire l'un des objectifs prioritaires du nouveau gouvernement. Dans sa première interview accordée à Washington le 24 janvier, il indique que le Conseil national de sécurité était unanime à juger « nécessaire une réduction des ventes d'armes » et qu'il était déterminé à imposer aux fabricants américains de matériel militaire, et à leurs clients étrangers, « des restrictions rigoureuses pour les contraindre à revenir » (2).

Le président Carter chargea le secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance, de l'appli-

cati-n de cette politique. Celui-ci déclara alors aux journalistes que « nous nous sommes fixés un principe fondamental qui consiste à trouver les moyens de réduire les ventes d'armes ». M. Vance laisse entendre que Washington tenterait, par la suite, de convaincre les autres producteurs d'armement de faire de même, mais, ajouta-t-il, « parce qu'elle est la principale fournisseur d'armes, l'Amérique a une responsabilité particulière et doit d'abord balayer devant sa porte » (3). M. Vance commença par demander à M. Leslie Gelb, directeur du bureau des affaires politico-militaires au département d'Etat, de dresser pour le président une liste d'options possibles. M. Gelb devait naturellement étudier en premier lieu les diverses implications de la croissance démesurée des exportations militaires. Les travaux s'effectuèrent dans leur majeure partie à huis clos, dans les enceintes du département d'Etat et du Pentagone, mais il est des données bien connues que les experts n'ont pu ignorer : « Le volume des ventes, il a augmenté de manière galopante. En valeur, elles sont passées d'une moyenne annuelle de 750 millions de dollars dans les années

50 et 60 à environ 9 milliards de dollars en 1975 (chiffres représentant uniquement les ventes du gouvernement des Etats-Unis à des gouvernements étrangers dans le cadre du programme de ventes militaires à l'étranger du Pentagone. Les transactions directes entre compagnies américaines et acheteurs étrangers, dans le cadre du programme de ventes commerciales, ont progressé dans des proportions identiques : de 100 millions de dollars à plus de 1 milliard par an). Au total, les Etats-Unis ont vendu entre 1971 et 1977 pour plus de 55 milliards d'armements, d'équipements militaires et de services, soit trois fois plus que pendant les vingt années précédentes (4) (voir tableau 1). Bien que la concurrence internationale demeure farouche (notamment avec la France, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique), les Etats-Unis restent le principal fournisseur d'armes, avec presque 50 % du total des ventes dans le monde (5).

(Lire la suite page 4.)

(1) New York Times, 24 juin 1976.
(2) New York Times, 25 janvier 1977.
(3) Texte publié par le département d'Etat le 21 janvier 1977.
(4) Ministère de la défense des Etats-Unis, « Foreign Military Sales and Military Assistance Facts », Washington, 1976. Pour l'année fiscale 1977, se référer à : Ministère de la défense des Etats-Unis, « Security Assistance Program FY 1978 », Washington, 1977.
(5) Agence des Etats-Unis pour le désarmement et le contrôle des armements, « World Military Expenditures and Arms Transfers », Washington, 1977, page 77.



RIVES
LA GRANDE MAROQUINERIE
DE PARIS



sa collection
AUTOMNE 1977

156, rue de Rivoli, 156
MÉTRO : LOUVRE

مكتبة الأنجلو

INTERROGATIONS SUR L'EUROCOMMUNISME

Le rôle des P.C. dans les sociétés européennes en crise

EUROCOMMUNISME. Marx aurait probablement perçu cette expression comme un pédoncule, dans sa vision, le communisme devait triompher dans les pays du capitalisme avancé, donc en Europe occidentale. Tout le monde sait pourtant que, derrière le néologisme plus ou moins heureux se cache un phénomène historique capital : la rupture des partis communistes avec le modèle soviétique et avec leur subordination à Moscou. La révolution ayant triomphé dans un pays arriéré, non seulement Staline réussit à présenter comme vertus des vices pas forcément nécessaires ; il parvint aussi à ériger son système en modèle et à l'imposer à des partis communistes à la fois puissants et ventrieux. C'est cette période historique qui tire maintenant à sa fin même si, pour le moment, seul Santiago Carrillo, et encore, est allé au-delà de condamnations ponctuelles pour poser la question de la nature d'un régime capable de perpétuer de tels crimes (1).

Même si elle semble inéluctable, la rupture elle-même ne sera qu'un commencement. Débarassés de la tutelle de Moscou, de la subordination et du mythe, les partis communistes se trouveront devant un choix : soit remplacer l'ancien modèle par un projet révolutionnaire pour leur temps et leur monde, soit, faute d'un tel projet, se faire graduellement absorber par le système. Il leur servira de dernière béquille. Ce que feront les milliers de militants et les millions de sympathisants des grands partis communistes de France, d'Italie ou d'Espagne est une inconnue importante dans la complexe équation politique de nos sociétés en crise.

Le livre de M. Fontvielle-Alquier (2), fertile à lire, ne nous avance pas très loin dans cette problématique. Malgré son titre global, il a peu à dire sur l'Italie ou l'Espagne. Même sur la France, il est plus azariste qu'analytique. C'est un peu l'histoire de la miraculeuse conversion du P.C.F. à la démocratie racontée à Juliette par un oncle prolix, moralisateur et très allergique à la contestation. Son traitement de l'affaire de la « déclaration du prolétariat », dont Georges Marchais s'est débarrassé avec une telle désinvolture, illustre bien la démarche de l'auteur. Certes, la tyrannie russe a, par association, discrédité le terme. Reste que dans la théorie marxiste le concept avait sa place, couvrant toute une période post-révolutionnaire et ouvrant la voie à la disparition de la division du travail, l'abolition des classes, le dépassement de l'Etat. Il n'était donc pas absurde de demander par quoi ce vide était remplacé. Les rares troubles-fête communistes s'étant permis de déranger l'humanité rituelle par des questions de questions, ce n'est pas l'auteur de « *Pinailleurs intellectuels et d'origine bourgeoise* » à le vocabulaire nous rappelle des souvenirs. Réflexion faite, M. Fontvielle-Alquier, implorant les sceptiques de faire confiance ou insultant les vilains « maximalistes », défend le dernier

tourant du parti que d'autres compagnons de route lousaient, jadis, sa ligne stalinienne. Son ouvrage est un plaidoyer plutôt qu'une analyse.

Une chance et un défi

Le livre de Fernando Claudin (3), concis, construit, réfléchi, a une toute autre ambition et ce n'est peut-être pas un hasard si la contribution importante au débat nous vient d'Espagne. Claudin était un proche compagnon de Carrillo jusqu'à son expulsion du P.C. espagnol en 1964 (déjà, en partie, pour « antisovietisme »). Excommunié, lui, il n'hésita pas à se joindre aux convictions. Il n'essaya pas non plus de prétendre que tout avait été pour le mieux dans le meilleur des mondes communistes jusqu'à la veille de sa disgrâce. Au contraire, il se mit à chercher

Par DANIEL SINGER

les racines de la dégradation. Il en résulta un ouvrage magistral sur la crise du mouvement communiste (4). Son nouveau livre en est le suite logique. D'ailleurs, il y retrace, dans une première partie, les relations entre le « quartier général de la révolution » et les partis périphériques. Il nous rappelle aussi brièvement les illusions des bolcheviks sur la révolution mondiale, les divers états de la politique de domination totale du temps de Staline, la secousse du rapport « secret » de Khrouchtchev, le fin du monolithisme avec le schisme oriental, les retombées de l'invasion de la Tchécoslovaquie. Dans ce contexte, il démontre à la fois l'inevitabilité d'un « schisme occidental » et les résistances des communistes occidentaux à rompre les liens idéologiques aussi bien qu'organisationnels. Car si le Russe n'est pas socialiste, il faut préciser ce que ce mot signifie aujourd'hui.

Tout ceci nous amène logiquement à la prétendue « voie démocratique au socialisme ». L'idée elle-même est un retour aux sources, car, pour les « nouveaux philosophes », pour Marx ou Engels le socialisme se passait d'adjectif tellement sa nature démocratique était évidente. L'entre-mêlé de Claudin est de situer la métamorphose des partis communistes sur le fond de la grande crise internationale, crise dont nous ne saisissons encore ni l'ampleur ni l'issue. Cette crise prépare mentalement de plus en plus de gens à un changement radical. Elle exclut le remède encore récemment plausible des réformes partielles. En désagréant la société, elle rend à la fois difficile et indispensable la constitution d'un bloc social homogène, seul capable

d'une action de longue haleine. Pour l'eurocommunisme, d'après Claudin, elle est à la fois une chance et un défi. Ou bien les P.C. participeront, avec d'autres, à la création d'une alternative socialiste, ou bien cette crise marquera « le chant du cygne » du mouvement communiste.

Pour les besoins de son argument, l'auteur part de l'hypothèse que le P.C.I. et les autres partis eurocommunistes se proposent réellement le passage au socialisme. Postulat discutable. Heureusement, nous avons affaire à un observateur lucide et non à un panégyriste. Dans son analyse de la pratique des grands bataillons communistes, il y a, en filigrane, tous les éléments de l'hypothèse contraire. Lorsqu'il résume le « compromis historique » italien comme « une collaboration avec les forces qui constituent précisément l'obstacle fondamental aux changements urgents », lorsqu'il montre la difficulté qu'éprouvent ces partis à se débarrasser de l'héritage stalinien sur le plan de la théorie et de la pratique, lorsqu'il souligne la subordination du mouvement social aux batailles électorales et l'absence d'un projet cohérent allant au-delà de l'horizon capitaliste, tous les doutes sont permis.

Socialisme ou barbarie

ENCORE monolithiques et déjà réformistes ? Les grands partis communistes de l'Europe occidentale sont aujourd'hui en crise. On peut faire le pari optimiste sur l'eurocommunisme ou bien croire que la transformation radicale de la société doit s'accompagner d'un bouleversement de fond en comble de tous les partis de la gauche. La lecture de Claudin stimule et enrichit cette controverse. Pour cet historien du mouvement international, nous en traitons séparément dans notre prochain numéro.

(2) François Fontvielle-Alquier : *Pinailleurs intellectuels et d'origine bourgeoise*, Maspéro, Paris, 1972, 2 volumes, 368-412 pages, 35 F.

(3) Fernando Claudin : *Eurocommunisme*, Maspéro, 1977, 150 pages, 15 F.

(4) Maspéro, Paris, 1972, 2 volumes, 368-412 pages, 35 F.

JEAN MOULIN, LES COMMUNISTES ET LA RÉSISTANCE

Par CLAUDE BOURDET

Représentant de de Gaulle dans la France occupée et fondateur du Conseil national de la Résistance, Jean Moulin, torturé à mort par le Gestapo, était-il communiste ? En opposant aux allégations de Henri Frenay, chef du mouvement Combat dans la clandestinité, l'analyse et le témoignage de Claude Bourdet, il ne s'agit pas seulement d'éclaircir un point d'histoire. Car le bruit fait autour de la thèse de Henri Frenay contribue à semer le doute pendant que l'on brandit une nouvelle fois l'épouvantail communiste tout en jetant des ombres sur la Résistance elle-même. En période pré-électorale, et alors que la lutte contre le terrorisme est utilisée pour conditionner l'opinion publique, le soupçon lancé sur la véritable personnalité de Jean Moulin prend une signification très claire. Tolérer une telle entorse à la vérité historique ne pourrait servir la stratégie de tous ceux qui sont prêts à sacrifier les libertés sur l'autel de l'Ordre et de l'Autorité.

DANS un ouvrage récent, *l'Enigme Jean Moulin* (1), Henri Frenay, chef du mouvement « Combat », dans la clandestinité, et à la libération, ministre des prisonniers et déportés, a repris et développé une thèse qu'il avait déjà exposée dans son premier livre de souvenirs sur la Résistance, *La nuit finira* (2). Moulin, représentant du général de Gaulle en France, en 1942-1943, aurait été, selon Frenay, « communiste », probablement sans carte du parti, mais agissant en liaison avec celui-ci et faisant sciemment son jeu.

Je me suis trouvé à la tête de « Combat » lors du premier voyage de Frenay en Angleterre en 1942, puis après son départ définitif au début de 1943. J'ai eu de nombreux contacts avec Jean Moulin, je crois l'avoir assez bien connu et je connais bien Frenay. J'ai vécu beaucoup de circonstances qu'il décrit et il s'est d'ailleurs servi, dans son argumentation, de considérations que j'avais exposées dans mon livre *l'Aventure incertaine* (3), mais en les isolant de leur contexte, et en omettant notamment les arguments qui m'opposaient aux siens. Déjà, le 26 avril 1973, dans *le Monde*, j'avais critiqué sa thèse. J'attendais donc son livre avec un certain intérêt.

En fait, *l'Enigme Jean Moulin* n'apporte rien de neuf par rapport aux accusations contenues dans *La nuit finira* — où elles n'occupent heureusement qu'une petite partie d'un livre par ailleurs remarquable. Dans son nouveau livre, Frenay a cédé de nouveau à ce que l'on peut appeler « le complexe de l'officier de renseignements » (il en fut) consistant à amalgamer, sans esprit critique, tous les éléments qui, de près ou de loin, peuvent paraître appuyer sa thèse : c'est ainsi que l'on fabrique les lieux « recoupements ». La grande presse a fait un accueil étonnant au livre : il est paru (est-ce un hasard ?) immédiatement avant une émission des « Dossiers de l'écran » consacrée à Jean Moulin ; une fraction appréciable des médias utilise toujours avec empressement tout élément permettant de développer, dans cette année pré-électorale, l'inquiétude de l'opinion à l'égard des agissements secrets du parti communiste.

J'ai espéré, un moment, que l'émission des « Dossiers de l'écran » permettrait de remettre les choses au point. Mais la discussion sur les thèses de Frenay ne fut ni le seul sujet du débat ni même le principal. Le film était d'ailleurs mauvais. Voulu servir la mémoire de Moulin, il a été trop loin. Comme l'a dit un participant au débat, Moulin est « une grande figure de la Résistance, non pas « la grande figure ». D'autre part, il nous montrait trop exclusivement des querelles de sommet et ne donnait aucune image de l'action de Moulin ni de ce que fut la Résistance. Dans tout

grand effort collectif, il y a des luttes d'influence. Ne montrer que cela est d'ailleurs, comme *l'Enigme Jean Moulin* a indigné de nombreux résistants, dont beaucoup d'hommes et de femmes proches de Frenay, on eût l'impression que la plupart des participants voulaient éviter ce débat-là, qui ne commençait qu'assez tard.

Disons d'abord qu'il serait maladroit de faire le silence autour de cette affaire, sous prétexte que l'on ne doit pas discuter ces choses devant le grand public qui ne peut les comprendre. Ce serait le servir la thèse de Frenay, et servir aussi les desseins de l'establishment, qui voudrait à la fois dégoûter l'opinion d'une Résistance encore grande aujourd'hui, et accroître la crainte du loup-garou communiste. Si Moulin avait réellement joué double jeu, il ne servirait à rien de dire « chut ».

Seulement, l'argumentation de Frenay ne résiste pas à l'examen. Passons sur l'argument moral : tous les autres participants au débat l'ont souligné et que Moulin était la loyauté même, et que l'on n'avait aucune raison de supposer chez lui cette duplicité. Frenay s'est prêté d'avance contre ce genre de criminalité en considérant que Moulin était un homme convaincu qu'il avait un grand dessein et qu'il était obligé de le cacher pour réussir. Seulement, à partir de cette pétition de principe, il tire des conséquences proprement affolantes. Aïe ! (ce n'est qu'un exemple), quand Moulin, dans son rapport à de Gaulle d'octobre 1942,

souligne que les communistes sont actifs en France seulement depuis la guerre germano-soviétique, et quand il affirme que la Résistance doit s'organiser et agir « sans qu'on nous pousse les gens dans les bras des communistes », Frenay a une explication toute trouvée : c'est que Moulin cache son jeu. Tout le livre est ainsi.

J'ai lu attentivement ce livre, et j'ai relu *La nuit finira*. Les indices sont pauvres, les conclusions inadmissibles. Frenay note que le tortionnaire Altman Barbe a accusé Moulin d'être membre du P.C. Bien sûr, Frenay rejette avec mépris cette accusation, mais il a tout de même noté. Connaissant toutes les absurdités proliférées par Barbe, notamment à propos de l'affaire Herdy, il eût été préférable de ne pas le citer. Trepper « aurait mis en contact Jean Moulin avec le P.C. clandestin » ; si c'est vrai, quel de plus naturel ? Trepper et son réseau soviétique « l'Orchestre rouge » avaient beaucoup de relations de tous ordres. Par contre, il était très difficile d'établir le contact avec le P.C. clandestin. Si une personne quelconque avait offert à l'un de nous d'établir un tel contact, nous aurions sauté sur l'occasion ; pour Moulin, ce contact était normal et nécessaire. Et si Moulin était un compagnon de route communiste, qu'avait-il besoin de Trepper ? Ajoutons que Charles Tillon, ancien membre de la direction du P.C. clandestin, ne se souvient nullement de cela, comme Frenay le reconnaît. D'une manière générale, notons qu'un grand nombre des anciens dirigeants communistes de la Résistance ont quitté le parti depuis 1945 ; certains sont violemment anti-communistes. Il paraît évident que si Moulin avait eu des liaisons de sommet avec le parti (en dehors de ses liaisons officielles et normales), il n'eût été d'un titre quelconque, l'homme du parti, l'un de ses anciens dirigeants en aurait su quelque chose à l'époque et ne se gênerait pas pour le raconter aujourd'hui. Or, aucun n'a été eu courant de cela, aucun n'y croit.

L'obsession

Le livre de Frenay est plein d'insinuations qui n'ont l'air de rien, mais qui sont regrettables. Pascal Copeau s'est indigné, dans une lettre au Monde, qu'en parlant de la galerie de tableaux de Moulin à Nice, Frenay ait eu l'air de penser qu'elle était financée par l'argent de la Résistance. Je suis persuadé que Frenay n'a pas eu une idée aussi révoltante et saugrenue, et qu'il y a là un mécontentement. Mais pourquoi diable avoir porté de cette « couverture », semblable à toutes celles que nous avions les uns et les autres ? Moulin a attendu six semaines au Portugal de pouvoir aller à Londres ; Frenay a l'air de trouver cette attente mystérieuse, alors que rien n'était plus difficile que d'être accepté par les Britanniques, qui se méfiaient à juste titre des infiltrations possibles. Pour faire venir Moulin, de Gaulle dut insister auprès d'Eden. Ce genre de problème, Frenay le sait, était absolument courant.

En fin de compte, quand on élimine les fautes de pseudo-indices, il reste dans l'argumentation de Frenay deux éléments : d'abord, les liaisons de Moulin

avec son ancien patron Pierre Cot, et ses collaborateurs Meunier, Chamberlain et le colonel Manhès, qui furent tous après guerre des progressistes proches du parti communiste. Frenay a ici une habileté qui peut impressionner les esprits superficiels : il escamote le facteur temps. Ces quatre hommes étaient membres du cabinet de Pierre Cot, député progressiste et « compagnon de route » de premier plan après la guerre. Mais, avant la guerre, Cot était député et ministre radical de gauche. En 1939, il était membre d'un gouvernement qui s'entourait des leaders communistes, et il lui-même dénonçait l'attitude du P.C. devant le pacte germano-soviétique. Frenay, qui le sait, souligne que Cot s'est rétracté après la guerre... (mais précisément quand il était devenu progressiste communiste).

L'évolution de Pierre Cot, cible depuis 1934 des attaques les plus ignominieuses de la droite, réfugié aux Etats-Unis pendant la guerre et dont le rapprochement infligeait au P.C. ne date que de l'après-libération, ne peut être décrite ici. Mais,

é supposer même qu'il ait eu, ce que nie Mme Pierre Cot, des contacts épistolaires indirects avec Moulin pendant la guerre, il ne faudrait y trouver rien de bizarre et rien qui, à cette époque, impliquât une liaison de l'un et de l'autre avec le parti communiste français. Quant aux anciens du cabinet de Cot, la cerise bien détonnée que leur évolution en direction du P.C.F. ne date pas, elle aussi, du temps de guerre. La plupart de ces hommes étaient des radicaux de gauche, certains francs-maçons ou proches de la maçonnerie, profondément anti-fascistes, moins méfiants que les socialistes S.F.I.O. vis-à-vis du P.C.F. et

irrités au contraire par la mollesse de la social-démocratie française avant la guerre. Leur évolution, sous la clandestinité et après la guerre, n'est pas étrange ; ce fut la cas pour beaucoup d'autres, aujourd'hui bien loin du P.C. Or, je l'ai écrit il y a quatre ans, il était naturel que Moulin choisisse ses collaborateurs, comme nous le faisons tous, parmi ses amis d'avant-guerre. Faire de cela une « preuve » est enfantin. Le colonel Passy a « soufflé » par Manhès, délégué de Moulin en zone Nord, n'a été capable d'établir aucun contact avec le P.C. clandestin, alors que cela eût été de son ressort.

L'utilisation du C.N.R.

L'AUTRE grande « tarte à la crème » du livre de Frenay et de son argumentation au débat télévisé, c'est qu'en créant le C.N.R. (Conseil national de la Résistance) au moment de la libération, les partis politiques, Moulin a frayé le chemin au parti communiste. En réalité, comme je l'avais déjà noté dans *l'Aventure incertaine*, ce serait plutôt le contraire qui serait vrai. Nous reconnaissons tous, sans exception, le P.C.F. et, jusqu'à un certain point, le parti socialiste, comme des organisations résistantes. L'autorité du P.C. venait de son combat clandestin ; il était déjà présent par l'intermédiaire du F.N.-F.T.P. (Front national-France-travaux et participation), dans le comité central des mouvements créés peu avant le C.N.R. Même sans le C.N.R., des structures se seraient créées fin 1943 pour coordonner la Résistance française de façon plus étroite sur le plan militaire et politique. Elles auraient nécessairement servi le développement du P.C. et, probablement, du P.S. Or, les seuls anciens partis qui aient repris une véritable audience en 1945 furent le P.C. et le P.S. La troisième grande formation a été le M.R.P., nouvelle organisation démocratique entièrement dirigée par des résistants. La réhabilitation des partis bourgeois d'avant-guerre n'y est pour rien. D'autre part, si la Résistance n'est pas devenue, en tant que telle, une force politique, c'est parce qu'elle a été incapable de s'organiser et qu'il lui manquait une véritable perspective politique. Nous craignons tous que le C.N.R. ne serve d'alibi à la résurrection des forces conservatrices et centristes, mais cela ne s'est produit que bien plus tard, à cause de l'usage du « tripartisme », et à cause du gaullisme nouvelle manière.

En tout cas, dans l'esprit de Moulin, la création du C.N.R. a peut-être été un moyen d'entourer et de noyer le P.C. grâce aux hommes d'avant-guerre, certainement pas la contrainte. Elle a servi, notamment, le parti socialiste bien plus que le P.C. Ici encore, Frenay escamote le facteur chronologique. Les communistes, et surtout « nos » communistes, ceux qui militaient dans nos rangs, se sont très habilement servis des structures créées par le C.N.R., et notamment de son « bureau permanent », pour prendre une autorité considérable et exagérée au sein de la Résistance. Frenay se sert, pour le montrer, de ce que j'ai écrit dans *l'Aventure incertaine*. Mais il néglige ou minimise le fait fondamental, c'est que tout ceci ne s'est produit qu'après la disparition de Moulin. Ayant connu Moulin de près, je suis certain qu'il se serait opposé à cette évolution beaucoup plus que ne le firent Georges

Bideault et les chefs de la délégation en 1943-1944 — ne serait-ce que parce que Moulin, fin politique, aurait compris que ce noyadage ne pouvait qu'accroître la méfiance naturelle de de Gaulle à l'égard de la Résistance intérieure et mener (comme ce fut le cas après la guerre) à un divorce dont seule la vieille société profiterait.

Enfin, j'ai bien ri en lisant et en entendait l'argument tiré par Frenay des réserves formulées par Moulin sur les conceptions politiques de de Gaulle (dans une conversation avec François de Menthon et, me semble-t-il, une lettre à Cot). Que disait d'autre Henri Frenay à l'époque ? Et les craintes concernant l'autoritarisme de de Gaulle ne se sont-elles pas vérifiées ? En tirant argument pour montrer que Moulin était communiste « un peu » lors de sa « chute ». En vérité, si on examine les conflits que nous aurons eus pendant la clandestinité avec les représentants de Londres, et surtout avec Moulin, on s'aperçoit qu'ils trahissent avant tout l'esprit dominateur du général de Gaulle, sa volonté de ne pas tolérer une existence indépendante de cette Résistance née en dehors de son initiative et de son autorité, de ne pas admettre que d'autres hommes puissent, eux aussi, parler tant soit peu, à côté de lui, ou nom de notre pays. C'est justement parce que Moulin a servi fidèlement par conviction, par souci d'unité et d'efficacité, cette volonté gaullienne pour le temps de guerre que nous avons eu ces conflits avec lui. A l'époque, Frenay le comprenait mieux que d'aujourd'hui : depuis lors, traité de façon aussi injuste qu'obscure par le parti communiste en 1944-1945, il a été saisi, comme d'autres, par l'obsession de ce seul adversaire et veut voir sa main partout. C'est bien dommage.

L'histoire continue. Celle d'aujourd'hui est fille de celle d'hier.

(1) et (2) Laffont.
(3) Stock.

RECTIFICATIF. — Dans la présentation de l'article de R. K. sur la situation linguistique au Canada (*le Monde diplomatique* de septembre 1977), nous laissons entendre que des élections auraient lieu dans ce pays « dans quelques semaines ». En fait, le premier ministre canadien a annoncé le 9 septembre qu'il renonçait à organiser une consultation anticipée, dont le principe était encore tenu pour acquis à Ottawa au moment où nous mettions sous presse. Les élections législatives sont prévues pour l'année prochaine.

LIBERTÉ

Air Algérie au ca des nouvelles

LIBERTÉ

دور النشر

LIBERTÉS ET TERRORISME

(Suite de la première page.)

Une société qui estime insoutenable de regarder en face ses propres insuffisances aggrave le mal ; elle est tentée de se donner à elle-même de fausses justifications, laisse s'assombrir l'idéal vers lequel elle tend, le vide progressivement de sa vitalité, et, au bout du compte, dérive vers des principes sur lesquels elle n'avait pas choisi de se fonder. Peu à peu, une hiérarchie des valeurs se brouille et s'estompe au profit d'un autre ordre de priorités que l'on préfère ne pas formuler trop clairement tant on subodore qu'il serait peu défendable.

Ainsi en trente ans ont été oubliés les grands espoirs nés dans la Résistance et les profondes réformes qui devaient revitaliser la pratique démocratique. La prospérité économique, l'ordre, le rassurant confort intellectuel gagnent du terrain au détriment du souci de justice et de liberté, obscurcissent les interrogations auxquelles on ne peut pourtant pas se soustraire les peuples nantis lorsqu'ils considèrent les déséquilibres mondiaux. Tant et si bien qu'il est devenu incongru d'évoquer les projets élaborés dans la clandestinité, programmes de réveurs vite enfouis sous les dossiers des réalistes. Mais ces réalistes-là sont pris de court lorsque Mai 68 leur expose en pleine figure, et ils voudraient effacer de leur bilan tous les crimes, coloniaux ou autres, par lesquels ils ont sali la démocratie. Ils oublient que l'attachement aux institutions démocratiques est porteur de rudes exigences, qu'en aucun cas il ne peut être compatible avec la quétude qui séduit les médiocres, avec la bonne conscience qui, tôt ou tard, cautionne des aberrations ou des crimes.

Ce problème n'est pas celui de l'Allemagne, c'est celui de toutes les nations libérales industrialisées. Pour ne pas l'avoir compris, des journalistes allemands se sont d'abord indignés de certains commentaires étrangers pour ensuite céder, après la libération des otages de Mogadiscio, à un lyrisme aux accents nationalistes. L'exploit du commando anti-terroriste fut accueilli « avec joie, sans hystérie ni chauvinisme », écrit un éditeur allemand qui, quelques lignes plus loin, ajoute cependant : « Les Allemands de l'Ouest se sont identifiés à leur République comme jamais auparavant » (5). Alors donc ? De combien de drames politiques les Français, les Allemands ou les Italiens auront-ils donc besoin pour conforter leur attachement à la démocratie ?

Mais peut-être cet attachement avallait-il quelque chose d'essentiellement passif ? Alors il ne faudrait pas s'étonner que nos sociétés démocratiques n'aient pas tout fait pour vivre au niveau de leurs plus hautes ambitions, qu'elles aient toléré des insuffisances et des scories qui nourrissent toutes les révoltes, violentes ou pacifiques. Ce n'est pas seulement l'Allemagne, mais aussi la France, qui entretient de profitables relations commerciales avec des pays comme l'Iran, où la torture est pratique courante ; le 2 juin 1967, lors d'une manifestation contre la visite du chah à Berlin, l'étudiant Benno Ohnesorg est tué d'un coup de feu tiré par un policier qui sera acquitté. Plus tard, ce sera l'attentat contre Rudi Dutschke, qui aura dû indigner non seulement ses camarades étudiants mais aussi les plus respectables bourgeois. Ce n'est pas seulement à Bonn, mais aussi à Paris et à Rome, que la guerre du Vietnam a provoqué un légitime surcôt des étudiants : pour le pouvoir, il était sans doute plus facile de traduire en justice les auteurs des attentats commis en mai 1972 contre les Q.G. américains à Francfort et à Heidelberg que de se refuser à toute complicité, fût-elle silencieuse, dans une œuvre gigantesque de destruction — et l'un de ces attentats visait précisément un ordinateur utilisé pour programmer les bombardements au Vietnam. Ce n'est pas seulement en Allemagne, mais aussi en France, qu'une certaine presse peut impunément propager la bassesse, le mépris, le racisme,

la haine — et pourquoi certains, jeunes ou moins jeunes, devaient-ils ne pas s'indigner de cette perversion d'une liberté démocratique ? Aucun gouvernement démocratique ne peut ignorer qu'il s'appuie sur la crédibilité en entretient d'excellentes relations commerciales avec des régimes qui sont la négation même de la démocratie. S'il veut éviter d'être contesté sur ce point, il n'a le choix qu'entre deux politiques : ou bien cesser ses livraisons d'armes et décourager les investissements privés au Brésil ou à l'Afrique du Sud, ou bien faire en sorte que les moyens d'information présentent de ces pays une image démocratiquement rassurante.

Mais à quel point prolonger la liste des problèmes qui nourrissent toujours l'inquiétude, souvent l'écœurement, parfois la révolte ? Les esprits les plus pondérés n'osent pas prétendre que tout va pour le mieux dans nos démocraties libérales. Mais certains s'en accommodent moins facilement que d'autres. Et sans prétendre à une idéale perfection, les citoyens sont ruand même en droit d'attendre un effort constant pour contrer des déviations où d'autres trouvent leur profit. Voilà toute la différence entre les satisfaits, les résignés et les révoltés.

Le viol des foules

C'est n'est pas seulement en Allemagne, mais aussi en France, que l'on joue sur la peur pour mieux s'écarter des grandes lois de la démocratie. Bonn a ouvert la voie avec les « interdictions professionnelles » et les premières atteintes aux droits de la défense (7). Mais des voix s'élèvent en France pour faire chorus. Bien que toutes les organisations d'extrême gauche aient condamné le terrorisme, un magistrat trouve le moyen de dénoncer « le silence complice du progressisme français », qui serait coupable « de ne jamais condamner les assassinats commis par le groupe Baader mais de s'opposer, jusqu'au pointillisme, sur les droits d'une défense solitaire, voire complice, des terroristes, et sur les garanties d'un véritable débat judiciaire pour des personnes qui, par leur propre action, visent à révéler la caducité, le désastre, l'infirmité de tous les débats judiciaires » (8). Les démocrates ne seront jamais trop « pointillistes » dans la défense de leurs principes, y compris bien entendu au profit de ceux qui les combattent. Tout système s'autodétruit qui retourne contre ses adversaires les armes qu'il lui reproche légitimement d'utiliser.

Un membre du gouvernement est intervenu pour une juste mise en garde : « Il n'est pas possible, de répondre au terrorisme par un terrorisme d'Etat », déclare M. Alain Peyrefitte. Mais pourquoi le ministre de la justice lance-t-il alors un appel à ce qu'il faut bien nommer la délation ? « Quand il s'agit de terrorisme, dit-il, il faut avoir le courage de dire à la police ce que nous savons et ce dont nous avons été les témoins » (9). De son côté, le ministre de l'Intérieur déclare que « le gouvernement compte sur l'opinion » pour l'aider dans ses recherches policières. M. Christian Bonnet aura beau préciser qu'« il ne s'agit pas de créer une atmosphère de délation, mais encore de chasser aux sorcières », il n'invite pas moins le public à « briser la complicité incassable de la silence » (10). Si les silences sont complices, ne deviennent-ils pas coupables devant la loi ?

Bien que son affirmation de principe soit horrifiante, passe encore qu'un journaliste approuve « ce que les autres appellent répression et délation et qui pour nous est esprit civique et défense de la démocratie » (11). Plus préoccupant est le propos du ministre de la justice qui demande des « moyens nouveaux » pour lutter contre cette « forme nouvelle de violence » que serait le terrorisme. Ce qui est nouveau, c'est que plusieurs dizaines de passagers d'un avion puissent être pris en otage. Mais le terrorisme n'a rien de nouveau, et pas davantage l'appel à

Propos d'une extrême gravité car nous avons été solennellement prévenus : essayer d'expliquer — voire de comprendre — un mécontentement légitime que certains poussent jusqu'à commettre des actes illégitimes, c'est s'avouer complice des terroristes. Ainsi, dans certains milieux, Heinrich Böll et Gunther Grass sont-ils tenus pour intellectuellement responsables des assassinats commis par la « bande à Baader ». La démocratie en serait-elle encore une si elle exigeait de tous une aveugle confiance ? Elle n'est viable que dans une constante vigilance, seule capable de tenir en échec d'éventuels abus de pouvoir portant atteinte à la justice et aux libertés. Comment un journaliste allemand, avant même que ne soit connu le rapport d'autopsie, pouvait-il écrire dans un hebdomadaire français que nui n'avait le droit de douter du suicide d'Andreas Baader, de Gudrun Ensslin et de Jan-Karl Raspe ? « Il n'y a vraiment que les complices directs de la Fraction armée rouge pour soutenir cette assemblée » (6). Que les gouvernements adoptent ce point de vue, et demandent les prisons seront remplies de citoyens coupables d'avoir fait preuve de cet esprit critique qui entretient le doute et mine l'autorité.

la délation, dont l'histoire nous enseigne à quel abus il a conduit.

Ce n'est pas en Allemagne, mais aux Etats-Unis, que pendant la première guerre mondiale des Comités pour la loi et l'ordre (Law and Order Committees), soutenus par les groupements patronaux, organisèrent la chasse aux syndicalistes et furent condamnés à mort Tom Mooney, bien que le président du tribunal soit convaincu de son innocence (12). C'est encore aux Etats-Unis qu'en 1917 prend naissance une American Protection League, bientôt forte de deux cent cinquante mille volontaires qui, sous prétexte de chasser aux espions allemands, se livre à de sordides règlements de comptes contre lesquels le président Wilson devra intervenir. C'est donc l'Allemagne nazie et dans les pays communistes que l'on a vu des « éducateurs » inciter les enfants à signaler les déviations politiques de leurs parents. C'est en France, pendant l'Occupation, que des lettres anonymes dénonçant de prétendus « résistants » ou « terroristes » permettront d'assouvir des vengeances personnelles ; dans certaines villes, les autorités nazies devront menacer de lourdes sanctions les auteurs de ces messages, souvent invérifiables, dont elles sont submergées.

Au nom de l'efficacité, la tentation est forte de recourir à tous les moyens pour juguler un danger. Mais le terrorisme peut et doit être éliminé par des moyens respectueux de la légalité républicaine et de la dignité des citoyens. L'O.A.S., qui disposait de larges soutiens dans la population et dans l'appareil de l'Etat, jusque dans les services chargés du maintien de l'ordre, a été mise hors d'état de nuire. Sans qu'il fût fait appel à la délation. Or la Fraction armée rouge ne jouit de semblables sympathies ni dans la population ni dans les diverses polices allemandes. Les dizaines de milliers de dénonciations qui parviennent aux autorités de Bonn ne peuvent pas, de toute évidence, concerner les quelques centaines de sympathisants de la FAR. Elles révèlent l'aspect le plus sombre de toute population — et pas seulement de la population allemande — invitée à s'engager, au nom d'une conception pervertie du civisme, dans les voies de la délation.

Les services policiers disposent de moyens considérables pour venir à bout du terrorisme (13). Seul le désir d'élargir leurs prérogatives peut expliquer que l'on s'efforce de leur efficacité tout en surélevant la menace. Il en fut ainsi lorsque, en France, l'ancien ministre de l'Intérieur fit voter une loi — ultérieurement déclarée anticonstitutionnelle — autorisant de fouiller sans mandat tous les véhicules. Il en fut ainsi lorsque,

lors de la première audience du procès de Klaus Croissant, l'identité des avocats fut relevée par la police qui se présenta ensuite à leur adresse.

Et voilà que des voix éminentes s'élèvent pour réclamer toujours plus de rigueur. Plusieurs jours avant le triple « suicide » des emprisonnés de Stammheim, que propose-t-on ? Il faut « décider d'un commun accord que toute action de chantage tendant à la libération d'un terroriste, recourent coupable et emprisonné, entraîne automatiquement l'exécution de celui-ci ». Qui donc tient ce mâle langage ? C'est M. Jean d'Ormesson (14), comme s'il ambitionnait, pour le salut de la République, de s'installer place Beauvau.

Seuls le plus grand sang-froid et un scrupuleux respect de la légalité peuvent aider une démocratie à se défendre contre le terrorisme. A jouer sur la peur dans le souci de faire adopter des mesures que la conscience reprouve, on ne peut qu'entretenir le doute sur les vertus de la démocratie et exalter les plus bas instincts dont font preuve les meilleurs serviteurs des régimes policiers. Est-ce ce que l'on souhaite ?

Un tel scénario de catastrophe a eu ses prophètes. Voilà déjà deux ans que la Commission trilatérale publiait son fameux rapport sur « la crise de la démocratie » (15). Les auteurs, qui n'avaient pas encore Heinrich Böll et Gunther Grass à se mettre sous la dent, dénonçaient déjà un adversaire principal : « les intellectuels et les groupes proches d'eux, qui affirment leur dégoût de la corruption, du matérialisme et de l'inefficacité ». On conviendrait aisément que, si ce « dégoût » n'est pas périble, de tels intellectuels doivent cependant être discrédités et réduits au silence... D'autant qu'ils aggravent leur cas en posant, avec une certaine insolence, des « questions sur la légitimité (...) de la coercition, du secret, de la trahison — tous procédés qui, dans quelque mesure, sont les inévitables attributs de gouvernement ». Pourquoi donc s'acharner à dénoncer des pratiques certes condamnables mais dont on nous dit qu'elles sont « inévitables » ? Puis, ayant rappelé le mot célèbre selon lequel « le seul remède aux maux dont souffre la démocratie est d'assurer davantage de démocratie », le rapport n'hésite pas à conclure : « Appliquer ce remède à l'heure actuelle pourrait bien ressembler à jeter de l'huile sur le feu ».

Tel est en fait l'éternel discours des champions de « la loi et l'ordre », dont la recette ne varie guère : davantage d'ordre par moins de légalité. En excusant l'iniquité qu'entretient le terrorisme, est-ce à cela qu'on est en train de nous préparer ? La démocratie est le seul régime qui, pour progresser et s'épanouir, ait besoin de développer le dégoût de la corruption, du matérialisme, de l'abus du secret, de la trahison, etc., qui ne sont jamais les « inévitables attributs » d'un régime de liberté.

Les crimes de la FAR ont bien servi les calculs de tous ceux qui rêvent de restreindre le droit de critique, d'embarquer les esprits, d'imposer un concan aux libertés, de renforcer l'appareil de

coercition, de mettre en place un régime d'ordre et d'autorité. Chaque jour qui passe rend un tel calcul un peu plus vraisemblable. On ne nous rassure pas en nous rappelant que les néo-nazis ne recueillent qu'un infime pourcentage de voix aux élections. Car le danger n'est pas là. Le danger ne vient pas d'un autoritarisme à visage de barbarie, avec son gratesque attirail de chemises brunes, de boudriers, de fantasses et de drapeaux, de rassemblements hystériques et de retraites aux flambeaux, plus les chorniers et les fours crématoires. Le véritable danger, c'est celui d'un autoritarisme à visage humain apparemment respectueux des formes légales, civilisé, courtoisement coercitif, aimablement répressif, avec des dizaines de millions de citoyens surveillant leurs voisins, des technocrates bien éduqués qui, servis par des ordinateurs naturellement dépourvus d'instincts sanguinaires, feront docilement, discrètement fonctionner la machine à broyer la critique, à stériliser la pensée, à étouffer la liberté, sans cris, sans hurlements de douleur ou de colère.

Il est facile de dénoncer la violence, toute violence. Il est plus difficile de déceler les masques de la violence (16). Le terrorisme sert admirablement les desseins des grands-prêtres de l'Ordre. Contre cette redoutable alliance, il n'est de riposte possible que dans le respect scrupuleux, « pointilliste », des libertés et des procédures qui les garantissent, dans la vigilance à l'égard de toutes les violations de la légalité républicaine, dans le refus du « secret » et de la « trahison ». Non pas moins, mais au contraire davantage de démocratie. D'une démocratie qui possède ses lois et son appareil du maintien de l'ordre. D'une démocratie qui doit se purger elle-même de sa corruption et de ses coupables complaisances, de sa bonne conscience devant des injustices qu'elle n'ignore pas, de son matérialisme complice de tous les passe-droits, de son alliance contre nature avec des régimes auxquels elle vend avec profit des équipements conçus pour écraser l'homme, sa dignité, son espérance.

CLAUDE JULIEN.

- (5) « Schmidt Wins », par Theo Sommer, rédacteur en chef de Die Zeit, dans son commentaire de Newsweek, 21 octobre 1977.
- (6) « Fils de Watan », par Peter Scholl-Latour, correspondant à Paris de la deuxième chaîne de télévision allemande, dans le Point du 24 octobre 1977.
- (7) Voir l'article du professeur Gruenewald, le Monde diplomatique, décembre 1975.
- (8) « Violence et libéralisme », par Philippe Blier, substitut près le procureur du tribunal de Bobigny, dans le Quotidien de Paris, 26 octobre 1977.
- (9) Déclaration au Cercle Adalphe-Christoux, cf. le Monde, 28 octobre 1977.
- (10) Le Figaro, 28 octobre 1977.
- (11) Max Gluck, le Figaro, 24 octobre 1977.
- (12) Tom Mooney sera libéré en 1939 après vingt-trois ans de prison.
- (13) En France, le budget du ministère de l'Intérieur sera porté à plus de 17 milliards de francs en 1978, soit une augmentation de 20,8 % par rapport à 1977.
- (14) Le Figaro, 17 octobre 1977.
- (15) Le Monde diplomatique, mars 1976, page 14.
- (16) Cf. le Monde diplomatique, janvier 1973, pages 11 à 16.

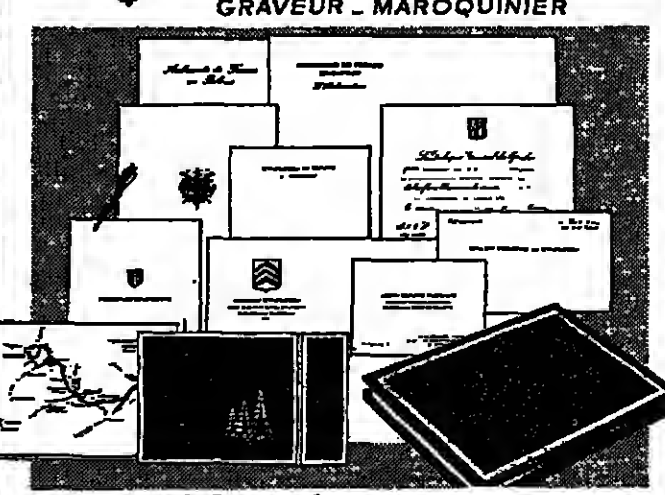
Air Algérie vous transporte au carrefour des nouveaux échanges.



Nous vous offrons comme cela près de 25 pays et de 50 escales. Pas pour l'exotisme, ni pour l'aventure. Pour y aller conclure vos marchés. A partir de Londres, Paris, Francfort, Bruxelles, Prague, Genève ou Moscou. Vite. Confortablement. Au rythme de vos affaires.



ARMORIAL
GRAVEUR - MAROQUINIER



58, FAUB. ST-HONORÉ - 26, AV. VICTOR-HUGO
27, BOUL. RASPAIL - PALAIS DES CONGRES PTE MAILLOT
PARIS

poggenpohl

C'est bien sûr la cuisine et la salle de bains mais aussi, maintenant un magasin, un bureau d'étude et des décorateurs hautement confirmés au

161, rue du Faubourg St-Honoré
75008 Paris
tél. 359.79.63

CONTRAINTES FINANCIÈRES ET IMPÉRATIFS DE SÉCURITÉ

M. Carter et la limitation des livraisons

(Suite de la première page.)

— Les débouchés : tandis qu'avant 1970 la plupart des ventes d'armes américaines allaient au Japon, au Canada et à l'Europe occidentale, aujourd'hui, le plus gros des exportations est destiné à des pays du tiers-monde. Selon les statistiques du Pentagone, les achats du tiers-monde ont passé d'environ 220 millions de dollars par an dans les années 50 et 60, à 6 milliards de dollars au milieu des années 70. En grande partie, cet accroissement s'explique par les ventes aux riches royaumes du Proche-Orient producteurs de pétrole, mais les pays pauvres et couverts de dettes d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie absorbent aussi une part importante des exportations (9).

— Le degré de sophistication : non seulement les ventes ont augmenté, mais les armes offertes sont de plus en plus sophistiquées. Des pays qui autrefois s'équipaient avec des armes périmées, fournies au titre du programme d'assistance militaire américaine, achètent aujourd'hui les missiles, les avions et les navires les plus modernes. Ainsi l'Iran, qui jusqu'en 1964 ne possédait ni missile guidé ni avion supersonique, reçoit à l'heure actuelle des missiles Hawk, Sparrow, Sidewinder, Maverick, Phoenix et Harpoon, et des avions aussi perfectionnés que le chasseur à ailes variables F-14, l'avion de combat F-15 et l'appareil de reconnaissance P-3 C. Un équipement lourd similaire a été vendu à d'autres pays du tiers-monde, ce qui annonce une perpétuelle escalade de violence lors des futurs conflits (7).

— La production : outre la vente de systèmes d'armements complets, les firmes américaines exportent de plus en plus leurs connaissances techniques en se lançant dans des projets de coproduction avec les fabricants d'armes étrangers. Ces transactions comprennent soit bien la création d'entreprises communes ou des sociétés américaines et étrangères combinant leurs efforts pour fabriquer ensemble un même produit, soit la conclusion d'accords de fabrication sous licence aux termes desquels un producteur étranger acquiert les plans et le savoir-faire lui permettant de fabriquer une arme de conception américaine. Selon des informations émanant du Pentagone, les États-Unis sont actuellement engagés dans cinquante importantes entreprises de coproduction et dans des centaines d'autres de moindre envergure. Beaucoup d'experts estiment que ce genre de « transfert technologique » est plus dangereux à long terme que les ventes d'armes proprement dites, parce qu'il aboutit à la multiplicité des fournisseurs auxquels un belligérant peut s'adresser en temps de guerre et qu'il complique la négociation sur le contrôle des armes conventionnelles (8).

— Les contrats de services techniques : de plus en plus, la compétence technique en matière militaire devient objet de

négoce avec les armées étrangères, sous la forme de contrats couvrant l'entraînement, l'entretien ou d'autres services spécialisés. La demande en ce domaine se gonfle à un rythme effréné, car beaucoup d'armées du tiers-monde ne sont pas en mesure de faire fonctionner et d'entretenir les nouvelles armes ultra-sophistiquées qu'elles achètent aux États-Unis ou aux autres pays avancés. Selon une étude du comité des affaires étrangères du Sénat, il y a actuellement en Iran et en Arabie Saoudite plus de vingt-cinq mille techniciens américains travaillant à des projets touchant au domaine militaire, et ce nombre pourrait être porté à cinquante

FOURNITURES GRATUITES A LA CORÉE DU SUD ?

SECON l'International Herald Tribune des 22 et 23 octobre dernier, le président Carter a demandé le 21 octobre au Congrès américain l'autorisation de transférer à la Corée du Sud, sans contrepartie financière, un équipement militaire actuellement utilisé par les troupes américaines en Corée.

D'une valeur de 800 millions de dollars, ce matériel comprend des tanks (des M-60, qui seraient remplacés par des modèles M-48 moins sophistiqués), des missiles anti-tanks, des hélicoptères, de l'artillerie, des radars et des munitions.

Ce simple transfert serait destiné, selon le Conseil national de sécurité à Washington, « à contrebalancer les conséquences de notre retrait, à compenser toute déficience de la défense soviétique à la suite de ce retrait ».

En présentant sa requête au Congrès, le président Carter a renouvelé son engagement de retirer toutes les exportations d'armes américaines en Corée du Sud dans un délai de quatre à cinq ans.

millie au début des années 80 (9). Inutile d'insister sur le fait que cet engagement croissant de « mercenaires au col blanc » auprès de nombreuses armées étrangères risque d'entraîner l'implication involontaire des États-Unis dans de futurs conflits.

Premières reculades

LORSQUE M. Gelb commença à se pencher sur ces problèmes, les observateurs à Washington escomptaient que le gouvernement imposât un retrait permanent aux exportations d'armes américaines situé bien en deçà du chiffre total de 10 milliards de dollars prévu pour l'année fiscale 1977. Ils s'attendaient aussi à des restrictions aux ventes d'armements de haute technologie. Les éditeurs Rowland Evans et Robert Novak rapportèrent ainsi, le 18 avril dernier, que l'on envisageait une réduction de 25 %. Mais quand M. Carter et Vance se trouvèrent confrontés aux multiples intérêts des compagnies privées et de la bureaucratie, ils demandèrent à M. Gelb d'envisager des évolutions moins radicales. Un fonctionnaire qui avait participé aux discussions fit remarquer qu'« au départ, la ligne était de trouver le moyen de freiner les ventes d'armes à l'étranger. La thèse était que toutes les ventes d'armes étaient néfastes. Mais cela a changé, et la ligne qui prévaut désormais est que les ventes d'armes ont des options et sont assez équilibrées. A la Maison Blanche, on se rend compte maintenant qu'il existe de bonnes raisons de vendre des armes » (12).

Bien que les membres du gouvernement n'aient jamais explicité tous les facteurs qui les avaient conduits à adopter une position plus « équilibrée » au cours de leurs discussions, il n'est pas difficile d'identifier les forces qui ont joué. La plupart des analystes sont d'accord pour penser que l'accroissement des ventes d'armes au tiers-monde s'explique par des con-

— Promotion et pots-de-vin : étant donnée l'extraordinaire expansion du marché international des armements, les compagnies américaines font d'énormes efforts pour promouvoir leurs produits à l'étranger. En principe, cette activité consiste à faire de la publicité dans la presse commerciale, à effectuer des démonstrations en vue de participer à des salons commerciaux de représentation à l'étranger, etc. Cependant, il existe des preuves matérielles montrant que, dans un certain nombre de cas, ces pratiques « légitimes » se sont assorties de versements de pots-de-vin à des fonctionnaires étrangers. Ainsi, par exemple, la compagnie Northrop, l'un des pourvoyeurs d'armes les plus gâtés du monde, a remis 450 000 dollars à un agent commercial qui aurait utilisé cette somme pour acheter deux généraux saoudiens ; et Lockheed a versé plus de 7 millions de dollars de pots-de-vin à des fonctionnaires japonais pour assurer le commandement de ses avions de transport L-111 (10).

— Les droits de l'homme : bien que la plus grande partie des exportations d'armes américaines consiste en équipements lourds (chars, avions de combat, missiles) destinés à la défense extérieure, une fraction non négligeable des ventes porte sur du matériel servant à équiper la police et sur des armes conçues exclusivement pour assurer la sécurité intérieure. En vertu de la loi sur la liberté d'information, nous avons pu prendre connaissance de documents montrant qu'entre 1973 et 1978 les principaux fabricants d'armes américaines ont vendu environ cinquante mille pistolets et revolvers, sept millions et demi de balles, cent cinquante-cinq mille grenades lacrymogènes et deux cent quatre-vingt-neuf véhicules blindés à des forces de police et à des administrations pénitentiaires étrangères. Les compagnies américaines fournissent aussi, en grande quantité, des ordinateurs destinés à la police, des systèmes électroniques d'écoute et de surveillance, des avions conçus pour la contre-insurrection, des armes antipersonnelles et autres outils de répression. Et le seul critère que l'on manifeste aux États-Unis pour les droits de l'homme n'empêche pas que de telles armes soient livrées à des régimes qui comptent parmi les plus répressifs du monde, y compris le Chili, l'Argentine, le Brésil, Haïti, l'Uruguay, l'Iran, l'Indonésie, la Corée du Sud et les Philippines (11).

de contrôle (14), dont il convient d'analyser la portée réelle en se référant aux principaux passages de la déclaration présidentielle du 19 mai :

M. CARTER : Pour appliquer une politique de restriction des armements, j'établirai les mesures suivantes de contrôles, applicables à toutes les livraisons d'armes, à l'exception de celles qui sont destinées à des pays avec lesquels nous avons signé des traités de défense importants (OTAN, Japon, Australie et Nouvelle-Zélande). Nous serons fidèles aux obligations qu'entraînent nos traités, et nous respecterons nos responsabilités historiques afin de garantir la sécurité d'Israël.

Au cours des trois dernières années fiscales (1976 à 1978), les pays échappant aux restrictions (OTAN, Australie, Nouvelle-Zélande, Japon et Israël) ont reçu 35 % de toutes les exportations d'armes américaines dans le cadre du programme des ventes militaires à l'étranger. Ainsi, la « politique de restriction » de M. Carter est réduite d'emblée pour ne s'appliquer qu'à moins des deux tiers du marché potentiel (voir tableau II). Bien plus, si l'on ajoute aux pays qui échappent aux restrictions ceux avec lesquels les États-Unis ont signé un « important traité de défense » — Corée du Sud, Taiwan, Espagne et Philippines — la proposition du président est encore amoindrie de 10 %, ne couvrant plus que 55 % du marché total (15).

M. CARTER : Ces mesures de contrôle auront pour nous force contraignante, à moins que des circonstances extraordinaires d'importance ne justifient une décision présidentielle d'exception en ce qui concerne des pays amis des États-Unis ont besoin d'un armement moderne pour contrebalancer les désavantages, quantitatifs ou autres, et pour maintenir l'équilibre régional.

Cette clause permet à M. Carter d'annuler toutes les dispositions prévues au cas où il décide qu'une situation extraordinaire se présente ou que des livraisons par un autre fournisseur créent un déséquilibre militaire excessif. Ses déclarations à propos des AWACS, et dans d'autres cas sur lesquels nous reviendrons, montrent qu'il est prêt à interpréter ces exceptions dans un sens libéral.

M. CARTER : La valeur en dollars (dollars constants 1976) des nouveaux contrats conclus dans le cadre des programmes de ventes militaires à l'étranger et d'aide militaire et portant sur des armes et des articles liés à l'armement sera réduite dans les faits à 1977 par rapport à 1977. Les fournitures qui peuvent à l'évidence être classées parmi les services ne sont pas affectées par cette disposition, non plus que les ventes commerciales, que le gouvernement des États-Unis contrôle par le défranchement des licences d'exportation.

Ayant déjà amputé son programme d'un tiers en exemptant les pays de l'OTAN et autres, le président Carter réduit encore la portée de ses propositions. Comme la vente de services représente environ 40 % de tous les contrats signés dans le cadre des ventes militaires à l'étranger, M. Carter limite son contrôle à moins des deux cinquièmes du total des ventes. L'élimination des ventes commerciales réduit encore le contrôle à environ 35 % seulement de l'ensemble des exportations militaires. Et comme on prévoit que la part des contrats de fourniture de services dans le cadre des ventes militaires à l'étranger et des ventes commerciales va s'accroître dans les années à venir, le montant global des exportations militaires pourrait bien dépasser le niveau de l'année fiscale 1977, même si les directives du président Carter sont rigoureusement appliquées.

M. CARTER : Les États-Unis ne sont pas les premiers à introduire dans une région donnée un armement de type nouveau et de technologie avancée qui serait d'y renouveler ou d'y renforcer substantiellement la puissance de feu. La vente ou la coproduction de ces types d'armes sont également interdites tant qu'ils ne seront pas opérationnels dans l'armée américaine, et cela afin d'éviter que l'on ne soit tenté de promouvoir les ventes à l'étranger dans la but d'émouvoir les coûts des commandes du ministère de la défense.

Principes sains, à coup sûr, mais qui paraissent dénués de sens au regard des nombreuses exceptions et limitations notées plus haut. Pour maintenir les « relations privilégiées » des États-Unis avec Israël, M. Carter a continué à fournir à ce pays des armes ultra-modernes. Il a également trahi ses principes en acceptant de livrer à l'Iran des avions de reconnaissance AWACS — appareils si sophistiqués que le directeur de la CIA, M. Stanfield Turner, s'était opposé à leur exportation de crainte qu'ils ne tombent accidentellement aux mains des Soviétiques, compromettant ainsi des secrets de la défense nationale américaine (16). M. Carter a autorisé la vente de ces appareils en affirmant qu'ils étaient essentiels à la sécurité de l'Iran, mais le plupart des observateurs dans les milieux industriels estiment que son principal souci était de diminuer la coût unitaire d'avions dont la production coûte plusieurs milliards de dollars, et du permettre au Pentagone d'obtenir plus facilement des crédits du Congrès (17) (on sait que le président a dû par la suite annuler son autorisation d'exporter ces appareils, le Congrès ayant menacé d'opposer son veto à la transaction). Plus récemment, le président a autorisé la vente à l'Arabie Saoudite de certains chasseurs F-15 Eagle, fabriqués par McDonnell-Douglas, ce qui est une nouvelle dérogation à la ligne fixée. Il s'agit, en effet, d'un appareil considérablement plus perfectionné que tous ceux actuellement en service dans la péninsule Arabique (18).

M. CARTER : Le développement ou la modification d'armes ultra-modernes pour la seule exportation ne seront pas autorisés.

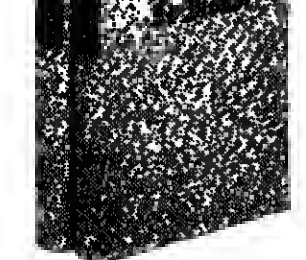
La encore, M. Carter a déjà violé ses propres principes. En juin, il a autorisé Northrop et McDonnell-Douglas à engager des pourparlers avec la République fédérale d'Allemagne et plusieurs pays pour la vente de leur futur chasseur F-18 L, appareil basé au sol, alors que les deux firmes produisent actuellement pour la marine américaine le F-18 dans une version porte-avions, et que le Pentagone ne prévoit pas d'affecter le modèle basé au sol à son propre usage (19).

M. CARTER : Les records de exportation d'armes importants, d'équipements et de composants essentiels sont interdits excepté l'assemblage de sous-composants et la fabrication de pièces détachées fréquemment renouvelables. On envisagera la possibilité de conclure des accords de coproduction pour une catégorie limitée d'articles, mais avec des clauses restrictives limitant les exportations vers des pays tiers.

Encore une fois, les exceptions l'emportent. Selon des documents du Pentagone, sur trente-huit projets de coproduction

Lecteurs du Monde Diplomatique
Vous pourrez désormais disposer en permanence de l'intégralité des articles qui vous concernent publiés dans les pages du Monde grâce à la

REIMPRESSION
COMPLÈTE
DU JOURNAL
Le Monde



réalisée en miniformat par les Éditions France Expansion et Lathès. Chaque année, le 15 février, nous vous livrons deux volumes reliés, réunissant les 10 000 pages du Monde de l'année précédente. Cette réédition est réalisée en format réduit (4 pages du Monde tiennent sur une feuille de 29 x 43), sur papier bible. Une année complète n'occupe que 8 cm de rayonnage.

Cet ouvrage qui rassemble, sous une forme complète, élégante et pratique, l'intégralité des pages quotidiennes du Monde, est le complément naturel du Monde et de ses éditions spécialisées pour tous ceux qui désirent, au-delà de leur information quotidienne, conserver sous une forme rationnelle et constamment accessible, les éléments de référence irremplaçables qu'il apporte.

Les deux volumes représentant l'année 1977 (France toutes destinations) 1 300 F.

Renseignements et spécimens : FRANCE EXPANSION
336 rue Saint Honoré
75001 PARIS
Tél. 260.32.09

Des intentions aux réalités

MALGRÉ ces premières reculades, le président Carter annonça à grand bruit, le 19 mai, sa nouvelle politique en matière de vente d'armes. Après avoir présenté le rapport de M. Gelb, il déclara : « J'ai décidé que, désormais, les États-Unis considéreront les livraisons d'armes comme un instrument exceptionnel de la

politique étrangère, à n'utiliser que dans les cas où il sera clairement établi que la transaction sert les intérêts de notre sécurité nationale ». Conformément à cette nouvelle « politique de restriction des armements », pour reprendre ses propres termes, le président Carter énuméra une série de mesures spécifiques

Tableau I. — TENDANCES DES VENTES MILITAIRES AMÉRICAINES À L'ÉTRANGER (par années fiscales, en millions de dollars actuels).

	1950-1959	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976 (A)	1977 (est.)	1978 (est.)
Total des commandes	15 124,2	967,6	1 363,2	3 267,9	5 786,2	10 942,6	10 123,5	9 477,1	8 770,9	7 880,3
Dont :										
Pays développés	9 933,3	543,9	816,2	1 367,7	707,7	829,2	3 069,3	1 674,5	1 143,9	2 702,0
Pays sous-développés	6 130,9	423,7	1 047,0	1 899,9	3 055,5	9 813,3	7 053,2	7 802,6	7 626,9	4 978,3
Programme de crédits pour les ventes militaires à l'étranger	1 778,9	70,8	763,4	949,0	541,0	2 885,9	880,2	2 786,1	2 022,1	2 217,5
Montant des livraisons à l'étranger	7 639,1	1 354,4	1 363,5	1 363,5	1 363,7	2 997,9	3 279,1	3 499,4	non disp.	non disp.
Montant des arrières non livrés (total cumulé)	7 263,1	6 367,3	7 098,0	8 399,9	13 367,5	21 072,2	28 118,0	31 796,0	non disp.	non disp.
Ventes commerciales	2 053,1	437,6	396,5	423,6	382,9	562,2	589,5	1 568,1	1 241,8	1 248,8

a) Y compris le trimestre de transition avec l'année fiscale 1977 (du 1^{er} juillet 1976 au 30 septembre 1976).

b) Note : Les ventes militaires à l'étranger sont les ventes directes de gouvernement à gouvernement. Les ventes commerciales désignent les transactions conclues entre firmes américaines, d'une part, et les gouvernements étrangers ou commerçants en armes, d'autre part.

Sources : Pour les années fiscales 1950-1976 : US Defense Security Assistance Agency, « Foreign Military Sales and Military Assistance Facts », Washington, 1976. Pour les années fiscales 1977-1978 : US Department of Defense, « Security Assistance Program », Presentation to Congress, Fiscal year 1978, Washington, 1977.

Bulletin hebdomadaire LA PRESSE ARABE

الصحافة العربية

Première partie :

Traduction des journaux de langue arabe.

Deuxième partie :

L'actualité dans le monde arabe. Articles de fond, nouvelles et échos.

SPECIMEN SUR DEMANDE (sociétés et organismes)

seulement)

20, rue de la Bienfaisance,

75008 PARIS.

Tél. : 522-29-51.

Abonnement : 3 500 F par an.

دور النشر العربية

armes à

FRANCE
PAYS ARABES

d'armes à l'étranger

d'une certaine envergure actuellement en cours, vingt-sept ont été entravés avec des partenaires figurant sur la liste des pays échappant aux restrictions, et il est peu probable que cette tendance change à l'avenir (20). En fait, M. Carter s'est engagé à pousser le standardisation des armements au sein de l'OTAN, ce qui ne devrait pas manquer de développer la coopération avec les membres de l'alliance atlantique puisque c'est là le seul moyen de garantir, à l'avenir, l'achat d'armes américaines par les Européens.

M. CARTER : Un amendement aux règles sur les transactions internationales en matière d'armes sera promulgué, qui rendra obligatoire l'obtention d'une autorisation de département d'Etat avant de lancer une campagne de promotion des ventes d'armes à l'étranger, et cela aussi bien pour les fonctionnaires des Etats-Unis que pour les représentants des entreprises privées. De plus, les ambassades et les attachés militaires n'auront pas mission de promouvoir les ventes d'armes.

Cette clause ne présente qu'un intérêt réduit car les fabricants d'armes américains ont toujours attendu un feu vert officiel de l'administration avant d'entreprendre de sérieux pourparlers avec les représentants de gouvernements étrangers. Désormais, il faudra obtenir ce feu vert officiellement, mais, du moment que le président Carter se montre si peu rigoureux dans l'observance des autres principes qu'il s'est fixés — comme pour les livraisons d'AWACS à l'Iran et de F-15 à l'Arabie Saoudite —, cette limitation n'apportera pas de réelle signification. L'interdiction faite aux diplomates et aux militaires américains de promouvoir le matériel militaire n'a pas empêché l'armée de l'air de procéder à des démonstrations devant des clients potentiels au Salon du Bourget 1977, deux semaines à peine après que M. Carter eut annoncé ses nouvelles directives.

M. CARTER : En élaborant des programmes d'aide dans le domaine de la sécurité qui tiennent compte des règles ainsi établies, nous pourrions nous efforcer de respecter les droits de l'homme dans les pays bénéficiaires.

Bien que le président Carter ait ordonné des réductions symboliques de l'aide militaire à l'Argentine, à l'Éthiopie et à l'Uruguay pour sanctionner des atteintes aux droits de l'homme, il s'est opposé à de telles mesures à l'encontre de pays dont les pratiques en ce domaine sont identiques ou pires, par exemple, la Corée du Sud, l'Indonésie et les Philippines — en invoquant la présence de la sécurité nationale des États-Unis. Et si les ventes de grandes quantités de la police ont été suspendues pour quelques dictatures, les États-Unis continuent de fournir ce genre

de matériel à beaucoup d'autres régimes répressifs.

M. CARTER : L'entreprise de cette politique de restrictions a été bien entendue qu'une véritable réduction des transactions sur le marché mondial des armes nécessiterait une coopération multilatérale. Parce que nous dominons ce marché dans une très large mesure, je considère que les États-Unis peuvent et doivent faire le premier pas. Cependant, les États-Unis vont rencontrer, dans un très proche avenir, les autres fournisseurs d'armes, y compris l'Union soviétique, afin d'entamer des pourparlers sur les possibilités d'entreprendre des actions multilatérales.

M. Carter a naturellement raison de penser que, pour être couronnée de succès, une tentative de limitation des livraisons

Des lacunes gênantes

LES nouvelles directives du président Carter en matière de ventes d'armes comportent aussi des lacunes. La première, et la plus évidente, est l'absence de tout engagement sérieux de la part des États-Unis de réduire leurs ventes d'armes. Même si le président diminue de manière significative les envois d'armes en direction des pays frappés par la politique de restriction, le volume total de leurs fournitures ne diminuera sans doute au même niveau qu'avant — en particulier si, comme on s'y attend, les ventes de services augmentent assez vite pour compenser la diminution des ventes de matériel lourd.

De même, M. Carter n'a pas pris les mesures adéquates devant aboutir aux « restrictions rigoureuses » qu'il avait annoncées dans sa conférence de presse du 24 janvier. Il est vrai qu'il a ordonné au département d'Etat de mettre en place des procédures pour contrôler les méthodes de promotion des firmes américaines d'armement. Mais rien, dans ses directives du 19 mai (ni dans son comportement ultérieur), n'indique que ces mesures constitueront des « restrictions rigoureuses ».

Lorsque M. Carter aborde des problèmes concrets — la coproduction d'armement, les droits de l'homme et la vente de matériel ultra-moderne aux pays sous-développés —, ses propos restent vagues, incomplets et parfois sans consistance. Certains domaines sont, en outre, totalement négligés :

— Les contrats en matière de services : M. Carter indique explicitement que les contrats portant sur la fourniture de services échappent à ses directives du 19 mai. Nulle part ailleurs il ne laisse entendre qu'il a l'intention de restreindre ou de contrôler la prolifération des « matériels en col blanc » ;

d'armes conventionnelles nécessitera la coopération des principaux pays fournisseurs. Mais il est difficile d'imaginer par quels moyens il va convaincre les autres pays de diminuer leurs ventes, alors que les États-Unis continuent de dominer le marché dans une aussi large mesure, même après la mise en vigueur des nouvelles réglementations. Et de quel « premier pas » M. Carter parle-t-il ? La vente d'AWACS à l'Iran, de F-15 à l'Arabie Saoudite ou de F-16 à la République fédérale d'Allemagne n'est certainement pas une initiative de nature à persuader les fabricants d'armes européens que Washington a l'intention de réduire ses exportations vers les principaux marchés étrangers. De même, M. Carter espère-t-il sérieusement obtenir la coopération de Moscou, au moment même où il s'empresse de vendre des armes à l'Égypte afin de saper l'influence soviétique dans ce pays ?

— Les pots-de-vin : bien que le président ait demandé un « contrôle préalable » du département d'Etat de la politique de promotion des ventes des firmes américaines d'armement, il n'est pas explicitement interdit de payer des commissions ou des gratifications à des agents ou à des représentants à l'étranger. Aucune disposition concrète n'empêche le versement de pots-de-vin dans les transactions sur les armes ;

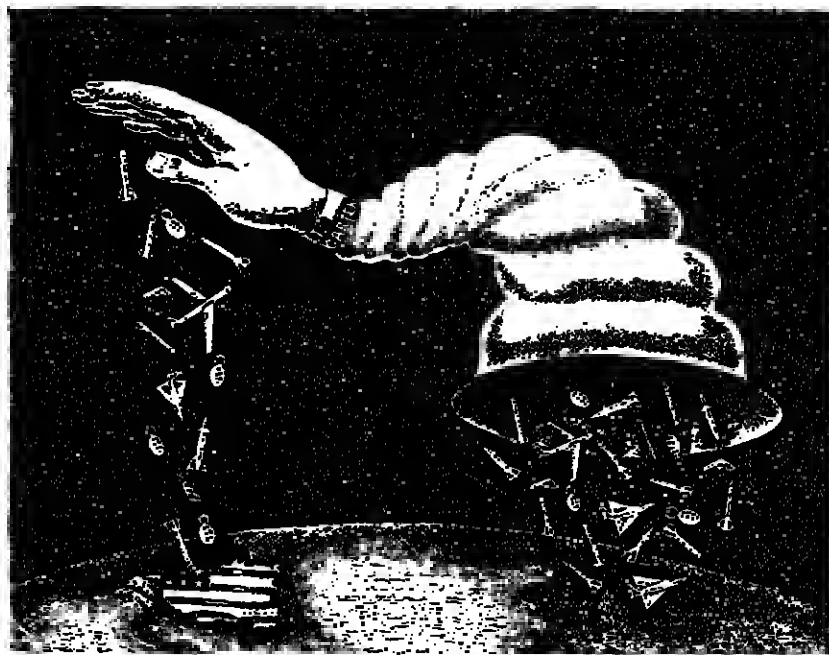
— Les commandes en cours : dans les milieux hostiles aux ventes d'armes, on a

Le poids des impératifs de sécurité nationale

TOUS ces indices laissent craindre que la « politique de restriction des armements » n'aura que des effets limités. Il en découlera peut-être une légère diminution du volume total des ventes et un certain effort pour décourager les achats exorbitants des pays du tiers-monde les plus ambileux, comme l'Iran. Mais cela ne signifie pas que la tendance générale sera inversée, alors que la liste des clients étrangers ne cesse de s'allonger pour les achats d'armes américaines sophistiquées.

Si l'on admet qu'au départ le président Carter avait réellement l'intention de réduire les ventes d'armes — et cela paraît plausible —, on peut se demander ce qui l'a poussé à faiblir. Certes, des groupes de pression et d'intérêts sont parvenus à limiter ses choix. L'Europe ne soutiendrait pas la stratégie politique et économique de Washington si elle n'a pas le garant d'avoir toujours accès aux armes et à la technologie américaines. Les groupes pro-Israéliens n'accepteront aucune restriction importante des fournitures d'armements à Jérusalem. Et, bien sûr, les nombreux intérêts privés mis en jeu dans la fabrication des armes ne renonceraient pas volontiers au marché lucratif des exportations. Mais, en décidant d'arrêter le projet de bombardier B-1, le président Carter a montré qu'il est prêt à surmonter les obstacles quand il estime que l'intérêt des États-Unis est en jeu. Il faut donc trouver une autre explication.

Si l'on examine attentivement les déclarations de M. Carter, on remarque que l'obstacle principal à la diminution des ventes d'armes est la définition qui est actuellement donnée de la « sécurité nationale » des États-Unis. Depuis les premiers temps de la guerre froide, les responsables de la politique étrangère américains ont associé cette notion à l'existence de régimes anticomunistes à la périphérie de la Chine et de l'Union soviétique, ainsi que dans d'autres zones stratégiques du tiers-monde. C'est cette vision qui a conduit aux interventions américaines en Corée, au Vietnam, et à la formation de l'OTAN, de l'OAS, du CENTO,



Desarm de l'avenir

portait suggéré que le président Carter devrait étendre le champ d'application de ses nouvelles directives aux 32 milliards de dollars d'armes commandées du temps des présidents Ford et Nixon et non encore livrées à leurs acheteurs étrangers. Ce sujet n'est pas abordé dans la déclaration du 19 mai, et le New York Times a indiqué le 8 mai que le président avait apparemment décidé de poursuivre les livraisons en invoquant la nécessité pour Washington d'honorer ses contrats — bien qu'il ait demandé à la France et à la République fédérale d'Allemagne d'annuler les leurs pour la fourniture d'usines de retraitement nucléaire au Pakistan et au Brésil.

de l'homme. Lorsqu'il a proposé de vendre des armes à la Somalie, par exemple, il a justifié sa position en soutenant que la sécurité des États-Unis serait renforcée si la dépendance de la Somalie envers l'Union soviétique diminuait (21). De même, dans un rapport au comité des affaires étrangères du Sénat, il a déclaré que Washington ne pouvait pas soumettre la politique des droits de l'homme des clients étrangers potentiels à un examen sévère, car cela risquait d'anéantir des ambassades et de perdre des pays qui ne représentaient pas une menace pour la sécurité des États-Unis, mais qui pourraient avoir une grande importance sur le plan collectif (22).

Pour revenir à la déclaration présidentielle du 19 mai, il faut bien voir que M. Carter y a présenté l'ensemble de ses directives en indiquant que, désormais, les fournitures d'armes doivent être considérées comme « une mesure exceptionnelle de la politique étrangère », qu'il ne faudra prendre que dans les cas où il sera clairement établi que ce transfert sert les intérêts de notre sécurité nationale. Et comme il semble avoir des intérêts de sécurité nationale la même conception que ses prédécesseurs — à savoir, le flot constant des livraisons d'armes destinées à la multitude des régimes anticomunistes ne doit pas être interrompu —, cette seule clause risque fort de réduire à zéro la portée des mesures restrictives censées être imposées aux ventes d'armes à l'étranger.

MICHAEL T. KLARE.

UNE OMBRE SUR LES EFFORTS DE PAIX AU PROCHE-ORIENT

LA presse américaine a rapporté le 26 octobre les propos du ministre israélien de la Défense, le général Ezer Weizman, selon lesquels Israël disposerait maintenant de la capacité de mener une « guerre d'anéantissement » contre les armées égyptienne et syrienne au cas où les efforts de paix du gouvernement américain échoueraient.

L'International Herald Tribune du 28 octobre, se fondant sur l'avis des experts américains, estime que la stratégie israélienne consiste à s'assurer une victoire rapide pour éviter de dépendre de nouveaux approvisionnements américains en cas de guerre, comme ce fut le cas en 1973. Ces deux dernières années, le flot des livraisons d'armes sous les gouvernements Ford et Carter a pratiquement éliminé toute nécessité immédiate de mettre en œuvre le genre de pont aérien qui avait irrité les Arabes en 1973. Malgré ces désaccords politiques avec le premier ministre Begin quant au rôle des Palestiniens dans le nouvel effort de paix, le gouvernement Carter n'a pas modifié le flux des armes lourdes, qui est devenu l'élément le plus

vital des relations américano-israéliennes.

La semaine dernière, le Pentagone a décidé l'envoi en Israël d'hélicoptères Cobra équipés de missiles anti-tanks, d'une valeur de 50 millions de dollars. Depuis avril, le Pentagone a donné le feu vert pour près de 150 millions de dollars de livraisons qui comprennent des tanks M-16, des howitzers 155 mm et des véhicules blindés.

Pour le journal américain, la première occasion de juger des intentions du gouvernement Carter face au conflit arabo-israélien est de présenter ce mois-ci, quand le ministre de la Défense Weizman arrivera à Washington, avec une liste d'achats militaires jugés « rentables » par un officier qui a eu connaissance des requêtes préliminaires.

On s'attend que les Israéliens essaient d'obtenir des armes qui renforceront considérablement leur avantage technologique et leur puissance de feu par rapport aux Arabes. Ils renouvelleront aussi leurs demandes pour obtenir des accords de coproduction portant sur de nouveaux systèmes d'armements.

Tableau II. — IMPACT DE LA POLITIQUE DE VENTE D'ARMES DE M. CARTER (par années fiscales, en millions de dollars actuels) (a).

VENTES D'ARMES AMÉRICAINES	1976 (b)	Estimation		1976-1978
		1977	1978	
Total mondial ...	11 842,2	10 912,6	8 921,1	29 975,9
Pays échappant aux restrictions :				
Membres de l'OTAN	1 892,7	1 655,6	3 134,2	5 882,5
Australie	351,9	321,9	194,0	867,8
Nouvelle-Zélande	8,7	5,6	5,2	19,5
Japon	201,9	162,0	324,0	687,9
Israël	1 285,6	855,0	3 215,4	5 356,0
Total	3 960,8	2 746,2	4 862,4	10 609,4
Pourcentage de total mondial revenant aux pays échappant aux restrictions	33 %	27 %	54 %	35 %

(a) Commandes au titre du programme des ventes militaires à l'étranger et livraisons à titre commercial.

(b) Y compris le trimestre de transition avec l'année fiscale 1977 (du 1^{er} juillet 1976 au 30 septembre 1976).

Sources : U.S. Department of Defense, « Security Assistance Program », Presentation to Congress, FY 1978, Washington, 1977.

FRANCE PAYS ARABES

La première publication française exclusivement consacrée au monde arabe

Des rubriques politiques, culturelles, économiques et le supplément "France-Palestine"

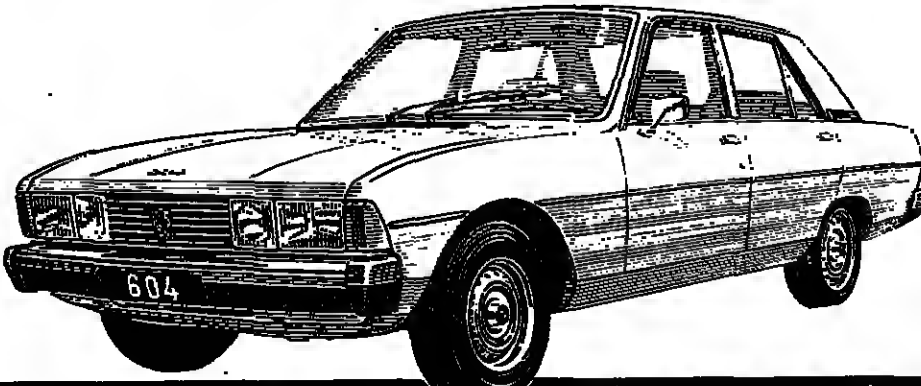
En vente dans les principaux kiosques, les drugstores, à Paris, en province et au Maghreb : 5 F

Spécimen sur demande : 12-13, rue Augereau 75007 PARIS — Tél. : 555-27-52 - 705-81-45

Centre France-Pays Arabes à LYON : 36, rue Tromassac, 69005 Lyon. — Tél. : 37-16-63

Centre France-Pays Arabes à NANCY : 45, rue de Metz, 54000 Nancy

automobiles PEUGEOT



SODEXA

Distributeur officiel pour la vente :
• aux Membres du Corps Diplomatique
et des Organisations Internationales
• aux Clients se rendant en France

Exclusivement immatriculations spéciales CD et IT

26, RUE CAMBACÉRÈS • 75362 PARIS CEDEX 08 • Tél. 742.77.39 • Télex Peugeot 280.426

Un village du Niger devant les experts occidentaux

Par FRANÇOIS DE RAVIGNAN *

Les huit cents habitants du village de S., au Niger, n'ont jamais rencontré les experts de la Banque mondiale ou des grandes sociétés de développement. Leur possibilité de se nourrir convenablement dans quelques années dépend pourtant de décisions auxquelles ils n'ont aucune part. Ainsi en va-t-il toujours des plans occidentaux pour le tiers-monde. A une analyse globale de la politique alimentaire, on a préféré ici l'étude d'un cas particulier, limité à un petit village. Mais, comme le suggère le fin de l'article, les plans de développement agricole de S. sont une fidèle illustration d'une politique mondiale dont on ne peut pas fin d'analyser les errements.

Le village de S., à une trentaine de kilomètres en aval de Niamey, se situe sur la rive gauche du fleuve Niger qui, dans cet endroit, coule du nord vers le sud. Village groupé, de cases rectangulaires en pisé, entourées de greniers circulaires à chapeau de paille conique. Cent cinquante familles y demeurent, à quelques centaines de mètres de la cuvette inondable qui borde le fleuve; mais il existe aussi une population dispersée d'une cinquantaine de familles, bergers peulh et pêcheurs du fleuve, souvent originaires du Mali.

Le terroir du village s'étend vers l'est à partir du fleuve sur une longueur d'une dizaine de kilomètres et une largeur de 1 à 2 kilomètres (1). En partant du fleuve, on trouve d'abord, entre deux zones basses, inondables, une levée de terre destinée à protéger de l'inondation une partie de la cuvette du fleuve et à y réaliser plus tard un périmètre irrigué. Pour l'instant, cette digue est encore ouverte et, en saison des pluies, l'eau pénètre dans la cuvette. Sur la digue, des pêcheurs ont construit leurs cabanes. Ils échangent avec les villageois le produit de leur pêche contre du mil (voir le schéma ci-dessous).

De part et d'autre de la digue, dans les marais qui subsistent pendant la saison sèche, paissent des bovins nombreux, qui profitent d'une herbe abondante, le *bourgou*, qui croît dans les flaques et les marais. Des jeunes du village coupent et font sécher une partie de ce *bourgou* pour le vendre en ville, où il sert à affourager vaches et chevaux. Les troupeaux de la cuvette sont à la charge de bergers peulh qui, chaque soir, les ramènent pour la nuit dans la zone de culture derrière le village, dégauché en saison sèche de sa végétation.

La cuvette a une superficie de quelque 200 hectares. Quand la zone de culture sèche, elle couvre à peu près 800 hectares. C'est un plateau sablonneux, ombragé çà et là de *gao*, cet acacia miraculeux qui garde ses

feuilles en saison sèche, fertiles le sol qu'il ombrage, et contribue, par ses fruits, à alimenter les troupeaux. Les bergers demeurent, en saison sèche, dans des huttes établies sur cette zone de culture, autour desquelles les troupeaux stationnent pendant la nuit, fertilisant ainsi les terres de culture. Cette fertilisation est bien connue et recherchée des agriculteurs du village, qui paient au berger une redevance de 200 kg pour chaque nuit de stationnement. Les bêtes appartenant soit au berger lui-même, soit aux agriculteurs. Cet élevage assure l'approvisionnement en lait du village, lait qui est, avec le mil, la base de l'alimentation. Les cultivateurs et les éleveurs échangent mil contre lait, caillasse pour caillasse.

Pendant la saison des pluies, les troupeaux remontent à l'est sur la zone de brousse qui recouvre la terrasse supérieure du fleuve, où l'herbe a alors poussé. Ils peuvent donc continuer à assurer l'approvisionnement en lait du village, tandis que la zone plus basse qu'ils occupaient en saison sèche est désormais libre pour la culture du mil. Une partie de la cuvette, elle aussi, libre d'animaux, peut être cultivée en riz; c'est un riz flottant que l'on utilise ici, dont le chaume pousse tandis que l'inondation monte; on le récolte parfois en pirogue.

Des échanges assez complexes se produisent donc entre les différentes zones du terroir et les groupes qui les habitent et les exploitent. Les échanges avec la ville se résument à peu de chose: le circuit est relativement fermé. Ce système d'échanges permet la reproduction des terres, des hommes, des animaux domestiques, dans une dépendance étroite et visible les uns des autres.

L'équilibre admirable, et sans doute subtil, de ce système paraît s'être maintenu jusqu'ici. Mais aujourd'hui, il subsiste-t-il encore? S'il se modifie, dans quel sens peut-il le faire? Et quelle évolution paraît la plus souhaitable?

Passer de 800 à 1 600 habitants

L'INSTABILITE d'un des éléments du système met aujourd'hui en cause son équilibre. La croissance très rapide de la population, jamais vue dans le passé, au taux de croissance actuel, elle doit doubler dans les vingt-cinq années qui viennent. On pourrait, bien sûr, imaginer d'autres hypothèses de migration vers la ville d'une partie de cette population, qu'il faudrait cependant bien nourrir, et prioritairement avec les produits du terroir; ou encore migration vers les pays côtiers plus riches, hypothèse que certains experts préconisent. Mais la zone étudiée est une des plus riches du pays: qu'en sera-t-il

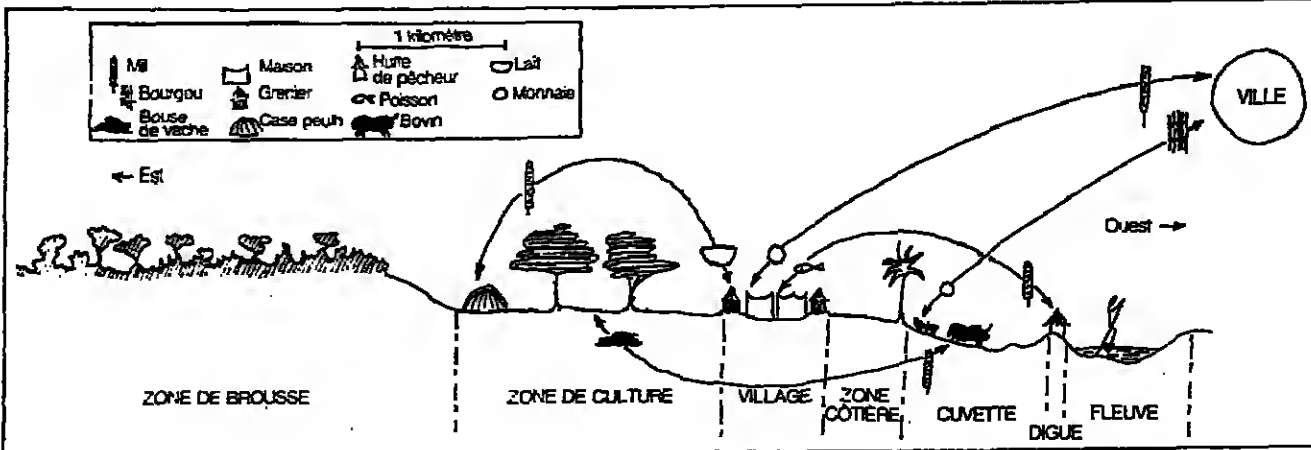
alors des zones plus pauvres? N'est-ce pas prévoir la ruine totale d'un pays qui de le considérer comme condamné à l'exportation perpétuelle de sa main-d'œuvre vers des pays mieux lotis? Retenons donc l'hypothèse selon laquelle les disponibilités alimentaires du terroir de S. doivent au moins doubler dans les vingt-cinq années qui viennent.

Dans l'écosystème actuel, la population (huit cents habitants) se nourrit de mil d'une façon suffisante, sinon satisfaisante, et la production permet même l'exportation d'un léger surplus, comme le montre le tableau ci-dessous (2):

PRODUITS	CALORIES/KG	PRODUCTION ACTUELLE	CONSUMATION ACTUELLE en kcal/calories (MC)
Mil	3 250	800 ha à 0,3 t = 240 t	780
Riz paddy	2 600	40 ha à 2 t = 80 t	208
Lait	670	1 kg/famille/jour 150 x 365 = 54 750	37
V viande	1 700	75 x 52 = 3 900	6
Poisson	1 000	1 kg/famille/semaine 150 x 52 = 7 800	8
Total			1 039

Puisqu'il y aura, dans vingt-cinq ans, une population voisine de mille six cents habitants, le simple maintien de la production actuelle serait insuffisant pour assurer son alimentation. Or le système actuel ne peut évoluer spontanément dans un sens positif entraînant une augmentation de production. S'il est montré, dans le passé, capable de fournir une production qui suivait tant bien que mal le lent accroissement de la population, il est maintenant dépassé par la très rapide évolution démogra-

phique: déjà il présente des signes de grippe et risque, si l'on n'y remédie, de se bloquer tout à fait. D'ores et déjà, les surplus de production ne sont pas élevés. Pour accroître les disponibilités en argent, pour tenir compte de l'augmentation du nombre des bouches à nourrir, on accroît les surfaces cultivées, on diminue les jachères: celles-ci ont disparu depuis longtemps dans la zone de culture, et la fragile équilibre du sol qui maintenait un minimum de fertilité n'est plus assuré que par le foin apporté par les animaux parqués sur le terrain en saison sèche. Dans la zone de brousse située à l'extrême ouest du terroir, il devient difficile de créer des zones de culture temporaire, comme on le faisait autrefois: « La terre n'est plus, tout comme nous autres, nous dit un ancien du village... En fait, cette zone est en voie de dégradation, surpâturée qu'elle est durant la saison sèche par les troupeaux devenus plus nombreux depuis que la sécheresse de 1971-1973 les a réduits en grand nombre dans la région du fleuve. La cuvette elle-même est, en saison sèche, surchargée de bétail: nous y avons compté près de dix bovins à l'hectare... »



Le système est en voie de régression: cela signifie que, si on ne fait rien de nouveau, non seulement les rations alimentaires par habitant vont diminuer, mais la production alimentaire locale elle-même risque de diminuer en raison de la dégradation

du terroir. Il n'y a qu'une réponse possible à l'accroissement inéluctable de la population: changer le système de culture pour le rendre plus productif. Mais on peut, donner à cette réponse des interprétations diamétralement opposées.

La destruction progressive de l'écosystème

IL est prévu, nous a-t-on dit, de convertir la cuvette de 200 hectares située entre le village et le fleuve en périmètre irrigué riziicole: la digue qui borde le fleuve a été construite à cet effet. Avec un rendement moyen de 6 tonnes par hectare en deux récoltes annuelles, on

peut obtenir, au bout des cinq à sept années nécessaires à la mise en place du périmètre, 1 200 tonnes annuelles de riz, fournissant 3 000 MC, qui s'ajoutent à la production actuelle, multipliant théoriquement par quatre les disponibilités alimentaires:

PRODUITS	QUANTITES PRODUITES	DISPONIBILITES ALIMENTAIRES (MC)
Mil	240 t	780
Paddy	200 ha à 6 t/ha = 1 200 t	3 120
Lait, viande	plus de bovins	8
Poisson	1 kg/famille/semaine	8
Total		3 808

Mais il faut mettre un certain nombre de choses au débit de l'opération: il n'y aura plus de bovins, la cuvette étant occupée en toutes saisons par la riziculture. On se refuse actuellement au Niger à envisager une association de la riziculture et de l'élevage. Partant, plus de lait ni de viande produits directement au village; il faut donc exporter du premier tableau les 42 MC qui correspondaient à cette production de lait et de viande. Si la part quantitative de ces calories est faible dans l'ensemble des calories consommées, cela ne doit pas faire négliger l'importance fondamentale des productions animales, source de protéines irremplaçables. La reconversion de la cuvette en périmètre riziicole obligera les habitants à faire venir de plus loin (et donc à plus grands frais) leur lait et leur viande.

Pour payer les investissements, les paysans seront astreints à une réduction, en outre, à payer des charges de semences et d'engrais. Dans les actuels périmètres, l'ensemble de ces charges représente 260 kilos de riz par tonne produite. Il faut donc déduire de 1 200 tonnes exportées, 312 tonnes pour ces charges, soit 888 MC.

Comme les animaux ne peuvent plus utiliser la cuvette en saison sèche, ils vont devoir continuer plus encore la brousse de l'est du terroir, ou émigrer vers d'autres cuvettes disponibles. Il y aura moins d'animaux et la fertilisation de zones de culture sera de moins en moins bien assurée. Le fragile terroir où le mil est actuellement cultivé risque de se dégrader tout à fait, ce qui compromettra la production du mil, et risque, à terme, de l'entraîner à l'abandon. On doit donc encore enlever du total 780 MC, correspondant au mil.

Enfin, au Niger, comme en Haute-Volta, on observe une baisse progressive des rendements sur les périmètres riziicoles, due sans doute à l'absence totale d'apports de matière organique, et à la dégradation du sol. L'écosystème s'est engagé dans une voie régressive.

Il ne s'agit pas là d'une pure réflexion théorique: bien des habitants du village, qui savent que l'on ne se nourrit pas seulement de riz, s'inquiètent de l'impact des projets riziicoles sur la cuvette. Mais on ne leur demande pas leur avis.

Alors, que faire? En bien! Il faut assurément faire autrement. Essayer d'engager l'écosystème dans une voie non pas régressive, mais progressive, même si les résultats de départ sont moins spectaculaires, et la belle courbe de production qui part vers les sommets... pour s'abîmer aussitôt.

* Auteur du *Nouvel ordre de la faim*, Seuil, 1977, et, en collaboration avec le *Bureau de l'Économie* et *de l'Énergie*, éd. G.P. Maisonneuve & Larose, Paris, 1977. Voir dans *Le Monde* diplomatique d'août 1977 son article « Zonage agricole ou forme des paysans ».

Famine et «modernisation» de l'agriculture

dante, celle de l'agriculture à tendance unidimensionnelle, dont nous avons montré qu'elle conduit à la catastrophe.

75 % des disponibilités alimentaires. Le rendement moyen en est de 300 kilos/hectare. Mais nous avons observé, dans le village, trois cultivateurs qui obtiennent des rendements de 700 kilos/hectare sur des terres voisines de celles où les rendements sont proches de la moyenne. Il n'y a pas de raison pour que, dans quelques années, ce rendement en mil de 700 kilos ne soit devenu la moyenne du village, pourvu qu'on se donne la peine, à travers une étude de potentialités, de savoir à quel il est dû: travail du sol, façons culturales, fertilisation, traitements?

On pourrait, pour le riz, se contenter, dans un premier temps, de constituer un petit périmètre, bien délimité, d'une quarantaine d'hectares, correspondant à la surface actuellement cultivée en riz flottant, et expérimenter l'alternance d'une culture de riz en saison pluvieuse avec le pâturage de saison sèche, ou encore l'alternance de quelques années de culture du riz avec quelques années de pâturage. Ce système une fois mis au point pourrait sans inconvénient être étendu dans la cuvette, mais de façon progressive.

Dans ces conditions, la production de calories d'origine animale se développerait pas du village. Réduire le troupeau serait peut-être une nécessité pour éviter le surpâturage de la cuvette et de l'ancienne jachère. Mais huit cents à mille têtes de bovins doivent pouvoir se nourrir sur le seul terroir du village, susceptibles de fournir, moyennant une intensification des méthodes de travail, 120 MC, soit presque le triple de la consommation actuelle de calories animales:

PRODUITS	QUANTITES PRODUITES	DISPONIBILITES ALIMENTAIRES (MC)
Mil	800 ha à 0,7 t = 560 t	1 820
Paddy	40 ha à 3 t = 120 t	312
Poisson	Inchangée (?)	8
Élevage bovin	Troupeau de 800 têtes, 80 bœufs/an à 110 kg, soit 9 t de viande	122
	320 vaches à 500 kg/an, soit 160 t de lait	
Total		2 262

Ce total montre que la production peut être doublée par rapport à la situation initiale, sans pour autant dégrader d'une manière irréversible

l'environnement, mais au contraire en engageant l'écosystème dans une voie progressive.

Pour éviter la pénurie

IL convient alors de se demander pourquoi ce n'est pas cette voie qui est choisie, mais au contraire l'hypothèse du grand périmètre irrigué, et cela non seulement à S., mais dans toute la vallée du fleuve. L'explication est simple: pour les experts qui préparent ces projets, il est inconcevable qu'un paysan africain puisse améliorer sa production en dehors de l'ordre où ces experts eux-mêmes sont nés: il faut donc prévoir à l'usage de ces paysans une organisation contraignante qui les force à se moderniser malgré eux. A la base de la plupart des projets de développement agricole en Afrique, on trouve cette même philosophie sous-jacente, que

d'ailleurs, inconsciemment ou non, les gouvernements locaux reprennent généralement à leur compte.

Selon les hypothèses des experts de la Banque mondiale, la production de mil ne saurait au maximum s'accroître que de 17 % au cours des trente années qui viennent. A ce compte, il faut mettre les bouchées doubles pour constituer des périmètres riziicoles: 800 hectares par an d'ici à 1980, 1 000 hectares par an ensuite (alors qu'on n'en réalise guère que 200 par an actuellement). Alors, dans la meilleure des hypothèses, il manquera encore 100 000 tonnes de céréales par an vers 1990, qu'il faudra importer.

	1978	1990
Population (milliers)	4 842	7 049
Besoins céréaliers (milliers de tonnes)	1 210	1 780
Production mil-sorgho (milliers de tonnes):		
- hypothèse basse	1 198	1 288
- hypothèse haute	1 208	1 581
Production de riz	43	124

Ces hypothèses obligent à mettre en riziculture pure près de 13 000 hectares d'ici à 1990, c'est-à-dire le quart environ des cuvettes disponibles au nord du fleuve. On pourrait envisager de répartir cette surface en petits périmètres, mais les petits périmètres ne sont pas rentables pour les grands capitaux. Et là où le riz envahit, par conséquent, ce ne sera pas 17 % ni même 1 % d'accroissement de la production du mil que l'on obtiendra, mais 0 %, à moins qu'on n'enregistre une baisse de 4 ou 5 %, comme nous en avons montré la probabilité à S..

Les perspectives de la Banque ne prévoient rien non plus pour le sorgho, dont il y a pourtant beaucoup à tirer sur les 80 000 hectares de cuvettes disponibles en dehors de la vallée du fleuve, moyennant une irrigation d'appoint en saison des pluies, souvent praticable grâce à des nappes à faible profondeur. Même si on ne peut pas obtenir partout 100 % d'accroissement du rendement en mil, c'est sûrement possible dans bien des cas. Alors, on n'aurait peut-être plus besoin d'accroître les importations alimentaires qui renforcent la dépendance du pays et rendent l'approvisionnement aléatoire.

Mais, cela, on ne le croit pas: les experts occidentaux ont oublié que les rendements en blé et en maïs qu'obtenaient leurs ancêtres voici un siècle à peine étaient comparables à ceux du Niger d'aujourd'hui. Ils ont d'ailleurs tout intérêt à l'oublier, car ils offrent au pays les coûteux équipements des périmètres qui se paieront sans doute en urgence.

Et puis, il faudrait, pour réaliser un accroissement substantiel de production des céréales principales, mil et sorgho, y intéresser la majorité des paysans. La haute technique, qui demande un encadrement concentré, ne peut concerner que peu de monde. L'autre voie n'est praticable que moyennant une mobilisation paysanne, que bien peu d'experts ont de fonctionnaires d'État sont capables de pratiquer ou même d'envisager.

Pourtant, au Niger, dans les pays sahéliers, et plus généralement dans la plupart des pays du tiers-monde, même riches en matières premières, on n'a plus vu le chat qu'enferme une telle mobilisation et à moyen terme, une pénurie alimentaire que les exportations de matières premières, les implantations industrielles ou les médiocrités d'experts seront bien incapables de juguler.

Conscience

PAN

DEBUILE
1300 F
le m2

COSTA BRAVA
AMPERE NOVIA - A 35 km de
COSTA BRAVA

دكان النحل

LA RÉPRESSION EN AFRIQUE DU SUD

La Conscience noire, de la non-violence à l'interdiction

(Suite de la première page.)

Cette morale s'appuierait à la fois sur la résumée des « valeurs africaines traditionnelles » et sur la conversion de la religiosité inhérente au peuple africain à une « théologie noire », nouvelle interprétation par des hommes noirs et pauvres d'un christianisme dont la doctrine a été détournée à leur profit par des hommes riches et blancs.

Sans analyser l'adéquation de ces thèmes à la nature profonde du système sud-africain et à ses potentialités de changement, il faut noter qu'elles marquent un retour en arrière dans l'histoire de la résistance sud-africaine.

Cette exaltation de la négritude et des valeurs indigènes, systématiquement opposées aux valeurs coloniales et européennes, définit en effet le premier stade par lequel ont passé tous les mouvements de libération en Afrique, formellement ou non, quelle que soit l'évolution qu'ils aient connue par la suite. L'A.N.C., le plus ancien mouvement de libération de tout le continent noir, n'a pas échappé à la règle : il a aussi emprunté ce point de passage obligé. Mais pour se heurter très vite aux limites qui en découlent : la contestation puis la paralysie du mouvement par une poignée de notables et la sous-utilisation du potentiel de contestation des masses africaines. Car, dans un pays où 95 % des Noirs ont été intégrés, en tant que prolétaires, à l'appareil de production moderne, l'A.N.C. a dû se poser la question : les Noirs sont-ils exploités parce qu'ils sont Noirs, ou parce qu'ils sont prolétaires ? Oppression nationale ou oppression capitaliste ? En corollaire, la conscience nationale ou la conscience de classe sont-elles le levier d'une libération qui s'arrête à la conquête de l'indépendance, ou cette libération exige-t-elle aussi l'instauration du socialisme ?

A partir du milieu des années 50, l'A.N.C. réussissait une difficile synthèse entre nationalisme et socialisme, synthèse qui pratiquement n'a pas évolué depuis l'adoption de la « charte de la liberté » (1955) dont elle fut le principal artisan. Après un préambule affirmant qu'elle a été adoptée par « nous, peuples de l'Afrique du Sud, Blancs aussi bien que Noirs, réunis comme des égaux, des compatriotes et des frères », la charte propose que tous luttent ensemble pour donner naissance à un État démocratique qui abolirait toute mesure de discrimination raciale, reconnaîtrait les mêmes droits à chaque citoyen et les droits spécifiques de chaque « groupe national ».

rendrait les « richesses nationales au peuple » (réforme agraire et nationalisation des grands monopoles).

Dans les analyses, dans le choix des moyens d'action et dans les perspectives, tout oppose donc l'A.N.C. et la Conscience noire.

Pour la Conscience noire, l'adversaire est la nation blanche ; pour l'A.N.C., un système qui opprime l'immense majorité des Sud-Africains, quelle que soit leur race. Pour la première, la formation d'une nation noire forte et sûre d'elle-même, forgée uniquement par des Noirs, est un préalable à toute libération. Au contraire, si l'A.N.C. reconnaît que l'oppression nationale est, potentiellement, « la plus grande force réactionnaire », il souhaite que tous les groupes nationaux, au sein d'organisations spécifiques mais coordonnées, se battent en commun contre le totalitarisme sud-africain pour bâtir une démocratie libérale multiraciale qui poserait les bases d'un passage au socialisme. La Conscience noire rejette cette évolution en deux étapes et prône le communisme noir, société non raciale. Depuis son interdiction, le Congrès national africain affirme que la lutte armée s'im-

pose comme l'unique moyen de libérer le pays. La Conscience noire a-t-elle vraiment une violence plus ou moins socialiste. La Conscience noire accorde une place essentielle aux valeurs spirituelles.

Ces divergences ne s'expliquent pas par l'origine sociale des dirigeants de l'un ou l'autre mouvement, qui sont tous issus de la classe moyenne africainisée noire, en particulier des milieux lycéens et étudiants. Une classe moyenne qui se voit privée par le système, pour la seule couleur de sa peau, d'un statut économique et social conforme à son éducation. Pour les dirigeants de la Conscience noire, l'infériorité dans laquelle elle est maintenue ne découle pas de sa position dans les rapports de production, mais de son appartenance à une race discriminée. Le divorce racial est pour eux le déterminant qui est la cible privilégiée d'une frustration qu'ils expriment d'abord à un niveau idéologique, en rejetant les valeurs occidentales, puis à un niveau politique, en s'engageant dans des voies différentes et en exaltant les valeurs traditionnelles qui seraient enfouies au cœur de la communauté noire.

Les échecs de l'A.N.C.

PAR contre on observe que l'évolution de l'A.N.C. et la naissance de la Conscience noire interviennent toutes deux lorsque le mouvement de résistance est au plus bas. A la fin des années 40, une nouvelle vague de jeunes militants, cherchant les raisons de l'échec de leurs aînés, se radicalisent sous l'influence du parti communiste sud-africain, encore légal avant d'être réduit à la clandestinité à partir de 1950. Le même phénomène, mais avec des conséquences différentes, si ce n'est opposées, fournit la meilleure explication des positions actuelles de la Conscience noire.

L'A.N.C. échoua une première fois dans sa tentative d'implanter la lutte armée lorsqu'en 1963 la police arrêta l'état-major clandestin des forces de guérilla intérieure. Nouvel échec, en 1967, quand une colonne de combattants qui tentait de porter la lutte armée en Afrique du Sud à partir de la Zambie fut anéantie dans l'ouest du Zimbabwe. Quelles que soient aujourd'hui l'attitude et l'implantation des réseaux clandestins de l'A.N.C., une nouvelle vague de jeunes Africains refuse de céder à la régression de la génération précédente selon laquelle le rapport des forces raciales toute libération illusoire. Elle a tiré les leçons de ce qu'elle considère, à tort ou à raison, comme la faillite de

l'A.N.C. Partant d'une condamnation du principe même de la lutte armée, elle a conduit à rejeter l'essentiel des analyses et positions de l'A.N.C. Mais ce procès ne fut pas instruit à la lumière des expériences de libération qui, à la même époque, se déroulaient dans le reste du monde : la censure sud-africaine jouait à plein. Les nouveaux militants ne trouvaient que rarement des outils et des structures de réflexion en dehors de certaines Églises dont beaucoup d'ecclésiastiques sont originaires de cette classe moyenne noire et qui sont des institutions relativement protégées dans un pays où la religion tient une si grande place.

Ces facteurs se sont conjugués pour donner un mode de libération et au type de société qui propose la Conscience noire une dimension « africano-centriste » spirituelle et non violente qu'on ne retrouve, avec une telle intensité, dans aucun autre pays du continent noir.

Mais combien de manifestants, dans les cités-dortoirs noires et depuis peu, dans certains « homeland », connaissent-ils précisément l'idéologie de la Conscience noire ? En fait, ce mouvement est le flambeau de la rage et de la violence dont il a réussi à cristalliser la volonté de résistance autour de certains mots d'ordre très frappants mais très imprécis, à com-

mencer par le slogan de « pouvoir noir » qui, en Afrique du Sud, ne saurait avoir la même acception qu'aux États-Unis. Ainsi la Conscience noire a-t-elle atteint son premier objectif : redonner confiance à une partie du peuple africain, mission difficile dans un État aussi totalitaire que l'Afrique du Sud. Elle a obligé la société blanche à constater que la domination n'était ni acceptable ni supportable. Mais à cause de sa faiblesse organisationnelle, de l'imprécision stratégique et de son flot idéologique, le projet de la Conscience noire ne semble à la mesure ni de la détermination des autorités à ne rien changer à leur politique, ni des espoirs qu'elle a ravivés dans la population noire. Sous l'effet de l'action contraire de sa base et du pouvoir, la Conscience noire devait évoluer, et elle commençait à le faire. La mesure d'interdiction prise à l'encontre des organisations qui s'en réclament ne peut le grandir, encore faut-il lui faire une place : les perspectives qui s'offrent à la classe moyenne noire sont strictement enfermées dans des banalités, que de toute façon, son nationalisme refuse. Le parti nationaliste n'a laissé qu'une seule issue au nationalisme noir : la résistance armée. Et ce risque est parfaitement calculé. Pretoria est convaincu qu'une fois de plus son appareil de répression anéantira une guérilla en Afrique du Sud et, du même coup, annihilera pour une nouvelle décennie tout esprit de résistance.

En 1960, les milieux d'affaires et les puissances occidentales s'étaient bien vite ralliés à l'intransigeance du parti nationaliste. La vivacité de leurs réactions prouve, si besoin est, qu'il en sera cette fois tout autrement : ils font une analyse radicalement différente de la crise en Afrique du Sud. Cette dernière a perdu son glacis. Le Mozambique et le Botswana sont indépendants, le Zimbabwe et la Namibie en voie de l'être. Le potentiel de révolte est sans commune mesure avec celui qui s'était exprimé pendant la décennie 1950-1960. L'Afrique du Sud subit une crise structurelle qui altère cette révolte et qui ne peut être surmontée par la politique actuelle du parti nationaliste. Enfin, placés au pied du mur, les militants de la Conscience noire vont probablement se radicaliser, comme ils avaient commencé à le faire en décidant d'exercer un contre-pouvoir dans les villes-satellites noires. Le parti nationaliste aura alors réussi à provoquer ce qui était impensable avant le dernier train d'interdictions : une coopération, et peut-être une fusion, entre la Conscience noire et l'A.N.C.

RENÉ LEFORT.

PANORAMA IMMOBILIER

HONFLEUR
Reconstruction prédictive d'habitat, selon la tradition et les besoins modernes.
Appartements du studio au triplex — Investissement de tout 1^{er} ordre.
Documentations à :
SCI - LA RENOVATION DU VIEIL HONFLEUR, GREENLAY S.A.
24, place Hasselin, 14600 HONFLEUR. Tél. : (31) 98.07.37

DEAUVILLE
A partir de 4 800 F le m².



Dans un parc nous avons réalisé un petit immeuble de grand standing dans le style normand traditionnel. Tout Deauville est à votre porte : les plages, le casino, les hippodromes, le golf, le port.

Et le parc de Benerville est à 2 minutes.
2 et 3 pièces à prix très intéressants. Livraison cet été. Autres réalisations en cours dans la région de Deauville.

RESIDENCE GREENPARK
Chemin de Tourneville - 14910 Benerville-sur-Mer

SURVEILLANCE :
13 bd de Courcelles - 75006 Paris - Tél. : 322 97 50
33 rue Shakespeare - 92000 Clichy - Tél. : (33) 68.28.51
Sur place :
Deauville - Agence : 60 rue Victor-Hugo - 14600 Deauville
Tél. : (15-31) 98.22.50

COSTA BRAVA
AMPURIABRAVA - A 35 km du Perthus
dans la Baie de ROSAS...
Appartements T3+ piscine + amarrage bateau 130 000 F.
Villas "les pieds dans l'eau" 93,25 m² au sol
+ 600 m² terrain + 15 m de quai pour bateau 210 000 F.
possibilités de crédit 80 % sur 6, 10 et 15 ans
PROMOVENT'S INTERNATIONAL
1, rue Louis Moreau 91150 ETAMPES - (16-1) 494.09.95

Après DÉVALUATION ESPAGNE
villa 450 000 F terrain compris
4 pièces 2 ch, 2 terrasses, garage, piscine, climatisée, vue 500 m² avec vue panoramique sur mer et montagne. Plots sur demande : 30 autres villas à partir de 750 000 F.
LOVAC - 18, rue de la République - PARIS
Tél. 878.54.07 - 874.37.40

A BEAULIEU-SUR-MER
Une vue exceptionnelle sur la mer
La Résidence GORDON BENNETT
2 pièces au studio de haut standing
Livraison immédiate - Vente directe - Prix à partir de 200 000 F - Location assurée
SCI Gordon Bennett - 7, Bd Simon Laplace, 83110 Beaulieu-sur-Mer - Tél. 093 01.23.15

Avec vue panoramique sur mer et montagnes
VOTRE VILLA A NICE
à 7 minutes de la promenade des Anglais et de la mer.
Habitable immédiatement, avec piscine et jardinage.
Constructeur sur place : VILLAS MONICA, 366, av. de Fabron.
Visites et téléphone : (93) 86.54.77 (l'après-midi).

N'ACHETEZ PAS EN MONTAGNE SANS AVOIR CONSULTÉ
MAIRONS, FERMES & CHALETES/BERONS-ALPES
Joindre règlement à AGEPF - 13, rue Louis-Godard, 69100 Villeurbanne
Le N° de novembre 7 F (FRANCE) - 10 F (étranger)
L'abonnement pour 10 numéros (donc 4 spécimens Montagne) 45 F (France) - 55 F (étranger)

COTE D'AZUR... SKI et SOLEIL
AURON, station neige à 90 minutes de NICE
LA RESIDENCE AZUR NEIGE
Mini-studio, 90.000 F et +, au 4 pièces
20 bis, Boulevard Princeps-Charlotte - MONTE-CARLO - Tél. : (93) 30.35.97

Achetez ou louez en montagne
Appartements, chalets - Gestion assurée
CATALOGUE DES LOCATIONS SUR DEMANDE
Val d'Aoste Agence - A. DESQUEY et Cie
73150 Val d'Aoste (France) - Tél. : (78) 06.15.22

VAL THORENS en Savoie
Skiez plus blanc toute l'année
dans le plus grand domaine skiable du monde
du studio au 4 pièces
RESIDENCE 3 VALLÉES
BERTOLINO - 38000 GRENOBLE - 57, rue de Mordillet
Tél. : (78) 42.20.72

SUISSE / MAYENS-DE-RIDES (1500 mètres)
A vendre appartements et chalets de 2 à 4 pièces avec vue sur les 4 VALLÉES
LIVRABLES FIN 77 A PARTIR DE 31.000 F
Suite aux nouvelles restrictions pour les étrangers, conditions très faciles (jusqu'à 10-15 %)
Belle construction M. VARENE - 1962 - PONT-DE-LA-MORSE (Suisse)

IBIZA - Roca Lisa
Deux magnifiques domaines à 5 km de la ville à schématiser : MAISONS D'HABITATION pour habiter ou louer, et TERRAINS A BÂTIR.
Bonne qualité, golf, mer, club-restaurant, piscine, plages.
Investissement intéressant - Gérance et location assurées sur place
Demandez notre documentation, visite personnelle : Urbanisme International
s.s. Zone Les Aigrettes 3000 Ibiza - Tél. 15.54.71 - 30.010 / 30.032

Argeles-sur-Mer - 66 Centre ville - 1 km de la plage
19 villas du T3 au T5
Construction traditionnelle - Chauffage central - Garage - Jardin clos
Livraison immédiate - Vente directe - Prix à partir de 200 000 F - Location assurée
CALDERON - 8, rue Saint-Cyprien - 86010 PERPIGNAN
Tél. : (63) 60 18 34 et 50 73 12

SAINT MANDRIER (Côte Varoise)
Loin de la foule, au cœur d'un parc fleuri de 5 ha avec tennis et aires de jeux pour les enfants ; et aires de jeux pour les enfants ; s'ouvrant largement sur la Méditerranée.
De nombreuses familles ont déjà été séduites. Pourquoi pas vous ?
Livraison immédiate. Possibilité de location.
Rens. sur place (7 jours sur 7) - Tél. : (94) 94 97 03
Rens. à Paris, 47 avenue Hoche (8e) - Tél. : 924 45 63

RENTABILISEZ 4 FOIS PLUS
VOTRE INVESTISSEMENT SPORTS D'HIVER



Mieux qu'une simple résidence à la neige, un studio ou un appartement aux Givettes c'est :
• La ski de piste, le ski de fond... En hiver les téléskis de la Côte 2000 sont aux pieds de l'immeuble.
• La pêche, le spéléo, les balades en forêt... Au printemps.
• Le tennis, la piscine... En été.
• Le cheval, le tennis... En automne.

Parce que les Givettes, c'est dans la Vercors, et à 5 mn de Villard-de-Lans, et dans la Vercors la saison dure toute l'année. Essayez les Givettes dès cet hiver, en louant ou en achetant, prêts personnalisés jusqu'à 80 %.

Nom _____
Adresse _____
Tél. _____

Déjà recevoir une documentation gratuite :
☐ acheter appartement ou studio
☐ formule de location

les givettes en vercors
A retourner à : C.I. Les Givettes, 38200 Villard-de-Lans
Tél. 175/35.10.75 / 35.11.47 LM

Pour tout renseignement sur cette rubrique, s'adresser à MULTIMEDIA: 271.32 55

Matières premières et sociétés multinationales

LA SOLIDARITÉ DE L'ASSOCIATION
DES PAYS EXPORTATEURS DE BAUXITE A L'ÉPREUVE

RÉLATIVEMENT détendues depuis quelques mois, les relations internationales des pays exportateurs de bauxite (IBA) [1] avec les sociétés multinationales — notamment nord-américaines (2) — opérant dans les États membres paraissent au seuil d'une nouvelle phase de tension. Les rumeurs selon lesquelles certaines firmes occidentales auraient recommandé au gouvernement des États-Unis — premier consommateur mondial de bauxite — de convaincre le Brésil, non membre de l'Association, d'augmenter sa capacité de production dans ce domaine ne pouvaient en effet manquer de susciter des remous au sein de l'IBA.

Voisins du Brésil, les grands producteurs caribéens de l'Association (Jamaïque, Suriname, Guyana), qui constituent actuellement la principale source d'approvisionnement du marché américain en bauxite, risqueraient d'être particulièrement affectés par une telle éventualité. Le mensuel *Caribbean Contact* (3) s'en inquiétait récemment, dans un article intitulé : « Menaces contre notre bauxite ».

Commentant par ailleurs l'information — rapportée par le *Wall Street Journal* — selon laquelle l'IBA serait divisée sur la question d'une éventuelle hausse des taxes à l'exportation de la bauxite des pays membres, *Caribbean Contact* accusait les « sociétés américaines intéressées » de « semer la discord » au sein de l'Association.

Dans un récent numéro paru en août 1977 à Kingston, l'IBA *Review*, publication trimestrielle, affirmait pour sa part que divers moyens de pression étaient mis en œuvre par les sociétés multinationales exploitant la bauxite dans les États concernés pour empêcher ces derniers d'atteindre les objectifs inscrits dans la charte de l'Association.

L'apparition, en mars 1974, d'un groupement visant à « promouvoir le développement ordonné et rationnel

de l'industrie de la bauxite » et à « faire en sorte que les pays membres tirent des profits justes et raisonnables de l'exploitation, du traitement et de la commercialisation » de ce minerai avait en effet été accueillie par ces compagnies comme une déclaration de guerre. En dépit des propos rassurants des membres fondateurs de l'IBA (Australie, Guinée, Guyana, Jamaïque, Sierra-Leone, Suriname et Yougoslavie), le groupement fut, dès le départ, considéré comme une « nouvelle organisation de type OPEP » menaçant la position dominante des sociétés multinationales sur le marché de la bauxite.

D'autant que, dès sa création, l'IBA comptait en son sein les trois principaux producteurs de bauxite — à cette époque, l'Australie, la Jamaïque et le Suriname. Avec l'adhésion du Ghana, de Haïti et de la République Dominicaine quelque temps plus tard, les dix pays membres de l'Association produisaient, en 1974, 54 982 tonnes de bauxite, soit plus de 73 % du total mondial (77 millions de tonnes).

Depuis, la position de l'IBA s'est encore renforcée puisqu'elle compte aujourd'hui un onzième membre : l'Indonésie. En 1976, l'Association produisait environ 58 millions de tonnes de bauxite, soit 73 % du chiffre mondial enregistré au cours de cette période. Quant aux réserves des pays membres, elles sont évaluées à plus de 17 milliards de tonnes, soit 71 % du total mondial. Mais surtout, au début des années 70, le marché des États-Unis, qui absorbe généralement entre 15 et 20 % de la production mondiale annuelle de bauxite, dépendait à plus de 90 % de pays membres de l'IBA pour son approvisionnement. En 1972, par exemple, les achats américains de bauxite en provenance des cinq pays des Caraïbes membres de l'Association (Jamaïque, Suriname, Guyana, République Dominicaine, Haïti) constituaient à eux seuls plus de 90 % du volume total importé par les États-Unis.

Le rôle militant des producteurs des Caraïbes

TROIS de ces pays (Jamaïque, Guyana, Suriname) comptent parmi les membres les plus militants de l'Association (des premiers ministres jamaïcains et guyanais, MM. Michael Manley et Forbes Burnham, avaient joué un rôle déterminant dans la constitution de l'IBA). Dès le début des années 70 en Guyana, la production et la commercialisation de la bauxite étaient passées sous contrôle gouvernemental. À partir de 1974 en Jamaïque, l'État s'assurait une participation de 51 % dans le capital des compagnies exploitant ce minerai sur son territoire. Au cours de cette même année, l'augmentation par le gouvernement de Kingston des taxes à l'exportation de la bauxite devait permettre à la Jamaïque de multiplier par six ses revenus en la matière, passés de 24 millions de dollars en 1973 à 150 millions de dollars l'année suivante. Pour les compagnies multinationales concernées, la Jamaïque était surtout rendue capable d'intervention en matière d'indexation. Depuis 1974 en effet, le prix de la bauxite jamaïcaine est lié à celui du produit fini, l'aluminium obtenu à partir de l'alumine, elle-même extraite de la bauxite).

Ainsi la hausse du prix de l'aluminium (le lingot est passé de 39 cents à la fin de 1975 à 43 cents au 1er août 1976) a-t-elle en quelque sorte permis de limiter la chute des revenus jamaïcains de la bauxite, à un moment où la production nationale de ce minerai accusait une baisse de l'ordre de 1 million de tonnes. En 1976, la Jamaïque a d'ailleurs cédé la place de second producteur mondial de bauxite qu'elle détenait depuis plusieurs années à la Guinée (voir tableau).

Au cours des dernières années, d'autres pays de la région caribéenne, et notamment le Suriname, la République Dominicaine et Haïti, ont adopté des systèmes de taxation similaires à celui de la Jamaïque.

Conformément aux aspirations des producteurs de matières premières du tiers-monde, certains États des Caraïbes membres de l'IBA tentent en outre de modifier la structure des courants d'échange de la bauxite et de ses dérivés. Actuellement, la transformation en alumine et en aluminium du minerai extrait du sous-sol des pays de l'IBA a lieu essentiellement dans les pays industrialisés. Premier

Par MARIE-CLAUDE CELESTE

producteur mondial d'alumine en 1976 (devançant pour la première fois les États-Unis avec une production de plus de 6 millions de tonnes), l'Australie, pays développé, est le seul membre de l'IBA à échapper à ce schéma. Résolus à ne plus se cantonner dans le rôle de fournisseurs de matière première brute, la Jamaïque, le Suriname et la Guyana ont déjà conclu avec quelques-uns de leurs voisins caribéens et latino-américains, dont le Venezuela et le Mexique, un certain nombre d'accords en vue de l'établissement de fonderies d'aluminium dans la région.

dans la région caribéenne. Ce fut notamment le cas à la Jamaïque.

Depuis 1972 en outre, le volume des importations américaines de bauxite en provenance des Caraïbes n'a cessé de décroître. Et en 1976, il ne représentait plus que 75 % des quantités globales achetées à l'étranger par les États-Unis. Entre 1974 et 1976, les importations américaines en provenance de la Guyana et de la Jamaïque diminuaient respectivement de 80 et 30 % ; pour les trois autres producteurs (Suriname, République Dominicaine et Haïti), elles baissaient également d'environ 30 % en volume.

Il est vrai qu'en 1974-1976 on observait une diminution de la demande en aluminium des pays industrialisés,

PRODUCTION MONDIALE DE BAUXITE
(en millions de tonnes)

I. — PAYS MEMBRES DE L'IBA		
	1975	1976
Australie	21 008	24 085
Guinée	7 674	11 316
Jamaïque	11 571	10 311
Suriname	5 189	4 912
Guyana	3 829	2 982
Yougoslavie	2 306	2 633
Indonésie	393	948
Rep. Dominicaine	910	229
Haïti	522	635
Sierra-Leone	716	651
Ghana	333	263
Total	54 982	58 302
% par rapport à la production mondiale	71 %	73 %
II. — PAYS NON MEMBRES DE L'IBA		
	1975	1976
U.R.S.S.	6 000	6 000
Roumanie	2 590	2 597
Cuba	3 244	2 559
France	2 563	2 250
États-Unis	1 831	2 022
Inde	1 277	1 280
Malaisie	1 268	1 254
Autres	794	786
Total	21 288	21 240
PRODUCTION MONDIALE (y compris celle de l'IBA)	76 270	79 542

Ces diverses initiatives ont été évidemment mal accueillies par les sociétés multinationales opérant dans ces pays. Plusieurs d'entre elles ont d'ailleurs engagé des actions en justice, notamment contre la Guyana et la Jamaïque, devant le centre international de la BIRD pour le règlement des différends en matière d'investissement. Selon la revue *Latin American Commodities Report* (4), Alcan, Kaiser et Billiton (compagnie hollandaise) auraient à plusieurs reprises menacé la Jamaïque, la Guyana et le Suriname de s'approvisionner en bauxite à d'autres sources si ces pays n'adoptaient pas une attitude plus « conciliante » à leur endroit. Certaines déclarations des autorités américaines, et notamment de MM. Kissinger et Enders (alors secrétaire d'État adjoint aux affaires économiques) abondaient dans ce sens.

Il semble que les menaces brandies par les sociétés multinationales aient eu effet. Les exportations de bauxite, arguant des difficultés causées par la crise économique, certaines d'entre elles déclarent de fermer des usines

à la suite de la crise économique. Ainsi, en 1975, le volume total des importations de bauxite par les États-Unis avait lui-même subi un recul d'environ 30 % par rapport au chiffre correspondant de l'année précédente. La diminution de leurs importations en provenance des Caraïbes au cours de cette période avait pu être interprétée comme le reflet d'une tendance générale. Cependant, en 1976, les importations américaines de bauxite guinéenne ont, elles, accusé une hausse de 46 % en volume par rapport à l'année précédente.

Dès cette époque, l'IBA *Review* se demandait si ces chiffres traduisaient « un fait du hasard ou le début d'une tendance systématique ». Et même en tenant compte des tentatives défructueuses de la Guyana pour diversifier les sources de sa bauxite, la revue se posait la question de savoir dans quelle mesure la baisse des importations américaines en provenance de ces pays ne correspondait pas à un acte de « représailles » des sociétés multinationales envers le gouvernement de Georgetown.

Le Brésil, partenaire plus docile ?

EN tout état de cause, les tendances enregistrées en 1976 se sont confirmées en 1977. La Guinée qui, jusqu'en 1974, se classait au quatrième rang des exportateurs de bauxite, a cédé la place aux États-Unis (après la Jamaïque, le Suriname et la République Dominicaine) en devenant l'année dernière le second fournisseur avec 3 millions de tonnes écoulées sur ce marché (contre 6 millions de tonnes exportées par la Jamaïque).

Les courants d'échanges de l'alumine ont également été marqués par une importante diminution du tonnage de minerai importé de la région caribéenne par les États-Unis, cette fois au bénéfice des exportations australiennes. En 1970, l'Australie fournissait au marché américain 46 % de ses importations d'alumine. En 1976, ce pourcentage passait à 76 %. Par contre, la part des pays des Caraïbes membres de l'Association ne représentait plus l'année dernière que 23 % du total (contre 49 % en 1970).

Selon une récente étude de la compagnie britannique Westinform, expert-consultant en expéditions maritimes, ces tendances devraient se confirmer dans les années 80. À cette date, le Brésil devrait lui aussi jouer un rôle important dans la politique de diversification des sources d'approvisionnement entreprises par les sociétés multinationales. Mis à part les pays producteurs groupés au sein de l'IBA, quatre États disposent d'importantes réserves de bauxite : l'Inde, le Canada, la Malaisie et le Brésil. Pour des raisons d'ordre essentiellement stratégique, c'est ce dernier — dont les réserves sont évaluées à 3 milliards de tonnes (soit l'équivalent de celles de la Jamaïque) qui présente pour les

sociétés multinationales le plus grand intérêt. D'autant que le gouvernement de Brasilia a affirmé à plusieurs reprises que le Brésil n'adhérerait à aucune des tentatives de création de l'OPEP. Selon le *Mining Journal* (5), l'important projet d'exploitation de la mine de bauxite de Trombetas, dans le nord du Brésil, devrait être opérationnel dès 1979. Et, un an plus tard, les exportations brésiliennes de bauxite pourraient atteindre près de 2 millions de tonnes par an.

Officiellement, les membres de l'IBA font montre d'une relative sérénité face aux diverses tentatives des sociétés multinationales pour briser l'unité de l'Association. Les recherches entreprises dans certains pays occidentaux pour trouver des produits de substitution à la bauxite n'ont pas encore abouti et, selon les experts de l'IBA, les procédés actuellement mis au point pour obtenir l'alumine à partir de l'argile ne sauraient, dans l'immédiat, faire peser une menace sérieuse sur ce groupement. Ainsi, l'alumine obtenue par traitement de l'albite reviendrait à 20 % plus cher que celle extraite de la bauxite.

Les États membres de l'Association n'en ont pas moins ressenti la nécessité de diversifier leurs partenaires commerciaux pour réduire leur dépendance, d'autant que les revenus de la bauxite représentent, pour les grands producteurs des Caraïbes, près de 60 % de leurs rentrées en devises. Ainsi, la Jamaïque s'est engagée à fournir au cours des prochaines années une certaine quantité de bauxite au Venezuela et à l'Algérie, en vue de la construction de fonderies d'aluminium dans ces deux pays. La Guyana et le Suriname ont conclu des accords simi-

laires avec certains pays des Caraïbes et d'Amérique latine. Des négociations dans ce sens ont actuellement lieu entre la Jamaïque, d'une part, et l'Union soviétique et l'Espagne, d'autre part, tandis que l'Europe de l'Ouest a déjà suppléant les États-Unis en tant que premier client de la Guyana pour la bauxite.

Si certains membres de l'IBA sont parvenus à revaloriser l'industrie de la bauxite extraite de leur sous-sol, les efforts entrepris par l'Association en tant que telle pour mettre sur pied une politique tarifaire commune aux autres États concernés se sont jusqu'à présent soldés par un échec. L'accord intervenu au sein du groupement en 1976 sur la définition d'une « bauxite-standard » (comportant 45 % d'alumine et 4 % de silice) qui devait servir de base à l'établissement d'une politique commune des prix laissait pourtant supposer qu'un certain rapprochement avait été enregistré en la matière. Il semble que ce stade n'ait pas été dépassé. On estime à l'IBA que l'une des difficultés essentielles tendant à la différence des systèmes politiques et sociaux en vigueur dans les divers pays membres : « Pour certains, ce sont les sociétés privées alors que pour d'autres c'est l'État qui devraient être le maximum de profit de l'exploitation de la bauxite. » En effet, en Guyana et en Yougoslavie, l'industrie de la bauxite est entièrement sous contrôle de l'État, alors qu'à la Jamaïque, en Guinée et au Ghana, elle relève du secteur mixte et qu'elle est le fait de sociétés privées en Australie ou à Haïti.

An sein de l'Association, l'Australie se montre très réticente pour ce qui concerne l'établissement d'une politique commune des prix. Dès 1974, l'attitude du gouvernement de Canberra laissait prévoir des difficultés dans ce domaine. Selon M. Jim Cairns, alors vice-premier ministre australien, le « régime » existant en effet que l'IBA adopte une position « raisonnable et juste pour tous, y compris pour les États consommateurs ». L'Australie semble toujours aussi soucieuse de ménager les intérêts des pays industrialisés consommateurs. Il est vrai que la bauxite et ses dérivés ne sont pas de même poids dans l'économie australienne que dans les États en voie de développement de l'IBA. Ainsi, les revenus de l'alumine australienne ne représentent que 3 % environ de la valeur totale des exportations de ce pays.

En pratiquant des prix systématiquement inférieurs à ceux convenus au sein de l'Association, d'autres membres du groupement portent également une part de responsabilité dans l'échec enregistré par l'IBA dans ce domaine.

Malgré ces difficultés, l'IBA ne semble pas avoir renoncé à se doter de ce qu'elle considère comme le moyen le plus efficace d'atteindre ses objectifs : une politique commune en matière de prix. Ce fut, ces derniers mois, le thème principal de presque toutes les conférences sous son égide. Après trois ans de discussions, le conseil des ministres de l'Association devrait, au cours de sa réunion prévue pour décembre 1977, au Suriname, montrer les possibilités et les limites d'une telle politique.

- (1) L'IBA regroupe onze pays : l'Australie, la Guinée, la Jamaïque, le Suriname, la Guyana, la Yougoslavie, l'Indonésie, la République Dominicaine, Haïti, la Sierra-Leone et le Ghana.
- (2) Les principales sociétés nord-américaines opérant dans les États membres de l'IBA sont : Alcan, Alcoa, Kaiser et Reynolds.
- (3) *Caribbean Contact*, juillet 1977, Trinidad.
- (4) Hebdomadaire publié à Londres, numéro du 20 mai 1977.
- (5) Hebdomadaire publié à Londres, 20 mai 1977.

Ce mois-ci

demain

L'AFRIQUE

s'interroge sur la France

En vente 7 F.

chez tous les marchands de journaux

Le monde du petit enfant

Le petit enfant porte en lui des aspirations orientées vers toujours plus de connaissances, plus de découvertes. Bien y répondre est extrêmement important pour son avenir.

Tous qui avez des enfants entre 3 et 6 ans, adoptez les CLASSES MATERNELLES conçues et réalisées par les spécialistes de PEDAGOGIE MODERNE.

À chaque âge, correspond un ensemble éducatif complet qui regroupe activités scolaires et activités d'éveil dans une progression harmonieuse.

3 ans : LE MONDE DU PETIT ENFANT

4 ans : MON JARDIN D'ENFANT

5 ans : MA CLASSE DE DORTOIRE

Notice détaillée M.D. sur demande (préciser la date de naissance)

PEDAGOGIE MODERNE

39 rue Chanzy 75011 PARIS

دعواتكم الى العمل

LA GRÈCE ENTRE LE ET L'INQUI



(Photo Agrypoulos.)

Ombres sur la démocratie retrouvée

Dans un calme relatif,
prospérité fragile
et risques d'explosion

Trois ans après les élections de novembre 1974 — les premières qui suivirent la chute de la dictature — les électeurs grecs sont à nouveau, ce mois-ci, convoqués aux urnes. S'appuyant sur une confortable majorité en voix (54 %) et surtout, du fait du système électoral, en sièges (75 %), le gouvernement de M. Constantinos Karamanlis a dû affronter une série de problèmes majeurs (dépendance, croissance asymétrique, etc.) qui avaient ceci de particulier : pour une part, mais pour une part seulement, ils constituaient l'héritage du régime déchu alors qu'en fait, fondamentalement, ils avaient incité les militaires à s'emparer du pouvoir.

Le conflit gréco-turc sur la mer Egée, la place de la Grèce au sein de l'OTAN, la candidature à la Communauté économique européenne, les bases militaires américaines, etc., autant de problèmes pressants qui, restés en suspens, ont incité le gouvernement à solliciter un an avant terme le verdict du corps électoral. M. Karamanlis semble en attendre de plus grandes possibilités d'action gouvernementale, alors que l'opposition, qui lui reproche ses atermoiements, espère renforcer ses positions au Parlement. D'habitude assez vif dans ses réactions, le peuple grec a accueilli avec une certaine ataraxie l'annonce de la consultation anticipée. Sans doute faut-il voir

là la conséquence d'un double scepticisme : à l'égard de la majorité actuelle, dont il s'étonne qu'elle n'ait pas fait montre d'une plus grande efficacité, et à l'égard des partis d'opposition, qui ne semblent pas aptes à le convaincre qu'ils sauraient se montrer plus habiles. Rédigés par des spécialistes des problèmes grecs et par des représentants des principales formations politiques — le P.C. dit « de l'extérieur » a décliné l'offre que nous lui avions adressée, — les articles réunis ci-dessous éclairent les principaux aspects de la vie politique grecque, sur laquelle le souvenir de la dictature fait toujours planer la crainte d'une récurrence.

Modernisation économique et développement d'une classe ouvrière

Par
CONSTANTIN TSOUKALAS *

en lien sans remous considérables. A cet égard, deux facteurs sont à souligner : l'immigration massive, tout d'abord, dont l'ordre de grandeur, selon les données officielles, dépasse le million pour la seule période 1960-1976, ce qui représente plus que 30 % de l'ensemble de la population active actuelle. Ce mouvement, dont l'ampleur est maintenant considérablement réduite, a permis de canaliser directement une grande partie de la surpopulation

agricole vers l'étranger. Le boom allemand des années 60 a ainsi fourni une soupape de sécurité constante au moment même où les pressions sociales qui découlaient du « décollage » économique étaient les plus menaçantes. Les répercussions à long terme de l'immigration massive pour un pays qui a perdu le tiers de ses travailleurs — la population active totale enregistrée est en baisse constante depuis vingt ans, — mais il ne faut pas de doute qu'à court terme la situation économique et politique de la bourgeoisie fut ainsi sensiblement renforcée.

Des catégories sociales hybrides

NEANMOINS, l'émigration ne constitue qu'un facteur négatif. Le nouvel état de l'économie devrait être examiné en fonction de l'injection massive de capitaux en provenance de l'étranger. En effet, jusqu'au début des années 60, la présence de capitaux était sensible. L'attraction de capitaux étrangers a d'ailleurs constitué une des préoccupations majeures de tous les gouvernements grecs depuis la libération. Mais les investissements directs n'ont pas sensiblement affecté l'ordre de grandeur des liquidités internes. Le développement spectaculaire des recettes invisibles a en des effets considérables. Pour les recettes touristiques par tête d'habitant, la Grèce a déjà dépassé l'Italie et l'Espagne. Si l'on y ajoute les recettes de la marine marchande et les envois de fonds des émigrés, l'importance structurelle des recettes invisibles (qui atteignent presque 20 % du P.N.B.) saute aux yeux. Ces sources exogènes de revenus n'ont pas seulement permis de combler le déficit constant de la balance commerciale. Elles ont aussi fortement contribué à l'accélération de l'épargne intérieure, et de manière médiate, à la prolifération d'une nouvelle classe moyenne étendue, à la mise en marche d'un grand nombre de nouvelles entreprises — parmi lesquelles le bâtiment occupe une place prépondérante, — à la stimulation constante de la demande et, en dernière analyse, à l'expansion de la production industrielle qui, au moins jusqu'à très récemment, visait presque exclusivement le marché intérieur.

Ce fut ainsi que s'effectuait la « modernisation » graduelle de la structure sociale grecque, dont la caractéristique majeure réside dans la constitution d'une classe ouvrière solide et de plus en plus consciente de sa force. Il faudrait cependant repérer également une série de tendances qui, loin d'entraîner une

fixation des rapports de classes, contribue au contraire à estomper les lignes de démarcation sociale. En effet, si l'exode rural fut à la base de la prolifération du prolétariat urbain, les migrants qui, dans leur grande majorité, étaient des petits propriétaires, n'ont que très rarement abandonné, loué ou vendu leurs terres. Entre 1960 et 1971, les exploitations agricoles ne diminuèrent que de 10 %, alors que la population active agricole perdait 40 % de ses effectifs. L'exploitation familiale continue d'être assurée par des membres de la famille résidant sur place, aidés par le travail saisonnier des migrants eux-mêmes : entre les services touristiques et la culture saisonnière (surtout estivale), une fraction très considérable des migrants internes conserve un lien économique avec la campagne. En 1971, 28 % des exploitants agricoles avaient une occupation principale en dehors de la production agricole, pourcentage qui devrait actuellement être beaucoup plus élevé.

Si ces nouvelles catégories sociales hybrides et polyvalentes, qui coexistent entre le commerce, les services touristiques, l'agriculture et le travail salarié sont difficiles à fixer, il ne faut pas de doute que la variété même de leurs intérêts disparates, parfois même contradictoires, les pousse à adopter des positions proches de celles de la petite bourgeoisie constituée. N'ayant pas d'intérêts de classe catégoriels nets, il est normal qu'elles soient surtout préoccupées par la continuation de l'expansion économique sous ses aspects matériels. De pair avec les larges couches urbaines improductives, ce sont donc ces catégories qui ont fourni à la bourgeoisie inféodée au grand capital international les appuis sociaux et politiques nécessaires. Tant que l'on assiste à une croissance rapide de leur pouvoir d'achat, dont témoignent entre autres le boom de la construction de logements et la prolifération des voitures particulières (qui dépassent le demi-million malgré leur prix prohibitif, qui atteint ou dépasse le double de

la moyenne européenne), il semble improbable que ces catégories sociales adoptent des positions plus nuancées.

Bref, la « modernisation » de la société grecque parait exemplaire de « développement » sociaux majeurs, et cela à un point presque miraculeux. Si l'on excepte les intellectuels, dans le sens large du terme, qui sont difficilement absorbables dans le contexte actuel — ce qui ne manquera pas d'avoir des effets explosifs dans un avenir très proche, en raison de l'augmentation vertigineuse du nombre d'étudiants depuis quelques années, — la plupart des catégories sociales ont vu leur niveau de vie croître constamment. Cette prospérité est néanmoins aussi trompeuse que fragile. En effet, la perte graduelle de l'indépendance financière des branches principales de l'économie limite de plus en plus les marges de manœuvre d'un État obligé désormais de ménager les susceptibilités non seulement de ses partenaires européens, mais aussi des grandes firmes internationales installées dans le pays. En outre, l'importance structurelle accrue des recettes invisibles, et surtout des recettes de la marine marchande, renforce le pouvoir des armateurs, qui exigent, et en général obtiennent, des concessions qui accentuent la dépendance du pays à l'égard de l'étranger. Soumise aux aléas de la conjoncture internationale et aux exigences, parfois énormes, des centres de décision non nationaux, la prospérité grecque parait bien fragile. Et, à la moindre récession sérieuse, les contradictions occultées par la paix sociale relative, due aux effets cumulés d'une longue répression et d'une expansion exceptionnelle, risquent d'éclater au grand jour.

Lire pages 10 à 14 :

PAGES 10 et 11 : Le rôle des forces armées dans la vie politique (Th. Pangalos). — Le patronat et l'Etat devant l'adhésion à la C.E.E. (K. Vergopoulos). — La renaissance d'une démocratie (P. Lambros). — Pour l'entrée dans l'Europe unie (G. Mevros).

PAGES 12 et 13 : Suite de l'article de K. Vergopoulos. — Un peuple rétif aux structures et aux schémas importés (K. Zavaras). — Les structures de la dépendance (A.G. Papandréou). — Comment la droite exploite la loi électorale (I. Ilion).

PAGE 14 : Suite de l'article de I. Ilion. — Stratégie pour le passage au socialisme (B. Dracopoulos).

A la fin de la guerre civile, en 1949, l'économie de la Grèce d'avant-guerre était complètement désarticulée : une bonne partie de l'ancienne bourgeoisie partageait le sort des classes moyennes ruinées, le chômage atteignait des pourcentages sans précédent, alors que, dans les campagnes, une paysannerie appauvrie recommençait la culture de la terre dévastée par une décennie de combats. Si de nouvelles couches sociales avaient émergé autour de collaborateurs et de spéculateurs de toute sorte qui avaient su tirer profit des calamités nationales, la plupart des détenteurs de liquidités se refusait à canaliser leurs activités vers des branches productives, auxquelles ils préféraient la sécurité des banques suisses. Cette situation n'évolua que lentement : jusqu'à la fin des années 50, le pays n'avait guère réussi qu'à réparer les dégâts. A tous égards, la Grèce paraissait irrémédiablement reléguée à la périphérie pauvre, sous-développée et stagnante.

A peine vingt ans plus tard, la structure sociale du pays a subi des mutations tellement profondes que la physionomie de la Grèce en est devenue méconnaissable. Une bourgeoisie monopolistique dominante, de plus en plus liée au grand capital

international, contrôle les principales branches productives et, par essor, vers lesquelles elle oriente l'essentiel de ses activités. En effet, ce n'est que depuis quelques années que semblent s'être dissipés les doutes du capital quant à la rentabilité des investissements à long terme. La voie — peut-être inévitable — de l'inféodation au capital international, préconisée par l'ensemble des gouvernements grecs jusqu'à la chute de la dictature — à l'exception partielle du cabinet de Georges Papandréou, — finit par être adoptée par la majorité des industriels et financiers grecs. De manière caractéristique, l'opposition d'une bonne partie de la bourgeoisie intérieure à l'adhésion de la Grèce au Marché commun et à l'ouverture des productions grecques à la concurrence internationale se fait de moins en moins entendre. Les performances spectaculaires de l'économie grecque, dont le rythme de croissance entre 1960 et 1973 fut de pair avec l'Espagne, le plus haut de l'Europe, ont assuré la bourgeoisie grecque d'un avenir économique acquis aux dépens de son indépendance.

Parallèlement, les formes dominantes de la division sociale ont évolué rapidement :

Branches d'activités	1951	1961	1971	1976
PRIMAIRE	57 %	54 %	41 %	34 %
SECONDAIRE	16 %	19 %	35 %	38 %
TERCIAIRE	27 %	27 %	34 %	37 %

Relativement stable entre 1951 et 1961, la composition de la population active se transforme donc depuis à une allure rapide. Il faut, à cet égard, souligner, à côté de l'exode rural accéléré, une modification marquée de la composition de la population urbaine. En effet, cette dernière, précédemment « tertiarisée » depuis le dix-neuvième siècle, parait évoluer, ces dernières années, de manière beaucoup plus conforme aux « normes » du développement capitaliste. Entre 1962 et 1976, l'emploi industriel augmenta de 42 % contre 20 % pour les services, le rythme d'augmentation de l'emploi dans l'industrie étant le plus fort en Europe. Et il est vrai que les activités tertiaires occupent encore presque 60 % de la population active non agricole, les tendances sont nettes : pour la première fois, une classe ouvrière massive et dominante de par son poids est en train de se constituer, surtout dans la capitale et à Salonique, où se concentrent l'essentiel de l'activité économique du pays. Il devient clair que les conceptions traditionnelles, mais encore courantes, d'une Grèce pauvre, stagnante et essentiellement « parasitaire » ne correspondent plus aux faits. D'autre part, ces transformations

ne semblent pas s'accompagner des symptômes pénibles qu'entraînent souvent les processus de reconstruction rapide dans les pays périphériques. Non seulement font défaut les masses paupérisées et marginalisées qui abondent dans les principales agglomérations du monde, mais encore le chômage résiduel qui touchait le cinquième de la population urbaine du pays jusqu'à la fin des années 50 semble presque complètement résorbé. Même si le chiffre de cinquante mille chômeurs, avancé par les services officiels, est certainement bien en deçà de la réalité, il est indéniable que l'on assiste à une pénurie plutôt qu'à une surabondance de main-d'œuvre, dans toutes les branches de la production. En témoigne l'afflux des travailleurs étrangers — pour la plupart clandestins — qui dépasseraient déjà, selon certaines estimations, les cent mille. En même temps, les salaires réels des travailleurs sont en progression constante — ce qui révèle les marges considérables de profit de la nouvelle industrie grecque, dont la productivité a augmenté, entre 1961 et 1971, au taux annuel exceptionnel de 9,7 %.

Le « reconversion » de la division sociale du travail parait donc avoir

* Maître de conférences associé au département de sociologie de l'université de Paris-VIII.

Liées aux États-Unis et au service de l'oligarchie

Le discours politique est peut-être plus intensément mystificateur dans la Grèce contemporaine que dans le reste de l'Europe. Pour ce faire, un certain mysticisme du verbe s'ajoute à l'opacité des rapports entre les élites politiques et le bas des organisations. Il existe cependant un domaine dans lequel le discours dominant occulte presque entièrement la réalité : la politique réelle est l'inverse de la représentation qui en est donnée. Il s'agit de la question fondamentale des relations entre les forces armées et la politique.

D'après ce discours, les militaires grecs seraient redevenus ce qu'ils ont toujours été : des professionnels apolitiques au service de la nation. Si, à un certain moment, un petit nombre de « parajuras » ont fait preuve de « folie criminelle » (1), la faillite de leur entreprise aura prouvé définitivement aux officiers que toute désobéissance au pouvoir civil ne peut qu'entraîner des destructions nationales et discrédit pour l'armée.

Par ailleurs, un silence pesant sur les événements de juillet 1974 essaya de faire oublier la fait que les chefs des forces armées qui ont transmis le pouvoir aux civils sont les responsables du coup d'État de Chypre et de la tentative d'assassinat de Makarios. Malgré des milliers de morts et le porte-pot-être définitive de 40 % du sol chypriote, les généraux qui ont pris la succession de Papadopoulos restent impunis, contrairement à ce dernier. L'opacité est renforcée par les déclarations de certains représentants du « sommet » de la hiérarchie militaire, qui font étalage de leur ardent désir

de servir le pouvoir civil et de défendre la démocratie parlementaire.

Il est vrai que, dans ce pays où l'histoire est démesurément longue, on a toujours cultivé l'art d'avoir la même exécution à court terme. Par quel miracle les militaires ont-ils mis à feu et à sang le capitaine en novembre 1973 et Chypre quelques mois plus tard, se seraient-ils convertis à la neutralité politique ? L'autorité de M. Caramanlis, et encore moins celle de M. Averof, ministre quasi irremplaçable de la défense, ne suffisent à expliquer une telle transformation.

Les interventions politiques des forces armées grecques sont liées, dans une première période qui va de l'indépendance nationale à la veille de la première guerre mondiale, aux contradictions entre les différentes fractions de la classe dominante (2). Dans une deuxième période, les militaires sont amenés à prendre part dans le conflit fondamental qui oppose les possédants aux non-possédants. Les rapports de forces conduisent à des interventions à dominante réformatrice dans le premier temps, à dominante franchement réactionnaire dans le second.

Les militaires liés aux éléments bourgeois les plus libéraux, les plus modernisateurs et les plus expansionnistes, interviennent en 1924 pour imposer une première Constitution ; en 1928 pour limiter les interventions arbitraires du palais, moderniser l'État et introduire la réforme agraire ; en 1937, pour chasser du pouvoir la famille royale et faire entrer le pays dans la Grande Guerre aux côtés de l'Entente. La République est instaurée en 1923 et, malgré l'instabilité gouvernementale, un vaste pro-

Le rôle des forces armées dans la vie politique

Par TH. PANGALOS *

Programme de réformes sociales est enterré.

Après un bref intermède de dictatures militaires, plus ou moins bonapartistes entre 1925 et 1928, le coup d'État manqué des officiers libéraux en 1935 et l'épuration qui s'ensuivit marquent un grand tournant. L'armée sera désormais

royaliste et réactionnaire. Elle appuiera la dictature monarchico-fasciste de Mé-taxas et fournira de nombreux cadres aux troupes de collaboration pendant l'occupation allemande, les « bataillons de sécurité ». Reconstruite après la libération, elle mènera une répression féroce contre les insurgés communistes et les populations qui les soutiennent.

Le pouvoir dépendant

La guerre civile fournit alors le cadre idéologique et politique qui permet aux courants fascisants d'établir leur domination sur l'armée. Ces éléments (directement liés aux services secrets américains, qui financent, organisent et dirigent parfois la répression), vont voler aux dirigeants politiques réactionnaires et au palais l'initiative de l'instauration d'un régime dictatorial en avril 1967.

Le coup d'État des colonels fut ressenti par la droite comme une trahison de subalternes, un « acte insensé » relevant de la « paranoïa » d'un nombre limité de « criminels ambitieux ». La gauche, plus lucide, ne fut toutefois qu'aligner un certain nombre de définitions telles que « dictature bourgeoise », « occupation militaire étrangère » et « régime militaire-fasciste ». Or, si tous ces éléments étaient véritablement présents, l'un d'eux était le *primus movens*, et des rapports de causalité très précis le liaient aux autres.

La phase dans laquelle se trouvait l'accumulation du capital et la forme extrême de l'industrialisation semblaient imposer à la classe dirigeante la recourir à une organisation autoritaire de l'État au début des années 60. Cependant, pour ce faire, il n'était point nécessaire de recourir à une dictature ouverte. Une occultation de la répression, des manipulations constitutionnelles, la corruption du personnel politique auraient suffi pour appliquer les transformations que M. Caramanlis souhaitait dès 1963 et qu'il semblait réaliser actuellement. La crise institutionnelle qui commence en 1965 et qui conduit à la dictature est directement issue de la demande du premier ministre de l'époque, Georges Papandréou, de prendre personnellement en charge le ministère de la défense. Cette exigence, qui n'avait rien d'illégitime, présente pour l'époque un potentiel révolutionnaire. Les domaines réservés de la diplomatie et de la défense étaient directement contrôlés par le palais, mandataire de la puissance impériale protectrice. L'abolition de ces privilèges de la couronne signifiait la mise en péril de tout le système de l'exercice du pouvoir dépendant, dans lequel le gouvernement s'était administré les affaires courantes, mais ne gouvernait pas en ce qui concerne les grandes questions nationales.

* Professeur à l'Université de Paris-I (Sorbonne-Sorbonne).

LES appels lancés par la droite à la hiérarchie militaire en vue d'une transmission pacifique du pouvoir résistent sans réponse pendant sept ans. Un facteur imprévisible avait surgi : la relative autonomie des militaires de carrière en tant que couche sociale particulière. Dépourvue d'appui populaire, confrontée à la passivité d'une grande partie de l'appareil étatique, la junte a dû recourir aux cadres de l'armée pour administrer les affaires courantes, la grande politique s'élaborant plus que jamais dans les locaux de l'ambassade américaine. Les militaires virent dans cette accession à l'exercice direct du pouvoir une relative valorisation de leur profession et en tirèrent des avantages matériels immédiats sous forme de rémunérations complémentaires et de primes de toutes sortes.

Il existait, en effet, un malaise profond dans la hiérarchie, démesurément accrue pour les besoins de la guerre civile, aspect conjoncturel d'une crise professionnelle plus durable, liée aux fonctions attribuées à l'appareil militaire.

Dans les moments de mobilisation, pour éviter ou pour déceler une agression extérieure, la classe dirigeante assure pleinement son hégémonie par l'instauration d'un consensus national. Dans ces périodes, la rôle répressif de l'armée devient secondaire, son prestige

sibloiment incapable de trouver le moindre appui populaire, et donc de gouverner.

En fait, le gouvernement américain ne fut ni « naïf » ni soumis aux « manées diaboliques » de la C.I.A. ». En vue de la guerre de six jours qui allait commencer un peu plus tard, il a sacrifié l'avantage politique à long terme à un avantage militaire à court terme. Le coup des colonels, moins politique, sans lien avec la situation de la rue, n'ayant pas besoin de prétextes, pouvait aisément être organisé dans le secret : sa réussite était donc mieux assurée. Au vu de la situation, quelques années plus tard, la même logique en envelopperait le Cambodge.

Dans ces conditions, « construire des ponts », institutionnaliser le pouvoir dictatorial afin de permettre une participation politique plus grande et une adhésion populaire plus large, s'avèrent pratiquement impossibles. En fait, non seulement M. Averof, actuel ministre de la défense, mais aussi M. Caramanlis lui-même avaient constamment prôné cette tactique d'un glissement négocié du pouvoir. Leurs discours tournaient autour de deux éléments : la non-condemnation du principe du coup d'État, ce qui laissait supposer l'impunité de ses auteurs, et le refus de tout appel à la résistance populaire.

Corruption et corporatisme

augmenta et la base sociale de son recrutement se diversifia. Au contraire, dans les périodes de paix sur les frontières, les tensions sociales s'aggravent, l'appareil militaire ne sert qu'à la répression ou, indirectement, comme argument de chantage électoral.

Le conflit entre officiers libéraux et fascistes est latent et permanent. Il s'exprime avec violence pendant la dernière guerre : les progressistes considèrent que leur tâche prioritaire est de combattre l'envahisseur par tous les moyens ; les conservateurs estiment que leur devoir est de se réserver pour maintenir l'ordre quand les grandes puissances alliées auront libéré le pays. En majorité, les officiers collaborèrent ouvertement avec les troupes d'occupation ou restèrent sagement confinés dans leurs maisons. Seule une minorité poursuivit le combat en Afrique du Nord ou dans les rangs de la résistance intérieure. C'est cette étrange armée qui

Les forces politiques en présence

Les élections législatives de novembre 1974 ont donné les résultats suivants :

— Nouvelle démocratie	54,37 % des suffrages ;
— EK-ND	26,42 % ;
— PASOK	13,28 % ;
— E.A.	0,47 % ;
— E.D.E.	1,98 % ;
— Indépendants	0,88 % ;
— E.R.K.E.	0,83 % ;

— Nouvelle démocratie : Parti fondé par M. Constantinos Caramanlis après la chute de la dictature, il a pris la suite de l'Union radicale nationale (E.R.N.) et exprime la presque totalité des tendances de droite.

— EK-ND : Formation politique dirigée par M. Georges Mavros et qui tend à réunir les tendances libérales et démocratiques du centre. Après les élections de 1974, il a adopté le titre d'Union du centre démocratique (E.D.E.).

— PASOK (Mouvement socialiste panhellénique) : Organisation présidée par M. Andreas Papandréou et se sein de laquelle se rassemblent l'ancien centre gauche et la gauche marxiste.

— E.A. (Gauche unitaire) : Coalition électorale, en 1974, de la gauche communiste (les deux P.C., de l'Unité et de l'Épuration), et le parti de l'EDA qui n'existe plus pour la consultation de novembre 1977 en cours de laquelle le P.C. a orthodoxe se présente seul, tandis que le P.C. de l'Unité et l'EDA ont fondé la Coalition des cinq en s'associant avec l'Initiative socialiste (trois députés, scission de l'E.K.E.), la Démocratie chrétienne et le Mouvement socialiste (scission de l'E.D.E.).

— E.D.E. (Union nationale démocratique) : Union de l'extrême droite qui avait comme objectif le rétablissement de la dictature ; pour le scrutin de ce mois-ci, l'ex-premier ministre Stephanos Stephanopoulos (ancien dirigeant du Centre démocratique) ambitionne de regrouper les sympathisants de la dictature et les partisans de la monarchie.

— E.R.K.E. (Mouvement communiste révolutionnaire grec) : maoïste.

Dans la méthode et le calme

LA RENAISSANCE D'UNE DÉMOCRATIE

Par PANAYOTIS LAMBRIAS *

AUSSÍ longtemps que la junte militaire, paraissent toute-puissante, détenait le pouvoir en Grèce, tout aussi puissant semblait être, dans l'espace international, l'axe selon lequel il ne pouvait y avoir d'« alternative » à la dictature sans le chaos, l'anarchie et même, peut-être, sans une guerre civile. Cette conviction se voyait particulièrement dans une région où les tensions sont explosives et où les souvenirs des conflits fratricides sont demeurés vivaces.

C'est sur cette conviction que presque tous les gouvernements ont basé leur politique à l'égard du pouvoir hellénique. Et c'est cette même justification — la théorie du moindre mal — qu'ils utilisaient envers leurs opinions publiques nationales lorsque, de temps à autre, des informations sur la cruauté du régime des colonels bouleversaient la presse internationale.

A l'exception honorable des pays scandinaves — mais qui ne font que confirmer la règle — tous les autres États ont trouvé une manière non seulement de tolérer la junte, mais aussi d'opérer des échanges fructueux

avec elle. Il est remarquable que le premier gouvernement qui ait découvert véritablement la façon la plus élégante de reconnaître les patchistes fut celui de l'Union soviétique : il s'est adressé à eux en tant que gouvernements pour manifester son intérêt envers la sorte des cadres de la gauche qui avaient été arrêtés. Les transactions entreprises différaient, bien sûr, de pays à pays, allant de la froide occupation du principe « business business » (que la Chine de Mao porta presque aux limites de l'absurdité) jusqu'à un soutien chaleureux de l'Utilité de la junte pour la sécurité des pays étrangers (tel le cas des États-Unis de Nixon, qui assortirent cette reconnaissance d'un aide militaire considérable).

Evidemment, cela ne signifie pas que tout au long de la survie du pouvoir des colonels la Grèce n'ait pas été réduite à une position humiliante au sein de la société internationale. Les représentants de la junte faisaient figure de lâches dans les cercles diplomatiques. Cependant, bien que tous les pays démocratiques semblaient plus ou moins détester le régime de la dictature, le mépris ou le mépris en occasion, ils étaient tous prêts à lui reconnaître un grand avantage, si précieux dans ce monde de républicains chers à M. Kissinger durant la dernière décennie : l'avantage de la stabilité.

Une dictature condamnée

par ses erreurs

SOUDAIN, ce monde qui attribuait tout d'importance à la stabilité politique, quelle que soit son origine, a vu le régime militaire de la Grèce s'effondrer, dans le vrai sens du terme : il s'est dissous de lui-même. Il est tombé sans pitié, sans prémonition, sans soulèvement et encore moins sans le coup d'une révolte populaire — d'une révolution.

Il se trouve que vraiment sous les poids de ses actes illégitimes — comme on aime à dire et bien que cela s'arriva que fort rarement — mais à cause de ses bêtises. Des erreurs criminelles. Les colonels super-patriotes avaient réussi à faire venir les Turcs à Chypre, avec le coup paratonnerre que la junte B' de Grèce avait organisé avec l'EOKA B' de Chypre. Et devant le spectre d'un désastre national qui se dessinait, tandis que la mobilisation ordonnée d'urgence tournait en un fiasco humiliant, les dictateurs et leurs collaborateurs, tels des rois,

furent les premiers à abandonner la navire qui avait pris feu.

Depuis le 22 juillet, il n'y avait plus de gouvernement en Grèce, et cela sans que le régime des colonels ait été renversé par qui que ce soit — sans qu'on ait tiré ou seul coup de feu.

Le 23 juillet, les ministres de la justice cherchaient à voir leur premier ministre, et parmi les employés de l'ambassade des États-Unis à Athènes il n'y avait pas un officiel qui puisse comprendre ce qui se passait. Très tard dans la nuit, plus précisément à deux heures du matin le 24 juillet, M. Caramanlis arriva à Athènes, venant de Paris où il avait passé plus de dix ans.

La réorganisation de l'État

Il n'y avait pas d'État. Aucun pouvoir organisé pour maintenir la situation sous contrôle. Il n'y avait même pas d'armée dans le sens d'une institution structurée, à la hiérarchie déterminée, capable de fonctionner normalement. En abandonnant sous l'effet de la panique tous les points névralgiques de l'administration de l'État, la junte et ses marionnettes laissent le vide béant.

Il n'y avait rien de raisonnable, normal et historiquement fondé du s'attendre à une évolution conforme à celle qui avait si souvent été décrite par les observateurs étrangers tout au long de ces années : à ce que s'installent la confusion et le chaos ; qu'éclatent des « manifestations anarchiques et des conflits » ; que s'ouvre le chemin vers une nouvelle guerre civile les fût-elle pas d'ailleurs le cas au Liban, un peu plus tard ?

Rien de tout cela ne se produisit. Au contraire. Jamais dans l'histoire de la Grèce contemporaine les choses s'étaient évouées de telles conditions de liberté absolue, de calme et d'ordre, mais aussi de rapidité. De cette manière, avant que l'été 1974 ne soit révolue, trois élections avaient eu lieu : la consultation pour la désignation des députés au Parlement, la référendum qui mit fin au conflit de légalité hellène sur la forme du gouvernement et les élections pour la désignation des membres du gouvernement local dans toutes les villes et tous les villages.

Peu après une nouvelle Constitution parfaitement démocratique et progressiste entrât en vigueur pour devenir le fondement de la réorganisation d'un nouvel État démocratique capable d'assumer les activités accrues que l'on attend de lui à ces époques marquées par le développement des structures technologiques.

Les prophéties de Cassandre furent démenties. Il y eut, en effet, une « alternative » à la dictature : une alternative calme, sans souffrances, pleinement démocratique. Voilà la conclusion la plus importante peut-être à tirer du phénomène hellénique dont la signification idéologique dépasse l'espace grec.

La question est de savoir comment ce « miracle » fut possible. Trois ans après ces événements, tandis que la Grèce s'achemine tranquillement et pleine de confiance vers de nouvelles élections après avoir manifesté une coexistence période constructive dans tous les domaines de la vie publique, deux explications peuvent être avancées. Des explications d'ailleurs confirmées par les événements intervenus entre-temps. La première est que la junte, le vide terrifiant que la dictature postquée laisse derrière elle après s'être dissoute d'elle-même, fut comblé par l'enthousiasme populaire, par le désir universel de tous les Grecs de retrouver la démocratie dont ils avaient été privés pendant sept ans et qui représentait pour eux l'antidote à l'angoisse et à l'humiliation que la tyrannie leur avait fait supporter. C'est précisément cette tension, cette surcharge émotionnelle qui unit le peuple en un seul corps, qui lui rendit une force monolithique extraordinaire que personne ne pouvait briser.

Voilà comment le peuple, uni, accueillit M. Caramanlis comme sauveur, comme chef national et incarnation de sa liberté.

Esprit de décision

LA deuxième explication tient à la personnalité de M. Caramanlis lui-même. On peut dire qu'il fut l'antithèse dialectique à cet enthousiasme populaire. C'est ainsi qu'il accomplit les plus belles manœuvres. Il mit son plan à œuvre — un plan de redressement rapide de l'État — avec un sang-froid remarquable et une rapidité incroyable sans que ses adversaires — réels ou hypothétiques — aient eu le temps de respirer. Il avança d'une manière aussi décisive que méthodique. Il n'a même pas gaspillé un seul jour en célébrations, en discussions ou en hésitations. Son secret fut sans doute la prise de décision à froid et l'exécution à chaud. Mais peut-être cette méthode inflexible, grâce à laquelle une tyrannie a pu céder la place à une démocratie vigoureuse et pleine d'espoir, fut-elle minutieusement préparée pendant les heures interminables de réflexion, d'étude et de recueillement qu'on occupe premier ministre, historiquement justifié, s'imposait dans l'isolement de son exil volontaire à Paris.

سكينة الشعل

fournit l'essentiel des cadres du régime dictatorial (3).

Incapable de se donner une idéologie cohérente, ne pouvant se reconnaître en la personne du chef médiocre qu'elle s'était donnée, la junte se disloqua à travers le durcissement et l'aventure extérieure. A un an de distance, l'insurrection des étudiants et du peuple d'Athènes et la résistance du peuple chypriote échouèrent de démolir l'instrument de coercition que la junte avait péniblement mis en place. L'armée qui remit le pouvoir à M. Karamanlis en juillet 1974 avait cessé d'exister en tant que corps disciplinaire.

Cette armée défaite fut réorganisée, en grande partie, par le rattachement des officiers compromis dans les conspirations fascisantes du passé. L'épuration véritable fut limitée à quelques dizaines de cas individuels : dirigeants trop compromis dans des affaires de corruption, tortionnaires notoires et ceux qui, par manque de souplesse ou par fanatisme, ne surent pas faire acte d'allégeance aux nouveaux tenants du pouvoir, et surtout à la personne de M. Andréas. Les mises à la retraite ont ainsi depuis trois ans frappé à peu près également

les artisans de la dictature et ceux qui furent persécutés par elle (4).

Un argument a été avancé pour justifier le caractère pernicieux de l'épuration : la nécessité de sauvegarder l'efficacité dissuasive de l'appareil militaire face à l'agressivité constante de la Turquie. Argument fallacieux, car la Grèce possède un corps d'officiers pléthorique, surtout dans l'armée de terre, et un véritable goulet d'étranglement s'est constitué au sommet de la hiérarchie. Par ailleurs, il n'y a rien de tel que le rajeunissement des cadres pour rendre une armée combattive et vivante.

Une certaine partie de l'opposition manifeste de la compréhension pour les difficultés que le gouvernement rencontre dans une entreprise aussi délicate et périlleuse que l'épuration d'une armée séduite qui a abandonné le pouvoir de son propre gré. Mais il faut voir qu'en fait, le gouvernement applique pleinement sa politique, qui consiste à chasser le militaire des subalternes sans condamner le recours à la dictature en cas de danger national, c'est-à-dire dans le cas où l'oligarchie et ses représentants politiques risquent de perdre le pouvoir.

Défense populaire et démocratie

EN réalité, la défense de la Grèce face à un ennemi potentiel cinq fois plus peuplé qu'elle ne peut être assurée uniquement en confiant aux militaires professionnels un armement de plus en plus sophistiqué et ruineux. L'état stratégique de la Grèce — qui n'atta-

quera pas la première, car elle n'a pas de revendications territoriales — est la défense de son territoire par la mobilisation populaire générale. Cela suppose l'armement général de la population et une campagne, tout à fait particulière, entre unités populaires de défense larri-



Un otout négligé : la mobilisation des masses pour la défense du pays. MANOEUVRES DE LA VI^e FLOTTE DANS LA REGION DU PELOPONNESE : L'AVANCE DES « MARINES » AMERICAINS.

teries et unités régulières mobiles possédant une puissance de feu élevée. Le gouvernement ne peut concevoir l'adoption d'une telle stratégie, car elle suppose une véritable confiance dans le peuple et la survenue l'abandon de tout recours à des solutions contraires à la volonté populaire. La défense populaire est une hypothèse associée d'un contrôle de gouvernement démocratique que le droit refuse de signer.

Un tel changement d'orientation militaire n'a certes rien de révolutionnaire. Des pays aussi capitalistes que la Suisse et l'Autriche ont adopté une telle stratégie depuis longtemps. Il n'empêche néanmoins à la droite le nécessaire de procéder à des réformes de structures permettant une récupération constante des masses populaires, ce qui est

impossible étant donné les liens qu'elle entretient avec une oligarchie d'outlet plus vorace qu'elle est en grande partie parasitaire.

La volonté de réforme du parti ou pouvoir s'est rapidement estomquée après un certain nombre de mesures indispensables à la modernisation de l'Etat. Face au mécontentement populaire qui grandit, le retour aux anciennes habitudes autoritaires, sinon répressives, s'est déjà amorcé. Les prochaines élections seront, comme les précédentes, conditionnées par le chantage électoral : « Karamanlis ou les chars ».

L'incapacité d'imaginer une autre défense qui mobiliserait tout le potentiel culturel et technique du peuple grâce à l'impossibilité d'éloigner le consensus national par une série de mesures de

redistribution du revenu national conduisant graduellement à l'acceptation du compromis ordonné par les Etats-Unis en ce qui concerne les différends grecs-turcs. Il semble que l'armée et surtout sa partie la plus jeune, constamment mobilisée techniquement et idéologiquement pour un conflit défensif, auraient du mal à accepter une telle braderie.

L'armée sera certainement présente dans les événements politiques des années à venir. Sa prochaine intervention, directe ou indirecte, pourrait bien être d'un caractère inédit.

TH. PANGALOS.

(3) Th. Pangalos : « Les bases sociales du régime militaire », in *Kommunistikis Synthesmos* 1/1968.
(4) Voir la lettre d'un militaire, dans le journal *Enchiridion* du 27 août 1977.

Luttes de classes, modèles de développement et choix économiques

DEPUIS la seconde guerre mondiale, la politique économique de l'Etat grec se trouve partagée entre deux impératifs difficilement conciliables : a) d'un côté, assurer les conditions d'une « serre chaude » économique nationale, susceptible d'encourager l'initiative du capitalisme local ; b) d'un autre côté, chercher toujours des points d'ouverture du système vers l'extérieur, en vue de résorber les tensions inflationnistes internes.

En bonne logique, il y aurait là une contradiction en principe insurmontable : le protectionnisme engendrant l'inflation qui, à son tour, impose l'ouverture du marché vers l'extérieur ; ce jeu finit toujours par remettre en question les fondements mêmes de la politique protectionniste. Cependant, c'est sur ces deux axes, apparemment incompatibles, que fut érigé pratiquement le développement grec de l'après-guerre.

La faiblesse traditionnelle du marché grec et une forte concentration des revenus ont depuis toujours découragé les investissements dans les secteurs productifs. Les capitaux sont attirés plutôt par les transports maritimes, les banques, le commerce, la construction. Le peu d'attraits que présente l'industrie n'est pas fonction du mauvais calcul des entrepreneurs grecs, puisque le capital étranger

affluant vers le pays fait preuve d'une analogie révéceuse.

C'est pourquoi l'Etat grec, dans l'après-guerre, n'a pratiquement pas cessé d'élaborer des systèmes d'incitation et de protection, à l'intention du capital — autochtone ou étranger — dans l'industrie, les mines, les assurances, les transports, les services, les constructions, les assurances, les services, les constructions, etc. Dans ces conditions, l'éloge de l'initiative privée n'a très souvent été que théorique : pratiquement, la plupart des décisions des entrepreneurs étaient suscitées par le dispositif étatique préalable. Aussi le protectionnisme a-t-il été un gouffrage organique du coût social de l'industrialisation. Celle-ci, apparemment fondée sur l'initiative privée, a dû en réalité compter de façon décisive sur l'appui de l'Etat et sur les subventions sociales.

Cependant, le revers de la médaille, comme il fallait s'y attendre, c'est l'inflation. D'abord, la protection tarifaire, en tant que telle, entraîne indirectement la hausse du niveau général des prix. Ce qui n'est pas le cas, si on se réfère à la restriction du marché local. Ensuite, l'impulsion économique de l'Etat est même plus coûteuse que la politique keynésienne anti-cyclique. Dans les sociétés « sous-développées », il s'agit

Le patronat et l'Etat devant l'adhésion à la C.E.E.

Par KOSTAS VERGOPOULOS *

de susciter un mouvement industriel ex nihilo. C'est pourquoi, ici, l'inflation n'est pas un simple avatar, mais le produit organique de l'intervention étatique et du protectionnisme. Enfin, les pressions inflationnistes en Grèce ont été renforcées par le gonflement des investissements auto-productifs, par l'accroissement spectaculaire des recettes invisibles et par les entrées de capitaux monétaires.

Ces conditions ont imposé un type de développement mené par la demande plutôt que dirigé par l'offre ou par la planification étatique. En d'autres termes, c'est un excès structurel de la demande sur l'offre qui a mis en mouvement le processus de développement : ce même excès a limité par la menace de pressions inflationnistes grandissantes. Depuis 1963, une euphorie dans les affaires est maintenue grâce à l'injection régulière d'un flux d'expansion conjuguée des moyens de paiement. Aussi l'activité dans le bâtiment, bien que dénotée comme parasitaire, est également soutenue par une politique permanente de prêts

* Maître de conférences de sciences économiques à l'université de Paris-VIII.

à la construction : il semble qu'au fond on lui reconnaisse des vertus créatrices, notamment par la demande qu'elle engendre.

Le problème central des autorités

De l'isolement à l'ouverture

ENTRE 1945 et 1953, on a tenté avec l'expérience du protectionnisme une économie fermée sur l'extérieur, ou du moins contingente. Plusieurs plans de reconstruction ont été mis en œuvre, avec des succès médiocres. Le point capital de ces expériences : une inflation organique, aussitôt enclenchée par les mesures protectionnistes, s'accumulait à l'intérieur du système jusqu'à le faire exploser. De 1945 à 1953, la monnaie nationale a ainsi subi sept dévaluations et perdu au total près de 90 % de sa valeur par rapport au dollar. Les tentatives d'industrialisation ont avorté, ainsi que presque tout mouvement de reprise économique en général. On en est même arrivé à prêcher en faveur d'un équilibre quasiment sans croissance et sans industrialisation (cf. le projet de M. K. Varvaros, gouverneur de la Banque centrale, au début des années 50), ce qui évidemment constituait déjà une démission par

économiques n'e pas été de supprimer l'inflation, mais de la maintenir à des taux utiles. Sur cette base, on peut distinguer quatre phases de l'économie grecque de l'après-guerre.

rapport à l'objectif du développement.

A partir de 1953, un nouveau modèle est élaboré : on supprime presque toute restriction quantitative du commerce extérieur, tout en maintenant des tarifs élevés. Cette mesure est compensée par une dévaluation de la drachme de 50 % par rapport au dollar. Mais, cette fois-ci, la dévaluation fonde dès le début la nouvelle expérience protectionniste au lieu de la clore en consacrant son échec. Or, d'un côté on libère les échanges, de l'autre — par la dévaluation — on les limite. Cependant, les deux mesures émanent de la même logique protectionniste : la libération des échanges aurait pour fonction d'éponger les excès de la demande interne et de ramener ainsi l'inflation au seuil d'une expansion véritablement s'impulsive.

(Lire la suite page 12.)

Après seize ans d'association

POUR L'ENTRÉE DANS L'EUROPE UNIE

Par GEORGES MAVROS *

UN rapide survol de l'histoire de la Grèce permet facilement de prendre conscience de ce qui est, à nos yeux, une de ses caractéristiques fondamentales : la Grèce a toujours été plus authentiquement elle-même que dans les périodes de son histoire où elle a été amenée à se confronter à des peuples et civilisations différents.

En effet, toutes les fois que des positions défensives et timorées ont prévalu, et que les Grecs se sont repliés sur eux-mêmes, leurs réalisations ont été médiocres ; plus encore, en rangeant leur front, ils ont vu leurs énergies se dissiper en de vaines querelles intestines. Par contre, lorsqu'ils se sont trouvés armés par le désir d'ouverture, et que le souffle du grand large gonflait leurs voiles, leurs performances furent sans commune mesure avec leur nombre ou leur puissance matérielle. Tous les grands moments de l'histoire de la Grèce

* Président de l'Union du centre démocratique. Vice-président du conseil et ministre des Affaires étrangères après la chute de la dictature. M. Georges Mavros a mené les négociations sur Chypre aux deux conférences de Genève (juillet-août 1974) et à New-York.

coïncident avec l'exaltation d'une volonté de contact avec le monde qui l'entoure.

Nous devons poursuivre aujourd'hui le même destin, et le poursuivre dans le sens de la grande entreprise d'unification européenne. La Grèce est partie intégrante de l'Europe, et il serait inconcevable de la situer hors des grands courants européens. Cette appartenance ne se définit pas — ou plus — en termes anciens de culture et d'histoire, elle est simplement une réalité de notre temps. L'Europe constitue notre espace naturel de vie. Et plus le processus de son unification sera avancé, plus les conditions de l'épanouissement de nos potentialités seront favorables.

Cependant, l'intégration se fera-t-elle ? Il ne faut pas sous-estimer les difficultés, causées par la conjonction économique mondiale, que traversent aujourd'hui les pays membres. Mais c'est à cause même de ces difficultés que cela doit être fait. Et le plus tôt possible. Le temps n'est plus entre autres dans cette affaire. Il joue contre nous.

Il y aura, certes, de nombreux obstacles à surmonter pour qu'enfin arrive le jour où cette intégration sera accomplie. La notion d'union européenne de souveraineté nationale est, en définitive, un complexe qu'il faut nécessairement dépasser pour accéder à l'unification européenne. Rien ne pourra se faire si nous persistons à vouloir maintenir intactes nos souverainetés nationales respectives. Toute l'histoire des évolutions politiques dans le monde est, du reste, fondée sur l'abandon progressif de souverainetés nationales.

Il faut ensuite dépasser les tendances de certains gouvernements qui ont cru devoir rechercher les bonnes grâces de puissances extra-européennes, et notamment celles des Etats-Unis, pour pouvoir disposer dans leur jeu, face à leurs partenaires européens, d'outils supplémentaires qui forment mieux acceptés leur prétention à une suprématie de fait. Ainsi conçue, l'Europe amie ne se fera pas. Si nous percevons mal les grands problèmes de l'Europe, si nous les plaçons dans une perspective erronée, nous nous rendrons impuissants à leur donner une solution correcte, c'est-à-dire une solution européenne.

Les progrès déjà acquis

UN exemple seul suffirait à illustrer ce processus. Le développement rapide des armes nucléaires aux Etats-Unis et en Union soviétique a eu pour effet non seulement de réduire

ou minimum l'influence de l'Europe sur les affaires mondiales, mais, de plus, il a mis en cause la sécurité européenne elle-même. Le « porcelain » américain, qui au début de l'ère nucléaire pouvait protéger l'Europe, n'existe plus. Les Etats-Unis, rendus vulnérables par la construction en Union soviétique de fusées intercontinentales, se trouvent à présent dans l'impossibilité d'utiliser leur « porcelain » pour la protection de l'Europe. Et, dans ce conflit à armes conventionnelles, les pays européens risqueraient un danger mortel, car ils ne peuvent même plus compter sur la force de dissuasion de l'arsenal nucléaire américain.

Il faut donc une politique de défense européenne, que seule une Europe unie peut élaborer. On ne peut ramener l'avenir du continent européen et de la civilisation occidentale à la dimension de ses problèmes agricoles. Le sujet est certes d'importance. Il divise encore, et des solutions doivent absolument être trouvées, qui satisfassent tout le monde, afin que nous puissions — enfin — nous attaquer aux problèmes de fond. Il s'agit là de la survie de l'Europe.

L'adhésion de la Grèce à la Communauté lui pose, bien sûr, des problèmes. Ils ne sont pas plus aigus que ceux posés déjà par le régime actuel d'association. Sous ce régime, l'économie grecque a réalisé des progrès spectaculaires. Le chiffre de nos exportations vers les pays de la Communauté est passé de 6 milliards de drachmes en 1962 (200 millions de dollars) à 32 milliards en 1976 (1950 millions de dollars). L'union douanière est effective pour plus de 70 % de nos importations en produits industriels. Elle le sera à 100 % pendant la période transitoire déjà prévue, trois d'association et qui nous sera accordée après l'adhésion.

En ce qui concerne le secteur agricole, la Grèce est prête à accepter, dès son adhésion, les normes et les prix communautaires pour tous les produits inclus dans la politique agricole commune. Une période transitoire de cinq années sera demandée afin de permettre certaines adaptations (produits laitiers, viande bovine, etc.).

Il est idéaliste que le niveau actuel de développement socio-économique de la Grèce n'est pas égal à celui de ses plus forts partenaires de la Communauté. Les structures économiques et sociales seront sans doute mises à l'épreuve, et il conviendra de les préparer à supporter le choc de l'adhésion. Certaines industries manufacturières doivent se dévelop-

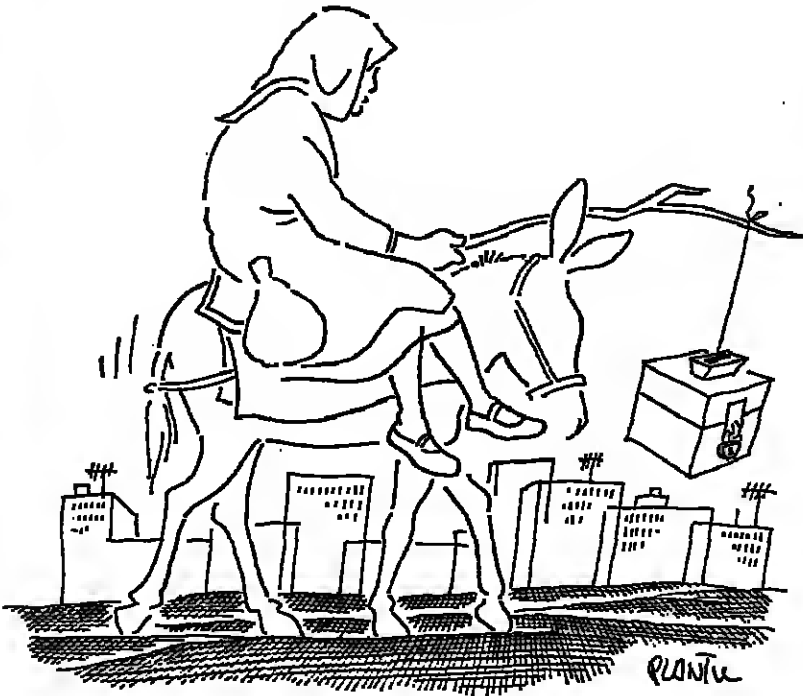
per, à la fois pour faire face à la compétition et pour occuper une plus grande place dans la production et l'emploi.

Les secteurs à moderniser

MAIS il est en Grèce deux secteurs vers lesquels tous nos efforts et notre attention doivent tendre : l'éducation et l'administration. Nous n'arriverons jamais au niveau de nos partenaires si notre éducation nationale et notre administration ne sont pas réformées, modernisées. De cela dépend le succès de toute autre entreprise de développement économique ou social. Il ne faut pas oublier que c'est par l'éducation nationale que les pays socialistes, autrefois économiquement sous-développés, ont atteint un niveau technologique et scientifique supérieur. Une réforme complète de notre système administratif est nécessaire, de même qu'une remise en cause des mentalités qui régissent aujourd'hui son organisation et son fonctionnement. Conçu pour d'autres tâches, dans un monde qui n'est plus le nôtre, nos services publics, dont l'administration déjà beaucoup a été démantelée par sept années de dictature, ne se maintiennent plus que par le jeu de groupes de pression et l'impuissance du pouvoir central à proposer et à imposer une réforme salutaire. Cette tâche immense dépasse, malheureusement, l'imagination et la volonté de réalisation du parti actuel au pouvoir.

L'union selon laquelle l'adhésion de la Grèce serait liée à celles du Portugal et de l'Espagne, ou encore à la solution préalable des différends entre les pays du Nord et du Sud, est dépourvue de tout fondement. Le Portugal et l'Espagne présentent pour la première fois leurs candidatures respectives. Notre pays est déjà membre associé de la Communauté depuis seize ans. Son adhésion à port entière n'est que la conséquence naturelle de l'association, prévue par le traité d'Athènes de 1961. Non seulement elle ne constituerait en aucun cas un obstacle à la solution de différents intercommunautaires, mais elle pourrait bien contribuer — ne fût-ce que pour une modeste part — à ce qu'une solution leur soit apportée.

Malgré toutes ces difficultés, et en dépit de ses faiblesses actuelles, l'économie grecque saura faire face au défi de l'Europe. Nous sommes nombreux en Grèce à avoir une grande confiance en l'esprit d'entreprise de notre peuple. Rien n'égallonne plus le Grec que la perspective d'une partie où il a gros à perdre et gros à gagner.



(Suite de la page 11.)

Mais les importations ne seraient pas possibles sans une « capacité d'importation » croissante, voire sans un flux croissant de devises. D'où la chasse aux devises étrangères après 1963. L'émigration des ouvriers grecs à l'étranger a été une formidable machine à procurer au pays une part considérable des devises recherchées : cet apport, en liaison avec les recettes du tourisme et de la navigation, avec le flux des capitaux et d'endettement international, a fondé la remarquable stabilité monétaire que la Grèce a connue après 1963.

Cependant, le triptyque « dévaluation libération des échanges — entrées de devises » n'a été qu'une simple solution comptable au problème du développement : bien que protectionniste, ce modèle n'a pas réussi à susciter un important volume d'investissements dans le pays. L'équilibre comptable national, tout en assurant l'insertion sans à-coups dans le marché international, n'était pas en soi suffisant pour lancer l'industrialisation. De 1963 à 1983,

malgré protection et stimulants, les investissements industriels ont végété autour de 8 % - 10 % de la formation du capital.

Un élément nouveau fait alors son apparition : la détérioration continue des termes de l'échange avec l'étranger. L'inflation dans les économies occidentales, la langue crise, monétaire d'abord, économique ensuite, dans les années 1960-1970, ont fait de la Grèce un pays importateur d'inflation. Le décalage entre les prix unitaires des importations et des exportations a dépassé 20 %, au détriment des produits grecs. C'était là bel et bien une protection complémentaire. Dans ces conditions, on découvre en Grèce, après 1960, un paradis de stabilité monétaire, un lieu de relativement faibles coûts de production : sont faibles les coûts salariaux et sociaux, l'énergie, les travaux éventuels de sous-traitance, la fiscalité des entreprises. La Grèce voit ainsi arriver, pour la première fois, des investissements étrangers importants (Pechiney, ESSO, etc.). Pour la première fois aussi, un capital local commence à se lancer dans les secteurs industriels.

1960-1973 : l'essor industriel

Au moment où la récession s'étendait dans les économies occidentales, la Grèce enregistrait de formidables taux de croissance. De 1960 à 1973, les pays occidentaux ont enregistré une croissance de 63 % tandis qu'en Grèce l'indice du produit intérieur brut a progressé de 102 %. Cela est dû principalement au prodigieux essor de la production industrielle qui, elle, a progressé pendant la même période de 267 %. Le nombre des établissements industriels employant plus de dix personnes a

augmenté de 35 % ; la force motrice industrielle a été accrue de 223 %. La proportion de la demande intérieure couverte par l'industrie nationale s'est élevée de 67 % en 1964, à 85 % en 1973. L'apport du capital étranger a été relativement réduit : 3 % des investissements en capital fixe dans l'ensemble et 18 % dans l'industrie. La Grèce a réussi à capitaliser plus de 30 % de son produit national. Vraisemblablement donc, dans les années 1960-1973, une machine pro-

ductive capitaliste se serait installée en Grèce.

Cette performance fut solidement épaulée par l'Etat. Les raffinements fiscaux, les exclusivités, les privilèges ont atteint des niveaux jamais vus, notamment sous le septennat critique du régime des colonels, 1967-1974. Dans cette période, dépassant tous les précédents, le financement public de l'économie bondit de 7 % du financement total jusqu'à 25 %. L'Etat des colonels intervenait pour assurer certaines conditions favorables au lancement des entreprises industrielles, mais aussi plus directement : il acceptait de financer jusqu'à 100 % certains projets d'investissements (textile, etc.). De même, l'économie a reçu de puissants coups de foudre sous forme de prêts massifs à la construction.

Cette politique, menée jusqu'à son paroxysme, eut un double effet : d'un côté, certes, elle suscita un développement industriel sans précédent (les taux de profit industriels sont passés de 7 % en 1967 à 18 % en 1973), mais d'un autre côté elle prépara la noyade du pays dans l'inflation. Les importations sont

passées de 20 % de la production intérieure brute en 1963 à 30 % en 1973. L'effluve exceptionnel de devises avait permis au pays de compenser les effets de la détérioration des termes de l'échange. Cependant, l'équilibre du modèle fut brisé en 1973-1974 pour deux raisons : a) la montée des prix du pétrole et l'apparition au grand jour de l'inflation qui sévissait en Europe ; b) la décision des colonels d'associer la drachme à la dévaluation du dollar en février 1973.

Cette fois-ci, le décalage des prix fut tellement important que des problèmes graves apparurent dans la balance des paiements et dans la structure des coûts de l'industrie. En d'autres termes, le renchérissement des matières premières importées n'a été compensé ni par un élargissement proportionnel du marché interne ni par des gains de compétitivité analogues au marché international. A partir du printemps 1973, l'inflation — qu'on dissimulait depuis vingt ans — explosa et se développa à une allure alarmante : la Grèce, pays modèle de stabilité monétaire, devint le pays le plus touché par l'inflation.

La réponse du patronat ne se fit pas attendre : de 1973 à 1976, les investissements industriels ont baissé de 22 %. Toutefois, la production industrielle a été accrue de 11 %, ce qui laisse supposer une utilisation plus intensive des équipements. On comprend que les patrons s'efforcent de s'en sortir, provisoirement, avec les moyens du bord, sans risquer des investissements importants qui bouleverseraient la technologie existante. Ceci explique aussi, entre autres, comment un tel arrêt des investissements ne s'est pas encore traduit par un taux de chômage analogue.

Certes, cet attentisme est aussi une conséquence du renchérissement excessif des biens d'équipement sur le marché international et de la baisse des taux de profit (18,5 % en 1973, 6,5 % en 1975). Aujourd'hui, en Grèce, les industriels n'effectuent plus que des « investissements complémentaires », reconnaît M. D. Marinos, président du patronat grec. L'épargne, de 28 % du revenu national en 1973, a baissé à 14 % en 1975. Le marché national des biens d'équipement se trouve en récession absolue. La seule branche qui progresse relativement est celle des biens de consommation. Apparemment, on achète un produit aujourd'hui parce que demain son prix va remonter.

Dans ce contexte, le gouvernement a fixé comme objectif non négociable l'européanisation économique et sociale du pays. Il se déclare décidé à mobiliser tous les moyens pour couvrir les « découverts », en investissements, créés par la grève des patrons. Le premier ministre a récemment encore demandé aux gouvernements des banques contrôlées par l'Etat de procéder à des investissements de 600 millions de dollars environ, dans les plus brefs délais. Aussi, le plan pour 1976-1980 (déposé en mai 1977) fixe comme objectif de doubler, jusqu'en 1980, les investissements publics et les dépenses de l'Etat en général.

Vers la fin du protectionnisme ?

BREF, l'éventuelle adhésion à la C.E.E. incite l'Etat grec à intervenir encore plus directement dans le domaine économique pour parer aux insuffisances de l'économie privée. Certes, le glas du protectionnisme traditionnel sonne déjà, et par là même, une des causes structurelles de l'inflation pourrait aussi disparaître. Cependant, le problème économique fondamental, qui se pose après l'adhésion à la C.E.E., ne continuera pas moins à se poser en termes de formation de la main-d'œuvre. Dans ce schéma, les mesures protectionnistes pour assurer la compétitivité aux initiatives d'investissement, puisqu'une telle protection est formellement exclue par le traité de Rome. Désormais, la seule « protection » possible sera, forcément, liée intrinsèquement à la plus ou moins

franche initiative de l'Etat. Ce sera probablement la nouvelle voie normale pour les branches atrophiques et celles qui nécessitent encore une protection.

C'est peut-être cette perspective que rejettent les patrons grecs lorsqu'ils dénoncent les prétentions « socialistes » du gouvernement actuel. Toutes ces modifications en cours risquent, selon eux, d'encourager la lutte de classes, d'entraîner le patronat et le capital et de déconstruire l'initiative privée (cf. discours du président du patronat grec, mai 1977). Dans ces conditions, le gouvernement aura-t-il la cohérence nécessaire pour mener jusqu'à son terme l'épreuve de force, qu'il a lui-même engagée et dont dépend l'avenir le plus immédiat du pays ?

KOSTAS VERGOPOULOS.

A tous les niveaux de la vie nationale

LES STRUCTURES DE LA DÉPENDANCE

ANDREAS G. PAPANDREOU *

La position stratégique de la Grèce au Méditerranée orientale a constitué dans le passé et constitue toujours une menace contre son indépendance nationale. La Grèce appartient aux Balkans, qui représentent une miniature du rapport de forces dans le monde. Le fait que la Grèce voisine avec le Proche-Orient ajoute à son importance et, par conséquent, aux problèmes auxquels elle doit faire face. La Grèce s'est depuis 1962 associée à la C.E.E. Cependant elle s'est transformée en satellite par excellence des Etats-Unis dans l'espace européen.

Ce qui complique davantage la situation, c'est le fait que la Grèce possède des frontières communes avec la Turquie qui est, elle aussi, un satellite des Etats-Unis. Vis-à-vis de ces deux satellites, les Etats-Unis adoptent une attitude favorable à la Turquie. Et cela pour plusieurs raisons. Premièrement, parce qu'il s'agit de leur intervention politique et militaire directe en Grèce pendant la guerre civile. Les Etats-Unis contrôlent celle-ci de manière plus directe et plus décisive. Deuxièmement, parce que la Turquie revêt pour les Etats-Unis une importance plus vitale : elle possède des frontières communes avec l'Union soviétique, elle contrôle les détroits des Dardanelles, elle

dispose d'une population beaucoup plus nombreuse et peut ainsi être utilisée en tant que « gendarme » des Etats-Unis au Proche-Orient. Dans le conflit concernant la mer Egée, lequel, en apparence, est une conséquence du chauvinisme turc mais qui, en substance, constitue une manœuvre américaine pour s'assurer le contrôle complet de la mer Egée, les Etats-Unis favorisent de manière scandaleuse la Turquie. Ce sont les forces turques que les Etats-Unis utilisèrent durant l'été 1974 pour effectuer la percée de Chypre et pour transformer la République chypriote non alignée en poste avancé du Pentagone au Proche-Orient.

L'Union soviétique s'est montrée fidèle à l'accord intervenu entre Staline et Churchill en octobre 1944, accord selon lequel la Grèce « appartient » à l'Occident. Elle s'y est montrée fidèle, même au cours de la guerre civile. Aujourd'hui, l'Union soviétique dispose de moulins à vent grecs (limités toutefois à 6 miles, bien que le gouvernement grec ait la faculté, garantie par le droit international, de l'étendre à 12 miles) et s'intéresse surtout à ce que le droit de passage de sa flotte par les détroits et sa libre circulation au large de la Grèce soient garantis. Les Etats-Unis ne contestent pas ces visées de l'Union soviétique. La Turquie, qui maintient avec l'U.R.S.S. d'étroites relations commerciales et économiques, offre à celle-ci la libre passage de la flotte par les détroits et jouit de la tolérance soviétique en ce qui concerne ses propres visées en mer Egée.

Mainmise par étapes

La forme de dépendance la plus brutale est celle qui se fonde sur l'intervention politico-militaire directe, c'est-à-dire sur l'établissement du mécanisme de coercition qui s'identifie plus ou moins à l'Etat. A notre époque, cette forme de dépendance est historiquement liée au colonialisme, mais non pas uniquement à lui. Les régimes imposés par les Etats-Unis en Corée du Sud et, pour un temps, en Indochine sont typiques de l'« Etat client » qu'ils ont fondé dans diverses régions du monde.

La Grèce fut pour les Américains la première expérience du type « vietnamien ». Après la fin de la guerre civile, ils réorganisèrent l'appareil d'Etat grec et plus particulièrement les forces armées et les services de renseignement. Ces derniers se sont transformés en appendice de la C.I.A. au même temps que la mission militaire américaine exerçait un contrôle absolu sur la structure et le fonctionnement des forces armées élevées dans la foi au nationalisme et dans la peur de « danger communiste ». Les Américains établirent des liaisons directes avec le palais royal et avec le droit, son prolongement dans

l'espace politique grec. Ils étendirent leur contrôle sur les syndicats, sur le système bancaire et finalement sur les activités culturelles et scientifiques de notre pays. La Grèce du l'après-guerre s'est « reconstruite » avec un appareil d'Etat corrompu et contrôlé, et avec l'activité des investissements dirigés par des banques américaines et des organisations d'aide économique. Ainsi, au début des années 60, la Grèce était prête à servir de frontiers à l'invasion de la capitale des multinationales, à s'attacher au cher de la C.E.E. et se transformer en poste avancé de l'OTAN et en arsenal nucléaire des Etats-Unis au Méditerranée orientale.

L'occupation de l'espace grec par les Etats-Unis s'est opérée par étapes : en premier lieu, au moyen de l'intervention de la superstructure politico-militaire (l'appareil de coercition), en second lieu, et presque parallèlement, au moyen de l'imposition sur le processus d'industrialisation d'un capital d'an contrôle visant à créer les conditions nécessaires à des investissements lucratifs et sûrs, et, finalement, au moyen de l'invasion, à partir de 1960, des multinationales qui confèrent au développement de notre pays la structure d'un capitalisme périphérique.

Un pays de la périphérie

La structure sociale et économique grecque possède tous les traits d'une formation capitaliste périphérique. Dans de nombreux secteurs de l'économie grecque (agriculture, élevage, industrie artisanale, petit commerce, etc.), le mode de production capitaliste n'a pas fait disparaître les formes de production pré-capitalistes. Les conditions de commerce intérieur (importation de produits industriels contre l'exportation de produits agricoles) sont pour les agriculteurs des conditions de pillage ; ainsi se produit à l'intérieur du pays une accumulation primaire de capital à grande échelle. Le commerce extérieur a toutes les caractéristiques de l'« échange inégal » et facilite la fuite de l'excédent social vers les centres métropolitains. Avec l'extension des centres monopolistiques multinationaux, la fuite de l'excédent social se produit de plus en plus à travers les appareils dont les sociétés multinationales disposent à l'échelle mondiale.

De cette manière, les forces productives du pays se développent inégalement, et l'économie grecque, se transforme à devenir un prolongement complémentaire des économies métropolitaines occidentales, se frotte chaque jour plus intensément. L'agriculture demeure sous-développée et atavique. Les services sont hypertrophiés à un point impressionnant. Le bilan commercial est fortement déficitaire. Le fait dans que la Grèce soit un pays dépendant au niveau de la structure de pro-

duction, c'est-à-dire des forces productives, est un fait indiscutable. Cette dépendance structurelle est déjà contenue dans la constitution que l'économie grecque présente les traits d'une formation capitaliste périphérique.

La dépendance au niveau du développement des forces productives constitue un phénomène parallèle à la dépendance au niveau des rapports de production — à travers le déplacement (de l'intérieur du pays vers l'étranger) du centre de décision sur la mise en valeur des ressources du pays, à travers la remise du contrôle du processus d'accumulation de capital aux mains des sociétés industrielles multinationales et des banques multinationales. Avec le temps, le capital industriel et bancaire international, ayant occupé les points stratégiques de l'économie, dirige le développement du pays selon des critères décalés de la logique de l'accumulation de capital à l'échelle mondiale et pille littéralement les ressources du pays et pousse irrémédiablement son environnement.

Parallèlement à l'intervention politico-militaire des Etats-Unis au niveau inter-étatique, se développe, de la part du capital multinational, un contrôle direct et décisif sur le gouvernement et sur l'appareil d'Etat grec, afin de former des institutions qui donneront au capital étranger une position prépondérante vis-à-vis de son associé national, le capital grec. Les règles du financement, les options de planification, le syndicalisme, l'éducation, les structures culturelles mêmes qu'établit le gouvernement grec visent à l'intégration du pays dans l'orbite du capitalisme mondial, tout en lui conservant son caractère périphérique. C'est tout ce qu'il faut que l'on examine l'adhésion de la Grèce à la C.E.E.

La dépendance de la Grèce est une dépendance à tous les niveaux. Du point de vue politico-militaire, la Grèce dépend des Etats-Unis. Du point de vue économique, elle dépend des centres métropolitains occidentaux. Il ne serait pas sans intérêt de noter ici que la dépendance ne constitue pas un trait caractéristique des seules formations capitalistes périphériques. Le Canada est une formation métropolitaine : il est toutefois dépendant, toutes ses industries stratégiques sont contrôlées par le capital américain. Ce contrôle au niveau des rapports de production a ses prolongements dans le secteur politico-militaire. Le gouvernement canadien ne dispose que d'une marge très limitée pour conduire une politique extérieure ou de défense qui lui soit propre. Il ne serait pas non plus sans intérêt de noter que, alors que dans le cas de la Grèce (qui, elle, est un pays de la périphérie), la dépendance politico-militaire a précédé la dépendance économique, pour le Canada, qui est un pays de la métropole, c'est le contrôle qui est vrai.

Bien que sous une forme plus légère, un processus identique a eu lieu en Europe occi-

* Président du Mouvement socialiste pan-hellénique (PASOK).

دولت ایران

Fragilités des partis
et importance
des relations personnelles

Un peuple rétif aux structures et aux schémas importés

C'est en un style assez inhabituel dans les colonnes de ce journal que Kostas Zouraris, chargé de cours de sciences politiques à l'université de Paris-VIII, il n'est pas nécessaire de plaider en faveur de l'irrévérence lorsque celle-ci permet de révéler les aspects les moins connus de la psychologie d'un peuple.

La Grèce n'a jamais aimé ses partis politiques ; néanmoins, elle s'est toujours reconnue dans l'esprit partisan. Depuis l'aube du pays, le plaisir du pouvoir et son corollaire d'opposition ont proliféré dans l'élection diffuse des dissensions et dans les rapprochements lâchés : groupes, promiscuités, rejets ont façonné la politique par des interventions ou des recules qui ne souffraient aucune médiation durable. La prise directe sur l'événement ou l'élection immédiate transluissent dans la politique grecque le lien personnel culturel qui distribue naturellement les individus, les groupes et leurs frictions.

Depuis cette Hellas où Thucydide déjà décelait le trop plein des hommes et le « trop vide » des institutions jusqu'à cette Grèce plongée dans son capitalisme dépendant, le politique a toujours été vécu viscéralement, les variations du pouvoir ont toujours été chancelantes. La Grèce est réfractaire aux structures. Comment en serait-il autrement pour ce peuple constamment fasciné par le grand large, perpétuellement ballotté entre la diaspora de ses expansions et les exodes de ses défaillances ?

Ce qui a douloureusement manqué aux Grecs, c'est le sentiment de la diaspora d'un arrière-pays territorial, politique, paysique, lieu éducatif d'épanouissement ou de retraite, où une divinité topique (république, monarchie, parti) pourrait paisiblement ériger ses instances d'arbitrage et de régulation. Thucydide le déplorait, qui attribuait les guerres et les migrations des Grecs à cette rencontre du manque (d'un arrière-pays) et de l'excès (le trop-plein d'hommes).

Pour les Grecs, la Grèce n'a pas de profondeur : elle ne voit pas en elle cette contenance solide qui angloberait le tout. Quand l'hellénisme ne se terre ni ne s'étiole à tous les vents de l'oppression, il n'y a pas de majorité possible ou stable, proche ou éloignée, mais seulement des minorités tapageuses dans leur désir et despoticisme de leurs énergies, si bien que toute volonté de mise en forme se trouve vite épuisée. Les Grecs sont allergiques à leur propre structuration.

D'où le paradoxe : la fibre partisane est inhérente à la convivialité hellénique, périodiquement justifiée par les luttes internes, systématiquement attisée par les ingérences externes. En revanche, les partis ne sont qu'une greffe allogène, que la Grèce a dû subir par la dépendance qui la lie aux divers impérialismes.

Au fond, le paradoxe n'est qu'apparent. Que peuvent que chercher les partis dans cette société capitaliste dont l'interdépendance asymétrique par rapport aux impérialismes environnants ne leur offre que l'illusion d'autonomie ? Territoriaux le pays, lui consacrant une constance institutionnelle, était une nation protéiforme — elle diffère par elle-même les brisées du corps social, aggrave ses haines, pérennise une autorité médiatrice.

L'entreprise régulatrice des partis s'est révolée dérisoire : de l'Etat-historion octroyé par les puissances « protectrices » à la révolution esquissée en 1921, au pays-peau de chagrin de 1977 qui évacue sa population active, son plateau continental à Chypre, les partis n'ont fait que suivre ou annuler l'événement : jamais ils n'ont eu le maîtrise.

Le lien personnel, individualisé, convivialement suivi les péripéties nationales du hellénisme, y compris dans sa phase de capitalisme dépendant ; il s'accompagne son extorsion endémique, servi son expansion, protégé ses reflux. Ses divisions ont été parties par

ce lien indestructible qui, en même temps, n'a jamais manqué d'ouvrir pour l'unité. D'où la cohésion permanente des partis, prudence à l'obsolescence toujours présente des institutions. Le dynamisme des expansions grecques comme le vertige des chutes n'ont jamais pu être assumés par ces partis flasques et précaires qui enfantent des institutions maladroites balayées à leur tour par les spasmes successifs de l'hellénisme.

Entre les partis caricaturaux de l'indépendance qui, en toute innocence, s'appelaient « anglaise », « française », « russe », et les tout récents sondages qui montrent que le moule des Grecs ne se reconnaissent pas dans les partis, la continuité est frappante : tous les partis veulent s'emparer de la Grèce, mais les Grecs, eux, ne se réduisent pas à leurs partis.

La modernité importée, la rationalité présumée des partis escamotent la raison partisane des Grecs sans pour autant éclairer le destin de la Grèce. De la longue durée hellène, les partis ne peuvent que renvoyer un triste décalage, mimodrame réducteur signifiant l'illégion, réduisant l'autocritique. D'où le caractère nécessairement épuisé de toute approche de la politique à travers les partis.

Le syndrome du janissaire

L'HELLENISME en 1977 dispose de deux foyers nationaux dont l'un, Chypre, est mutilé par l'invasion turque ; leur population est de dix millions de personnes. Quatre millions de Grecs sont en outre déséchoués sur les cinq continents, relations d'un capitalisme extorqué, des guerres perdues, des guerres civiles et de la satellisation du pays par les Etats-Unis (un million et demi de départs entre 1949 et 1970 en raison du quadrillage militaire du pays imposé par les Américains, à l'issue de la guerre civile).

Cette diaspora entretient avec la métropole des liens ténus. Un vent violent incessant transforme la dépendance d'énergie due à l'émigration en effluves ravivants l'archipel promis. De cette extrême fluidité, imposée par son histoire et interiorisée par son peuple, la Grèce se donne, comme seule vérité permanente, son inconsistance. Structures déliquescents, stabilités éphémères, certitudes mobiles : dans ce magma grec, le parti se définit partiellement par le jeu des tensions personnelles, échappant à toute rigidité. Les classes se font et se défont, les strates

Per KOSTAS ZOURARIS

dance pour ces mêmes toutes communales qui désertent durablement la révolution afin de se laisser bercer de rêves par un illusionnisme velléitaire. Les intérêts de classe sont trop récents, trop enclins au changement pour guider l'insertion politique. A échéance régulière, chaque velle du destin redistribue l'étendue des Syntas où l'hellénisme s'étiole et se refait, et transforme les données politiques ou leur durée : de solides bourgeois (1922, 1974) se retrouvent déracinés au séisme dans les campagnes, des paysans de souche se découvrent hantés les limbes des métropoles fugitives. Les guerres civiles et la guerre civile froide, instaurées par le capitalisme indigène et par les impérialismes introduits, lamentent des déplacements successifs, poussant à la mobilité des esprits et à la fluidité des comportements. Les Grecs changent de classe sans nécessairement se départir de leur référence mythique, au bien se forment d'autres mythes sans changer de classe. Les intérêts sont toujours dépassés par la sensibilité à un référentiel diachronique qui submerge le cadre synchronique, inductiblement érigé, des partis. La spiritualité des Grecs transcende la mouvance des classes sociales et la cloisonnement des partis.

b) Les conséquences induites de la non-homologie entre classes et partis sont la clientélisme, et le népotisme, qui intègrent les techno-marchés tout en grossissant leurs rangs. Ces deux « tars » nationales, loin d'être la preuve d'un « retard », ne sont que les réactions saines et sereines par lesquelles les Grecs se méfient de la chétive médiation des partis, se rapprochent l'accès au pouvoir par le seul ressort qu'ils savent indestructible : le lien personnel.

c) La conséquence des deux premiers constats est que les partis ne sont ni des institutions durables, ni des structures solides, ni même des « machines électorales », mais une sorte de gelatine dans laquelle les personnes s'aiment et se détestent cordialement. Il faut absolument savoir tout cela, faire de quel la politique devient illisible : en raison des mimétismes qui font rage en ce moment, tous les partis se dotent de programmes. La tendance intellectuelle est au socialisme ! Mais il ne faut pas se laisser : personne en Grèce ne s'occupe de programme. Il suffit pour s'en convaincre de voir comment les choses se passent dans les congrès, fêtes sacrées, égalitaires très priées ces derniers temps par les partis : les gens ne se préoccupent guère de la teneur d'une motion, par contre ils s'enquêtent fébrilement

d) Le rapport d'homologie entre classes et partis qui, en Grèce, peut être établi pour l'Occident capitaliste, est frappé de nullité en Grèce : tous les partis, y compris les deux partis communistes issus de la scission de 1968, sont des partis inter-classes, des partis attrape-tout. Même les complaisantes marxistes du milténisme « scientifique » commencent, de guerre lasse, à se rendre à l'évidence : ce sont les sensibilités plutôt que les intérêts qui fondent l'adhésion des Grecs aux partis. Ce sont les vicissitudes de l'histoire qui jouent du parti communiste, entre 1941 et 1944, un parti quasi-régional, qui transforme l'homme de paille des Anglais, Georges Papandréou, en homme provi-

e) L'interdépendance, les personnes, dans leurs dévances, phantasmant des idéologies disparates. Les certitudes institutionnelles sont régulièrement happées par les bourrasques familières qui ne sont surmontées qu'à la faveur de cet effet de reconnaissance du mythe conduisant à la communauté.

Par rapport au fonctionnement des partis, on peut alors procéder à quelques approximations :

a) Le rapport d'homologie entre classes et partis qui, en Grèce, peut être établi pour l'Occident capitaliste, est frappé de nullité en Grèce : tous les partis, y compris les deux partis communistes issus de la scission de 1968, sont des partis inter-classes, des partis attrape-tout. Même les complaisantes marxistes du milténisme « scientifique » commencent, de guerre lasse, à se rendre à l'évidence : ce sont les sensibilités plutôt que les intérêts qui fondent l'adhésion des Grecs aux partis. Ce sont les vicissitudes de l'histoire qui jouent du parti communiste, entre 1941 et 1944, un parti quasi-régional, qui transforme l'homme de paille des Anglais, Georges Papandréou, en homme provi-

dence pour ces mêmes toutes communales qui désertent durablement la révolution afin de se laisser bercer de rêves par un illusionnisme velléitaire. Les intérêts de classe sont trop récents, trop enclins au changement pour guider l'insertion politique. A échéance régulière, chaque velle du destin redistribue l'étendue des Syntas où l'hellénisme s'étiole et se refait, et transforme les données politiques ou leur durée : de solides bourgeois (1922, 1974) se retrouvent déracinés au séisme dans les campagnes, des paysans de souche se découvrent hantés les limbes des métropoles fugitives. Les guerres civiles et la guerre civile froide, instaurées par le capitalisme indigène et par les impérialismes introduits, lamentent des déplacements successifs, poussant à la mobilité des esprits et à la fluidité des comportements. Les Grecs changent de classe sans nécessairement se départir de leur référence mythique, au bien se forment d'autres mythes sans changer de classe. Les intérêts sont toujours dépassés par la sensibilité à un référentiel diachronique qui submerge le cadre synchronique, inductiblement érigé, des partis. La spiritualité des Grecs transcende la mouvance des classes sociales et la cloisonnement des partis.

b) Les conséquences induites de la non-homologie entre classes et partis sont la clientélisme, et le népotisme, qui intègrent les techno-marchés tout en grossissant leurs rangs. Ces deux « tars » nationales, loin d'être la preuve d'un « retard », ne sont que les réactions saines et sereines par lesquelles les Grecs se méfient de la chétive médiation des partis, se rapprochent l'accès au pouvoir par le seul ressort qu'ils savent indestructible : le lien personnel.

c) La conséquence des deux premiers constats est que les partis ne sont ni des institutions durables, ni des structures solides, ni même des « machines électorales », mais une sorte de gelatine dans laquelle les personnes s'aiment et se détestent cordialement. Il faut absolument savoir tout cela, faire de quel la politique devient illisible : en raison des mimétismes qui font rage en ce moment, tous les partis se dotent de programmes. La tendance intellectuelle est au socialisme ! Mais il ne faut pas se laisser : personne en Grèce ne s'occupe de programme. Il suffit pour s'en convaincre de voir comment les choses se passent dans les congrès, fêtes sacrées, égalitaires très priées ces derniers temps par les partis : les gens ne se préoccupent guère de la teneur d'une motion, par contre ils s'enquêtent fébrilement

de l'identité des signataires. En Grèce, connaît les personnes, c'est comprendre les situations. D'où la permanence du caractère personnel des partis, transformés en clans n'ayant que la solidité éphémère des hommes qui les animent.

d) La conséquence finale de tout ce qui précède est la texture évanescence des partis. La vie statuaire s'y cantonne en quelques penumbras aurorescentes qui permettent aux chefs de célébrer dans un culte pompeux leur affrontement ou leur entente, laquelle de toute façon se lèvent ailleurs. Si démocratie il y a, il s'agit toujours de pratiques d'équilibre entre oligarchies restrictives, étreintes aux complicités boîtes et aux renoncements successifs. Le peuple et ses partis-écran vivent en promiscuité mutuellement répulsive, ce qui donne aux partis, exaspérés de voir que les Grecs n'adhèrent pas dans leur cadre, la névrose d'encadrer la Grèce : c'est le syndrome du janissaire.

Il est bien connu, la triste sort des enfants grecs qui, pendant les siècles de l'occupation turque, attachés à leur milieu, recevaient une éducation ottomane et devenaient les troupes d'élite de l'empire. La longue durée des calamités grecques semble ne pas avoir été anéantie par l'indépendance formelle du pays : en raison de leur intégration asymétrique aux impérialismes environnants et de l'autonomie surveillée qui en résulte, les élites politiques ont continué à être absorbées par la « protection », recyclées et réinjectées dans la circuit autochtone : tant et si bien qu'il faut bien reconnaître la une loi tendancielles, selon laquelle, depuis l'éclat à demi, l'évanouissement, la forme et la fonction des partis sont à chaque moment les indices du taux d'extorsion dépendante du pays, par rapport aux centres impérialistes. Cette règle veut pour l'ensemble des partis, la dépendance se retrouvant indistinctement à droite et à gauche.

Depuis un siècle et demi, du libéralisme intégral au socialisme scientifique, tous les prosélytismes assaillant de violer l'authenticité de l'hellénisme par l'entremise des nouveaux janissaires : les élites et les partis s'acharnent à « rationaliser » le comportement des Grecs en s'efforçant de les couler dans des moules d'importation, en masquant la continuité de la Grèce par des imitations aux azimuts. Dans cette représentation, tous les partis revendiquent leur part de mimétisme. C'est sous cet angle qu'une approche des partis grecs pour leur se préciser, en leur demandant uniquement ce qu'ils peuvent donner : une dimension réduite de la vérité.

dente. La reconstruction de l'Europe après la seconde guerre mondiale s'est réalisée grâce au capital américain (c'est-à-dire par l'excédent social qui a été transféré d'Amérique latine et d'Afrique pour être investi en Europe occidentale) dans le cadre de la C.E.E. Dans le cas de l'Europe occidentale, l'intervention des Etats-Unis au niveau politique-militaire — qui s'est développée parallèlement à la production économique — a pris la forme spécifique de la participation à l'OTAN, appareil de coopération supranational au service des Etats-Unis.

L'institution de la société multinationale internationale, la C.E.E., c'est-à-dire les rapports capitalistes de production. Mais au même temps la coexistence ethnocentrique du capital est conservé pour la simple raison que les multinationales entretiennent des relations particulières avec l'Etat du pays où elles ont leur siège. Par conséquent, il se forme à l'échelle mondiale une hiérarchie de centres de décision dans laquelle le capital américain occupe l'échelon le plus élevé. Ses partisans directs — qui ont eux aussi comme objectif le rattachement à la première place — sont le capital allemand et l'Italie sont en train de se satelliser au niveau économique à un rythme rapide. La crise profonde du capitalisme mondial favorise ces impressionnantes restructurations des rapports de forces à l'échelle de la planète.

Contre l'adhésion à la C.E.E.

La C.E.E. est caractérisée par trois traits structurels : l'absence d'indépendance, la liberté de circulation du capital et la liberté de circulation de la main-d'œuvre. L'absence d'une politique monétaire et budgétaire commune signifie en définitive l'absence de contrôle, dans le cadre de la C.E.E., du capital monopoliste qui est un capital contrôlé en premier lieu par les Etats-Unis et en second lieu par l'Allemagne de l'Ouest. Ce problème ne sera résolu par le Parlement européen. Celui-ci va, au contraire, être un appareil de contrôle de l'Europe occidentale, un appareil aux moins des Etats-Unis et de l'Allemagne de l'Ouest. La C.E.E., dans la situation actuelle, est la C.E.E. du capital monopoliste, elle est le mécanisme de consolidation de la domination du capitalisme américain-allemand en Europe.

Bien avant les néo-nazis, Gunnar Myrdal avait soutenu la thèse selon laquelle, lorsqu'un pays relativement sous-développé s'associe, dans le cadre d'une communauté économique, avec un pays relativement développé, la distance économique qui existe entre eux s'aggrave — c'est-à-dire que l'adhésion fonctionnera négativement pour un pays relativement sous-développé. Cela sera sûrement valable pour la Grèce si elle adhère à la C.E.E.

Seule son industrie légère survivra — c'est-à-dire le secteur où la Grèce dispose d'avantages comparatifs importants (et ceci dans la mesure où les pays tiers avec lesquels la C.E.E. a signé des accords spéciaux ne feront pas disparaître ces avantages). Ses entreprises industrielles les plus dynamiques seront absorbées par les multinationales. Pour survivre, son agriculture devra devenir complémentaire de l'économie agricole de la C.E.E. De tout cela résulteront une réduction et des transformations structurelles radicales qui ne peuvent être réalisées dans le cadre du capitalisme périphérique. L'élevage va tout simplement disparaître. Enfin, les ressources minières du pays seront pillées. Le tourisme va, bien sûr, se développer jusqu'au moment où la pollution de l'environnement (que les multinationales transféreront de l'Occident) détruira même cette source de revenus. S'il subsiste quelque doute là-dessus, il suffit de lire l'histoire de l'Italie méridionale dont les traits communs avec la Grèce sont nombreux.

L'adhésion de la Grèce à la C.E.E. va échouer de donner à son économie un caractère complémentaire et périphérique. Elle va échouer l'intégration de la Grèce dans l'orbite du capitalisme mondial. La résida l'objectif véritable de ceux qui poussent à l'adhésion de ce pays à la C.E.E.

Cette adhésion le privera des moyens de contrôler quantitativement ou qualitativement la circulation des marchandises, du capital ou du travail. Les décisions sur le marché de notre pays seront prises à Bruxelles et non à Athènes. Cela vient en contradiction avec tout effort de planification et à plus forte raison avec tout effort de planification sociale.

Le problème le plus important de la transformation socialiste dans ce pays d'Europe occidentale tient à son intégration au capitalisme mondial et plus particulièrement à sa participation à la C.E.E. Nous comprenons l'argumentation des forces de gauche d'Europe occidentale selon laquelle elles doivent, puisqu'elles se trouvent dans l'Europe des monopoles, livrer la bataille de l'intérieur. Pourquoi insistent-elles, toutefois, pour que nous, qui ne nous y trouvons pas, nous qui n'avons pas été complètement intégrés au capitalisme, nous battons dans le cage de la C.E.E. et que nous livrons la bataille de l'intérieur ?

Il est dommage que l'on s'occupe toujours par ce conflit décalé, la forme déformée de la lutte des classes à notre époque, est le conflit entre les centres métropolitains et la périphérie, le conflit entre l'impérialisme et les forces de libération nationale. Le changement viendra historiquement du Sud. C'est pour cela que nous prenons position contre l'adhésion à la C.E.E.

ANDREAS G. PAPANDEOU.

Pour maintenir sa suprématie

COMMENT
LA DROITE EXPLOITE
LA LOI ÉLECTORALE

Par ILIAS ILIOU

Le système électoral de chaque pays est destiné à assurer l'exercice du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif conformément à la volonté du peuple. La Constitution hellénique et les autres lois mentionnées ci-dessus sont inspirées par les mêmes principes : la Déclaration universelle de l'ONU sur les droits de l'homme (ratifiée en Grèce par la loi 585 de 1943) et la convention de Rome de 1950 relative à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ratifiée en Grèce par la loi 2329 de 1953).

Ces textes précisent que tous les citoyens grecs ont le droit de participer à la gestion des affaires publiques par l'intermédiaire de représentants librement élus, et que la volonté du peuple doit s'exprimer par des consultations électorales tenues régulièrement, dans les délais prévus par la loi, selon les principes du suffrage universel, secret et égal, reconnus comme fondements de l'autorité des gouvernements.

Comme la législation électorale est une loi institutionnelle, qui organise la représentation populaire dans le corps législatif et dans l'exercice du pouvoir, on dit souvent que cette loi doit être stable ou, au moins, qu'elle ne doit pas être modifiée à la veille d'élections, car cela pourrait donner prise à la suspicion que les majorités parlementaires votent, chaque fois, des lois conformes à leurs intérêts partisans du moment. Ce qui explique une proposition répandue depuis l'époque de Georges

Président de la Gauche démocratique unifiée (G.D.A.).

Papandréou, ancien premier ministre, qui avait formulé le vœu qu'une disposition soit introduite dans le texte de la Constitution formelle pour stipuler expressément que la loi électorale ne serait applicable qu'aux élections suivant la première consultation électorale après son adoption.

Malheureusement, depuis la libération de la Grèce, en 1944, on a voté au total dix lois différentes, à la veille des élections qui ont eu lieu jusqu'en 1974. Une de ces lois avait introduit le scrutin majoritaire à un tour, une autre — celle de 1956 — un système mixte, mais malhonnête, les autres ayant instauré la proportionnelle. Il n'en demeure pas moins que, depuis 1951, a fait son apparition un système d'invention purement hellénique, plein d'artifices et de pièges, dont le but était d'assurer, en permanence, la domination de la droite. Il s'agit de système de la proportionnelle renforcée — en réalité atténuée, puisqu'elle s'éloigne du principe de la représentation des partis politiques en fonction de leur force électorale. Ce produit de la ruse néo-hellénique fautive et déformée la volonté populaire. Autant que je sache, la proportionnelle renforcée n'a jamais été appliquée dans d'autres pays démocratiques. Le terme et le sens de « renforcée » est inconnu dans les autres législations électorales. C'est la raison pour laquelle dans les autres pays une proportionnalité raisonnable existe entre le nombre des suffrages obtenus par les partis politiques et le nombre des sièges qui leur sont attribués. Par contre, avec le système de la proportionnelle renforcée, en Grèce, en 1958, la part de l'ERE — parti de M. Karamanlis, qui, après la chute de la junte, a échoué de voter pour se faire appeler « Démocratie nouvelle », — sur un total de trois cents sièges parlementaires, a obtenu cent soixante et onze sièges avec 41 % des suffrages, tandis qu'en 1974, avec 54 % des suffrages, il n'a obtenu que cent dix-neuf sièges, soit 73 % du nombre total des députés. Il faut noter que, en vertu de ce même système, douze mille cent électeurs de la droite (« Démocratie nouvelle » de M. Karamanlis) ont pu élire un député, tandis qu'il a fallu cinquante-huit mille cent vingt-cinq électeurs pour faire élire un député de gauche. C'est une spoliation du vote et de la volonté populaire que M. Karamanlis, le chef du parti de l'Union du centre, a justement qualifiée de brigandage pur et simple.

Par contre, en 1964, en raison d'une législation légèrément plus équitable, bien qu'entravée dans le système de la proportionnelle renforcée, l'Union du centre, sous la direction de M. Georges Papandréou, n'a obtenu, avec 53 % des suffrages populaires, que cent soixante et onze sièges, c'est-à-dire un pourcentage qui correspondait à la juste mesure.

(Lire la suite page 14.)

(Suite de la page 13)

Selon le système électoral actuel, les sièges parlementaires sont répartis entre partis politiques à trois niveaux : au niveau des départements, en premier lieu, qui correspondent, grosso modo, aux circonscriptions électorales ; au niveau des dix régions régionales, qui correspondent aux régions des dix cours d'appel du pays ; enfin, la troisième répartition s'effectue au niveau national. Toutefois, et c'est là une des bases de la loi actuelle, les suffrages déjà utilisés pour la première répartition sont à nouveau pris en compte pour les deuxième et troisième répartitions.

La philosophie politique et, au même temps, l'argument principal invoqué par le gouvernement actuel contre l'opposition soutenant qu'on-déjà de toute considération sur une représentation juste et proportionnelle des divers courants politiques, ce qui importe avant tout c'est la formation de gouvernements forts, constitués par un seul parti politique. Pourtant, si l'histoire politique de la Grèce et celle d'autres pays où les gouvernements de parti unique sont toujours les plus bénéfiques.

Les amendements que le gouvernement actuel accepte au texte de la loi électorale votée en juillet dernier sont un nombre de deux. En premier lieu il accepte que, pour calculer la moyenne électorale à la première répartition — à savoir, au niveau de chaque circonscription — l'ensemble des suffrages exprimés ne soit pas divisé par le nombre des sièges à pourvoir dans chaque circonscription mais par le nombre plus un. En principe, cela constitue une amélioration. Il faut néanmoins noter que si dans les circonscriptions qui élisent de un à quatre députés cette amé-

lioration est satisfaisante, dans les grandes circonscriptions électorales, notamment la première et la deuxième circonscription d'Athènes (vingt-deux et vingt-huit députés), ainsi que la première et la seconde circonscription de Pirée, celles de Thessalonique, de Patras, de Sivas, etc., la prise en compte d'une seule unité supplémentaire pour le calcul de la moyenne électorale n'aura qu'une importance tout à fait secondaire et laissera des restes considérables pour les répartitions suivantes. Il a été ainsi proposé que, pour le calcul de la moyenne électorale, soient rajoutées, respectivement, deux ou trois unités au nombre des sièges à pourvoir pour les circonscriptions moyennes (de neuf à dix-neuf députés) et pour les grandes circonscriptions (de vingt à vingt-neuf députés), mais cette proposition n'a pas été acceptée par la majorité gouvernementale.

Le deuxième amendement accepté par le gouvernement pour satisfaire partiellement la revendication de l'ensemble des organisations de jeunesse et des partis de l'opposition est l'octroi du droit de vote aux jeunes de vingt ans — et non plus de vingt et un, comme c'était le cas jusqu'à ce jour, — bien qu'un courant quasiment unanime réclame le droit de vote à dix-huit ans.

D'autre part, la demande formulée par la gauche que soit instituée la proportionnelle intégrale n'a pas été acceptée. De même ont été rejetées les propositions visant à la création de douze circonscriptions électorales au total — celles des dix cours d'appel, plus la première et la seconde d'Athènes, — ce qui aurait permis une plus juste répartition des sièges et une représentation plus équitable des partis et formations politiques selon leur force électorale.

Enfin, d'autres modifications proposées par l'opposition ont été rejetées : parmi elles, la suppression des deux députés élus d'État (sur trois cents au total), élus sur une liste nationale, présentée par les partis politiques conformément à leurs pourcentages, et cela dans la mesure où la répartition de ces deux sièges favorisait les partis les plus puissants. Il faut encore noter la persistance de la majorité gouvernementale à maintenir les pourcentages respectivement de 17 %, 25 % et 30 % des suffrages exprimés qui sont exigés pour que les partis politiques qui se présentent seuls aux élections, les coalitions de deux partis et les coalitions de trois partis au plus, puissent participer à la seconde répartition des sièges ; ce système empêche forcément la création de coalitions de partis à programmes plus ou moins proches. Finalement, le gouvernement n'a pas accepté une proposition pour le moins démocratique, formulée par les partis de l'opposition : celle qui portait sur le droit de toutes les formations politiques à un temps égal d'émission de télévision et de radio pendant la période électorale pour que soit assurée, d'une façon honnête et équitable, l'égalité des chances pour tous.

Bien entendu, une part considérable de la responsabilité de la victoire vraisemblable de la droite incombe aux partis de l'opposition démocratique et, en particulier, aux deux plus puissants après le parti gouvernemental, celui du Centre, que dirige M. Georges Pavlou, et celui du Mouvement socialiste panhellénique (PASOK), que dirige M. Andreas Papandréou, partis qui auraient pu, s'ils collaboraient, battre la droite et faire en sorte que la démocratie se consolide et s'élargisse. Malheureusement, de multiples obstacles empêchant, jusqu'à ce jour, leur collaboration ;

sont imprévus, ces obstacles semblent à l'heure actuelle infranchissables. Moi-même, personnellement, et le parti que je dirige, l'EDA, exerçons depuis 1974 toute l'influence possible pour permettre une convergence et une coopération sur un programme commun minimum de toutes les forces démocratiques et des forces de gauche qui aspirent à des procédures démocratiques et au dialogue, fussent-elles simplement des forces démocratiques du centre, des socialistes ou des communistes, décidés à collaborer pour battre la droite ; la droite qui, bien que minoritaire en règle générale (en 1974, pour des raisons psychologiques spécifiques, M. Karamanolis — et son pas la droite — a été considéré comme capable d'empêcher le retour de la dictature et, en conséquence, obtenu la majorité des suffrages) a toujours, depuis 1946, tiré profit de la division des forces politiques démocratiques du centre et de la gauche et gouverner pratiquement sans interruption.

Bien sûr, seuls les socialistes et les communistes de la tendance euro-socialiste et euro-communiste sont susceptibles, à l'heure actuelle, de collaborer dans une telle coalition et, forcément, les communistes du parti communiste orthodoxe, dit « de l'intérieur », seront exclus d'une telle coopération. C'est avec le parti communiste de l'intérieur, ainsi qu'avec le parti de l'Initiative socialiste, le parti de la démocratie chrétienne et celui de la marche vers le socialisme que l'EDA élabore minutieusement un front, favorablement accueilli par l'opinion publique. Ce qui nous fait espérer que finalement le parti du centre (de M. Pavlou) et le PASOK (de M. Andreas G. Papandréou) s'y joindront pour assurer la fin de la domination de la droite en Grèce.

ILIAS ILIOU.

Dans l'union

des forces de progrès

STRATÉGIE POUR LE PASSAGE AU SOCIALISME

Par BABIS DRACOPOULOS *

LORSQUE nous parlons de socialisme, il s'agit de socialisme tel qu'il est défini, par la théorie marxiste, donc d'une alternative au système capitaliste, et non pas de réformes qui amélioreraient le fonctionnement de ce système : du socialisme qui en même temps s'harmonise avec les traditions démocratiques et les besoins de notre peuple, un socialisme authentique, dans la démocratie et la liberté.

Le passage de la Grèce au socialisme doit donc s'accomplir par la voie démocratique, en luttant sans cesse pour soutenir et développer les conquêtes démocratiques dans tous les domaines, pour sauvegarder l'intégrité territoriale menacée par les visées turques et pour renforcer notre indépendance nationale ébranlée.

Cette lutte doit se dérouler pour objectif la réalisation de réformes profondes, de modifications de structures capables d'apporter des solutions aux graves problèmes que le pays et le peuple affrontent. Elle doit aboutir finalement à un changement du rapport de forces qui permette l'accession au pouvoir des partis et mouvements de gauche, progressistes

et démocrates qui expriment les intérêts des catégories sociales non monopolisées, de la classe ouvrière à la petite et moyenne bourgeoisie. Cette lutte est déjà engagée. Elle doit se développer sur tous les plans par de larges mouvements de masse, multiples et variés, de caractère aussi bien revendicatif que politique ou culturel. Elle doit élargir sous cette sa base par l'influence de toutes les forces de gauche et démocratiques. Elle doit s'exercer contre les monopoles, contre l'impérialisme étranger, contre toutes les forces de la réaction, contre les mesures antidémocratiques et autopolitiques prises par les gouvernements conservateurs et contre les institutions antidémocratiques. Pour ce faire, elle doit s'appuyer fermement sur la légitimité démocratique et sur la réalité grecque.

Par bien des aspects, elle ressemble à la lutte que mènent les forces de gauche dans les autres pays capitalistes européens, mais elle prendra chez nous une forme particulièrement rude. Car elle doit vaincre deux obstacles spécifiques, deux dangers qui sont plus menaçants ici qu'ailleurs :

— le premier provient du régime de dépendance dans lequel se trouve la Grèce grâce aux positions très fortes de l'impérialisme américain qui intervient activement dans la vie politique interne. C'est ce que l'on constate à propos des deux grands problèmes nationaux, celui de Chypre et celui de la mer Égée, issus des exigences chauvines de la Turquie aux dépens de la Grèce et qu'appellent l'impérialisme américain et l'OTAN au risque, dans la conjoncture actuelle, d'entraîner un conflit armé ;

— le second provient de l'existence en Grèce d'un appareil d'État profondément antidémocratique, issu surtout de la guerre civile de 1946-1949. Plus que dans les autres pays capitalistes européens, les forces armées et les forces de sécurité se croisent ici investies du droit d'intervention dans la vie politique du pays lorsqu'elles estiment que l'exercice de la souveraineté populaire met en danger les intérêts américains et le régime qu'ils soutiennent. La chute d'une dictature pourtant marquée du stigmate de la trahison nationale et l'établissement d'un régime parlementaire en 1974 n'ont pas apporté de changement radical à cette situation, le gouvernement n'ayant pas voulu procéder à une épuration profonde de l'armée et de l'appareil de l'État en général.

Le pluralisme démocratique

C'EST ainsi que la démocratie dans notre pays est en danger à des degrés divers, plus graves que dans les autres pays capitalistes lorsque la lutte des classes s'y développe. C'est pourquoi aussi, dans la conjoncture actuelle, le combat pour la consolidation de la démocratie et pour la préservation de notre intégrité nationale revêt une importance capitale : par lui passe nécessairement la lutte pour le socialisme. La voie que nous tracons ne sera pas facile à suivre. Les progrès alterneront avec les reculs. Le succès dépendra de l'aptitude des forces de gauche à faire avancer la démocratie sur tous les fronts. Cette politique aura pour la sauvegarde de la démocratie et de l'indépendance nationale. Elle favorisera les forces extrémistes réactionnaires à la solde des intérêts américains. Elle renforcera la démocratisation au sein de l'armée et de l'appareil d'État. Elle mènera enfin des réformes sociales et économiques et, sur le plan de la politique étrangère, l'adoption d'une politique de défense sociale sur laquelle puisse s'appuyer la lutte du peuple pour le progrès. Le succès de cette lutte dépendra aussi du degré d'organisation et d'union de la classe ouvrière et de ses alliés et de la force des partis politiques qui expriment les intérêts des travailleurs.

En outre, le rapport des forces, tout en Europe qu'au Proche-Orient, jouera un rôle capital. La Grèce peut et doit contribuer à la marche vers la paix et la sécurité par sa propre évolution intérieure et en adoptant une politique extérieure libre de son orientation idéologique antilatérale. Cette politique recherchera le soutien aussi bien des pays occidentaux que des pays socialistes et des non-alignés, ce qui lui permettra d'affronter avec succès les interventions de l'impérialisme amé-

ricain. Sous ce point de vue, l'un des objectifs de notre lutte sera l'élimination des bases militaires et la rupture de tout lien avec l'OTAN, dans la perspective de la suppression graduelle des deux blocs militaires.

Pour difficile qu'elle soit, l'évolution de la Grèce sera favorisée à la fois par l'urgence des problèmes posés et par le fait qu'aux côtés de la classe ouvrière grecque se trouvent d'autres catégories de travailleurs (portiers, artisans, intellectuels) qui, eux aussi, ont une tradition de lutte.

De même, la démocratisation de l'administration pourra s'appuyer sur les tendances progressistes que l'on peut constater chez les fonctionnaires, particulièrement depuis la chute de la dictature. Mais c'est précisément en raison de l'existence de ces tendances que les réactionnaires grecs et étrangers recroisent tout en œuvre pour bloquer l'évolution démocratique. La montée au pouvoir de la grande coalition des travailleurs et de toutes les forces antimonopolistes ne se fera pas du jour au lendemain. Nous passerons d'abord par des périodes de transition — notre but actuel — avant d'arriver à l'élimination du pouvoir des monopoles et de la dépendance qu'ils entraînent.

Il est à prévoir qu'un changement tellement radical ne se fera pas sans provoquer des réactions tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Il faut donc que le peuple et l'armée soient prêts à les affronter. Et que le soutien de tous les pays socialistes et démocratiques soit acquis au nouveau pouvoir.

Ce nouveau pouvoir permettra de passer progressivement et consciemment au socialisme, à un rythme qui devra tenir compte des réalités économiques du pays et des rapports de forces existants. Il sera déterminé en dernier ressort par le peuple lui-même. Mais il convient de prévoir une période de transition relativement longue en faveur de notre développement industriel et de l'existence dans le pays d'une multiplicité de petites et moyennes entreprises, en milieu urbain comme en milieu rural.

Le pluralisme démocratique n'apparaît pas seulement comme une conquête en soi respectable : il devient une nécessité dans la mesure où continuent de coexister de nombreuses classes et catégories sociales.

À un niveau de l'État et de l'administration, la nouvelle décentralisation démocratique sera caractérisée, premièrement par la consolidation des organismes représentatifs (recours à la loi d'autonomie des syndicats et autres associations professionnelles, non seulement pour défendre les intérêts des travailleurs mais encore pour participer tout à la planification économique sur la politique sociale de l'État ; lutte contre la centralisation bureaucratique qui constitue une menace inhérente au fonctionnement de tout appareil d'État), deuxièmement par le développement de l'autogestion locale qui est fortement enracinée dans notre pays.

Parallèlement, des formes de démocratie directe seront instaurées dans les entreprises, dans les villages, dans les quartiers dont les représentants élus élaboreront le programme économique et social. Les réformes que nous exigeons actuellement (nationalisation des monopoles-clés de l'économie nationale, révision des contrats passés avec les entreprises étrangères, réorganisation coopérative de l'agriculture, réforme fiscale, planification économique démocratique, modernisation de l'administration, etc.) ne sont pas simplement des étapes d'une évolution idéale planifiée vers le socialisme. Elles constituent les réponses positives que nous voulons donner aux grands problèmes qui se posent actuellement à la Grèce : crise économique, entrée dans le Marché commun, etc.

Il est certain que, dans sa phase première, le nouveau régime ne pourra supprimer les conflits de classes — économiques, politiques ou idéologiques — tout ce qui subsistera classes et partis. Mais ils s'exprimeront par le libre exercice d'une lutte politique et sociale s'inscrivant dans le cadre des nouveaux droits constitutionnels et ils se régleront par le dialogue démocratique et par le fonctionnement des organes représentatifs centraux et locaux dans le respect de la majorité et du principe de la souveraineté populaire. Car nous sommes en Grèce, nous sommes en Grèce, nous sommes en Grèce et de l'État. Nous n'acceptons pas, dans une Grèce socialiste, l'existence d'une philosophie officielle d'État. Nous croyons au contraire à la liberté de la pensée créatrice. Dans une

société socialiste, libre et démocratique, certaines fonctions de pouvoir central s'affaibliront graduellement pour être remplacées par l'autogestion des affaires sociales et administratives.

Europe, Balkans, Méditerranée

LA Grèce est un petit pays capitaliste profondément dépendant des États-Unis et des autres pays impérialistes européens. C'est un pays industriel et agricole semi-développé dont le revenu national par tête se situe autour de 2 500 dollars. Le mouvement ouvrier présente de nombreux traits communs avec ceux des autres pays occidentaux. Mais il est important de tenir compte des particularités géographiques, économiques et sociales. C'est pourquoi l'axe européen de notre politique nationale doit être complété et harmonisé avec des axes balkaniques et méditerranéens.

Pour toutes ces raisons, toute tentative d'imitation du modèle soviétique serait contraire aux besoins de notre société et, par tout dire, autocratique. De la même façon, toute assimilation aux modèles tiers-mondistes serait elle aussi erronée. Ce qui ne veut pas dire que les réussites des pays socialistes et les succès des mouvements de libération nationale n'influencent pas favorablement sur le développement de mouvement ouvrier dans notre pays. Mais la lutte de notre peuple pour le socialisme est rattachée en première ligne à la lutte pour la démocratie et pour le socialisme des travailleurs des pays d'Europe.

Nous avons donc choisi l'intégration sous condition au Marché commun, mais nous lui attribuons une perspective dynamique qui doit entraîner des réformes intérieures positives et faire participer la Grèce à la lutte engagée au sein de la C.E.E. par les pays membres les plus progressistes pour la transformer en Communauté des travailleurs.

Outre les deux partis communistes issus de la scission de l'ancien P.C.G., il existe en Grèce plusieurs partis qui se réclament d'un programme socialiste. Divers partis bourgeois élaborent des programmes de type social-démocrate et expriment leur attachement à la démocratie et au progrès social.

Il est probable que cet éparpillement des forces dans le camp socialiste ne s'atténue pas et qu'on assistera à la formation de partis plus puissants et plus cohérents. Néanmoins, on peut difficilement imaginer l'existence d'un parti dirigeant aux côtés duquel, comme le professe le parti communiste de l'extérieur, se rassembleraient des groupes ou des personnalités au sein du parti du changement, comme le voudrait le PASOK. Ce qui est plus vraisemblable, c'est une pluralité de partis contribuant plus ou moins à la réalisation de la démocratie et à la fondation du socialisme. La tendance à la prépondérance d'un parti comme seul facteur de changement nous semble un obstacle à la marche vers le socialisme. À l'opposé, les forces de gauche allées dans une vaste action commune pourraient faire avancer l'unité des forces qui luttent pour le socialisme, devenir les facteurs de l'union de toutes les forces démocratiques.

Au sein de cette union, les communistes grecs sont appelés à jouer un rôle essentiel. Inspirés par le marxisme et enrichis par les expériences positives ou négatives du mouvement, ils fonderont un parti communiste renouvelé, démocratique dans son fonctionnement comme dans ses relations avec les masses, et autonome par rapport aux autres partis communistes et socialistes. Un parti capable de contribuer positivement, avec les autres forces démocratiques de gauche du pays, à la victoire de la cause des travailleurs. C'est ce rôle que le P.C. de l'intérieur aspire à jouer.

* Secrétaire général du parti communiste de l'intérieur.

REPERES

LE MENSUEL
DU C.E.R.E.S.

N° 46

L'UNION DÉPROGRAMMÉE

LE PARTI COMMUNISTE
ET LES SOCIALISTESPrix du numéro : 15 F.
En vente dans les kiosques ou au
13, bd Saint-Martin,
75003 PARIS. Tél. : 687-76-42.

ABONNEMENTS :

France et pays de l'Occident... 120 F
Étranger (par avion)..... 170 F
C.C.P. 31.873.30 J - LA SOURCE

CITE UNIVERSITAIRE

«PAVILLON DU LAC»

Ouvert tous les jours

Terrasse chauffée

20, rue Gassan (Père Mounier)
930-38-52

دعوات الشيعي

COLOMBIE

Des lézardes dans la façade démocratique

L'ampleur de la grève du 14 septembre a mis en évidence la fragilité d'un système représentatif miné par la corruption et la montée des luttes sociales

Reportage de BERNARD CASSEN



(Photo Diego Goldberg-Syma.)

LES scènes que l'on peut observer à Bogota, dans les grandes villes de province ou dans la campagne colombienne révèlent une tension constante, une violence sourde et imminente : c'est le chauffeur de taxi qui vous invite à verrouiller soigneusement les portes pour éviter qu'un feu rouge ou un voyou ne bondisse dans le véhicule et, à la pointe du couteau, ne vous dévalise ; ce sont deux membres de la « police du tourisme » qui, à l'heure de la pause, braquent leurs pistolets mitrailleurs sur les ouvriers occupés à agrandir un important hôtel de Cali, de crainte que ces derniers ne soient tentés d'aller dérober quelque objet dans les chambres adjacentes ; ce sont les faillites et les contrôles tatillons de l'armée tous les vingt kilomètres lorsqu'on s'engage dans les zones rurales.

La lecture de la presse ne saurait corriger ces impressions. Les reportages et témoignages abondent, qui confirment ce que l'on peut entrevoir des personnages burlesques qui hantent les rues de Bogota, immense capitale qui compte près de cinq millions d'habitants, dont un très grand nombre à peine arrivés des campagnes. Selon une statistique de décembre 1976 (avec toutes les réserves qu'elle appelle), la ville compte cent deux mille chômeurs pour un million deux cent soixante-dix mille personnes actives, parmi lesquelles cent huit mille femmes de ménage ou bonnes à tout faire et cent quatre-vingt mille vivant plus ou moins des petits métiers de la rue. Dans cette dernière catégorie, deux activités spécialisées montrent que, pour survivre à Bogota, il faut parfois faire preuve d'ingénierie et en tout cas ne pas dormir beaucoup : c'est bien avant l'aube que les centaines de fouilleurs d'ordures descendent des fondations en tirant une brochette ou une carotide pour récupérer les bouteilles, le carton, le plastique revendus ensuite au kilo ; quant aux cafetiers, d'un niveau social en général plus élevé,

ils sont prêts, moyennant finances, à faire la queue aussi longtemps qu'il le faudra à la place des gens trop pressés pour attendre plusieurs heures avant de pouvoir payer leurs impôts ou obtenir un document officiel, voire un produit alimentaire devenu rare. C'est devant l'ambassade des Etats-Unis que les prix sont les plus élevés : l'attente pour la délivrance d'un visa peut en effet durer quarante-huit heures, ce qui vaudra au colero une rétribution de 200 à 300 pesos (1).

Il est une profession dont l'expansion est fort révélatrice : les milices privées (plus de cinquante sociétés spécialisées) dont les membres patrouillent autour des résidences des privilégiés, des boutiques de luxe et dans les grands hôtels.

La situation la plus tragique est celle des milliers (sinon des dizaines de milliers) de jeunes enfants que l'on appelle les « gamins » et qui, souvent âgés de moins de dix ans, pratiquent le vol à la tire, l'agression, voire la prostitution, pour essayer de survivre. Parfois abandonnés par leurs parents, parfois « travaillant » en dehors des heures scolaires à l'insu du père, pour rapporter quelque chose au quelque argent, ils se regroupent en petites bandes (galladas) potatives. Ils doivent partager avec les policiers le produit de leurs larcins afin d'éviter l'arrestation. Les centres d'observation pour jeunes délinquants sont débordés. Dans l'un de ces établissements, pour éviter que les jeunes garçons ne transforment les couverts en armes blanches, on les oblige à manger avec leurs mains. Quant au taux de criminalité des adultes — et alors même que la très grande majorité des coupables échappent à la justice, — il met à rude épreuve la capacité d'accueil des prisons : en juillet dernier, les autorités pénitentiaires ont décidé de louer des couloirs pour loger leur trop-plein de pensionnaires (2).

Si l'on tourne la page du Journal, il n'est question que de la bonanza cafetiera (la manne du café), de l'afflux de dollars dont la Banque de la République ne sait plus que faire, des milliards de la contrebande, du trafic de drogue, etc., etc. La rubrique mondiale de El Tiempo, le grand quotidien gouvernemental de Bogota, comporte des annonces comme celle-ci (3) : « En provenance de Medellin, Francisco Zuluaga et Mme Ana Gomez de Zuluaga sont possesseurs par Bogota et ont pris l'avion pour l'Europe où ils effectueront un périple en compagnie de leur fille Luz Stella, qui poursuit ses études à Londres. »

Images de deux Colombiens, séparées par les hautes grilles des luxueuses demeures des beaux quartiers, les vitres fermées des limousines ou les escouades de gardes du corps, et qui ne se côtoient que par les hasards de la mise en pages. Entre ces pôles extrêmes de la marginalité et de la richesse ostentatoire — bien au mal acquis, — il existe certes des gradations : les ouvriers ou employés des grandes villes, malgré les ravages de l'inflation et les aides du chômage, restent dans leur majorité à l'abri d'une chute dans l'univers du « lumpen », cependant que, à la campagne, entre la multitude de familles souffrant de l'absence ou de l'insuffisance de terres et l'aristocratie des grands propriétaires fonciers et des nouveaux capitalistes agricoles, il existe encore (mais pour combien de temps ?) une couche de petits ou moyens propriétaires, notamment dans le secteur des productions vivrières et du café. Force est cependant de constater que, loin de se colmater, la « brèche », pour reprendre les termes de l'ambitieux plan de développement publié en 1975 par le gouvernement de l'actuel président, M. Alfonso Lopez Michelsen (4), s'est élargie et que les inégalités se font chaque jour plus criantes.

petits porteurs de T.A.C. (en l'occurrence les petits cafeticulteurs ayant immédiatement besoin d'argent liquide) s'en sont défaits à des prix qui, en 1976, se situaient à 75 % de leur valeur nominale, alors que leur rendement annuel était de l'ordre de 35 %. Cela n'a fait qu'accroître la capacité spéculative et les gains des grands groupes financiers (dont le Fondo Cafetero administré par Fedecafé). Enfin, la possibilité d'utiliser les T.C.C.C., les T.A.C. et les certificats de change pour les paiements extérieurs a pratiquement annulé les effets de ces mesures.

Les importateurs et tous ceux qui veulent faire des placements à l'étranger acquiescent — au-dessous de leur valeur — des titres dont ils se servent pour leurs virements à l'étranger. En tenant compte des chiffres de la balance commerciale et des mouvements de capitaux, la revue de l'ancien ministre des finances du président Lopez Michelsen, M. Rodrigo Baturo Montoya, Estrategia economica y financiera (8), estime que si, actuellement, l'offre de certificats de change est de l'ordre de 167 millions de dollars par mois, la demande se situe aux alentours de 152 millions, ce qui laisse un solde effectivement « gelé » ne dépassant pas 15 millions, soit moins de 10 % du total. En outre, les groupes financiers peuvent, sans aucun effort, réaliser d'énormes bénéfices en achetant leurs devises aux touristes (ou à tous ceux qui reçoivent de l'argent de l'étranger) à un taux de 10 à 15 % inférieur au taux officiel, pour les transformer en certificats de change qui, eux, se négocient avec une remise maximale de 5 %. Les hôtels gagnent ainsi davantage en changeant des devises que par leurs prestations de services à leurs clients.

Le paradis des trafiquants

CE sont toutefois les activités illégales — même si dans la pratique elles ne sont pas réellement sanctionnées — qui constituent l'aliment le plus considérable de l'inflation, par les énormes rentrées de devises qu'elles procurent et qui, sous la rubrique de « services », sont transformées en certificats de change. Les justifications à apporter sont tout à fait dérisoires : il suffit de trouver un prête-nom extérieur qui affirmera faire un don ou verser des honoraires. Le « lavage » par le « guichet moult » (la ventanilla sinistra) de la Banque de la République est ainsi devenu une activité tout à fait rémunératrice. La première source de devises mal acquises est bien sûr la contrebande : sont ainsi vendus en dehors de tout contrôle, les produits alimentaires et le bétail (surtout vers le Venezuela), le café (9) et surtout les émeraudes.

Malgré leur ampleur, ces opérations apparaissent toutefois comme marginales par rapport au trafic de la drogue qui est devenue la première production de la Colombie, de la cocaïne et de la marijuana, apportant, dit-on, des rentrées annuelles d'un milliard de dollars, soit l'équivalent des deux tiers du budget de l'Etat. La situation géographique et climatique de la Colombie, permettant la culture de la marijuana à portée d'avion de tourisme des Etats-Unis (un marché de quarante millions de fumeurs), ne



Café, asphyxie par le dollar et contrebande

La grande masse des Colombiens n'y comprend rien : la spectaculaire augmentation du prix mondial du café depuis deux ans a fait entrer dans le pays une énorme masse de devises et, loin de s'en féliciter, les autorités font la fine bouche, le président disant lui-même que « les dollars asphyxient le pays ». Comment une aubaine inespérée, provoquée par la conjonction de phénomènes aussi divers que les gélées du Brésil, la guerre en Angola et un tremblement de terre au Guatemala, peut-elle prendre l'allure d'une malédiction ?

Tout indique que le gouvernement, pris de court par un afflux sans précédent de dollars, n'a pas su utiliser à son profit les avantages considérables qu'entraînait cette nouvelle situation, alors que dans le même temps il en cumulait tous les inconvénients, en premier lieu une inflation préoccupante : de 17,9 % en 1975, son taux est en effet monté à 25,9 % en 1976 et les indications des six premiers mois de 1977 laissent augurer que, pour l'ensemble de l'année, il atteindra plus de 40 %, peut-être même 50 %. D'une année sur l'autre, les exploitations de café ont triplé, voire quadruplé de valeur, pour s'élever jusqu'à 2,5 milliards de dollars (5) sans que la production ait beaucoup varié (6). Pour apprécier l'importance de ces sommes, il faut savoir qu'elles représentent nettement plus que le budget de l'Etat en 1976 (1,63 milliard de dollars). Cette énorme quantité de dollars a déferlé sur le pays mais en irriguant seulement le secteur du café (producteurs et surtout exportateurs), provoquant un accroissement considérable des moyens de paiement et une distorsion de la demande.

Le gouvernement, qui disposait de certains instruments de contrôle monétaire, a dû en créer une série de nouveaux, sans que leur efficacité apparaisse probante dans la lutte contre l'inflation. Le plus important était le décret-lai 44 du

1967, connu sous le nom de « statut des changes », qui autorisait une dévaluation quasi quotidienne du peso, permettant aux exportations colombiennes de rester compétitives sur les marchés internationaux et à la balance des paiements d'éliminer son déficit structurel des années 50 et 60. Sur dix ans, de 1967 à 1977, le taux moyen de dévaluation fut de l'ordre de 10 %. Le 13 avril dernier, une mesure capitale, la résolution 25 de la Junta monetaria, mettait — dans les faits — un terme à un système qui avait fait ses preuves pendant une décennie, mais une décennie « normale » sans bonanza imprévisible : désormais tout dollar provenant de l'exportation du café et des services (et l'on verra plus loin les réalités que recouvre ce terme) ne pourra plus être échangé contre des pesos mais seulement contre un « certificat de change » payable à terme mois au taux en vigueur à la date d'émission. Fixé originellement à un mois, le délai fut porté à trois et l'an parle maintenant de six. Le détenteur d'un certificat de change peut néanmoins obtenir immédiatement des pesos mais après un prélèvement fixé d'abord à 10 % puis porté à 15 %. Il peut aussi les négocier en Bourse ou s'en servir pour payer des achats à l'étranger. Cela équivaut au minimum à une stabilisation du taux du peso par rapport au dollar et, pour celui qui aurait besoin immédiatement de convertir ses devises en pesos, le touriste par exemple, à une nette réévaluation (7).

A l'intérieur du secteur du café proprement dit, différentes mesures de « gel » des devises furent prises. D'abord, en octobre 1975, un accord fut conclu avec Fedecafé, la puissante organisation de commercialisation des caficulteurs, pour qu'elle achète massivement des « titres échangeables contre des certificats de change » (titres conjeccionables por certificados de cambio, ou T.C.C.C.) émis par la Banque de la République. Ces titres, créés en 1970, étaient indexés sur le taux du dollar et portaient intérêt de 7 %. On estime qu'en décembre 1977 Fedecafé aura souscrit pour 21 milliards de pesos de ces bons. Le gouvernement a également joué sur la manipulation du taux du reintegro cafetero (dépôt minimum en dollars, remboursable ultérieurement,

que l'exportateur doit effectuer auprès de la Banque de la République pour chaque sac vendu) afin de geler provisoirement des devises. A ces obligations s'ajoute, pour les exportateurs, celle de verser au Fondo nacional del café un volume donné de grains (ou son équivalent en argent) pour chaque sac exporté. Cette mesure, connue sous le nom de retención, équivalait, début 1977, à l'octroi gratuit à l'Etat de l'équivalent de 24 kg de café par sac de 60 kg.

Stérilisant en partie la trésorerie de Fedecafé (qui exporte actuellement 18 % de la production) et des exportateurs indépendants (qui en exportent 82 %), ces opérations, complétées par l'introduction des certificats de change après le 25 mai, visent à peser sur les cours auxquels ces organismes achetaient le café aux producteurs. Le prix de la carga (125 kg) tomba ainsi de 7 700 à 7 000 pesos chez les exportateurs privés. Fedecafé intervenant alors sous la pression des caficulteurs pour la faire remonter à 7 200 puis à 7 300. En juillet 1975, il n'était que de 3 000 pesos, ce qui donne une idée de la spectaculaire augmentation des revenus des producteurs, même en tenant compte de l'inflation. En juin 1976 avaient été créés à leur intention, ou plutôt à leur encontre, les T.A.C. (titres de ahorro cafetero), titres d'épargne forcée à un, deux ou trois ans, servant à rémunérer une partie de la récolte. Les T.A.C., comme les T.C.C.C., sont négociables sur le marché et utilisables pour les paiements à l'étranger. Pour compléter le dispositif d'encadrement du secteur du café, il faut signaler la création en mars dernier du Fondo del café pour le développement national « financé par une des deux taxes gouvernementales sur ce produit et par les revenus des ventes dépassant 2,20 dollars la livre.

On peut se demander pourquoi, disposant d'une telle batterie de moyens, le gouvernement n'a pu contrôler l'expansion de la masse monétaire qui s'est accrue de 31 % entre mai 1975 et mai 1976 et de 37 % entre mai 1976 et mai 1977. La cause fondamentale de cette augmentation a été la conversion massive de devises en pesos. La cotation en Bourse des nouveaux titres et des certificats de change a eu pour résultat que les

(1) Le taux officiel du peso est d'environ 13 centimes.

(2) Un rapport du ministère de la justice au Congrès indique que, pour 1974, quatre cent cinquante mille crimes ou délits ont été portés. Sur ce total, cent cinquante mille ont été portés à la cour suprême des tribunaux, qui ont infligé quinze mille condamnations.

(3) 5 juillet 1977.

(4) Plan de desarrollo social, economico y regional 1975-1978. Departamento nacional de planeación. Bogota, 1975.

(5) Le record a été atteint le 14 avril dernier avec un prix de 3,34 dollars la livre contre 1 dollar en janvier 1975. Il est redescendu à 2,50 à la mi-juillet et à 2 dollars à la mi-septembre 1977. Les mouvements spéculatifs au cours de ces dernières années ont accusé le Brésil (voir le Monde du 13 août 1977), pourraient contrarier la tendance à la baisse observée en juillet. Pour l'année 1977, les estimations de recettes du café se situent entre 1,9 et 2 milliards de dollars.

(6) Environ cent millions de sacs de 60 kg en 1974-1975, 8 millions sept cents en 1975-1976, les prévisions pour 1976-1977, étant de l'ordre de huit millions huit cents et celles pour 1977-1978 de neuf millions trois cents.

(7) En juillet dernier, alors que le taux officiel du dollar était de 36,50 pesos, il se négociait dans les bureaux de change à 31,50.

(8) Julio 1977.

(9) Les chiffres officiels de production du café colombien fournis par Fedecafé sont en général inférieurs de 7 à 8 % aux estimations du ministère de l'Agriculture des Etats-Unis, qui dispose d'un réseau de collecte de données extrêmement sérieux. La contrebande explique cette différence.

مكتبة الشارقة



suffit pas à tout expliquer. Il faut y ajouter les conditions politiques, c'est-à-dire la corruption des services officiels, les différents niveaux : la liste des quelques personnalités inculpées ou simplement citées avec insistance (sans pour autant être inquiétées) couvre la plupart des divers secteurs de l'appareil d'Etat, depuis l'Ordre Valdemaro, jusqu'au ministre de la Cour suprême de justice, Barrera Dominguez, en passant par des députés, des membres de la brigade des stupéfiants, des officiers de marine, des membres de l'entourage du ministre de la défense, l'oncologue de Colombie aux Etats-Unis, etc. Encore ne s'agit-il que d'exemples qui permettent à la connaissance du public. Les rumeurs persistantes qui visent les facteurs politiques au pouvoir trouvent un crédit évident quand on constate que le trafic se poursuit en toute impunité, sans aucune coupe de filet spectaculaire qui permettrait d'arrêter la circulation de délinquants de second ordre mais très créant la confiscation de la drogue elle-même.

Cette incapacité à saisir la « marchandisation » s'explique peut-être par la forte tentation qui pousse les services officiellement chargés de la lutte antidrogue à s'approprier une partie de la différence entre le prix de la cocaïne, disponible par exemple dans la port antioquienne de Barranquilla (3 000 dollars le kilo), et celui pratiqué à New-York (73 000 dollars le kilo). Car la Colombie est non seulement grande productrice de marijuana (où l'« herbe » est semée sur des milliers d'hectares, alors qu'officiellement cette culture est interdite) mais grande transformatrice



est enclenché à supprimer une lettre et à y substituer aujourd'hui un mandat et chèque. En 1977, en effet, le taux annuel d'inflation prévu comme ne devant pas dépasser 18 % était allégrement franchi dès le mois de mai. Le département administratif des statistiques nationales (DANE) évalue à 37,6 % pour les employés et à 43,5 % pour les ouvriers la hausse du coût de la vie entre juin 1976 et juin 1977. Le groupe de chercheurs de Fedesalaro, fondation privée mais bénéficiant d'un statut semi-officiel et qui produit les meilleures études économiques dont dispose la Colombie, constate (11) qu'en raison de l'inflation, « en 1976, le pouvoir d'achat de l'ouvrier des mines de charbon de la région inférieure de l'ouest de 1969 et celui de l'ouvrier agricole a diminué de 9 % en 1975 et pendant la première moitié de 1976 ». Puis, 1977, Fedesalaro prévoit une baisse de 22 % du pouvoir d'achat.

Non seulement les denrées alimentaires deviennent pratiquement hors de portée des milieux populaires mais elles disparaissent périodiquement du marché. La pénurie de légumes, de sucre, de lait, d'huile, de riz tient certes aux manœuvres spéculatives de certains négociants et à la médiocrité du réseau de distribution. Ses sources plus profondes sont cependant le remplacement graduel de nombreuses cultures vivrières par des productions plus rentables (café, coton, vola marhuanu), la contrebande et l'incapacité du gouvernement à effectuer en temps voulu les importations nécessaires.

Le gouvernement de M. Lopez Michelsen n'a fait que continuer la politique agricole de son prédécesseur conservateur, M. Pastrana Barona, que l'on peut ainsi résumer : encouragement à la grande agriculture capitaliste tournée vers l'exportation et l'abandon de fait d'une réforme agraire votée en 1961 mais qui, de toute manière, n'avait pas été menée avec conviction. Entre 1960 et 1970, 203 000 hectares seulement avaient été acquis par l'Institut national de réforme agraire (INCOA) au profit de douze mille cinq cent soixante-dix familles. Chiffres insignifiants si on les met en relation avec le recensement agricole effectué en 1970 et qui montre que les exploitations de moins de dix hectares, au nombre de six cent soixante-trois mille, représentent 72 % du total mais ne disposent que de 6,9 % des terres cultivables, celles de 10 à 50 hectares, au nombre de deux cent sept mille, de 12,8 %, et celles de plus de 50 hectares, au nombre de quatre mille (soit 8,8 %), couvrent 78 % des terres !

Cette très haute concentration de la propriété foncière est la cause principale de la très inégale distribution des revenus agricoles. Elle explique aussi pourquoi plus de 25 % de la population active des zones rurales sont embauchés ou sous-embauchés. Si l'on étudie le secteur du café, on constate que la tendance est à la diminution des petites propriétés au profit des grandes exploitations, notamment en raison du coût très élevé des nouvelles techniques de production. Les anciens petits propriétaires sont devenus les salariés agricoles des nouveaux capitalistes agraires (qui ont remplacé les grands propriétaires traditionnels) parmi lesquels on retrouve les grands planteurs, les seigneurs, les exportateurs, certains secteurs du capitalisme industriel et financier et tous ceux qui veulent « lever » les revenus inadéquats de la contrebande et du trafic de drogues.

Le plan de développement de 1975, Pour
carra le Brésil, avait d'ailleurs annoncé
franchement la couleur en n'accordant qu'une place
minime à la réforme agraire et en mettant l'accent
sur deux grands plans appelés l'un PAN (Plan
national d'alimentation et de nutrition) et l'autre
DRI (Développement rural intégré). Ces projets,
financés presque pour moitié par des organismes
de crédit étrangers, visaient à aider 50 % des
plus pauvres de la population colombienne que
l'on trouve dans les zones rurales non consacrées
à l'agriculture d'exportation.

Le DRI se proposait de fournir aux petits agriculteurs assistance technique, crédit, accès aux engrais, à la commercialisation, à la formation et aux infrastructures, l'idée étant d'élever la productivité agricole et de produire un excédent d'aliments qui servirait précisément au projet PAN. Le PAN, lui, vise à améliorer la situation

de coca en Colombie. Les feuilles de coca, importées clandestinement de Bolivie et du Pérou, sont traitées dans les centaines de petites laboratoires éparpillés, le produit fini étant ensuite acheminé aux États-Unis notamment à partir des deux mille points de transit situés le long des côtes du Pacifique et de l'océan atlantique (Guajira, Cesar, Magdalena et Atlántico). L'ambassadeur des États-Unis à Bogota estimait, lors d'une conférence donnée en octobre 1976, que 70 % de la consommation américaine de cocaïne provenait des États-Unis (selon les chiffres de la Drug Enforcement Agency, D.E.A.) provenaient de Colombie. L'afflux de dollars est tel dans les zones de trafic qu'à certains moments la devise américaine se vendait à Bogota à 28 pesos locaux pour le taux officiel de 36,50.

que le taux officiel est de 36,30%.

La nouvelle jeunesse du trafic de stupéfiants et le développement des cultures de coca ont toutes les mesures laborieusement mises au point par le gouvernement pour limiter la massa manoirista. Les agriculteurs, petits ou grands, délaissent les cultures traditionnelles pour la plantation de marijuana dont le rapport est infiniment plus élevé. Le café, qui autrefois avait vu sa superficie augmenter au cours de la culture viriériste, a vu la Colombie a pourtant un besoin impérieux — ne soutient pas la comparaison. Selon l'Alternative (10), quatre hectares de marijuana rapportent deux fois plus que quarante hectares de café. Les pêcheurs ont eux aussi tout intérêt à abandonner leur activité pour se consacrer au travail, plus rémunérateur, de la culture de la coca. Cette dernière consiste à transporter dans leurs embarcations les caravans de drogue depuis les petites places

discrètes jusqu'aux yachts ancrés dans les nombreuses criques de la mer des Caraïbes.

Un véritable cancer de la drogue est en train de « déstabiliser l'économie traditionnelle » d'une partie de la Colombie. Certains secteurs politiques envisagent constamment de faire coïncider le droit avec le fait et de légaliser la production de marijuana. C'est ainsi que le quotidien *El Siglo*, dont le directeur est le chef de la faction conservatrice soutenant le président Lopez Michelsen, M. Alvarez Gomez Hurtado Iquiza, le 24 juillet dernier, a reçu le prix Nobel du journalisme. Le 17 avril 1977, dans une éditoriale en faveur du maintien de nos valeurs morales », s'est prononcé le 14 juin dernier en faveur de la légalisation de la culture de la marijuana et de la création d'un monopole d'Etat qui achèterait la totalité de la production aux prix pratiqués à l'extérieur. Dans le numéro du 17 juin, il explicitait cette proposition : « Il faut en finir avec cette comédie. Il faut arrêter que de nouveaux scandales ne se reproduisent. La drogue a un objectif qui n'a pu être bon ou mauvais mais qui n'est pas à notre portée. »

Les projets du président Carter visant à décriminaliser la consommation de marijuana constituent un sérieux atout pour le groupe de pression de mains en moins discret des marijuanaeros. Ce n'est pas le don de trois hélicoptères et de matériel évalué à 3 700 000 dollars effectué par l'administration américaine à la Colombie « pour lutter contre les trafiquants de drogue » qui pèsera lourd face à cet encouragement à la production de l'« herbe maudite ».

cher» pauvres

Pendant cette période, la création d'emplois a été de 7 %. La production agricole demeure le point faible, l'augmentation de la production restant très limitée (2 % en 1976) bien que masquée par les fortes rentrées de devises dues à la hausse des cours du café et du coton. Néanmoins, l'agriculture occupe une place considérable dans l'économie : en 1975, elle concourait à la formation de 24,7 % du PIB, fournissant 90 % des aliments consommés dans le pays et 88 % des rentrées du commerce extérieur (12).

Un mandat «cher» et des paysans pauvres

sonaire et alimentaire (par des distributions gratuites de riziculture). Dans une autre direction, le département du Cauco étant le seul à bénéficier simultanément des deux projets en raison de sa pauvreté. Au chef-lieu, Popayan, admirable petite ville coloniale où le nombre d'Indiens rappelle que l'Equateur est tout proche, M. Mario Ochoa, directeur du PAN et du DRI, explique les difficultés d'application : lenteur bureaucratique de la mise en place qui n'a effectivement commencé qu'en 1976, rivalité locale entre conservateurs et libéraux, absence d'attitudes nouvelles de prestations de services, trop grande brièveté du mandat présidentiel : « Tous les quatre ans, tout change. Pour faire un travail en profondeur, il faut au horizon de vingt ans. La tentation est de faire de spectaculaire. »

En fait, le mode de développement de la Colombie s'accommode parfaitement d'énormes zones de pauvreté ou de détresse, à condition qu'elles ne remettent pas en cause l'édifice insti-



télévision, les menaces de licenciement, la proclamation du caractère « illégal et subversif » de la grève, la mise sur pied de guerre des forces armées, le mouvement a connu une ampleur inattendue dans toutes les grandes villes et fait apparaître au grand jour la détresse des masses urbaines marginalisées et terrifiées par la faim, mais aussi la détermination des petits salariés (employés et ouvriers) souffrant également de mille privations et qui, en grand nombre, ont sauté le pas et fait acte de refus à la politique du régime.

La proposition de grève avait été lancée le 25 mai dernier par l'un des syndicats, la C.S.T.C. (proche du P.C. colombien), pour revendiquer l'augmentation de 50 % des salaires et le blocage des prix des produits de première nécessité, refuser les hausses des tarifs publics et demander la levée de l'état de siège. Si nul ne doute qu'à la base ces points faisaient l'actualité, l'historique du mouvement montre, par la division du syndicat concerné, ne laissant nullement présager un accord des quatre centrales. Qu'il ait été réalisé est en soi un indice que quelque chose est en train de changer dans la vie politique colombienne.

Les revendications syndicales paraissent d'autant plus fondées que l'examen des comptes des sociétés syndicales fait apparaître un déficit sensible : de 1975 (qui fut certes une année de récession) à 1976, les bénéfices nets après impôts de vingt-deux grands groupes industriels font apparaître une baisse pour quatre d'entre eux et, pour les autres, des orientations assez inquiétantes : chez Renault, les bénéfices nets ont baissé de 35 %, dépassant 100 %, le record étant détenu par Chrysler avec 866 % (14). Le salaire minimum, d'un montant de 1800 pesos à la date de la grève générale, a constamment diminué en cours de l'année réelle, et le salaire minimum de base a baissé de 100 pesos pendant le mois de novembre. Les salaires mensuels eux-mêmes en juillet dernier d 4 664 pesos par mois le minimum familial nécessaire pour remplir le panier de la ménagère (le *cassate familiar*). Depuis plusieurs mois, en l'absence de loi sur le salaire minimum, les salaires ne sont pas coordonnés, ils sont multipliés dans le pays, accompagnés de défilés de ménages brandissant des paniers vides. La « grande presse » a fait le silence sur ces mouvements sociaux qui attestent un très profond mécontentement.

La répression est pourtant extrêmement sévère (l'état de siège est en vigueur et permet d'interdire grèves et manifestations). Les grévistes risquent ainsi constamment le licenciement, quand ce n'est pas la prison et les violences physiques de l'armée et de la police. La situation intenable

une énorme charge explosive

d'un nombre croissant de salariés a provoqué une radicalisation des conflits et une prise de conscience qui ont été suffisamment intenses pour se faire sentir au sein des syndicats modérés (« patronaux », dit la gauche) que sont l'U.T.C. (Union des travailleurs colombiens) et la C.T.C. (Confédération des travailleurs de Colombie).

La grève de septembre

LA C.T.C. est la plus ancienne des centrales syndicales. En 1950, puis en 1960, des sections syndicales organisées permirent d'exposer les symptômes influencés par les communistes et des livrer isolés à la répression. En 1976, lors du dix-huitième congrès, une violente émeute eut lieu entre deux factions de la bureaucratie dirigeante qui aboutit chez les vaincus (pourant majoritaires) à la création d'un « comité de restructuration ». L'enjeu était la succession du président, José Raquel Mercado (guerrilla M-19) et le contrôle de l'appareil et des fonds du syndicat. Très affaibli par ces affrontements internes et par sa politique permanente de conciliation avec le gouvernement et le patronat à un moment de montée des luttes revendicatives, la C.T.C. regroupe vraisemblablement encore un quart des syndicats colombiens (13). Sa direction est tenue dans l'ombre par le général, le chef d'un mouvement du parti libéral, ce qui lui a valu jusqu'à ces derniers temps les faveurs officielles.

L'I.U.T.C., créée en 1946, revendique le plus grand nombre de membres dans les différents pays de son couple du parti conservateur. Une profonde unité « idéologique » existe entre les dirigeants de ces deux centrales, façonnée par leur commune dépendance envers les syndicats américains. Un rapport de 1975 du Campeseller general (sorte de Cour des comptes) des Etats-Unis faisait apparaître qu'elles avaient reçu en 1964 ans la valeur de 2 millions de dollars de l'A.I.A. et de l'Institut américain pour le développement des syndicats libéraux. Reputant beaucoup de leurs membres chez les travailleurs de l'Etat, qui accorde les plus grandes facilités à leurs cadres, elles ont donné toutes garanties aux gouvernements successifs. En avril 1975, l'I.U.T.C. exprima ainsi « l'adhésion des travailleurs colombiens à la manière sincère et ferme avec laquelle les forces armées travaillent à la défense des intérêts légitimes de la nation ». Le secteur privé n'a pas non plus beaucoup à craindre de l'I.U.T.C. Le 10 janvier 1977, sous les auspices de l'ANIF (Association nationale des Institutions financières), se tint à Bogota une réunion regroupant les responsables des deux centrales et les représentants des grands groupes financiers. Le communiqué de presse annonça la création d'une « commission mixte permanente de consultation et de médiation » entre les deux centrales. L'ANIF « avait analysé avec préoccupation les progrès intenses des organisations extrémistes et accordé l'appui du patronat aux organisations ouvrières démocratiques ». En fait, les membres des instances dirigeantes de la C.T.C. et de l'I.U.T.C. sont de plus en plus perçus comme une mafia compacte, traitant de leurs fonctions politiques et financières. En 1976, le directeur bancaire du dirigeant de l'I.U.T.C. Tulle Cervera Romero, également député conservateur, faisait apparaître un solde disponible de 82 521 597

Le secteur industriel s'est bien comporté en 1976, après la récession de 1975, puisque la production a augmenté de 7,7 %. Les perspectives pour 1977 sont encore meilleures mais le danger réside dans la faiblesse des investissements, la croissance enregistrée étant due presque uniquement à une meilleure utilisation de la capacité installée.

L'endettement

Le gouvernement a négocié en juin dernier à Paris avec le groupe consultatif des grands organismes internationaux et autres partenaires, l'octroi de 3,375 milliards de dollars de prêts visant essentiellement à financer les investissements d'infrastructure (énergie hydro-électrique, charbon, transports, communications, adduction d'eau). L'opposition de gauche à vive voix à l'entente internationale, et la crainte du développement du pays sous le contrôle des banques étrangères car, évidemment, les prêts vont de pair avec des « recommandations » qui concernent notamment les hausses des tarifs publics et des combustibles. Le 29 juin dernier, le ministre de l'Énergie, Pierre Legendre, a répondu au sénateur communiste, Jean-Pierre Lecoq, qui avait affirmé que le gouvernement « s'était conformé à l'écrit qui lui avait été exigé » : « Les formulés contribueraient à l'augmentation du coût de la vie et donc au processus inflationniste ». Dans la situation actuelle de dégradation de l'État colombien, tout programme de grands travaux permettrait aux compagnies étrangères qui fournissent les biens d'équipement de réaliser de gros bénéfices et aux administrateurs locaux, selon une méthode éprouvée, de se servir copieusement au passage.

Pourquoi emprunter de telles sommes, sur lesquelles il faudrait de toute manière payer des intérêts, alors que les réserves de la Caisse pouvaient atteindre à la fin de l'année le total du capital emprunté de 2 milliards de dollars? Au ministère des finances, on répond qu'il vaut mieux emprunter à bon marché, au moment où l'on est riche, que de trouver fermées les portes du crédit lorsqu'on sera pauvre, d'autant que le seul service des dettes antérieures opérera une ponction considérable sur les réserves de devises (13) et que le cours mondial du café ne se maintiendra pas suffisamment élevé.

Par ailleurs, la politique de stabilisation (au de réajustement du peso) ne favorise pas les exportations « traditionnelles », en particulier celles de produits manufacturés (textiles, produits métalliques, confection, produits chimiques, etc.). Avant la manne du café, les exportations étaient fortement stimulées par une subvention (appelée *certificado de abono tributario*, ou CAT) qui pouvait atteindre 15 %. Les CAT sont des titres négociables, comme les TAC au T.C.C.C. Actuellement, le taux maximum des CAT n'est plus que de 8 %.

En conséquence, le train de prix des marchés en Amérique du Sud, et en particulier celui du poeete andin, ou Mexique, ou Brésil, en Argentine, ou Chili qu'il eue, out des balances commerciales déficitaires et, affamés de devises, octroient des aides plus importantes à leurs exportateurs.

pesos, celui de son organisation n'étant que de 353,34.

Dans l'autre camp, à côté d'une petite centrale d'inspiration démocrate-chrétienne, la C.G.T., dont l'importance est encore faible; la force syndicale est celle de la C.S.T.C. Constitutionnellement difficile des travailleurs colombiens. Créée en 1934, mais reconnue seulement en 1974, elle est dirigée par des militants communistes. Sans doctrine et sans ambiguïté, elle « considère que le syndicat ne doit pas seulement lutter pour des augmentations de salaires mais développer tout ce qui le transforme en école de lutte des classes et qui le conduit à participer aux problèmes politiques » (17). Avec les syndicats indépendants (c'est-à-dire non rattachés à une centrale et souvent contrôlés par l'extrême gauche, la C.S.T.C. est à l'origine de la majorité des grèves, l'U.T.C. et la C.T.C. ayant obtenu une victoire marginale apparente, une supériorité numérique sur les cinq. Les auteurs d'une étude très documentée de Fedesolero sur les grèves en Colombie de 1962 à 1976 (18) écrivent :

« La croissance apparemment rapide des centrales non traditionnelles (C.S.T.C., C.G.T., indépendants) au cours de ces dernières années et le fait qu'elles aient contribué à un nombre disproportionné de grèves font apparaître une minorité croissante et active de travailleurs qui aspirent à des redéfinitions fondamentales des loix colombiennes. »

La création par la C.S.T.C. de fédérations regroupant l'ensemble des travailleurs d'un secteur donné suscite une vive inquiétude au gouvernement et dans le patronat qui, selon une publication qui défend leur point de vue [19], « vont s'efforcer d'empêcher que cette stratégie ne se transforme en tendance d'écrasement ».

(Lire la suite page 18.)

[11] *Coyuntura economica*, volume VII, n° 1, mai

[12] Pour les données de base de l'agriculture colombienne, on se reportera à l'article de Pierre

colombienne, on se reportera à l'article de Pierre Gluhodes, « Le modernisation de l'agriculture colombienne », dans le numéro consacré à la Colombie de *Problèmes d'Amérique latine*. In « Documentation Française », n° 4139, 4140, 4141 du 9 décembre 1974. Dans le même numéro, l'article de Daniel

(13) En 1877, le service de la dette extérieure représente 330 millions de dollars. Avec les nouveaux emprunts, le service de la dette s'élève à 397 millions de dollars.

[15] Une étude publiée en 1975 par l'UTRACUN (Institut des études et des statistiques de l'Université de Toronto) et de

(qui regroupe les travailleurs de Bogotá et du département de Cundinamarca affiliés à l'U.T.C.) estime à 16 % le taux de syndicalisation des travailleurs colombiens. Les effectifs de chaque centrale sont difficiles à évaluer avec précision.

(16) Une étude de 1975, « Aspectos cuantitativos del movimiento sindical colombiano », publiée par J. Tenjo dans *Cuadernos Colombianos*, n° 5, 1975, donne les chiffres suivants : U.T.C. 40 %, C.T.C. 20 %, C.S.T.C. 20 à 25 %, la C.G.T. et les syndicats indépendants 10 à 15 %.

(18) **Hernando Gomez Buendia et Rodrigo Losada** - *Natida, buendistat, en Colombia*

(19) *Estrategia económica y financiera*, junio 1977.

(Suite de la page 17)

L'appel conjoint à la grève générale du 14 septembre par les quatre centrales a bouleversé la situation syndicale. La violence de la répression, qui a fait au moins trente morts et peut-être même cinquante dans l'ensemble du pays (le gouvernement en reconnaît dix-huit pour la seule ville de Bogotá), les milliers d'arrestations et de licenciements, ont cimenté une unité encore

toute fraîche. Elle restera certes aléatoire au sommet, en raison de la composition même des directions de l'U.T.C. et de la C.T.C., soumises aux pressions contradictoires de leurs bases et des partis gouvernementaux. Le pare, que le président Lopez Michelsen avait traité d'abord par l'ignorance puis par la manière forte, tout en déclarant, au mépris de toute évidence, qu'il avait totalement échoué, a révélé l'énorme charge explosive de la situation sociale colombienne. Il a constitué un sérieux avertissement pour le

gouvernement et provoqué chez les salariés colombiens une prise de conscience de leur force, capable à terme de changer le cadre des luttes politiques, encore prisonnières du carcan du bipartisme. La démission de la quasi totalité des ministres, après les violentes critiques dont le gouvernement a été l'objet en raison de sa violence et de son refus de négocier avec les organisateurs de la grève, atteste que le régime lui-même a été ébranlé.

toute la société colombienne de nouvelles valeurs éthiques. Il est évident que la Colombie n'est pas dominée par les valeurs matérialistes. Pas davantage par les valeurs bourgeoises. L'idéologie dominante est celle du lampen, de la lie de la société. Il faut en effet une conscience très élevée pour accepter la discipline d'une action politique visant à une promotion collective, alors que des solutions individuelles, moins exigeantes, peuvent se présenter. C'est donc dans une atmosphère empoisonnée que la gauche doit poursuivre son action dans les milieux les plus humbles.

Après avoir frôlé le succès électoral en 1970, l'ANAPO régresse pour s'éparpiller en tendances, Mario Eugenio, la fille du général Rojas Pinilla n'étant plus que le porte-parole de la plus droite. Désormais, l'opposition électoraliste s'articule avec les mouvements sociaux. Un élément-clé en ce sens a été la création en septembre 1972 de l'UNO (Union nationale de l'opposition) constituée par le P.C. et quelques éléments dissidents de l'ANAPO regroupés dans le MAC (Movimiento amplio colombiano). En juin 1973, le MOIR (Movimiento obrero independiente y revolucionario), d'obédience maoïste, renonce brusquement à sa doctrine de l'abstentionnisme révolutionnaire par opportunisme électoral et se joint à l'UNO dont le candidat, M. Hernando Echeverri Mejía, n'obtient que 3 % des voix, mais dont cinq représentants et deux sénateurs sont élus au Congrès.

La Colombie présente cette situation unique en Amérique latine de voir la gauche se polariser autour de deux partis communistes d'importance électorale à peu près équivalente, l'un fidèle à Moscou (24), l'autre à Pékin. Leur supranationale alliance de 1973 n'a pas longtemps résisté à la conjoncture internationale. L'intervention cubaine en Angola, exacerbant les tensions entre la Chine et La Havane, a détérioré les rapports au sein de l'UNO. A cette pomme de discorde s'en ajoutaient d'ailleurs deux autres : l'attitude vis-à-vis de la C.S.T.C. et du CHL.

Le MOIR a profité des élections locales et régionales de 1976 pour tenter de capitaliser ces divergences à son bénéfice. Il s'est séparé de l'UNO (qui, malgré tout, a maintenu son pourcentage — faible — de voix), non sans avoir énergiquement incité les syndicats où il avait une influence à quitter la C.S.T.C. Il peut paraître étonnant que des mouvements révolutionnaires d'un pays d'Amérique latine affichent leur hostilité à Cuba et à l'Unité populaire chilienne. Si difficile à tenir que soit cette position, le MOIR, lié par la ligne de Pékin en politique extérieure, s'y accroche. Les deux « ponts » entre les frères ennemis sont l'ANAPO (ou ce qu'il en reste) et l'hebdomadaire *Alternativa*, créé par Gabriel García Márquez. Le secrétaire général du P.C., M. Gilberto Vieira, avait proposé à l'auteur de *Cent ans de solitude*, qui joit d'une grande popularité, d'être le candidat unique de toute la gauche, mais l'écrivain a décliné la proposition.

« Primaires » en février

A l'heure actuelle, trois candidats présidentiels de gauche ont été investis. Le premier, M. Joine Piedrahita Cardona, désigné le 15 juillet dernier, est sénateur de l'ANAPO. Sous l'étiquette du FUP (Front pour l'unité du peuple), il est soutenu par le MOIR, une fraction de l'ANAPO et du MAC. Le second candidat, celui de l'UNO, M. Julio Cesar Pardo, a vu sa candidature proposée le 7 août dernier par le « Congrès national de l'opposition » : c'est également un membre de l'ANAPO, dont il préside le comité exécutif. Il est soutenu par le P.C., une fraction de l'ANAPO et du MAC et par le minuscule parti socialiste. Le groupe trotskyste « Bloc socialiste » vient de se transformer en « parti socialiste des travailleurs » et de désigner Mme Socorro Ramirez pour porter ses couleurs. Quant à la fraction anapiste de Maria Eugenia Rojas de Moreno Diaz, certains de ses dirigeants appellent à soutenir la candidature conservatrice de M. Belisario Betancour, et d'autres celle d'un nouvel « homme providentiel », le général Valencia Tovar.

La séparation des élections locales et présidentielles va servir de « primaires » à la gauche aussi bien qu'aux libéraux. Sur le papier, l'UNO, mieux implantée nationalement et liée intimement à la C.S.T.C., paraît assurée de devancer le FUP en février. Il sera dans ces conditions beaucoup plus difficile au candidat de ce dernier de se maintenir en juin.

Enfin, et c'est un facteur décisif en Colombie, les luttes contre le régime ne sont pas seulement électorales et sociales, elles se livrent les armes à la main et, là, le P.C. a l'initiative. Il est tout à fait significatif que, le 7 août dernier, les mille cinq cents délégués de l'UNO aient réservé un accueil enthousiaste au message, lu en séance, que leur adressait le chef guérillero Alberto Martinez, commandant du cinquième front des FARC (Fuerzas armadas revolucionarias de Colombia) et qui se terminait ainsi : « Nous réaffirmons notre soutien militaire sans restriction aux luttes de la classe ouvrière et des autres secteurs populaires et nous condamnons l'anticonstitutionnel en tant qu'arme à double tranchant menée par l'impérialisme. »

Le mythe de la bipolarisation libéraux-conservateurs



« En Colombie, le système bipartite libéral-conservateur se maintient comme un véritable monopole de l'opinion publique. C'est un cas exceptionnel sur le continent. Cela paraît être une cristallisation de préjugés, de sentiments ou de haines héritées, qui produit ce phénomène extraordinaire où les gens naissent libéraux ou conservateurs selon leurs familles. » Car hommage à la solidité du système bipartite vient d'un connaisseur, M. Gilberto Vieira, secrétaire général du P.C. Ce qui frappe, en effet, ce n'est pas seulement qu'après les années de la violence (1946-1953), suivies de la dictature militaire du général Rojas Pinilla (20), les partis conservateur et libéral qui s'étaient féroce ment affrontés (surtout après l'assassinat en avril 1948 du dirigeant libéral de gauche Jorge Eliecer Gaitan) aient pu passer le compromis qui représentait de 1957 à 1974 le Front national, conçu comme une stricte alternance et un partage égal des mandats et des charges ou service d'une même politique. La grande habileté de la classe dirigeante est d'avoir réussi à canaliser les mécontentements à l'intérieur de réseaux politiques où les jeux étaient faits à l'avance.

Ce ne fut pas toujours sans incidents, coups de théâtre, révisions déshonorées, chassés-croisés de personnalités, franchissements de sources militaires. La seule menace sérieuse, mais de courte durée, fut celle de l'ANAPO lors des élections d'avril 1970, où le candidat du Front, le conservateur Misael Pastrana Borrero, ne l'emporta que de quelques dizaines de milliers de voix sur le général Rojas Pinilla, sans doute avec un léger coup de pouce officiel. Cet incident n'empêcha pas le pacte de continuer à fonctionner jusqu'à son terme officiel de 1974, date à laquelle, selon une réforme constitutionnelle votée en 1968, la présidence devait faire l'objet d'une compétition entre conservateurs et libéraux, la parité étant respectée dans les postes ministériels. C'est le libéral Alfonso Lopez Michelsen qui l'emporta nettement sur le conservateur Alvaro Gomez Hurtado, la fille du général Rojas Pinilla n'obtenant que le tiers des voix recueillies par l'ANAPO en 1970.

La carrière de M. Lopez Michelsen est un excellent exemple des capacités de rojouisement du système colombien. Le nouveau président était un libéral critique de fraîche date puisqu'il avait créé en 1959 la M.R.L. (Mouvement révolutionnaire libéral), hostile à l'alternance prévue par le Front national. La M.R.L. s'opposait alors nettement à la politique sociale du président libéral Alberto Lleras Comargo et filia même avec le P.C. M. Lopez Michelsen brava l'accord qui prévoyait en 1962 l'élection d'un conservateur (M. Guillermo Leon Valencia), se présenta et obtint six cent vingt-quatre mille voix contre un million six cent trente-quatre mille au vainqueur. Peu après, il devait modifier ses ardeurs réformatrices jusqu'à fusionner la M.R.L. avec le parti libéral et devenir ministre des affaires étrangères du président libéral Carlos Lleras Restrepo (1966-1970). En partant M. Lopez Michelsen à la présidence en 1974 avec un chiffre de voix considérable (trois millions), il est vraisemblable que l'électorat colombien avait voulu injecter une dose du progressisme attribué à l'ancien chef du M.R.L. au sein de la coalition du Front national. Il allait être amèrement déçu.

Du provisoire au permanent

La vie politique colombienne tourne autour de quelques personnalités ou de quelques « grandes familles ». M. Lopez Michelsen est le fils de l'ancien président Alfonso Lopez Pumareja (1934-1938 et 1942-1945) ; son adversaire conservateur de 1974 et allié d'aujourd'hui, M. Alvaro Gomez Hurtado, est la fille de l'ancien président Laureano Gomez (1950-1953) ; l'un des candidats libéraux à la présidence est aujourd'hui M. Carlos Lleras Restrepo, ancien président (1966-1970) et cousin de l'ex-président Alberto Lleras (1958-1962). L'autre candidat libéral, M. Julio Cesar Turbay, est le fils du principal adversaire de Gaitan dans les années 40. Quant au candidat conservateur déclaré, M. Belisario Betancour, dit B.B., il a eu jadis à l'égard de son parti la même attitude de franc-tireur que M. Lopez Michelsen envers le sien, puisqu'il s'allia avec l'ANAPO. Enfin, l'égérie du parti conservateur n'est autre que doña Bertha, la veuve de l'ancien président Mariana Ospina Perez.

La parité conservateurs/libéraux a rapidement montré son absurdité arithmétique : si l'on fait la part de l'abstentionnisme (21) et de l'opposition au Front national, on s'aperçoit que, de 1958 à 1974, les libéraux ont obtenu entre 56 et 63 % des suffrages, les conservateurs entre 37 et 43 %. Ce déséquilibre révèle la véritable nature du pacte : la constitution d'un bloc sans faille qui, au-delà de divergences secondaires, prenne en compte, médiatise et arbitre les intérêts des classes dirigeantes.

Les deux partis ne sont plus désormais l'expression de forces sociales différentes : dans chacun d'eux, les intérêts des deux grandes tendances du capitalisme colombien actuel sont représentés. Le grand capital traditionnel, particulièrement celui des complexes agricoles et industriels, pour une large part contrôlés par des capitaux nord-américains, a pu, grâce à la banane, le café, s'équiper massivement en matériel agricole et industriel importé et profiter de l'inflation pour diminuer les salaires réels, ce qui explique les profits élevés qu'il a réalisés ces dernières années ; ce secteur s'exprime à travers la candidature présidentielle

de M. Carlos Lleras Restrepo chez les libéraux et par les amis de doña Bertha et de l'ex-président Pastrana chez les conservateurs. L'autre tendance est celle des grands monopoles financiers, liés à la Banque mondiale et aux autres grandes institutions bancaires internationales et dont on a vu l'immense capacité spéculative, et qui visent à capter l'épargne aussi bien des grands industriels que des petits paysans ; c'est bien entendu à ce secteur que se rattachent les exportations de « services », c'est-à-dire l'utilisation massive du « guichet moult » pour les dollars « chauds » des divers trafics et de la contrebande ; ses porte-parole sont les factions conservatrices « olivistes », présente au gouvernement, et le candidat libéral Julio Cesar Turbay Ayala. C'est aussi la tendance qui a l'appui du président Lopez Michelsen.

Les libéraux, malgré leur majorité structurelle, peuvent-ils perdre la présidence en 1978 ? Cela n'est pas totalement exclu en raison de leur division et de l'habileté des *godas* (les conservateurs), qui ont su choisir un candidat unique qui se voudrait porte-parole d'un « mouvement national », c'est-à-dire d'une séquelle du Front national. M. Belisario Betancour, ancien ministre du travail, ancien ambassadeur à Madrid, devenu multimillionnaire dans « les affaires », est un prodigieux démagogue qui n'hésite pas à employer des slogans tels que « conservatisme socialiste », « capitalisme démocratique » ou « chefs d'entreprise à l'esprit chrétien ».

Le parti libéral est divisé en deux camps apparemment irréconciliables. D'une part, celui du candidat du « turbayisme », qui bénéficie de l'appui du président Lopez Michelsen, de toute la machine électorale libérale, du soutien massif des grands groupes colombiens (dont le plus important, la Grancolombiana) et des institutions financières internationales et, après les accords de Paris, vont persister dans l'usage de la force accrue. La faiblesse de M. Turbay est sa « fragilité » intellectuelle et les rumeurs persistantes de son association avec la Mafia. M. Carlos Lleras Restrepo a gardé de son passage à la présidence l'image de marque d'un technocrate autoritaire, mais compétent et moderniste (22), ayant (en vain) tenté de « pousser » la réforme agraire. Sa stratégie économique l'inciterait à développer le marché intérieur au lieu de tout miser sur les exportations. Les industriels colombiens se reconnaissent davantage en lui. Il va de soi que, pas plus que M. Turbay ou M. Betancour, il ne remet en cause le développement d'un capitalisme « associé » aux Etats-Unis, où il compte aussi de solides sympathies.

Pour trancher entre le « llerisme » et le « turbayisme », une convention libérale, totalement manipulée, ne constituait pas la solution. Celle-ci est venue du président Lopez Michelsen qui a décidé, pour préserver la façade d'unité de son parti, d'organiser des « primaires » par un artifice constitutionnel : la séparation dans le temps des élections, jusqu'à maintenant, aux conseils municipaux, conseils de département, Chambre des députés et Sénat d'une part, et à la présidence de la République d'autre part. La fraction libérale qui obtiendrait le plus d'élus aux primaires (prévues pour février 1978) verrait son chef proclamé candidat unique à l'élection présidentielle (envisagée pour juin ou juillet 1978). Les candidats libéraux ont ainsi souscrit en 1976, sous l'égide du président de la République, à l'« accord de San-Carlos », qui leur fait obligation de se retirer pour le mieux placé d'entre eux.

Ces querelles sont cependant secondaires pour le président Lopez Michelsen par rapport à la nécessité de reconstruire d'une manière ou d'une autre l'alliance libérale-conservatrice. A cette fin, il œuvre avec obstination depuis plusieurs mois à la convocation d'une assemblée constituante qu'un système électoral adéquat rendrait possible (et d'où l'opposition serait exclue). Le but officiel de cette Constituante à effectifs réduits (cinquante membres), qui serait élue en même temps que la présidence et qui siègerait parallèlement au Congrès, serait de réformer l'administration et la justice colombiennes. A première vue,

on pourrait penser que ces tâches relèveraient du Congrès. Il s'agit en fait, pour M. Lopez Michelsen, sans doute le meilleur idéologue du « système », d'institutionnaliser la parité (que les élections au Congrès risquent de déséquilibrer) et de sceller pour une longue durée l'alliance des différents secteurs de la classe dirigeante. Cela n'opérerait pas un renforcement des pouvoirs de l'exécutif (au détriment du Congrès et des assemblées locales) et, sous couvert de réforme, par une militarisation de l'appareil judiciaire. On passerait du provisoire au permanent, et l'armée serait promue au rôle de troisième associée pour le maintien du statu quo.

L'opposition divisée

Il existe un décalage manifeste entre la production du mécontentement social et sa traduction politique : c'est là un « créneau » que de toute évidence l'opposition a vocation d'occuper. Mais trois obstacles ont freiné et freinent encore considérablement sa poussée : la puissance du bipartisme, la corruption généralisée et enfin la division de la gauche.

Les partis conservateur et libéral, comme on l'a vu, ont traditionnellement excellé à recouvrir tous les contours du terrain social et politique et ont habilement utilisé les relais syndicaux de la C.T.C. et de l'U.T.C. dans les directions. Jusqu'à ces derniers mois, étaient autant d'étouffoirs des luttes populaires. Le développement de la C.S.T.C. (et celui de la C.G.T. et des syndicats indépendants) a donné à beaucoup de conflits sociaux de ces dernières années un net caractère d'affrontement de classes.

Quant aux luttes agraires, la concentration permanente des exploitations, l'élimination des petits propriétaires et l'accroissement considérable du nombre de salariés agricoles n'ont fait que les exacerber. C'est une organisation imprudemment créée par le président Carlos Lleras Restrepo, l'ANUC (Association nationale des usagers des campagnes), qui, en se radicalisant, a échappé au projet électoraliste de son promoteur et a mené des actions énergiques, notamment des occupations de terres de latifundistes. L'ANUC a participé à la grande grève du 14 septembre. Les combats des paysans se multiplient aujourd'hui à l'action des mouvements de guérilla. Dans ce secteur, compte tenu de l'isolement géographique, c'est la manière forte qui prévaut ; on fait donner l'armée. Même le candidat Carlos Lleras qui, lorsqu'il était président, fut le seul à croire à la réforme agraire et à la création d'une couche de moyens propriétaires, a pris acte de l'invalidité de tout projet de redistribution et du caractère irréversible du développement de la grande agriculture capitaliste. Dans un récent éditorial de *Nueva Frontera* il rassura, s'il en était besoin, les « mêmes » démentant qu'il n'exclusivement avec les mêmes critères que ceux qui en compte pendant la discussion de la loi de 1961.

On aurait pu penser que la corruption, la dilapidation des fonds publics, les trafics en tout genre, l'ampleur de la délinquance, qui sont les traits saillants de la Colombie d'aujourd'hui et qui n'épargnent même pas la famille présidentielle (deux des fils du président Lopez ayant été impliqués dans des scandales), provoqueraient un isolement du régime et disqualifieraient ses tenants. Beaucoup, à gauche, tiennent un raisonnement exactement opposé. Ainsi *Alternativa* (23) argumente que « le désordre, l'immoralité, les mafias ne détruisent pas la Colombie. Ils la maintiennent en l'état parce qu'ils donnent une issue à toute une série de frustrations qui, si elles n'étaient pas résolues, transformeraient la société colombienne, si déséquilibrée, en un champ de bataille. La facilité morale et matérielle du délit et son impunité totale donnent dans une infinité de cas une rapide issue individuelle aux problèmes. L'effet principal de la corruption généralisée a été d'imprimer à

Vers l'unité des guérillas

avant la défaite en trois colonnes mobiles avaient formé en 1965 les FARC.

Pendant les premières années, leurs actions se limitèrent aux régions montagneuses des départements de Cauca, Talima et Huila. A partir de 1972, elles accroissent spectaculairement leurs activités par la création d'un cinquième front dans la région d'Urbaba et réactivent leur quatrième front, localisé dans le cours moyen du fleuve Magdalena.

Les porte-parole militaires attribuent aux FARC entre trois cent cinquante et six cent guérilleros à plein temps et admettent que c'est par milliers que les paysans travaillent la nuit dans les champs pour devenir miliciens une fois la nuit tombée. Les FARC sont indiscutablement celui des mouvements guérilleros qui a aujourd'hui le vent en poupe (ne serait-ce qu'en raison des erreurs et des divisions des autres). Quant à leurs liens avec le P.C., ils ne font de doute pour personne.

Un des responsables du P.C. nous explique ce phénomène, à première vue paradoxal, de la juxtaposition d'une activité politique légale, parlementaire, et d'une participation directe à la guérilla : « Il existe deux traditions politiques en Colombie : d'une part, la tradition de lutte armée de la paysannerie, de l'autre, la tradition constitutionnelle et législative d'importantes couches

de la population, très attachées aux droits de l'homme et aux libertés. Or, la bourgeoisie viole sa propre légalité et pratique au permanence le terrorisme. Nous devons répondre sur tous les terrains... »

(20) Pour un bilan et une bibliographie des divers angles d'approche de la violence, on se reportera notamment à deux articles parus dans le n° 28 (1976) de *Caravelle*, revue publiée par l'Institut d'études hispaniques, hispano-américaines et hispano-brésiliennes de l'université de Toulouse-Le Mirail. « Quelques réflexions sur le phénomène de la violence » dans les années 1965-1968, de Daniel Fésant, et « La violence en Colombie, banditisme et guerre sociale », de Pierre Giliberto.

(21) Toujours extrêmement important en Colombie et plus fort dans les régions urbaines que dans les campagnes, où l'abstentionnisme est « coïncide » locaux assure ainsi un libre choix du moins une participation électorale de 1958 à 1976, varié de 38 à 71 % chez les hommes et de 23 à 49 % chez les femmes.

(22) Source : Rodrigo Lozada Lora : *Las elecciones de mayo en 1976 : participación electoral y perspectivas históricas*. Fedesarrollo 1976.

(23) Il a créé un hebdomadaire politique d'extrême gauche, *Nueva Frontera*, où il exprime très régulièrement sur tous les sujets d'actualité.

(24) N° 118, 5-12 juin 1977.

(25) Il a récemment pris fait et cause pour les attaques de la publication soviétique *Temps* contre les thèses de M. Santiago Carrillo.

مركز الأبحاث

DÉCENTRALISATION ET LUTTE ANTI-FÉODALE AUX COMORES

Une révolution essentiellement culturelle ?

Par PHILIPPE LEYMARIE

M. Ali Solih, président des Comores, a été confirmé à son poste le 23 octobre dernier par 55 % de l'électorat de cet archipel du canal de Mozambique. Il s'agit d'un nouveau mandat pour mener à bien la réforme de l'administration locale. Ce scrutin a été « balisé », dans les cinq îles, et qui peut donner lieu à des interprétations très diverses, montre que la révolution comorienne, un peu chancelante jusqu'à présent, présente de nombreuses originalités par rapport à toutes les expériences de changement social tentées dans l'Océan indien.

« C'est ce qui se passe ici et tout nouveau, je crois : nous sommes en train de passer d'un système féodal, alors que bien des pays qui se prétendent marxistes ou socialistes sont encore aux prises, dans les villages, avec le tribalisme. Nous avons également provoqué la chute de la bureaucratie, qui, ailleurs, continue souvent de détenir le pouvoir, alors qu'elle ne produit pratiquement rien. Et tout cela, qui paraît énorme, qui s'est passé et vite, qui a été pour nous une expérience d'une intensité inouïe, nous l'avons réalisé sans grande tension sociale, sans effusion de sang, en prenant soin chaque fois d'apprécier la situation, de réviser les actions, d'écouter que les constructions soient saines et que les différentes couches de notre population se sentent prises à la suite le pas... »

Mohamed Bascar Dossar, actuellement coordonnateur du Comité national populaire, est un lycéen de vingt et un ans à peine, originaire de l'île d'Anjouan. Il fait partie de la poignée de très jeunes intellectuels à laquelle le président Ali Solih, chef de l'Etat comorien, s'est principalement appuyé pour « retourner » la société comorienne. La première année d'existence de l'Etat indépendant, après la déclaration unilatérale du président Abdallah, en 1975, et son renversement par Ali Solih, n'avait pas transformé fondamentalement le paysage social comorien : face aux tentatives du « clan » de l'ancien président pour retrouver son siège ou préserver en tout cas son ancien fief d'Anjouan, face au désir d'autonomie manifesté

par la population de Mayotte, face enfin au retrait brusque de tous les fonctionnaires et techniciens français et à une diminution des trois quarts du budget de l'Etat en janvier 1976, il fallait surtout faire front, consolider l'Etat et maîtriser les services publics essentiels (1). C'est donc le choc au mur que les Comores ont abordé la seconde phase de leur existence, dite de « démocratie populaire » (noté 1976, juin 1977), qui a été marquée, elle, par des bouleversements importants de la société :

— Développement d'un mouvement qui s'est donné pour but de « libérer » d'une tutelle sociale étouffante les jeunes, les femmes et les paysans pauvres, de réduire les privilèges des notables et de les obliger à abandonner les signes et coutumes s'y rattachant, de purifier une religion islamique asséchée par les conventions hiérarchiques et les pratiques superstitieuses ;

— Institutionnalisation progressive d'un pouvoir national et de pouvoirs locaux, régionaux, parallèles, constitués par des comités de « jeunes révolutionnaires » ;

— Démantèlement total de l'administration héritée de la colonisation, considérée comme « bureaucratique », et « allée à la féodalité », avec renvoi dans les villages de la plus grande partie du personnel ;

— Enfin, mise en place progressive d'une administration souple et décentralisée, à finalité autogestionnaire, au niveau des *moudirias* (à l'échelon de groupement de trois à six mille personnes), des *barazas* (au niveau d'une sous-préfecture), des *wilayas* (des), relayées dans la capitale par un noyau léger, construit sur trois axes : affaires extérieures (diplomatie, coopération), et la présidence de la République (centre de planification financière - méthodes, défense nationale, comité national de gestion matériel).

l'administration comorienne et à demander aux fonctionnaires des sacrifices exceptionnels (3).

Sur le plan psychologique et politique, la nécessité d'une « pause » s'est fait sentir. « Actuellement, notre peuple est un peu à l'état de repos, après une phase de changement et de mariage intense », reconnaît le chef de l'Etat. Les bureaux locaux des « Jeunes révolutionnaires » ont été fermés, afin de relâcher un peu la pression sur les notables et la fraction de la population restée soumise à leur attraction : privés d'emploi, obligés de travailler la terre, parfois isolés, les premiers ont besoin de « digérer » la période troublée qu'ils viennent de vivre, et dont ils sont les grandes victimes : pris de panique, accrochés aux symboles de stabilité qui avaient constitué jusqu'ici le cadre unique de leur vie, les autres n'ont pas toujours compris ni

Les hommes et les sous-hommes

Le changement social engagé aujourd'hui repose sur deux idées-matrices du chef de l'Etat comorien : la féodalité est un frein au développement ; la décentralisation en est le moteur. Agé maintenant de quarante ans, M. Ali Solih a rejoint à Tananarive, puis à Nogent (France), une formation d'agronome avant de diriger, de 1964 à 1968, la Société de développement économique des Comores, puis de devenir député et ministre dans le gouvernement du prince Said Ibrahim. Ce responsable moderniste, devenu, au fil des ans, un théoricien de la contradiction et des alliances de classe, dans le plus pur style marxiste, a cependant un sens du possible qui l'incline à ménager les phases et les transitions, à préparer les esprits et les infrastructures avant tout bond en avant, à distinguer le « bon capitaliste » du « mauvais » : « Il y a des importations que l'on ne pourra supprimer d'un trait de plume, dit-il. Il ne sert à rien non plus de crier dans des haut-parleurs si le peuple n'est pas prêt à entendre : c'est lui qui doit arriver à maturité, et non le goujon que nous forçons ». En de conclusion, référence au procès public intenté à certains membres du comité régional populaire d'Anjouan, en juin dernier : « On ne peut avoir raison contre la majorité... »

Le chef de l'Etat comorien, qui a toujours refusé de sacrifier à la coutume du « grand mariage », sur laquelle repose tout l'édifice social en Grande Comore, a eu maintes occasions, au cours de sa jeunesse et de sa carrière politique, de se heurter aux clans de notables qui dirigeaient

la jeunesse, et le radicalisme de certains moyens d'action, au point qu'il a paru nécessaire aux autorités comoriennes de favoriser une « réconciliation » dans les campagnes entre les jeunes révolutionnaires et les paysans modestes.

Et surtout, l'achèvement du programme de construction des *moudirias* — retardé sur les prévisions — est considéré comme prioritaire par les dirigeants de la révolution comorienne, avant de lancer le pays dans ce qu'ils appellent la « phase économique » ou « socialiste » : réforme agraire, plan d'occupation des sols, redistribution des terres ; développement des cultures vivrières — avec substitution progressive du riz par le maïs — de la pêche et du petit élevage, pour réduire la dépendance alimentaire ; et réforme commerciale (création d'un secteur d'économie mixte pour réguler les importations et les exportations prioritaires) et envisager plus tard des activités industrielles.

Le pays jusqu'au départ des Français. Il s'agissait de quelques grandes familles aux noms illustres, qui prétendaient parfois avoir quelque lien généalogique avec le prophète, et avaient entretenu savamment leur position sociale, leur influence politique, leur place dans les cultes et les systèmes coutumiers, contondant souvent les intérêts de leurs communautés ou de l'Etat avec les leurs. A la Grande Comore, une répartition opérée par le président Abdallah, en 1975, et qui n'avait pu y atteindre les jeunes gens, au général les plus puissants. Cette réforme, qui intervenait à l'occasion d'un mariage, avait été précédée par la suppression de certaines dépenses ostentatoires, — car elle nécessitait des années d'accumulation et supposait toutes sortes de démarches, était l'occasion d'une dépense extraordinaire de dépenses.

Un congrès, tenu au début du mois d'août 1976, dans l'île d'Anjouan, a décidé de la nature de cette grande toilette sociale : le « frère » Ali Solih venait d'annoncer « un virage très rude et décisif » à la radio comorienne, et il avait expliqué longuement le « grand mariage » qu'il fallait se libérer de toute crainte liée à la tenue vestimentaire, accepter sans restriction la suppression du voile pour les femmes, mettre un terme définitif aux principales dépenses

ostentatoires, et comprendre qu'une coiffication de la coutume du grand mariage s'imposait, ne serait-ce qu'en référence au contexte économique difficile du moment. Entre les jeunes socialistes, les agents de la fonction publique et les adeptes du renouveau de la foi islamique, un débat assez vif s'est engagé. « Les fonctionnaires ne pouvaient pas comprendre, raconte un des dix-huit membres du comité national populaire, de ce qu'ils considéraient comme le développement économique serait possible sans passer par le changement social... ». Et M. Mohamed Dossar, coordonnateur du comité national, souligne que les jeunes intellectuels — jusqu'à prisonniers des abstractions du mouvement lyonnais — sont vraiment sentis impliqués dans le mouvement révolutionnaire du jour où la question de la lutte anti-féodale a été évoquée, car elle les concernait de près : « Théologiquement, les fonctionnaires se servent d'arguments religieux pour contenir d'une réforme. Nous voulons la suppression de ces pratiques. Nous avons été au bord de la rupture... ».

Regardant un peu partout des comités de jeunes révolutionnaires ont posé le problème dans les villages et les quartiers. « Il y avait une certaine angosse dans le pays », reconnaît l'un de ses animateurs : « mais, le plus souvent, nous avons récolté des fruits mûrs ». On a tout de même vu des notables enfermés dans les citernes, ou obligés de balayer la rue ; des stocks de victuailles mis en vente sans l'accord de leurs propriétaires, ou des sorciers appelés à dévoiler leurs « tours » devant un conseil de village ; des tentatives à humilier publiquement les récalcitrants et à décomplexer leur entourage par des comportements allant résolument à l'encontre de l'ordre établi et de la tradition. Les voiles des femmes sont tombés plus aisément que les turbans portés par les « handas ».

Il est difficile d'apprécier si ce mouvement, qui s'en est suivi, est ou n'est que le début d'un processus de changement social. Mais, si l'on se réfère à la situation de l'Etat comorien, on peut dire que le « grand mariage » a été précédé par la suppression de certaines dépenses ostentatoires. Mais, s'il faut-il élever au féodalisme ses origines, pour le moment, de tout pouvoir ? Peut-on espérer mettre définitivement en pièces, sans bague ni effusion de sang, ce qui a mis des siècles à se construire ? (4).

Un nettoyage par le vide

MAIS, pour les dirigeants comoriens, la réponse à ces questions est ailleurs : dans la décentralisation administrative, dans l'ordre des femmes et des jeunes dans le système de la production, dans la réforme agraire. « Toute libération définitive comporte un volet économique », affirme M. Ali Solih. Cette réforme en est à ses débuts. Elle a été précédée, en avril 1977, par le démantèlement presque général de l'administration. Les « bureaucrates » étaient impopulaires ; trop bien payés, souvent arrogants, la plupart du temps inefficaces : « Parfois, on devait se déplacer de 50 kilomètres pour acheter le moindre timbre. Et, quand on allait à la mairie, on se trouvait devant une queue de personnes à son bureau... ». Le Conseil d'Etat, composé de quelques proches de M. Ali Solih, et le comité national populaire ont donc résolu de « nettoyer » l'administration, dans l'ordre des fonctionnaires et des deux tiers des fonctionnaires ont été renvoyés dans leurs villages d'origine, pour « donner l'exemple de la décentralisation » et les pousser à l'école, à l'école du peuple ; après triage, les archives anciennes ont été brûlées, pour « faire de la place » et « marquer le coup » de nettoyage par le vide. M. Ali Solih a invité les dirigeants à repenser entièrement l'organigramme de l'administration, et de ne recruter, parmi les anciens agents de la fonction publique, qu'une minorité d'« éducateurs » (et non plus de « bureaucrates »).

L'axe de la décentralisation est constitué pour la cinquantaine de *moudirias* actuellement en cours d'achèvement dans tout le pays : il s'agit d'une infrastructure éditée en rase campagne, au centre de gravité géographique d'une zone regroupant une demi-douzaine de villages (trois mille à six mille personnes). Le bâtiment principal comporte des aménagements pour recevoir un *moudir* (sorte de chef de canton, nommé par le Conseil d'Etat dans un premier temps, élu plus tard par la population), ses adjoints spécialisés (ainsi par le comité populaire de la *moudiria* composés des délégués des comités techniques) ; un groupe électrogène, une chambre froide, un magasin de stockage, une « pharmacie populaire », un « abattoir populaire », un atelier-garage. Parmi le personnel recruté sur place figure un adjoint chargé de la production, qui deviendra animateur d'une ferme-pilote d'une dizaine d'hectares destinée à tester les semences, à les multiplier pour les paysans et à vulgariser les techniques nouvelles de culture ou d'élevage.

La mise en œuvre de ces « pôles » nouveaux, dont les emplacements ont été soigneusement choisis, devrait d'iner naissance à des bourgs ruraux d'un style à fait nouveau aux Comores. « Enfin, notre plan n'est pas de sentir un changement dans son mode de subsistance ; enfin, elle aura les moyens de se prendre en charge elle-même : cela vaut bien la

peine que la fonction publique crée de fait pendant quelques mois », assure le président comorien. La réalisation de tous ces projets est cependant entravée par une série de « calamités » locales qui n'avaient pas été intégrées aux plans des révolutionnaires comoriens : Les aléas climatiques (cyclones) et les colères du sous-sol : le volcan Karthala, en Grande-Comore s'est de nouveau réveillé en avril dernier, détruisant un village et plusieurs centaines d'hectares de terres cultivables ;

— Le rapatriement de dix-huit mille réfugiés de la côte ouest de Madagascar, après les massacres de décembre 1975, qui ont fait plusieurs centaines de morts à Majunga ; c'est une charge énorme pour l'Etat comorien, et aussi une blessure durable qui a envenimé les relations des deux îles pourtant destinées à s'entraider ;

— Enfin, Mayotte, dont le « retour » au sein de l'ensemble comorien n'est toujours pas en vue : tout est suspendu à sa libération ; la « normalisation » définitive des institutions, l'élection au suffrage universel des *moudirs* et du chef de l'Etat n'interviendront qu'une fois acquiescée cette réunification. En attendant, le climat du pays reste paralysitaire. Et on stocke les matériaux destinés à la construction des six *moudirias* prévues dans l'île aux « Pour tout ce que nous faisons, précise un responsable avec nostalgie, nous prévoyons la part de Mayotte, que nous appelons, nous, Mahoré... ».

(1) La France contribuait pour 6 milliards de francs C.F.A. au budget comorien, 2 milliards provenant des ressources locales. Crédits et personnels ont été retirés en décembre 1975, à la suite d'une aspiration de la Grande-Comore (la France et son ancienne colonie. Du jour au lendemain, les établissements d'enseignement secondaire et technique, une partie de l'administration, la totalité des services de météo, d'aviation civile et de télécommunications ont cessé de fonctionner. L'Etat comorien se trouvait en faillite, dans l'impossibilité de réorganiser ses propres fonctionnaires ;

(2) Un millier de ressortissants français ont quitté les Comores en 1975 et 1976. Trois mille cinq cents agents de la fonction publique comorienne ont été licenciés en avril 1977 (sur un effectif total de cinq mille).

(3) Aucun cadre de la fonction publique n'est payé plus de 30 000 francs C.F.A. depuis le mois de mai 1977. Aucun employé subalterne ne touche plus de 15 000 francs.

(4) Un fait, notamment, incite à la prudence : assassin de deux jeunes gens auxquels il voulait dérober des bijoux, mais aussi hypocrite et sonner à ses heures. Soule Boins a été « jugé » et exécuté sur la jetée du port de Mohoré, en juin dernier. Les cadres, précédés par M. Ali Solih, étaient radicaux, Boins a reconnu ses crimes, en a avoué d'autres, et a assuré qu'il pouvait changer de parler en hôte de bon cœur, venir des râteaux d'arpente, etc. Ses témoignages se sont avérés : la foule était bordée par ce personnage à tout point de vue exceptionnel — qui a paru indifférent à sa propre mort ; elle n'aurait pas toléré une plus longue procédure.

Un «peuple à l'état de repos» ?

Le pays est sorti « épuisé » de ces épreuves. Sur le plan économique, c'est toujours l'asphyxie. Les cours mondiaux du gréger, de la vanille, du coprah et de certaines plantes à parfum ont baissé, entraînant une diminution des rentrées de devises étrangères, alors que la France cessait par ailleurs de combler le déficit du budget de l'Etat. Le rendement des impôts a subi les contrechocs de la brouille intervenue entre la France et les Comores, puis du démantèlement de l'administration locale (2). Certaines dépenses, considérées comme

prioritaires, ont augmenté malgré le souci d'économie des dirigeants comoriens : consommation accrue de riz ; entretien d'une force armée d'un million d'hommes (qui ne pourra s'auto-financer avant cinq ans) ; achat de matériaux pour la construction d'une cinquantaine de *moudirias*. Le rapatriement imprévu de dix-huit mille ressortissants comoriens de la côte ouest de Madagascar, en janvier et février 1977, aurait « gravement perturbé les investissements », selon le président Solih, obligeant le gouvernement à précipiter l'évaluation de

Le carnet des ambassades

● A l'occasion du vingt-huitième anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine, M. Han Ke-hua, ambassadeur de la République populaire de Chine, a offert une réception le 30 septembre.

Calendrier des fêtes nationales

16-30 NOVEMBRE	
19 MONACO	Fête nationale
22 LIBAN	Anniv. de l'indépendance
24 ZAIRE	Fête nationale
28 LA BARBADE	Fête nationale
28 MADRITANIE	Fête nationale
28 ALBANIE	Fête nationale
29 YUGOSLAVIE	Anniv. de la prol. de la République fédérative
1 ^{er} -15 DÉCEMBRE	
1 ^{er} REP. CENTRALE	Fête de l'indépendance
FRANCE	Fête nationale
2 EMIRATS ARABES UNIS	Fête nationale
5 THAILANDE	Anniv. du roi
6 FINLANDE	Fête de l'indépendance
11 HAUTE-VOLTA	Fête nationale
12 KENYA	Anniv. de l'indépendance

● L'ambassadeur de la République de Corée et Mme Suk Heun Yun ont donné une réception le 3 octobre, à l'occasion de la fête nationale.

● A l'occasion de la visite à Paris de M. Nicaï, président-directeur général du quotidien *Terciman* et de M. Nicaï, éditeur, l'ambassadeur de Turquie et Mme Orhan Eralp ont offert une réception le 6 octobre.

● Le contre-amiral Ali M. F. Gad, attaché militaire naval et de l'air près de l'ambassade de la République arabe d'Egypte, a donné une réception le 6 octobre à l'occasion de la fête des forces armées égyptiennes.

● A l'occasion de la remise des insignes de grand officier de l'ordre de l'Honneur à M. Maurice Druon, de l'Académie française, l'ambassadeur de Grèce et Mme D. Papadopoulos ont offert une réception le 7 octobre.

● M. Stepan Tchervonenko, ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à Paris, a donné un cocktail le 7 octobre à l'occasion de la remise du prix international Lénine. Pour la consolidation de la paix entre les peuples, au général Pierre Fournier.

● A l'occasion de la fête de l'armée polonaise, l'attaché militaire, naval et de l'air près de l'ambassade de la République

populaire de Pologne et Mme Kazimierz Szumilas ont offert une réception le 12 octobre.

● M. Vo Van Sung, ambassadeur de la République socialiste du Vietnam, a donné un cocktail le 18 octobre. A l'occasion de la visite de M. Santiago Roel, ministre des affaires étrangères, l'ambassadeur du Mexique et Mme Flores de la Peña, ont offert une réception le 19 octobre.

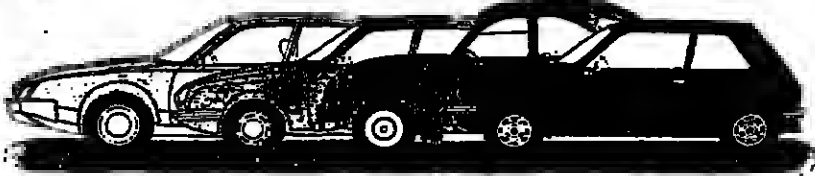
● A l'occasion de la venue en France du Ballet national de Corée, M. Suk Heun Yun, ambassadeur de la République de Corée, a offert une réception le 24 octobre.

● M. Alexandre Tchakovsky, rédacteur en chef du journal *Likbeznyaya Gazeta*, a donné un cocktail le 25 octobre à l'occasion de l'arrivée en France de M. Lolly Zamoyev, correspondant permanent de ce journal.

● L'ambassadeur d'Iran et Mme Amir Chahly ont donné une réception le 26 octobre à l'occasion de l'anniversaire du chah.

● A l'occasion de la fête nationale, M. Otto Eiselsberg, ambassadeur d'Autriche, a offert une réception le 26 octobre.

● A l'occasion de la fête nationale, M. Orhan Eralp, ambassadeur de Turquie, a donné une réception le 28 octobre.



MISSION DIPLOMATIQUE

Mission première de Citroën : mettre à votre disposition, à travers sa gamme 1977, allant de la LN à la CX Prestige, la voiture la plus adaptée à vos goûts.

La nouvelle LN 3 CV, comme l'éternelle 2 CV, les nombreuses GS, comme les CX les plus récentes, toutes correspondent à un besoin précis de conduire.

Le département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars

se tient prêt à vous fournir tout renseignement qu'il vous plairait d'obtenir.

CITROËN CHAMP DE MARS

FILIALE DE S.A. CITROËN

640 rue de la Cavalerie, 75015 Paris, Tél.: 77 CITRO 204-833 F, Tél.: 557-5562 +

CITROËN TOTAL

CITROËN

557-5562



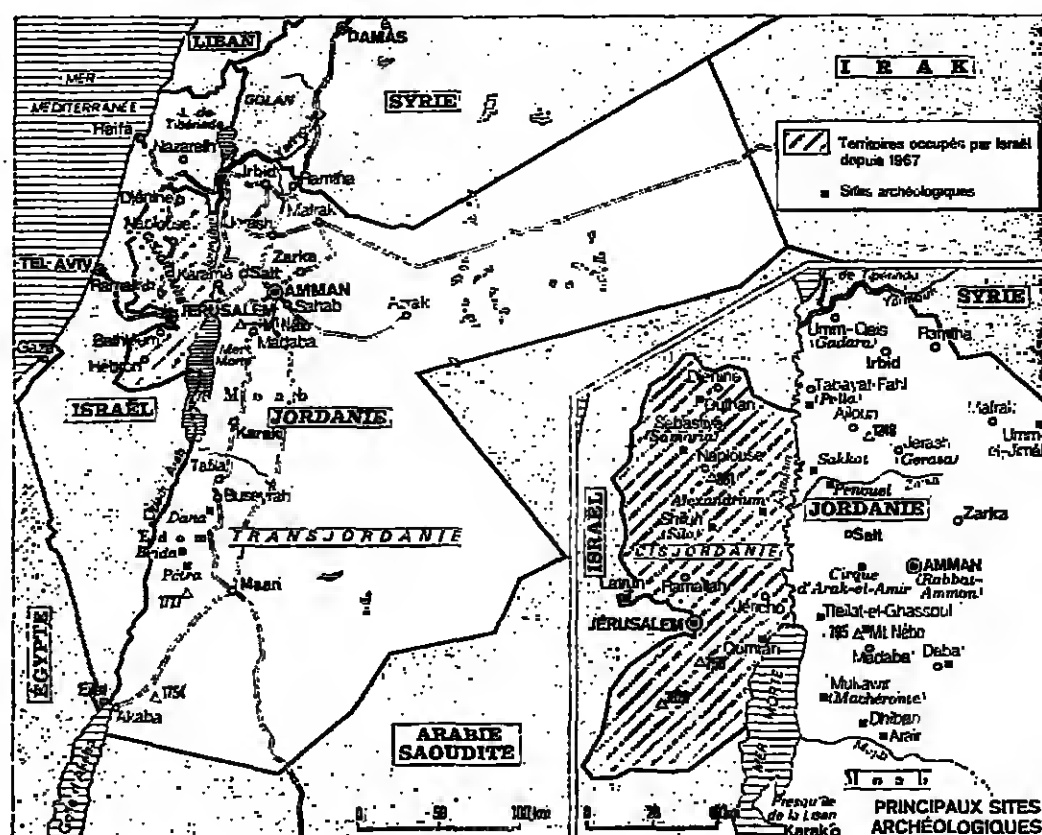
JORDANIE : le redressement d'un royaume menacé

Depuis son accession au trône hashémite, il y a vingt-cinq ans, le 11 août 1952, le roi Hussein de Jordanie a fait face à de nombreux périls, redressant souvent des situations difficiles grâce à son courage personnel, à sa fameuse « baraka » et à la fidélité des bédouins de Transjordanie qui forment sa garde personnelle. Le souverain hashémite a survécu à trois guerres israélo-arabes, à d'innombrables tentatives d'assassinat et à l'hostilité parfois générale d'un monde arabe marqué, jusqu'en 1967, par l'influence du nationalisme nassérien.

Aujourd'hui, près de dix ans après la guerre de six jours, qui a amputé la Jordanie de ses territoires les plus fertiles, et environ sept ans après les sanglants

affrontements jordano-palestiniens de septembre 1970 qui mirent en péril l'existence même de la monarchie, le royaume hashémite est redevenu une pièce maîtresse sur l'échiquier arabe et international.

Son économie, un moment ébranlée par la perte des richesses agricoles et touristiques de la Cisjordanie, est plus prospère que jamais, et la paix civile règne entre les deux composantes — jordanienne et palestinienne — de la population. La Jordanie fait face cependant à de nouveaux périls à l'approche d'un éventuel règlement de la crise du Proche-Orient qui pourrait consacrer la perte définitive de la rive occidentale du Jourdain.



Dans l'attente d'un règlement du problème palestinien

Par JEAN GUEYRAS

SOUS la pression des pays arabes, le roi Hussein s'était plié à la résolution du « sommet » de Rabat d'octobre 1974 qui reconnaissait l'O.L.P. comme « le seul et légitime représentant du peuple palestinien » et lui confiait la mission « d'établir un Etat indépendant sur toute partie du territoire palestinien libéré ». Le souverain hashémite renonçait ainsi — symboliquement il est vrai — à la Cisjordanie. On laisse entendre dans son entourage qu'il reste sentimentalement attaché à cette « province perdue » de son royaume et que, le jour où il pourrait la récupérer, d'une manière ou d'une autre, serait « le plus heureux de sa vie ». Le roi n'entend cependant pas brusquer les choses et tient compte de la volonté des principaux Etats arabes de la région qui se sont récemment prononcés pour l'établissement de « liens institutionnels » entre la Jordanie et le futur Etat palestinien. Le souverain hashémite souhaiterait l'avènement d'une confédération palestinienne-jordanienne qui, dans ses grandes lignes, serait à l'heure actuelle un projet de royaume arabe uni dont il avait lancé l'idée en mars 1972 et qui prévoyait pour la Cisjordanie un statut de « province palestinienne » étroitement intégrée au royaume. Le roi estime

qu'après l'évacuation de la Cisjordanie un référendum organisé sous contrôle international ferait apparaître dans cette région une nouvelle direction palestinienne qui ne serait pas forcément celle de l'O.L.P. de M. Arafat, ainsi qu'une volonté populaire préférait à l'indépendance totale une formule d'association, fédérale ou confédérale, à la Jordanie.

Le spectaculaire réconciliation du souverain hashémite et du chef de l'O.L.P. en mars 1977 est demeurée sans suite. Qui plus est, les relations entre la Jordanie et la centrale palestinienne semblent même s'être détériorées en raison de divergences sur la représentation de l'O.L.P. à Genève. La Jordanie est le seul pays arabe où « champ de bataille » qui ne se soit pas prononcé clairement sur la nécessité de la présence d'une délégation de l'O.L.P. à la conférence de la paix. Cette note discordante semble même avoir suscité un certain refroidissement des relations entre Amman et Damas, qui avaient pris un bon accord des deux pays avait été obtenu à leur frontière et posé les jalons d'une coopération

économique bénéfique pour les deux parties. Toutefois, les mesures annoncées en vue d'une « intégration totale » dans les domaines militaire et politique sont restées pratiquement au point mort.

La nature de l'Etat qui sera éventuellement créé en Cisjordanie constitue pour le royaume hashémite un problème vital. L'unité de la Jordanie, pays essentiellement bi-national, saurait-elle résister à l'existence que ne manquerait pas d'exercer le nouvel Etat sur les éléments palestiniens qui représentent plus de la moitié de la population du royaume hashémite ? Celui-ci peut-il se passer des Palestiniens, qui constituent la partie la plus active de sa population et lui fournissent la majorité de ses ouvriers spécialisés, de ses commerçants et de ses artisans, ainsi que la plupart de ses instituteurs et fonctionnaires ? C'est en partie grâce aux Palestiniens qu'Amman est devenue, de modeste bourgade il y a encore une vingtaine d'années, une capitale moderne et prospère de six cent mille habitants. Combien d'entre eux choisiront-ils de s'installer dans le nouvel Etat cisjordanien ?

(Lire la suite page 25.)

QUELQUES CHIFFRES

SUPERFICIE : 88 000 kilomètres carrés (Transjordanie) ; 6 633 kilomètres carrés (Cisjordanie).

POPULATION : 2 180 000 hab. (Transjordanie) ; 750 000 hab. (Cisjordanie).

VILLES PRINCIPALES : Amman : 886 570 hab. (estimation 1975) ; Zarqa : 245 000 hab. ; Irbid : 213 800 hab. ; Jersab : 45 890 hab.

REVENU NATIONAL : P.N.E. 323,9 millions de dinars jordaniens (D.J.) (estimation 1976) ; P.N.E./hab. : 250 D.J. (sans la Cisjordanie).

COMMERCE EXTERIEUR : Importations : 339,5 millions de D.J. (estimation 1976) ; Exportations : 64,7 millions de D.J. ; Réserves de change au 30 juin 1977 : 243,3 millions de D.J.

UNITE MONETAIRE : 1 dinar jordaniens = 15,35 francs.

Lire
pages 22 à 27

22-23. POLITIQUE INTERIEURE

— Les institutions consacrent la suprématie de la monarchie hashémite (Marc Yared).

24-25. ECONOMIE

— Les moyens du développement.

26. CULTURE

— ARCHEOLOGIE : un patrimoine grandiose exploré avec ferveur (J. Starcky).

27. TOURISME

— ITINERAIRE : d'Akaba ou Jourdain (Jean-Pierre Peroncel-Hugues).

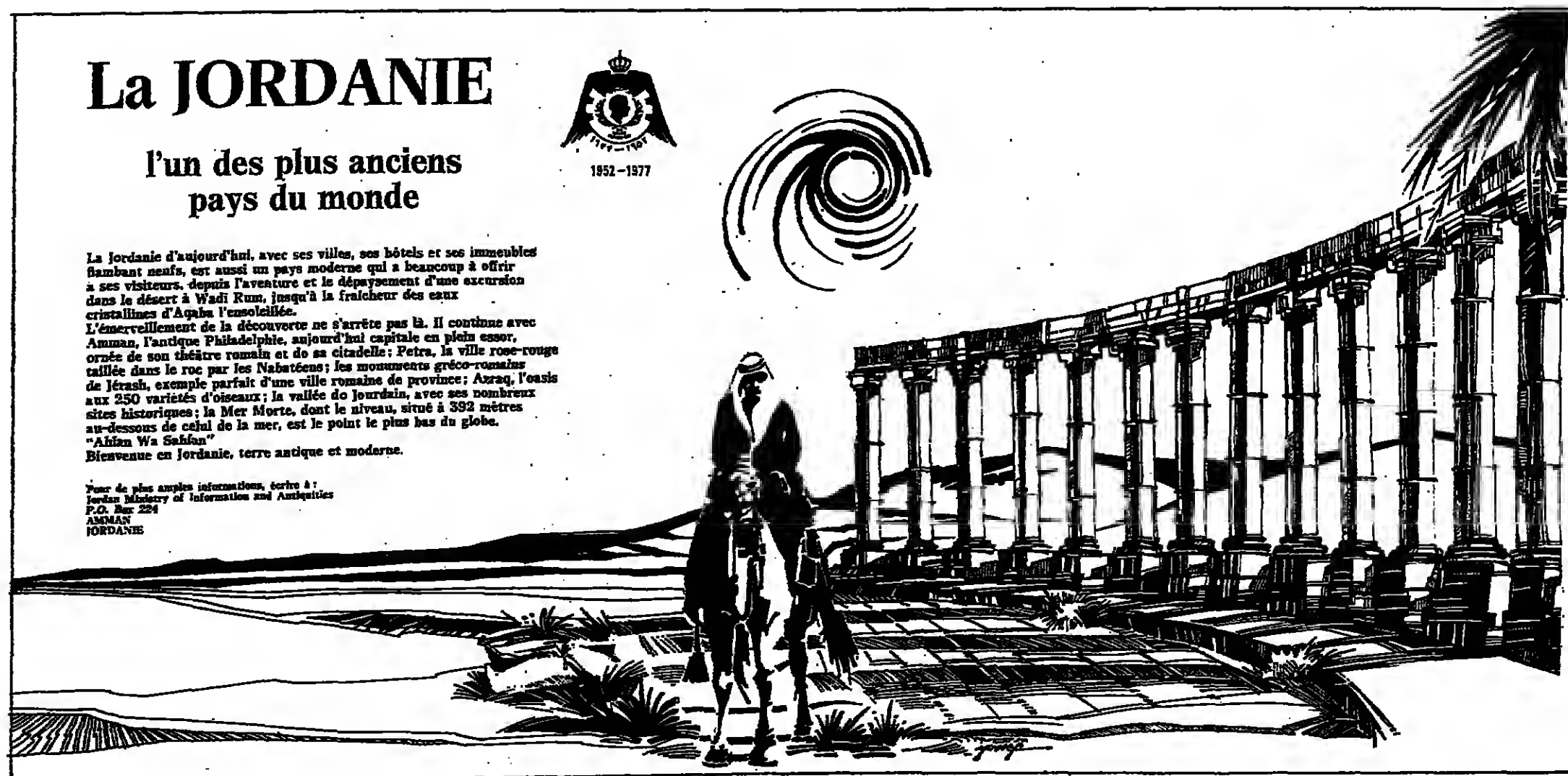
La JORDANIE

l'un des plus anciens pays du monde



La Jordanie d'aujourd'hui, avec ses villes, ses hôtels et ses immeubles flamboyants, est aussi un pays moderne qui a beaucoup à offrir à ses visiteurs, depuis l'aventure et le dépaysement d'une excursion dans le désert à Wadi Rum, jusqu'à la fraîcheur des eaux cristallines d'Aqaba. L'émouvant de la découverte ne s'arrête pas là. Il continue avec Amman, l'antique Philadelphie, aujourd'hui capitale en plein essor, ornée de son théâtre romain et de sa citadelle ; Petra, la ville rose-taille dans le roc par les Nabatéens ; les monuments gréco-romains de Jérash, exemple parfait d'une ville romaine de province ; Azraq, l'oasis aux 250 variétés d'oiseaux ; la vallée du Jourdain, avec ses nombreux sites historiques ; la Mer Morte, dont le niveau, situé à 392 mètres au-dessous de celui de la mer, est le point le plus bas du globe. « Ahlan Wa Sahlan » Bienvenue en Jordanie, terre antique et moderne.

Pour de plus amples informations, écrire à : Jordan Ministry of Information and Antiquities P.O. Box 224 AMMAN JORDANIE



POLITIQUE INTÉRIEURE



Supplément Jordanie

Les institutions consacrent la suprématie de la monarchie hashémite

Par MARC YARED

Le système politique jordanien a toujours consacré la suprématie du monarque hashémite. Mais, alors que le pays paraissait s'orienter vers un régime de démocratie parlementaire limitée qui conférerait au souverain un rôle de régulateur du jeu politique, l'absolutisme royal, instauré il y a un demi-siècle, a été récemment rétabli.

Trois événements survenus à vingt-cinq ans d'intervalle marquent l'évolution en dents de scie des institutions jordanien :

● Le 16 avril 1952, l'émirat de Transjordanie, créé sept ans plus tôt par la Grande-Bretagne, se dote d'une « loi organique » qui prévoit l'élection au suffrage indirect d'un conseil législatif. Étroitement encadré par les Britanniques, l'émir n'en conserve pas moins d'importantes prérogatives. Aucune loi ne peut être promulguée sans son consentement.

● Le 1^{er} janvier 1952, la Jordanie, devenue royaume indépendant en 1946 et comprenant depuis 1949 les territoires palestiniens de Cisjordanie, adopte une Constitution instaurant une monarchie héréditaire. L'islam est proclamé religion d'Etat et l'arabe langue officielle. Le Sénat sera nommé par le souverain et la Chambre des députés élus au suffrage universel direct. La vie politique, à laquelle participent désormais les Palestiniens, beaucoup plus contestataires que leurs compatriotes transjordanien, devient particulièrement agitée : dissolution de la Chambre, « valse » des ministères, manifestations rue, assassinats de responsables, émeutes populaires, tentatives de coups d'Etat.

● Le 5 février 1976, enfin, un amendement constitutionnel permet au roi d'ajourner sine die les élections parlementaires et de convoquer à son gré la Chambre des députés, dissoute le 23 novembre 1974. L'autorité royale qui est sortie renforcée de l'épreuve de force avec les fedayin (septembre 1970 - juillet 1971) a plus de contrepoids. C'est la fidélité à toute épreuve de la plupart des responsables politico-militaires qui a permis au roi Hussein d'exercer sans interruption depuis le début de son règne les prérogatives considérables que lui reconnaît la Constitution de 1952, toujours en vigueur (1).

La classe dirigeante se compose de membres de l'aristocratie foncière et tribale, de représentants des grandes familles urbaines et de la bourgeoisie transjordanienne et palestinienne. Depuis 1962, le roi Hussein a manifesté le souci d'instaurer un « nouveau style de vie » (a new way of life) ; il insiste sur les impératifs du développement socio-économique et favorise la promotion de jeunes technocrates, notamment au sein du gouvernement. Mais les effectifs de l'élite politique demeurent très limités, et son mode de reproduction reste héréditaire, même au sein de la Chambre des députés. Ainsi deux cent trente personnes seulement, représentant cent quatre-vingt-trois « grandes » familles, ont occupé les quatre cent trente-sept sièges parlementaires disponibles de 1947 à 1967 (2). De plus, les organes du pouvoir constituent un véritable circuit fermé au sein duquel s'opèrent mutations et promotions du personnel politique dirigeant : la plupart des ministres sont d'anciens hauts fonctionnaires de l'administration ou du cabinet royal, des députés, des sénateurs ou d'anciens officiers supérieurs de l'armée ; de même, les sénateurs sont choisis

parmi les chefs du gouvernement et les ministères anciens ou en exercice, les officiers retraités du grade de général, les ex-députés élus au moins deux fois, les anciens membres des cours d'appel et de cassation, etc. (article 64). Toutes les institutions comprennent un nombre important de responsables ayant occupé des postes de confiance dans les services de renseignements généraux.

D'autre part, la loyauté indéfectible des communautés minoritaires à l'égard du roi explique et s'explique par le statut privilégié qui leur est reconnu. L'article 14 garantit à toutes les confessions le libre exercice du culte. Le droit des communautés de fonder et de gérer des écoles est consacré par l'article 18. Les tribunaux religieux sont compétents en matière de statut personnel (mariage, divorce, successions...). L'article 5 de la Constitution stipule que « les Jordanais sont égaux devant la loi quelle que soit leur race, leur langue ou leur religion ». En fait, la représentation des chrétiens et des Tcherkesses au pouvoir, au Sénat et au Parlement excède leur importance numérique (3).

Des minorités privilégiées

Les cent cinquante mille chrétiens (4) comprennent des Grecs orthodoxes, des Grecs catholiques, des Latins, des protestants, ainsi que des Arméniens, des Syriens, des Chrétiens, des chrétiens transjordanien sont groupés dans les villes et les villages des districts de Saint-Karak et Madaba. Les chrétiens palestiniens sont originaires de Bethléem et de Ramallah. Ils sont pour la plupart négociants, artisans, fonctionnaires ou exercent des professions libérales. Les actionnaires chrétiens sont majoritaires dans quatre des plus grandes banques jordanien. Bien que formant 6,5 % seule-

ment de la population, les chrétiens disposent de 22 % des sièges (soit neuf sur cinquante) à la Chambre des députés. De 1947 à 1965, trente-deux cabinets sur trente-trois comprennent au moins deux ministres chrétiens. La faveur dont bénéficie la minorité chrétienne a notamment permis à la dynastie hashémite d'acquiescer sans difficulté à la suprématie des musulmans « protecteurs » occidentaux.

Quelques musulmans, les Tcherkesses sont un groupe ethnique très particulièrement originaire du Caucase, ils ont été implantés en Jordanie par l'armée vers la fin du XIX^e siècle pour « surveiller » les Druzes du Golan

et les Bédouins. Au nombre de cent mille, essentiellement groupés à Amman, Jersab, Naour-al-Zarfa, les Tcherkesses sont souvent fonctionnaires, hommes d'affaires ou propriétaires terriens. En 1938, 7,8 % des hauts fonctionnaires non britanniques et transjordanien étaient tcherkesses. La loi électorale de 1928 leur a accordé un siège pour cinq mille habitants, alors que les Arabes musulmans n'avaient droit qu'à un siège pour vingt mille habitants. De 1947 à 1965, vingt-six gouvernements sur trente-trois comprennent un Tcherkess. Pendant cette période, M. Said al-Zarfa, d'origine tcherkess, a été à la fois

premier ministre et huit fois ministre de l'intérieur. Enfin et surtout, contrairement à leurs coreligionnaires palestiniens, qui constituent la communauté la plus importante du pays, les Arabes musulmans de Transjordanie sont résolument monarchistes. Les vingt grandes confessions tribales bédouines sont très largement représentées au gouvernement, au Sénat, au Parlement, dans l'administration et dans l'armée. Les commandants en chef de l'armée, la majorité des présidents du Sénat et de la Chambre des députés sont des Transjordanien, souvent issus des grandes tribus.

Prérogatives royales

La prééminence du souverain au sein de la classe politique jordanienne est le résultat de consensus des élites, notamment des leaders des minorités et des chefs bédouins. Elle résulte des dispositions de la Constitution de 1952 : « Le roi est le chef suprême de l'Etat. Il est inattaquable et irresponsable » (article 30). Il exerce conjointement avec le Sénat et la Chambre des députés le pouvoir législatif (article 25) ; présentes par le premier ministre, les projets de loi doivent être approuvés par le roi, qui les promulguera, le cas échéant. En outre, le souverain détient le pouvoir exécutif (article 26) qu'il exerce par décret, directement ou par l'intermédiaire de ses ministres. Il nomme les fonctionnaires civils et militaires, signe les traités, proclame l'état de siège ou déclare la guerre. Enfin, sur le plan judiciaire, le roi a le droit de remettre ou de commuer les peines. La peine capitale ne devient exécutoire qu'après avoir été sanctionnée par lui (articles 88 et 39).

En outre, le monarque exerce souvent son influence par l'intermédiaire du gouvernement et du Sénat, qui sont les insti-

ments de sa politique. C'est lui qui nomme et révoque le premier ministre et les ministres (article 35) ; avant d'entrer en fonctions, ceux-ci doivent prêter un serment de fidélité au roi (article 43) et leurs fonctions sont déterminées par des règlements sanctionnés par le souverain. De même, il désignera tous les

(1) La Constitution de 1952 est la plus ancienne loi fondamentale encore en vigueur dans le monde arabe. Remplacée le 23 mars 1958 par la Constitution de l'Union arabe syro-jordanienne, elle a été révisée après la révolution du 14 juillet 1958, qui a renversé la monarchie achémite irakienne. Cf. J.-F. Godchot, Les Constitutions du Proche et du Moyen-Orient, 1967, pages 263 à 267.

(2) Kamel S. Abu Jaddi, « The Jordanian Parliament », in W. W. State and Society in the contemporary Middle East, 1972, page 87.

(3) Nasser H. Aruri, Jordan : a Study in Democracy, 1967, page 39.

(4) Il y a quatre-vingt mille Grecs orthodoxes, trente mille Grecs catholiques, trente mille Latins et quelques milliers de protestants et d'Arméniens. Les Grecs catholiques ou melchites ont rejoint, au dix-huitième siècle, l'autorité des patriarches grecs orthodoxes et ont rallié Rome. Les Arméniens grecophones sont monophysites.

En outre, le monarque exerce souvent son influence par l'intermédiaire du gouvernement et du Sénat, qui sont les insti-

ments de sa politique. C'est lui qui nomme et révoque le premier ministre et les ministres (article 35) ; avant d'entrer en fonctions, ceux-ci doivent prêter un serment de fidélité au roi (article 43) et leurs fonctions sont déterminées par des règlements sanctionnés par le souverain. De même, il désignera tous les

(1) La Constitution de 1952 est la plus ancienne loi fondamentale encore en vigueur dans le monde arabe. Remplacée le 23 mars 1958 par la Constitution de l'Union arabe syro-jordanienne, elle a été révisée après la révolution du 14 juillet 1958, qui a renversé la monarchie achémite irakienne. Cf. J.-F. Godchot, Les Constitutions du Proche et du Moyen-Orient, 1967, pages 263 à 267.

(2) Kamel S. Abu Jaddi, « The Jordanian Parliament », in W. W. State and Society in the contemporary Middle East, 1972, page 87.

(3) Nasser H. Aruri, Jordan : a Study in Democracy, 1967, page 39.

(4) Il y a quatre-vingt mille Grecs orthodoxes, trente mille Grecs catholiques, trente mille Latins et quelques milliers de protestants et d'Arméniens. Les Grecs catholiques ou melchites ont rejoint, au dix-huitième siècle, l'autorité des patriarches grecs orthodoxes et ont rallié Rome. Les Arméniens grecophones sont monophysites.

En outre, le monarque exerce souvent son influence par l'intermédiaire du gouvernement et du Sénat, qui sont les insti-

ments de sa politique. C'est lui qui nomme et révoque le premier ministre et les ministres (article 35) ; avant d'entrer en fonctions, ceux-ci doivent prêter un serment de fidélité au roi (article 43) et leurs fonctions sont déterminées par des règlements sanctionnés par le souverain. De même, il désignera tous les

(1) La Constitution de 1952 est la plus ancienne loi fondamentale encore en vigueur dans le monde arabe. Remplacée le 23 mars 1958 par la Constitution de l'Union arabe syro-jordanienne, elle a été révisée après la révolution du 14 juillet 1958, qui a renversé la monarchie achémite irakienne. Cf. J.-F. Godchot, Les Constitutions du Proche et du Moyen-Orient, 1967, pages 263 à 267.

(2) Kamel S. Abu Jaddi, « The Jordanian Parliament », in W. W. State and Society in the contemporary Middle East, 1972, page 87.

(3) Nasser H. Aruri, Jordan : a Study in Democracy, 1967, page 39.

(4) Il y a quatre-vingt mille Grecs orthodoxes, trente mille Grecs catholiques, trente mille Latins et quelques milliers de protestants et d'Arméniens. Les Grecs catholiques ou melchites ont rejoint, au dix-huitième siècle, l'autorité des patriarches grecs orthodoxes et ont rallié Rome. Les Arméniens grecophones sont monophysites.

En outre, le monarque exerce souvent son influence par l'intermédiaire du gouvernement et du Sénat, qui sont les insti-

ments de sa politique. C'est lui qui nomme et révoque le premier ministre et les ministres (article 35) ; avant d'entrer en fonctions, ceux-ci doivent prêter un serment de fidélité au roi (article 43) et leurs fonctions sont déterminées par des règlements sanctionnés par le souverain. De même, il désignera tous les

(1) La Constitution de 1952 est la plus ancienne loi fondamentale encore en vigueur dans le monde arabe. Remplacée le 23 mars 1958 par la Constitution de l'Union arabe syro-jordanienne, elle a été révisée après la révolution du 14 juillet 1958, qui a renversé la monarchie achémite irakienne. Cf. J.-F. Godchot, Les Constitutions du Proche et du Moyen-Orient, 1967, pages 263 à 267.

(2) Kamel S. Abu Jaddi, « The Jordanian Parliament », in W. W. State and Society in the contemporary Middle East, 1972, page 87.

(3) Nasser H. Aruri, Jordan : a Study in Democracy, 1967, page 39.

(4) Il y a quatre-vingt mille Grecs orthodoxes, trente mille Grecs catholiques, trente mille Latins et quelques milliers de protestants et d'Arméniens. Les Grecs catholiques ou melchites ont rejoint, au dix-huitième siècle, l'autorité des patriarches grecs orthodoxes et ont rallié Rome. Les Arméniens grecophones sont monophysites.

En outre, le monarque exerce souvent son influence par l'intermédiaire du gouvernement et du Sénat, qui sont les insti-

ments de sa politique. C'est lui qui nomme et révoque le premier ministre et les ministres (article 35) ; avant d'entrer en fonctions, ceux-ci doivent prêter un serment de fidélité au roi (article 43) et leurs fonctions sont déterminées par des règlements sanctionnés par le souverain. De même, il désignera tous les

(1) La Constitution de 1952 est la plus ancienne loi fondamentale encore en vigueur dans le monde arabe. Remplacée le 23 mars 1958 par la Constitution de l'Union arabe syro-jordanienne, elle a été révisée après la révolution du 14 juillet 1958, qui a renversé la monarchie achémite irakienne. Cf. J.-F. Godchot, Les Constitutions du Proche et du Moyen-Orient, 1967, pages 263 à 267.

(2) Kamel S. Abu Jaddi, « The Jordanian Parliament », in W. W. State and Society in the contemporary Middle East, 1972, page 87.

(3) Nasser H. Aruri, Jordan : a Study in Democracy, 1967, page 39.

(4) Il y a quatre-vingt mille Grecs orthodoxes, trente mille Grecs catholiques, trente mille Latins et quelques milliers de protestants et d'Arméniens. Les Grecs catholiques ou melchites ont rejoint, au dix-huitième siècle, l'autorité des patriarches grecs orthodoxes et ont rallié Rome. Les Arméniens grecophones sont monophysites.

En outre, le monarque exerce souvent son influence par l'intermédiaire du gouvernement et du Sénat, qui sont les insti-

ments de sa politique. C'est lui qui nomme et révoque le premier ministre et les ministres (article 35) ; avant d'entrer en fonctions, ceux-ci doivent prêter un serment de fidélité au roi (article 43) et leurs fonctions sont déterminées par des règlements sanctionnés par le souverain. De même, il désignera tous les

(1) La Constitution de 1952 est la plus ancienne loi fondamentale encore en vigueur dans le monde arabe. Remplacée le 23 mars 1958 par la Constitution de l'Union arabe syro-jordanienne, elle a été révisée après la révolution du 14 juillet 1958, qui a renversé la monarchie achémite irakienne. Cf. J.-F. Godchot, Les Constitutions du Proche et du Moyen-Orient, 1967, pages 263 à 267.

(2) Kamel S. Abu Jaddi, « The Jordanian Parliament », in W. W. State and Society in the contemporary Middle East, 1972, page 87.

(3) Nasser H. Aruri, Jordan : a Study in Democracy, 1967, page 39.

(4) Il y a quatre-vingt mille Grecs orthodoxes, trente mille Grecs catholiques, trente mille Latins et quelques milliers de protestants et d'Arméniens. Les Grecs catholiques ou melchites ont rejoint, au dix-huitième siècle, l'autorité des patriarches grecs orthodoxes et ont rallié Rome. Les Arméniens grecophones sont monophysites.

En outre, le monarque exerce souvent son influence par l'intermédiaire du gouvernement et du Sénat, qui sont les insti-

ments de sa politique. C'est lui qui nomme et révoque le premier ministre et les ministres (article 35) ; avant d'entrer en fonctions, ceux-ci doivent prêter un serment de fidélité au roi (article 43) et leurs fonctions sont déterminées par des règlements sanctionnés par le souverain. De même, il désignera tous les

(1) La Constitution de 1952 est la plus ancienne loi fondamentale encore en vigueur dans le monde arabe. Remplacée le 23 mars 1958 par la Constitution de l'Union arabe syro-jordanienne, elle a été révisée après la révolution du 14 juillet 1958, qui a renversé la monarchie achémite irakienne. Cf. J.-F. Godchot, Les Constitutions du Proche et du Moyen-Orient, 1967, pages 263 à 267.

(2) Kamel S. Abu Jaddi, « The Jordanian Parliament », in W. W. State and Society in the contemporary Middle East, 1972, page 87.

(3) Nasser H. Aruri, Jordan : a Study in Democracy, 1967, page 39.

(4) Il y a quatre-vingt mille Grecs orthodoxes, trente mille Grecs catholiques, trente mille Latins et quelques milliers de protestants et d'Arméniens. Les Grecs catholiques ou melchites ont rejoint, au dix-huitième siècle, l'autorité des patriarches grecs orthodoxes et ont rallié Rome. Les Arméniens grecophones sont monophysites.

En outre, le monarque exerce souvent son influence par l'intermédiaire du gouvernement et du Sénat, qui sont les insti-

ments de sa politique. C'est lui qui nomme et révoque le premier ministre et les ministres (article 35) ; avant d'entrer en fonctions, ceux-ci doivent prêter un serment de fidélité au roi (article 43) et leurs fonctions sont déterminées par des règlements sanctionnés par le souverain. De même, il désignera tous les

(1) La Constitution de 1952 est la plus ancienne loi fondamentale encore en vigueur dans le monde arabe. Remplacée le 23 mars 1958 par la Constitution de l'Union arabe syro-jordanienne, elle a été révisée après la révolution du 14 juillet 1958, qui a renversé la monarchie achémite irakienne. Cf. J.-F. Godchot, Les Constitutions du Proche et du Moyen-Orient, 1967, pages 263 à 267.

(2) Kamel S. Abu Jaddi, « The Jordanian Parliament », in W. W. State and Society in the contemporary Middle East, 1972, page 87.

(3) Nasser H. Aruri, Jordan : a Study in Democracy, 1967, page 39.

(4) Il y a quatre-vingt mille Grecs orthodoxes, trente mille Grecs catholiques, trente mille Latins et quelques milliers de protestants et d'Arméniens. Les Grecs catholiques ou melchites ont rejoint, au dix-huitième siècle, l'autorité des patriarches grecs orthodoxes et ont rallié Rome. Les Arméniens grecophones sont monophysites.

En outre, le monarque exerce souvent son influence par l'intermédiaire du gouvernement et du Sénat, qui sont les insti-

ments de sa politique. C'est lui qui nomme et révoque le premier ministre et les ministres (article 35) ; avant d'entrer en fonctions, ceux-ci doivent prêter un serment de fidélité au roi (article 43) et leurs fonctions sont déterminées par des règlements sanctionnés par le souverain. De même, il désignera tous les

(1) La Constitution de 1952 est la plus ancienne loi fondamentale encore en vigueur dans le monde arabe. Remplacée le 23 mars 1958 par la Constitution de l'Union arabe syro-jordanienne, elle a été révisée après la révolution du 14 juillet 1958, qui a renversé la monarchie achémite irakienne. Cf. J.-F. Godchot, Les Constitutions du Proche et du Moyen-Orient, 1967, pages 263 à 267.

(2) Kamel S. Abu Jaddi, « The Jordanian Parliament », in W. W. State and Society in the contemporary Middle East, 1972, page 87.

(3) Nasser H. Aruri, Jordan : a Study in Democracy, 1967, page 39.

(4) Il y a quatre-vingt mille Grecs orthodoxes, trente mille Grecs catholiques, trente mille Latins et quelques milliers de protestants et d'Arméniens. Les Grecs catholiques ou melchites ont rejoint, au dix-huitième siècle, l'autorité des patriarches grecs orthodoxes et ont rallié Rome. Les Arméniens grecophones sont monophysites.

En outre, le monarque exerce souvent son influence par l'intermédiaire du gouvernement et du Sénat, qui sont les insti-

ments de sa politique. C'est lui qui nomme et révoque le premier ministre et les ministres (article 35) ; avant d'entrer en fonctions, ceux-ci doivent prêter un serment de fidélité au roi (article 43) et leurs fonctions sont déterminées par des règlements sanctionnés par le souverain. De même, il désignera tous les

(1) La Constitution de 1952 est la plus ancienne loi fondamentale encore en vigueur dans le monde arabe. Remplacée le 23 mars 1958 par la Constitution de l'Union arabe syro-jordanienne, elle a été révisée après la révolution du 14 juillet 1958, qui a renversé la monarchie achémite irakienne. Cf. J.-F. Godchot, Les Constitutions du Proche et du Moyen-Orient, 1967, pages 263 à 267.

(2) Kamel S. Abu Jaddi, « The Jordanian Parliament », in W. W. State and Society in the contemporary Middle East, 1972, page 87.

(3) Nasser H. Aruri, Jordan : a Study in Democracy, 1967, page 39.

(4) Il y a quatre-vingt mille Grecs orthodoxes, trente mille Grecs catholiques, trente mille Latins et quelques milliers de protestants et d'Arméniens. Les Grecs catholiques ou melchites ont rejoint, au dix-huitième siècle, l'autorité des patriarches grecs orthodoxes et ont rallié Rome. Les Arméniens grecophones sont monophysites.



LA BANQUE CENTRALE DU ROYAUME HACHEMITE DE JORDANIE

Principale institution jordanienne dans le domaine monétaire et bancaire

La Banque centrale de Jordanie a pris la succession du Jordan Currency Board le 1^{er} octobre 1964. Il a été, aussitôt, mis fin à l'application de la loi jordanienne sur la monnaie (loi de 1954) pour lui permettre de s'acquiescer de la responsabilité de l'émission, du contrôle et de la réglementation de la monnaie.

Depuis cette date, trois lois-cadres, monétaires et bancaires, visant à réglementer les fonctions et les opérations de la Banque centrale ont été promulguées en 1964, 1966 et 1971. Elles avaient pour objectif d'introduire plus de stabilité dans l'application de ces lois et donc de préparer et de faciliter les changements rapides et spectaculaires de l'économie jordanienne.

Les objectifs de la Banque centrale (loi n° 23 de 1971, art. 4) sont de maintenir la stabilité monétaire du royaume, d'assurer la convertibilité du dinar jordanien en accord avec la politique économique des pouvoirs publics.

Pour atteindre ces buts, les moyens suivants ont été mis en œuvre :

I. — Emission et réglementation de la monnaie et des pièces d'or

La Banque centrale est la seule institution chargée de l'émission des billets et des pièces. À la fin de 1964, la monnaie émise s'élevait à 24,39 millions de dinars jordanien ; elle était de 164,93 millions de dinars jordanien en 1976 et 173,50 millions de dinars jordanien à la fin avril 1977, soit une augmentation d'environ 576 % entre 1964 et 1976.

En raison de l'augmentation des activités économiques, tant dans le secteur public que privé, la masse monétaire (déposits à vue, plus monnaie en circulation) est passée de 39,76 millions de dinars jordanien en 1964 à 263,59 millions de dinars jordanien en 1976 et à 277,19 millions de dinars jordanien à la fin d'avril 1977.

D'autre part, pour célébrer certains événements, des séries de pièces d'or, d'argent et de bronze ont été émises. Ainsi, en 1964, pour marquer la visite de Sa Sainteté le pape Paul VI, des pièces d'or et d'argent décorées d'images des lieux historiques et sites touristiques du pays ont été frappées. Des initiatives identiques ont été prises pour participer à la campagne de la F.A.O. contre la misère et la faim ; pour célébrer le dixième anniversaire de la Banque centrale ; à l'occasion du lancement du plan quinquennal de développement (1976-1980) ; pour marquer le programme de protection de la faune naturelle en Jordanie.

Cette année enfin, en raison du jubilé d'argent de Sa Majesté le Roi (1952-1977), la Banque centrale émettra des pièces ordinaires ainsi que des pièces d'or et d'argent.

II. — Gestion des réserves et contrôle des changes

La politique monétaire est basée sur le maintien en permanence des réserves en or et en devises étrangères à un niveau qui ne soit pas inférieur au volume de la monnaie en circulation. Ce rapport a créé la confiance dans la monnaie, tant sur le plan interne qu'à l'étranger. Cette politique a conduit à une plus grande stabilité de la monnaie dans un monde où le système monétaire international se dégrade et elle a assuré le maintien de la convertibilité du dinar jordanien.

À la fin de 1976, les réserves en devises de la Banque centrale s'élevaient à 122,57 millions de dinars jordanien, contre 27,33 millions en 1964. Parallèlement, la monnaie en circulation s'élevait à 164,93 millions de dinars jordanien à la fin de 1976, contre 23,02 millions de dinars jordanien en 1964. Le ratio entre les réserves en devises et la monnaie en circulation était de 113,2 % en 1964 et de 118,7 % en 1976.

Pour assurer une meilleure rentabilité et plus de sécurité pour ces réserves, la Banque centrale a dû prendre des mesures énergiques.

En 1968, la Banque centrale a inclus dans ses réserves, aux côtés de la livre sterling, le dollar américain, les livres d'or, deux ans plus tard, c'était au tour du deutschemark, du franc suisse, du franc français et de la tranche or du quota jordanien au F.M.I. Les D.T.S. ont été inclus en 1971.

D'autre part, pour éviter les risques et garantir une politique saine d'investissement des réserves, la Banque centrale

s'est dotée d'une politique pour en contrôler et en superviser environ 98 %.

Ainsi, elle a pu en superviser les paiements et les transferts entre la Jordanie et les pays étrangers et contrôler les revenus en devises étrangères du royaume. La gestion des réserves a permis une augmentation des bénéfices de la Banque centrale, qui sont passés de 1,6 million de dinars jordanien pour l'exercice financier 1964-1965 à 10,22 millions de dinars jordanien en 1976.

En ce qui concerne le contrôle des changes, la Banque centrale a assoupli les formalités sur les transferts vers l'étranger et les changes de monnaie. Le but est de doter le pays d'une politique monétaire libérale.

La Banque centrale fournit aux banques agréées les devises étrangères nécessaires au financement de leurs obligations envers l'étranger. Elle les a également autorisées à émettre en son nom des permis de sortie de devises. En mars 1973, la Banque centrale a donné pour instructions aux banques agréées d'ouvrir aux non-résidents des comptes en monnaies étrangères. En outre, elle a continué à augmenter les allocations nécessaires pour couvrir les autorisations de paiement en devises étrangères émises pour les transactions invisibles.

III. — Régulation de la quantité, de la qualité et du coût du crédit

Cette fonction de la Banque centrale s'est développée en raison de la stabilité économique et monétaire qui caractérise les premières années de sa fondation : augmentation modérée des prix et excédents de la balance des paiements. À la suite de la guerre de Six Jours de 1967 et de ses prolongements (occupation de la rive occidentale de la Jordanie et fermeture des agences de ce secteur) ainsi que des pertes dues à la dévaluation de la livre sterling, la Banque centrale a été contrainte de modifier sa politique de crédit, pour fournir des liquidités aux banques agréées et pour récupérer l'économie.

Afin de contenir, à partir de 1972, les pressions inflationnistes mondiales, la Banque centrale a mis en vigueur une politique restrictive du crédit comportant ces mesures :

1. Introduction, dès 1974, des « plafonds » de crédit. La dernière réglementation des plafonds de crédit, publiée le 26 juin 1976, prescrivait que les facilités de crédit directes ne devaient pas dépasser 10 % des crédits en cours d'une banque agréée, à la date du 31 mai 1976.

2. Pendant le premier semestre 1977, la Banque centrale a cassé d'application la politique des plafonds et l'a remplacée par l'utilisation de ratios entre les crédits et les dépôts. Pour la première fois, la Banque centrale a adopté une politique « préférentielle » envers les banques agréées, maintenant un ratio de liquidités dépassant 65 % au 31 mai 1976. Cette politique a permis à ces banques d'accroître des crédits supplémentaires ne dépassant pas 13 % du total des crédits en cours au 31 mai 1976.

3. La Banque centrale a poursuivi sa politique consistant à intervenir sur la liquidité des banques agréées au moyen du coefficient de réserves obligatoires et du coefficient de liquidités. La dernière décision fixant le coefficient de liquidité à 30 %, a été publiée le 1^{er} janvier 1976. Le coefficient de réserves obligatoires a été fixé le 1^{er} novembre 1976 au niveau de 12 % des dépôts d'épargne et à terme, et au niveau de 15 % des dépôts à vue.

4. Pour éviter que le crédit ne se dirige de préférence vers le secteur professionnel, la Banque centrale a institué un tableau du crédit entre les divers secteurs de l'économie. La Banque centrale a prescrit que le taux minimal d'intérêt perçu sur les crédits accordés au secteur commercial ne soit pas inférieur à 7,5 % pour les meilleurs clients.

Il a été également demandé aux banques agréées de déposer à la Banque centrale, sur un compte spécial, une part de 3 % des découverts en cours utilisés par leurs clients.

5. Pour la première fois, la Banque centrale est intervenue en 1976 pour modifier la structure des taux d'intérêt. Elle visait à encourager l'épargne et à réduire la consommation,

dans le but de diminuer l'augmentation de la masse monétaire et ses conséquences inflationnistes. Les taux minimaux prescrits par la Banque centrale étaient de 5 % sur les dépôts d'épargne et sur les dépôts à un an, de 6,5 % sur les dépôts



POLITIQUE INTÉRIEURE

quatre ans les sénateurs et tous les deux ans leur président (article 38). Comme la remarque un spécialiste, « l'attribution des fonctions sénatoriales et des portefeuilles ministériels journaliers du roi l'occasion de récompenser les services rendus à la couronne ou de neutraliser un opposant potentiel, à moins qu'il ne s'agisse dans ce dernier cas de sceller la conversion d'un factieux repent » (5). C'est ainsi que le général Ali Abu Nawar, auteur du coup d'État manqué de 1957, est devenu représentant personnel de Sa Majesté.

Le gouvernement remplit trois fonctions spécifiques au profit du roi : il l'assiste dans l'exercice de ses fonctions, il sert le cas échéant de « bouc émissaire » à l'opposition parlementaire (l'article 49 stipule que « les ordres émis au nom du roi ne dégagent pas les ministres de leur responsabilité ») ; enfin, et surtout, il assume la tâche d'orienter la politique intérieure et étrangère du pays en fonction des impératifs de la conjoncture. Pour peu que celle-ci évolue, le souverain, auquel revient la monopole de la stratégie à long terme, changera d'équipe. Cette technique de gouvernement, que le Palais maîtrise bien et qui lui permet en outre d'associer à tour de rôle les différents groupes de pression de la classe dirigeante à l'exercice du pouvoir, explique la rotation accélérée des ministères : d'octobre 1954 à avril 1957, il y a eu dix cabinets et sept premiers ministres. De 1957 à 1970, rares sont les gouvernements qui ont duré plus de trois mois. D'octobre 1970 à novembre 1974, neuf ministères se sont succédé sans

l'égide de trois premiers ministres. Quant aux sénateurs, deux fois moins nombreux que les députés, leur rôle consiste à équilibrer et, si possible, à neutraliser les députés contestataires dans le cadre des réunions de l'Assemblée nationale.

Enfin, dernier instrument de la politique royale, l'armée n'est pas, en principe, un organe politique. L'article 127 de la Constitution le précise bien : « L'armée n'a d'autre mission que la défense et la sécurité de la patrie ». Mais à cause de son poids numérique (près de quatre-vingt mille hommes) et matériel (elle est l'armée la mieux entraînée du Proche-Orient arabe), la légion arabe jordanienne constitue un groupe de pression influent : la répression des organisations palestiniennes en septembre 1970 ou la « démission » du premier ministre Zaid Rifai, en juillet 1976, auraient notamment été suggérées au souverain par l'état-major. Sur tout, la légion arabe est soudée au roi par de puissants liens. Elle n'est pas seulement « commandant en chef des forces terrestres, navales et aériennes », en vertu de l'article 32 de la Constitution, il a été introduit « super-chef » (c'est-à-dire de la B'ta) par les notables bedouins de l'armée. Son autorité charismatique est renforcée par sa prestigieuse ascendance : Hashem, ancêtre des hashémites, était l'oncle du prophète. Ultime recours du roi à maintes reprises, il n'est pas étonnant qu'il n'ait pas hésité à intervenir en chef en avril 1957 pour voler au secours de son souverain.

Le Parlement et les partis réduits de l'opposition

La Chambre des députés confère à l'autorité monarchique sa légitimité et lui fournit une caution populaire. Parlement et partis sont aussi des « soupapes de sûreté » qui permettent à l'opposition de s'exprimer dans le cadre du système.

La Constitution (articles 34, 78, 80 et 81) reconnaît au roi de nombreux moyens de pression sur les députés : tous les élus doivent lui prêter un serment de fidélité. Les parlementaires qui deviennent ministres doivent se plier aux volontés du souverain. Non seulement ils jouissent du droit de vote, mais, en outre, ils ont priorité de parole dans les deux chambres. C'est le roi qui convoque l'Assemblée nationale en session ordinaire et extraordinaire, laquelle est dirigée par le président du Sénat, nommé par le roi. Chacune des deux Chambres soumet au monarque son règlement intérieur. Enfin le souverain peut dissoudre la Chambre des députés ou même proroger son mandat.

Malgré tout, ainsi des Parlements arabes, le Parlement jor-

danien dispose d'un certain nombre de prérogatives. Jus pour quatre ans — depuis avril 1973, le droit de vote a été étendu aux femmes — il partage le pouvoir législatif avec le roi et « se lève » le budget général. Signé par le roi, les traités doivent être ratifiés par l'Assemblée nationale. Le conseil des ministres et chacun des ministres sont responsables devant le Parlement, qui peut les renverser par un vote de défiance des deux tiers des députés (article 51). En fait, seul le cabinet de Samir Rifai fut victime, en avril 1963, d'une Chambre nationaliste.

De leur côté, les partis ont longtemps bénéficié d'un régime de faveur. Les articles 15 et 16 de la Constitution garantissent la liberté d'opinion, de presse, de réunion, de regroupement dans des associations et partis, etc. Organisations contestataires, le Front national en le Baas ont été reconnus en juillet-août 1955. Mais, deux ans plus tôt, le parti communiste avait été déclaré illégal. Et le roi n'a pas hésité à interdire à plusieurs reprises tous les partis accusés de trou-

bler l'ordre, avant d'instaurer sous son égide en avril 1958 un « Front national » regroupant toutes les forces politiques, y compris les communistes, les baasistes, et les nassériens.

Les Palestiniens, pour la plupart urbanisés, qui constituent 56 % de la population jordanienne, animent les principaux foyers de l'opposition parlementaire ou parlementaire. Quelques bénéficiant d'une citoyenneté à part entière, et bien qu'intégrés sur les plans économique et culturel, ils s'opposent à la mainmise du roi, de ses parents transjordanien et des minoritaires sur les principaux centres de décision politique. Les revendications de l'opposition se sont longtemps réduites en deux mots d'ordre : unité arabe et liberté. Reprochant au monarque une orientation pro-occidentale (traité jordaniano-britannique, projet de pacte de Bagdad, adhésion à la doctrine Eisenhower, Union hashémite irako-jordanienne...), le Baas, le mouvement nationaliste arabe et les nassériens ont réclamé l'adhésion d'Amman au pacte militaire syro-égyptien conclu après la guerre de Suez, puis à la République arabe unie (1958-1961) et à l'unité tripartite syro-égyptienne (avril 1963). L'opposition a aussi lutté pour une extension des libertés politiques et dénoncé les pressions illégales exercées par les autorités transjordanien sur les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza, puis à la République arabe unie (1958-1961) et à l'unité tripartite syro-égyptienne (avril 1963). L'opposition a aussi lutté pour une extension des libertés politiques et dénoncé les pressions illégales exercées par les autorités transjordanien sur les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza, puis à la République arabe unie (1958-1961) et à l'unité tripartite syro-égyptienne (avril 1963).

Dans les années 50 et 60, la vie politique a été marquée par des affrontements périodiques qui ont mis en cause tous les acteurs politiques : le roi, le Parlement, le gouvernement, les partis, sans oublier l'armée. La plupart de ces crises se sont déroulées en quatre phases distinctes (6) :

— Les députés contestataires (nationalistes sociaux, baasistes, communistes, frères musulmans) critiquent violemment ou censurent la politique du gouvernement.

— A la demande du conseil des ministres, le roi dissout le Parlement. Ainsi, de 1947 à 1957, la Chambre des députés a été renouvelée neuf fois. Huit de ces assemblées ont été dissoutes avant le terme de la législature.

— Les partis d'opposition répliquent en organisant de violentes manifestations.

— Le roi désigne un autre premier ministre. Ainsi, en décembre 1955, lors des troubles causés par le projet d'adhésion de la Jordanie au pacte de Bagdad, quatre gouvernements se succèdent en moins d'un mois. L'attitude du monarque pendant la phase finale du conflit varie en fonction de la conjoncture. Tantôt soucieux de ne pas exacerber l'opposition, il cède à ses revendications (1956, novembre 1959, février et juin 1970), tantôt il opte pour la manière forte, dissout les partis (janvier 1964, avril 1967, 1968), proclame la loi martiale et fait donner l'armée. Longtemps cette alternance a témoigné d'un souci de

maintenir un équilibre entre contraintes et consensus populaires. Mais, depuis 1970, l'équilibre a été rompu sous la pression de graves événements et le roi réagit sans partage.

Le septième « sommet » arabe de Rabat, qui s'est tenu du 28 au 30 octobre 1974, a adopté une résolution stipulant que « l'O.L.P. seul représentant légitime du peuple palestinien, a mission de jeter au pouvoir indépendant sur toute partie du territoire palestinien libérée ». Le roi Hussein a reconnu cette décision en l'assortissant de plusieurs réserves.

La juridiction d'Amman reste applicable en Cisjordanie jusqu'à la libération de ce territoire.

— Si les Etats arabes décident d'annuler les résolutions du « sommet » de Rabat, la Jordanie s'y ralliera.

— A l'issue de la libération des territoires occupés, les populations cisjordanienne et transjordanienne devront être consultées et déterminer librement leurs liens mutuels (ou l'absence de liens mutuels).

Si les Etats arabes décident d'annuler les résolutions du « sommet » de Rabat, la Jordanie s'y ralliera. A l'issue de la libération des territoires occupés, les populations cisjordanienne et transjordanienne devront être consultées et déterminer librement leurs liens mutuels (ou l'absence de liens mutuels).

La position ambiguë des autorités cisjordanienne s'est reflétée sur le plan institutionnel. Les deux Chambres, dont la moitié des effectifs étaient composés de Cisjordanien, ont été dissoutes après le « sommet » de Rabat (28 novembre 1974). Le nouveau Sénat, nommé par le roi (le 30 novembre 1974), ne comprend que sept Cisjordanien.

Le gouvernement, qui comptait jusqu'au 30 novembre dix Palestiniens sur vingt ministres, n'en compte plus que quatre depuis cette date. Le portefeuille des affaires des territoires occupés a été supprimé et remplacé par un « bureau exécutif chargé des territoires occupés ».

En attendant la solution de la question cisjordanienne qui permettra de déterminer la composition de l'électorat et de la Chambre des députés (9), aucun nouveau Parlement n'a été élu. Déjà en 1971, les élections avaient été reportées et l'avenir des Cisjordanien ne peuvent pas voter. Le 9 novembre 1974,

l'amendement de l'article 73 de la Constitution a autorisé le souverain à ajourner les élections législatives pour une période ne dépassant pas un an. Le 5 février 1976, la Chambre — pour tant dissoute en novembre 1974 — a été convoquée pour voter un nouvel amendement à l'article 73 permettant au roi d'ajourner sine die de nouvelles élections et de convoquer la Chambre dissoute pour adopter des amendements constitutionnels. Désormais, tout en bénéficiant des avantages de « l'inséparabilité » législative, le souverain est débarrassé de tout contrôle parlementaire.

Parallèlement, la Chambre haute et le gouvernement, pourtant bien dotés, ont été mis

au pas. L'amendement de l'article 34 de la Constitution en novembre 1974 autorise le monarque à « dissoudre le Sénat ou à relever l'un des sénateurs de ses fonctions ». Une lettre du roi au premier ministre datée du 8 février 1976 « dépose » la mission du cabinet en la limitant à « édifier les structures sociales et économiques de la Jordanie ». Déjà, au lendemain de la défaite de juin 1967, un conseil consultatif de neuf membres avait été créé pour assister le souverain dans l'exercice du pouvoir. En août 1971, un conseil tribal nommé par le roi parmi les cheikhs et notables et dirigé par le prince héritier Hassan a été chargé de traiter les ques-

Un vide institutionnel

L'ÉVOLUTION du rapport des forces au Proche-Orient et en Jordanie a favorisé la liquidation des foyers de contestation traditionnels : les affrontements de septembre 1970 et de juillet 1971 ont provoqué l'extinction des foyers de contestation. La résistance palestinienne semble plus préoccupée par son statut au Liban ou par l'avenir de la Cisjordanie que par le renversement du régime hashémite. La mort de Kasser en 1970 a laissé ses partisans désemparés. La guerre d'octobre 1973 a renforcé le camp arabe modéré. Enfin les conflits fratricides entre Damas et Bagdad, ainsi que les initiatives de l'armée syrienne au Liban, ont réduit l'impact du Baas.

Le 7 septembre 1971, l'Union nationale jordanienne (qui deviendra l'Union nationale arabe unie) a été instituée. Proclamée parti unique, présidée par le roi et le prince héritier Hassan, qui dirigeait un comité exécutif suprême de trente-six membres, l'U.N.A. rassemble cent mille membres. Mais en avril 1974, le comité exécutif suprême est dissout et le secrétaire général est invité à démissionner. En février 1976, l'U.N.A. est supprimée. Depuis cette date, toute activité politique organisée non gouvernementale est interdite. Quelques courants politiques « invertébrés », animés le plus souvent par des avocats (M^{rs} Dai Falaah, Mahmoud, Ibrahim Bakr et Abdallah Sarihadi), ont lancé un débat sur les assises territoriales de la Cisjordanie et l'avenir des territoires occupés. Parmi les anciens groupements progressi-

tes, seuls le parti communiste et surtout le Baas pro-syrien sont tolérés.

Jamais le pouvoir du roi Hussein, doyen des chefs d'Etat arabes, n'a paru aussi peu contesté. Mais l'absence de relais institutionnels entre le peuple et le trône, l'élimination des « soupapes de sûreté » traditionnelles (Parlement, partis), risquent de radicaliser une opposition diffuse, de plus en plus tentée par les méthodes subversives. Déjà, en novembre 1972, une tentative de complot dirigée par le lieutenant-colonel Rafel Hindawi a été déjouée. Quatre ans plus tard, des fedayin venus d'Irak ont occupé par la force pendant quelques heures l'hôtel le plus luxueux d'Amman. Disposant de ressources financières importantes en provenance de la péninsule Arabique, les organisations intégristes islamiques qui agitent dans l'ombre développent leur audience. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que des voix de plus en plus nombreuses réclament, même dans l'entourage immédiat du roi (7), la démocratisation de la vie politique.

MARC YARD.

(5) Jean-Louis Duclos, « la Jordanie : équilibres internes et environnement arabe », in *Maghreb-Mashrek*, n° 76, avril-mai-juin 1977, page 47.

(6) H. et L. Willemart, *Dossier du Proche-Orient arabe 1968, 1977*, page 19.

(7) Interview du cheikh Abd al-Hamid Charrat, chef du cabinet royal, page 134.

Chambre de Commerce Franco Arabe

Créée en 1970 à l'initiative des ambassadeurs arabes accrédités à Paris, et avec l'accord du gouvernement français, la CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE est une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901.

Elle a pour vocation de favoriser et de développer les relations commerciales, industrielles et financières entre la France et l'ensemble des pays arabes. A cette fin, la Confédération des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture arabes a décidé, lors de son congrès à Bagdad en 1972, que la CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE aurait pour correspondants officiels toutes les chambres de commerce arabes, dans leur pays respectif, et qu'elle serait leur interlocuteur en France.

Depuis l'année dernière, la Chambre s'est dotée de nouvelles structures pour mieux répondre aux besoins de ses adhérents français et arabes : sections bilatérales, comités nationaux (en pays arabe), comités régionaux (en France), comités techniques (transports, textiles, etc.).

Elle a édité un règlement de conciliation et d'arbitrage applicable entre les pays arabes et les pays occidentaux.

Elle organise pour chaque pays intéressé des journées d'études à Paris et des missions qui permettent l'échange d'informations et la prise de contacts très fructueux.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à la

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE
138, boulevard Houssmann
75008 PARIS
Téléphone : 924-99-85.

UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - U.B.A.F.
"Le France" 4, rue Ancelle 92521 Neuilly-sur-Seine Cedex
TEL. : 747.7242 - CABLE : UBAPRA - TELEX : 610334 & 610340

agences :

U.B.A.F. TOKYO BRANCH
Room 208 - Mitsui Bldg - 3-3-7
Nishi-Shinjuku, Nishi-Shinjuku
Chuo-Ku Tokyo 103 (Japan)

U.B.A.F. BAHRAIN BRANCH
Naseem Building - P.O. Box 5590
Manama
Bahrain

banques affiliées

UBAF BANK LIMITED
Commercial Union Building
11, Victoria Street
London
EC2P 3HT

UNIONE DI BANCA ARABE
ED EUROPEA - U.B.A.F. (Italia) S.p.A.
Rome - 11 Piazza Venezia
Milan - 7, Piazza Cile

UNION DE BANQUES ARABES
ET EUROPEENNES S.A. - U.B.A.F.
Luxembourg 25, Boulevard Royal
Frankfurt 30, Gross Gallussstrasse, 15

UBAF - ARAB JAPANESE
FINANCE LIMITED
Alexander House - Room 204-209
16-20, Chater Road, Central Hong Kong

UBAF FINANCIAL SERVICES LIMITED
Palmerson House 51 Bishopsgate
London EC2P 3AA

UBAF ARAB AMERICAN BANK
345 Park Avenue
New York N.Y. 10022

Représentation de l'U.B.A.F. au Moyen-Orient
Centre Gelineur
P.O. Box 5062 - Beyrouth (Liban)

ÉCONOMIE



Supplément Jordanie

Les moyens du développement

Il y a vingt-cinq ans, face aux immenses problèmes que posait au pays l'afflux de réfugiés palestiniens, nul ne croyait que le royaume hachémite de Jordanie fût en mesure d'assurer sa survie économique. Pourtant, le défi a été relevé, et les progrès accomplis ont prouvé la détermination des Jordanais. Le chiffre le plus éloquent à cet égard est sans doute le bond du revenu par tête, passé de 40 dinars jordaniens (D.J.) en 1952 à 250 en 1976 en dépit d'une importante croissance démographique (3,1 % par an) et des épreuves d'origine externe ou intérieure infligées à l'économie.

L'industrie, plus que modeste en 1952, entrait en 1966 dans le produit national brut pour 13 % et atteignait 19 % en 1976. On y recense aujourd'hui des cimenteries, un secteur pétrolier, des tanneries, des aciéries, des fabriques de détergents, de papiers, de textiles et de produits pharmaceutiques ainsi qu'une métallurgie. Alors que, naguère, les emprunts ne trouvaient pas preneur, les nouveaux projets industriels ont donné lieu à des souscriptions massives, et les firmes industrielles empruntent sans difficulté sur le marché des euro-

dollars. Ainsi, la Jordan Petroleum Refinery y a trouvé, pour un plan d'expansion ambitieux mais indispensable, un financement de 100 millions de dollars. Dans les premières années de cette décennie, le Parlement a adopté des dispositions qui encourageaient l'investissement étranger. En 1954, l'agriculture assurait la subsistance de 75 % de la population. Sa part dans le produit national a décliné depuis lors régulièrement, passant de 30 % à l'époque à 8 % en 1976.

Un système bancaire moderne

Sur le plan monétaire, le Jordan Currency Board émettait, avant 1964, des dinars jordaniens. Installé à Londres, l'institut fonctionnait contre règlement préalable d'un montant rigoureusement identique en sterling. A la fin de cette même année, ses avoirs n'excédaient pas 25 millions de D.J. Or ils devaient atteindre en 1970 106,9 millions et 282,1 millions en juin dernier. Le système bancaire, qui comptait seulement cinq établissements dont deux britanniques il y a

vingt-cinq ans, dispose aujourd'hui de quatorze banques d'affaires dont neuf sont jordaniennes ou arabes. Les dépôts atteignent 250 millions de D.J. et le montant des prêts consentis 200 millions. Une bourse des valeurs, créée au début de l'année, va commencer à fonctionner. Six instituts de crédit, dont les principaux sont la Housing Bank et l'Industrial Development Bank, consentent pour leur part en mars dernier pour 60 millions de prêts. C'est dire que la collecte

de l'épargne est bien assurée et que le secteur financier est en constant perfectionnement.

L'accélération du rythme du développement a suscité un besoin toujours croissant de produits importés. En 1952, il s'agissait surtout de denrées de première nécessité, et pour 50 % des 15,8 millions de D.J. en cause, de productions agricoles. Les exportations étaient alors très faibles (3 millions de D.J.). Le déficit commercial s'est creusé, passant de 87 millions de D.J. en 1956 à 270 millions en 1976. Pourtant, les

succès remportés à l'exportation ne sont pas négligeables : pour ne citer qu'un chiffre, la vente de phosphates à l'étranger est passée de 34 941 tonnes en 1952 à 1 700 000 tonnes l'an dernier. Le poste des revenus invisibles s'est nettement accru, provoquant même un léger excédent de la balance des paiements que met en évidence l'accroissement des réserves de change (de 36 millions de D.J. en 1956 à 69,8 en 1966 et 243,9 à fin juin 1977) provoqué par les envois d'émigrés, les prêts de pays arabes et l'arrivée de pétrodollars flottants.

dont 79 millions provenant du secteur privé. Le plan quinquennal qui lui a succédé (1976-1980) vise un investissement global de 785 millions, un taux de croissance de 21 % du secteur de production et de 11,5 % du P.N.B. aux prix du marché. On attend du secteur privé la moitié des investissements envisagés. Pour remplir ce programme ambitieux, le gouvernement mise sur la coopération internationale et internationale ainsi que sur la stabilité de la région.

Dans tout le pays, l'intense activité du secteur de la construction porte témoignage des progrès accomplis au cours des vingt dernières années. La population d'Amman est passée de deux cent mille âmes en 1952 à sept cent mille en 1977 et il est difficile d'y trouver un appartement. La Housing Corporation et la Housing Bank sont spécialisées dans les prêts immobiliers et le logement social.

Le pays est doté de bons services de santé, si l'on se réfère à d'autres nations en voie de développement et les médecins, qui n'étaient que cent quarante-quatre dans le royaume (dont la Cisjordanie) en 1962, sont au nombre de huit cent quarante-cinq dans ses limites actuelles. Plus généralement, l'infrastructure du développement a été sensiblement améliorée, notamment dans le domaine des transports où le réseau routier de 4 000 kilomètres de routes asphaltées est utilisé par plus de trente-huit mille voitures. La compagnie d'aviation nationale Alia dispose d'une flotte d'appareils à réaction et de deux Boeing 747. Ses lignes desservent aussi bien Bangkok que New-York. Akaba, bourgade côtière en 1955, est un

De lourdes dépenses publiques

DANS le domaine de l'emploi, la population active constituée depuis 1952 — le chiffre n'a pas sensiblement changé — 20 % environ de la population totale. Mais le chômage, qui affectait naguère le quart des actifs, était tombé en 1976 à 1,6 % seulement. La faible proportion des actifs tient à l'absence presque totale de travail féminin, au fait qu'un Jordanien sur deux a moins de seize ans et aux départs massifs de travailleurs. Ce dernier point suscite des appréhensions, car cent cinquante mille de ceux-ci, soit 37 % des actifs, sont employés hors du royaume. Les envois de devises de ces émigrés ne compensent pas la perte infligée à l'économie par leur absence, d'autant que ces défections ont provoqué une hausse importante des salaires, cause directe d'inflation. Pour enrayer le mal, un décret royal a mis en place un vaste système de sécurité sociale financé sur fonds publics et qui

garantira notamment une retraite aux travailleurs âgés.

Très faibles à l'origine de la période étudiée (12,4 millions de D.J.), les dépenses publiques ont atteint l'an dernier 222 millions, ce qui a entraîné un déficit budgétaire léger mais en augmentation régulière ainsi qu'un gonflement de la dette publique (35,9 millions de D.J. en 1973 et 90 en 1976). A cette dernière date, la dette extérieure atteignait 128,9 millions de D.J. Il n'y a pas lieu de s'en inquiéter outre mesure, dès lors que le développement marche d'un même pas et permet les remboursements. L'augmentation des dépenses publiques était rendue inévitable par le soutien de l'économie de la Cisjordanie.

Le plan triennal 1973-1975 se proposait, sous la direction du prince héritier Hassan, de créer soixante-dix mille nouveaux emplois et d'investir une somme globale de 179 millions de D.J.

THE ARAB POTASH COMPANY Ltd

(Compagnie Arabe des Potasses)

B.P. 1470 Amman JORDANIE Tél. : 1683

Adresse télégraph. : Potash, Amman, Jordanie. Téléphone : 66165

Le capital de la compagnie est actuellement de 40 millions de dinars jordaniens. Son principal objectif est l'exploitation des produits chimiques existant potentiellement dans les soubres de la mer Morte, qui contiennent plus de 40 milliards de tonnes métriques de réserves minérales en solution concentrée.

La potasse de qualité engrais (KC 1) sera le produit primaire : elle sera extraite au rythme de 1 million de tonnes par an en 1981. Parmi les autres produits chimiques susceptibles d'être exploités figurent le bromure, le magnésium, le chlorure de sodium, le chlore, la soude caustique et d'autres composés voisins.

D'autres engrais à base de potasse (principalement sulfates, nitrates et phosphates) seront également produits.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser au siège social de l'Arab Potash Company, à l'adresse ci-dessus.

بنك فراب الدولي

FRAB-BANK INTERNATIONAL

BANQUE FRANCO-ARABE D'INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX

COMPARAISON DES BILANS au 30/6/1976 et 30/6/1977

(en millions de francs français)

ACTIF	30 juin 1976	30 juin 1977	PASSIF	30 juin 1976	30 juin 1977
Banques	1 184 274	1 674 195	Banques	1 673 286	2 482 990
Clients	796 993	1 060 624	Clients	224 626	167 840
Divers	109 358	118 242	Divers	120 583	127 012
Titres	4 068	7 766	Réserves	1 316	1 491
Immobilisations	2 331	2 057	Capital	70 000	70 000
Total	2 097 024	2 862 884	Résultat provisoire	7 213	13 551
			Total	2 097 024	2 862 884

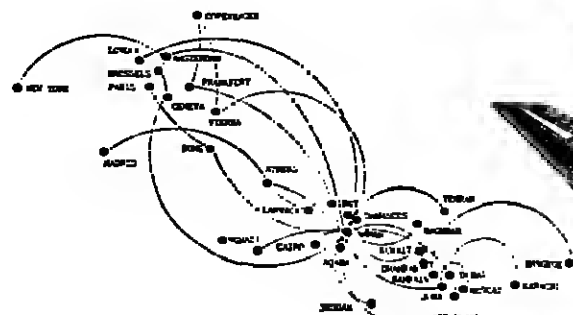
Tél. : 630255 (général)
610543 (services
des changes)Téléphone : 553-05-69 +
240-36-39 +

55-57, avenue Kléber. — 75116 PARIS.

Voyagez à bord de notre "Jet" Royal et profitez royalement de votre voyage

Avec une flotte entièrement composée de Boeing, des pilotes hautement qualifiés et des hôtesses de toutes nationalités, qui vous assurent un service impeccable en vol et au sol, nous relient l'Est à l'Ouest.

Voyagez royalement avec Alia.



3 vols hebdomadaires Paris/Amman/Paris : au départ de Paris-Orly Sud

au départ d'Amman

alia

THE ROYAL JORDANIAN AIRLINE

12, rue de la Paix
PARIS 2^e
Tél. : 261-57-45

mardi { RJ 102
vendredi { départ 11 h 15
 arrivée 18 h 30

dimanche { RJ 104
(vol direct) { départ 17 h 15
 arrivée 16 h 45

lundi { RJ 101
jeudi { départ 12 h 30
 arrivée 18 h 00 Only Sud

samedi { RJ 103
(vol direct) { départ 12 h 30
 arrivée 16 h 30 Only Sud

سكول من الرحيل

port moderne où ont transité en 1976 plus de trois millions de tonnes de marchandises. Il est relié à Amman par voie ferrée et reçoit ainsi les chargements de phosphates en provenance des mines du Nord. La puissance électrique installée de 130 mégawatts doit atteindre 350 mégawatts en 1981 et l'électrification de nombreux villages est en cours. Enfin le système de télécommunications s'étend rapidement et les liaisons téléphoniques et télégraphiques par un premier et bientôt par un second satellite sont satisfaisantes.

Dotée d'un patrimoine archéologique et de lieux saints, la Jordanie s'applique à protéger ces trésors uniques au monde. Le secteur touristique a connu une croissance rapide, et les visiteurs, au nombre de soixante-quatorze mille en 1976, dépassent plus de six cent mille en 1977. L'année suivante, l'occupation de la Cisjordanie portait un coup sévère à une activité qui reprend néanmoins son essor : de sept cent sept mille en 1976, le nombre des touristes a atteint un million soixante-trois mille l'an dernier. Les revenus de ce secteur se sont alors élevés à 63 millions de D.J.

Conscient des besoins spécifiques du pays en matière de technologie et de recherche, le gouvernement a tenté de les satisfaire, et une charte royale a été créée en 1970 la Royal Scientific Society, fondation sans but lucratif dont le bureau est présidé par le prince héritier. La R.S.S. entretient actuellement dans dix départements sept départements de recherche dont les travaux portent aussi bien sur la construction normalisée à bas prix que sur la désalinisation de l'eau de mer ou l'énergie solaire. Elle emploie quatre-vingts savants ou ingénieurs de haut niveau et dispose d'environ 15 millions de D.J. L'université de Jordanie et l'université de Yarmouk, ainsi que le ministère de l'Agriculture, mènent également des travaux de recherches ; ce secteur représente 0,5 % du produit national brut. Un séminaire placé sous le haut patronage du prince Hâssan a préparé, en mai 1977, une conférence internationale sur ce thème, qui se réunira dans les premiers mois de l'année prochaine.

Dans l'attente d'un règlement du problème palestinien

(Suite de la page 21.)

La réponse à ces questions reste évidemment aléatoire, mais on estime généralement les éventuels candidats au départ à environ 20 % de la population palestinienne, représentant surtout les plus déshérités qui vivent encore dans les camps de réfugiés et ceux qui ont des parents en Cisjordanie susceptibles de les loger convenablement. La masse des réfugiés, même ceux qui ont été chassés par la guerre de 1967 de la rive occidentale du Jourdain après avoir été déplacés une première fois en 1948, sont en fait originaires pour la plupart des territoires palestiniens qui forment aujourd'hui l'Etat hébreu. Ils n'ont donc, de toute évidence, aucune raison impérative de regagner un Etat palestinien réduit à la seule Cisjordanie, et où les conditions d'existence sont, surtout au cours des premières années, particulièrement difficiles. D'autant plus qu'ils jouissent de la citoyenneté jordanienne et bénéficient de l'essor économique du royaume hachémite.

En revanche, on peut estimer raisonnablement que la proportion des Palestiniens qui opteront pour la citoyenneté du nouvel Etat et obtiendront ainsi un passeport palestinien sera élevée. Si, aujourd'hui en Jordanie, les traces de la guerre civile de 1970 ont entièrement disparu, les blessures profondes laissées dans les cœurs et les esprits demeurent. Le sentiment nationaliste palestinien est vi-

vace, même auprès des représentants de la riche bourgeoisie d'Amman et d'Irbid, bien que ces derniers aient resté à l'est du Jourdain et n'apprécient guère les principes révolutionnaires dont se réclament les différents mouvements de résistance qui constituent l'O.L.P.

Les partisans d'un « repli transjordanien »

EN 1974, lorsque le roi Hussein avait renoncé à la Cisjordanie, il avait amorcé la « jordanisation » de son royaume en réduisant la représentation palestinienne au sein du gouvernement, de la haute administration et des assemblées élues. Ces mesures avaient à l'époque suscité une certaine inquiétude parmi les Palestiniens, qui craignaient d'être amenés à choisir entre le futur Etat indépendant et la Jordanie. Le souverain hachémite sut alors calmer les appréhensions de ses sujets originaires de la rive occidentale du Jourdain en leur prodiguant des assurances et en décourageant toutes les manifestations de nationalisme jordanien qui eussent pu les heurter.

Il existe toutefois, dans les milieux gouvernementaux et dans l'entourage même du roi, des partisans d'une Jordanie réduite à la seule rive orientale. Ces derniers estiment que les Palestiniens sont à l'origine de tous les maux du royaume et que la Jordanie ne pourrait que se renforcer en assumant son homogénéité nationale. Cette tendance demeure cependant mi-

noritaire. Le sera-t-elle toujours ? La création d'un Etat palestinien pourrait bien consolider le camp des partisans du « repli transjordanien ».

La « jordanisation » du royaume est déjà en bonne voie sur le plan économique. Le nouveau plan de développement (1976-1980) ignore totalement la Cisjordanie et a pour seul objectif d'assurer la viabilité économique du royaume en réduisant d'abord sa dépendance à l'égard de l'assistance financière étrangère, provenant en grande partie des Etats-Unis et des pays du Golfe. A cet effet, le nouveau plan prévoit une réorientation de l'économie vers les secteurs productifs (industrie, exploitation du sous-sol et agriculture), avec un effort spécial pour favoriser l'exportation vers les marchés régionaux. Le nouvel Etat palestinien, si jamais il est créé, serait un partenaire naturel pour le royaume hachémite. Trop de liens unissent les deux rives du Jourdain pour que, tôt ou tard, ne soient instituées entre elles des relations privilégiées.

JEAN GUEYRAS.



1952 - 1977



POUR LA FÊTE DU 25^e ANNIVERSAIRE

La Jordanie hospitalière vous souhaite la bienvenue

que ce soit en

**VISITE D'AFFAIRES
OU DE PLAISIR**

SÉJOURNEZ A L'HOLIDAY INN

« Partout chez nous vous êtes chez vous »

HOLIDAY INN D'AMMAN

220 chambres et suites air climatisé. Situé dans le centre près des quartiers d'affaires et des ambassades - TV et mini-bar dans chaque chambre - Plusieurs restaurants : français, oriental, steak-house, coffee-shop, pub anglais et night-club sur la terrasse - salle de conférence et de banquet pour 600 personnes - Piscine. Ouverture en novembre 1977. Adresse : P.O. Box 5399 - Tél. : 1533 NAZZAL JO

HOLIDAY INN D'AQABA

110 chambres et suites air climatisé. Au bord de la mer Rouge - TV et mini-bar - coffee-shop et restaurant français - salles de conférence et de banquet pour 125 personnes - Plage privée - Piscine - Ski nautique - Péniche sous-marine - Pêche. Adresse : P.O. Box 215 - Tél. : 6283 ROLOIN JO

RÉSERVATIONS INTERNATIONALES HOLIDAY INN :
PARIS TELEPHONE : 686-50-87 — TELEX : 204696

SPIE BATIGNOLLES

TOUR ANJOU — 33, QUAI NATIONAL, 92806 PUTEAUX
TELEPHONE : 776-43-64 — TELEX : PAREL 620834

RÉALISATION D'ENSEMBLES « CLÉS EN MAINS »

QUELQUES RÉFÉRENCES :

- En Indonésie, usine d'engrais, Grésik ;
- Au Maroc, diverses unités d'engrais, Safi ;
- Au Sénégal, usine d'engrais, Dakar ;
- En Tanzanie, usine d'engrais, Tanga ;
- En Tunisie, usine d'acide phosphorique, Gabès 1, et unité d'acide sulfurique, Sfax ;
- En Zambie, extension du complexe d'engrais, Kafue ;

et

Complexe d'engrais de SAFI (Maroc). — Vue d'ensemble.

- En Jordanie, pour la Jordan Fertilizer Industry, Important complexe d'engrais phosphatés, en cours de construction à Aqaba : 2 unités d'acide sulfurique, 1 unité d'acide phosphorique, 2 unités de granulation en DAP, ensemble des aîsies et utilités.

BANK OF JORDAN LTD

fondée en 1960

SIÈGE SOCIAL : AMMAN

P.O. Box 2140
Téléphone : 44327/8-44845
Capital : JD. 750.000
Réserves : JD. 1.085.331
Dépôts : JD. 21.341.041
Président : Husni Sido Al Kurdi

Directeur gén. : Zuhair Darwaza
Tél. : Bankjor Ja 1272
Adresse télégraph. : Bankjordan
Avoir réalisable : JD. 9.334.668
Total de l'actif : JD. 33.572.468

La BANK OF JORDAN LTD effectue toutes opérations bancaires commerciales et n des correspondants dans le monde entier.

Succursales en Jordanie :
Amman (6 succursales), Kerak, Irbid, Maan, Ramtha, Madaba, Jerash, Aqaba, Ajloun, Wadi Seer, Salt et Swellah.

Filiale : Union de Banques Arabes et Françaises, Paris

TABEAU COMPARATIF POUR LES SIX DERNIÈRES ANNÉES (1971-1976)

	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76
Capital (versé)	533.380	533.380	533.380	533.380	533.380	750.000
Réserves	224.253	201.618	258.828	321.288	518.635	831.830
Dépôts et cautions	5.298.228	6.081.688	7.802.838	9.726.981	10.254.871	21.241.041
Autres valeurs immobilisées	4.334.284	3.597.889	4.097.787	6.076.949	12.774.474	12.731.833
Disponibles	1.982.997	1.351.081	2.498.251	2.544.897	5.224.019	7.359.270
Chiffre d'affaires	7.633.080	9.124.249	12.126.790	13.787.146	22.680.108	33.572.468
Bénéfices net et à distribuer après impôt sur les sociétés	15.478	32.001	37.335	42.888	53.338	80.000

(1 dinar jordanien = U.S. \$ 3,03.)

ARAB BANK LIMITED

La plus ancienne banque du Proche-Orient



Fondée en 1930

A JÉRUSALEM

DIRECTION GÉNÉRALE : AMMAN, JORDANIE

	En millions de dinars jordaniens			
	1975	1974	1973	1976
CAPITAL ET RÉSERVES	16,1	17,1	20	30
DÉPÔTS	200,6	276,1	472	682
TOTAL DE L'AVOIR	216,7	452,2	492,5	712

1 dinar jordanien = U.S. \$ 3

L'ARAB BANK a des succursales dans les pays suivants :

ABU DHABI, AJMAN, BAHRAIN, DUBAI, EGYPT, GAZA, JORDANIE, LIBAN, OMAN, QATAR, RAS AL-KHAIMAH, ARABIE SAOUDITE, SHARJAH, UMM AL-QAIWAIN, FUJAIRAH, TUNISIE, REPUBLIQUE ARABE DU YEMEN, GRANDE-BRETAGNE.

FILIALES :

ARAB BANK (OVERSEAS)
LIMITED
ZURICH, GENÈVE.

ARAB BANK MAROC
CASABLANCA, RABAT

UNION DE BANQUES ARABES
ET EUROPÉENNES (U.B.A.E.),
LUXEMBOURG, FRANCFORT.

ARAB BANK (NIGÉRIA) LIMITED
LAGOS, KANO, APAPA, ISOLO.

CULTURE



Supplément Jordanie

Archéologie

Un patrimoine grandiose exploré avec ferveur

Par J. STARCKY *

DEPUIS quelques années, les pays arabes consacrent une part appréciable de leur budget à mettre en valeur leurs richesses archéologiques. En Jordanie, l'intérêt pour les fouilles ne date pas d'aujourd'hui : des sites comme Jerash, l'antique Gerasa, ont été dégagés dès 1928 (par l'université de Yale). Par l'ampleur et la beauté de ses ruines romaines, cette cité attire autant de touristes que Palmyre. Il est vrai que la Jordanie a bénéficié à cet égard de l'extraordinaire intérêt qu'a toujours suscité dans le monde occidental tout ce qui touchait de près ou de loin à la Terre Sainte. Des institutions comme la Custodie de Terre Sainte, l'Ecole biblique et archéologique française de Jérusalem, la British School of Archaeology et les American Schools of Oriental Research, pour ne citer que les principales, poursuivent depuis près d'un siècle un travail de prospection et de fouilles dans le pays de Rabbat-Ammon (l'actuelle Amman), où David envoya se faire tuer Urie, l'époux de Bethsabée, dans les plaines de Rûh la Moabite, au

pays d'Edom, peuplé par Esau, le frère de Jacob. Et n'est-ce pas en Galaad, à Pécouel, sur la rive du Yabboq (l'actuel wadi Zarka), que ce patriarche lutta contre l'ange, thème cher aux mystiques et aux artistes ? Le département des Antiquités de Jordanie, qui travaille sur ces sites, accorde son soutien en hommes et en matériel aux expéditions étrangères, l'armée fournissant souvent un appui logistique apprécié. Le roi et son frère, le prince héritier Hassan, manifestent un vif intérêt aux fouilles et aux restaurations. Celles-ci restent discrètes, à l'encontre de ce qui se fait dans d'autres pays et permettent cependant au touriste de reconstituer plus facilement ce que furent ces cités d'antan, souvent réduites à un tell (mot arabe signifiant colline, mais utilisé par les archéologues pour un monticule artificiel de ruines). Le tourisme étant une source importante de devises pour un pays qui n'a pas de pétrole, un même ministère, confié à M. Barakat, rassemble tourisme et antiquités, M. A. Hadidi dirigeant ce dernier département.

Le site antique d'Amman

Amman même, M. Hadidi a fait dégager le Forum ainsi que le magnifique théâtre qui le domine au sud, de l'Odéon qui le limite à l'est. Il a fait rebâtir la colonnade qui le clôturait sur trois côtés. Un musée folklorique a été installé dans le théâtre. Une salle y expose une belle série de mosaïques. Dans le même valon se dressent les ruines imposantes d'un oymphée. La ville s'appelait alors Philadelphie, du nom de l'empereur Philadelphe, l'Égypte gouvernant au troisième siècle avant Jésus-Christ la Palestine et la Transjordanie. La vieille ville, aujourd'hui la colline de la Citadelle (*al-Qal'a*), surplombe

le Forum au nord. Elle portait, à l'époque romaine, le temple d'Hercule, dont le culte a succédé à celui de Milkom, le dieu des Ammonites. On a atteint, dans un sondage derrière le rempart sud de cette acropole, les couches de l'époque ammonite, et on a exhumé de curieuses têtes féminines à double face, grande nature, qui ont dû faire partie de meneaux de fenêtre. Les lettres araméennes gravées derrière les yeux incrustés ont permis de dater du septième siècle ces sculptures uniques, actuellement au musée de la Citadelle.

* Directeur de recherche au C.N.R.S.

Ce bâtiment, qui se dresse près du temple d'Hercule, regorge d'antiquités. Mme C.-M. Benoit, l'attachée culturelle de la British School of Archaeology, a mis au jour, plus au nord, une large rue et des habitations arabes et byzantines, des restes d'une forteresse des douzième-treizième siècles, ainsi qu'une tombe de l'époque ammonite. Dans le secteur voisin, M. F. Zayadine, du département jordanien des Antiquités, est descendu jusqu'aux couches hellénistiques et a découvert un réservoir d'eau du troisième millénaire.

A vingt-cinq kilomètres à l'ouest d'Amman, non loin de la route qui mène à la mer Morte, s'ouvre le cirque d'Arak-el-Amir, creusé de galeries artificielles, où on lit

Le décor de l'Evangile

PLUS au nord, l'université jordanienne poursuit les fouilles de Jerash, où apparaît un nouveau quartier byzantin et omeyyade. Ces deux civilisations se succèdent souvent de façon presque insensible. Très prometteuses sont également les fouilles entreprises à Umm-Qeis, l'antique Gadara, par l'archéologue allemande Ute Lux. Cet imposant champ de ruines romaines et byzantines est juché sur un promontoire qui domine au sud-est le lac de Tibériade. C'est sans doute le site du célèbre épisode évangélique des porcs possédés par des démons et précipités dans le lac (*Matthieu*, 8, 28-34).

Signalons plus à l'est, près de la frontière syrienne, la ville nabatéenne, romaine et byzantine d'Umm-el-Jimal, étonnamment conservée, et qui est réstudée systématiquement par une équipe américano-jordanienne dirigée par le professeur Bert de Vries. Les consolidations nécessaires sont entreprises.

En descendant vers le sud, on aborde le pays de Moab et son

nom de « Tóbath », en lettres araméennes du quatrième siècle avant Jésus-Christ. C'est le nom d'une famille mi-ammonite mi-julve, souvent citée dans la Bible, dans divers papyrus et par l'historien Joseph. Celui-ci nous apprend qu'un certain Hyrcan, fils de Tobie, y construisit une forteresse et se suicida à l'avènement d'Antiochus IV (175 avant Jésus-Christ). Les premières fouilles furent faites en 1962 par le regrettable Paul Lapp. Le monument, célèbre par sa frise de lions, ressemblait à un temple, mais les dégagements systématiques auxquels procèdent actuellement M. Ernest Will, directeur de l'Institut français d'archéologie de Beyrouth (Institut qui a désor-mais une antenne à Amman), et le département jordanien des Antiquités montrent qu'il faut en revenir aux indications de Joseph. Il s'agit d'une vaste installation mi-terme mi-résidence, dont le bâtiment principal est une sorte de château, remarquable par son rez-de-chaussée et son étage à fenêtres et par son décor hellénistique. Les bâtiments de cette époque sont très rares au Proche-Orient, car presque partout ils ont été remplacés à l'époque romaine par des constructions plus ambitieuses, mais souvent peu originales.

anciennes capitales, Hésébon, aujourd'hui Heshân. Apostrophée par les prophètes Isaïe et Jérémie, elle est célébrée par le Cantique des Cantiques qui compare les yeux de la Bien-Aimée aux eaux des bassins d'Hésébon (7,5). Les fouilles sont menées par l'Andrews University (Michigan), actuellement sous la direction de M. L.T. Geraty.

Au pays de Moab, mentionnons encore les fouilles que la Custodie de Terre Sainte poursuit depuis de longues années au mont Nébo : le père M. Piccirillo y a découvert un nouveau baptistère et de belles mosaïques du sixième siècle. Plus au sud, Madaba fournit, elle aussi, de nouvelles mosaïques. A l'est, aux confins du désert, l'archéologue espagnol P. Olavarri dégage une curieuse citadelle moabite remontant au onzième siècle, donc presque aux temps de l'Exode. Au sud du pays se dresse la ville forte de Karak, le Krak des croisés, d'où une route descend vers la mer Morte, et atteint la presqu'île désolée de la Lisan (la Langue) à l'entrée

de laquelle s'allongent les restes d'une ville du troisième millénaire et d'un immense cimetière, qui a fourni une poterie très variée et très abondante. Une nouvelle prospection est en cours.

Au nord de la mer Morte, B. Hennessy vient de reprendre les fouilles de l'Assiut biblique de Rome aux Tielat et Ghassoul, dont les restes nous font rejoindre les quatrième et cinquième millénaires.

Le climat de ce fossé géologique (— 400 mètres) explique cette urbanisation précoce, mais sur les plateaux on a également découvert des installations de cette haute époque, notamment à Sahab près d'Amman (fouilles de M. M. Ibrahim) et à Jawa, sur le rebord des nappes basaltiques aux confins jordanos-syriens, où S.W. Hedins (British School of Jordanie) a dégagé un système hydraulique très évolué, remontant à l'époque chalcolithique (quatrième millénaire).

Au sud de ce site s'ouvre la vaste dépression d'Azrak, où des lacs temporaires marquent de grandes taches bleues, actuellement un parc national. Les sites préhistoriques y abondent. Cette région où le désert fleurit avait attiré les princes omeyyades, qui y édifièrent de riches demeures dont l'architecture et les fresques sont admirées par les touristes. Le département des Antiquités veille à leur conservation et restauration.

Aux préhistoriens s'ouvre un champ très varié à travers toute la Jordanie. Rappelons seulement le village néolithique dégagé par Mme Hinkel, à Beida, près de Pétra, un des mieux conservés du genre.

Pétra est surtout fameuse en tant que capitale du royaume fondé à l'époque hellénistique par la tribu arabe des Nabatéens et annexé par Rome en 106 après Jésus-Christ. La British School et le département des Antiquités ont déjà dégagé nombre de bâtiments et l'étude des étonnantes tombes rupestres, au décor mi-oriental mi-hellénistique, se poursuit sans interruption. Signalons, parmi les travaux récents, le dégagement par P. Zayadine, du tombeau d'Onesiphore, le ministre de la reine-régente Shaqlat II (vers 70 après Jésus-Christ) et des importantes substructures du grand tombeau dit « dorique », qui servit de cathédrale aux évêques de Pétra à l'époque byzantine.

On a également entrepris la



LES RUINES DE PÉTRA.

photogrammétrie des principaux monuments, en particulier des façades funéraires, à l'Institut d'archéologie de l'université de Londres en 1968, avec P. Parr et K.B. Atkinson, et à l'Institut géographique national (I.G.N.) en 1969 (grâce aux subventions de l'UNESCO). Le ministère français des affaires étrangères et le gouvernement jordanien ont financé le survol de la région de Pétra, l'envoi d'une mission géodésique et l'établissement d'un photoplan, le tout exécuté par l'I.G.N. Il facilitera grandement le travail des futurs archéologues et l'aménagement touristique de ce site merveilleux. Nous-mêmes avons participé avec J.T. Milk, maître de recherche au C.N.R.S. et P. Zayadine à ces travaux, en particulier pour la localisation des tombes et des nombreux nids d'inscriptions, dont beaucoup ont pu être déchiffrés à cette occasion.

Il faudrait enfin citer nombre de découvertes et entreprises faites par les archéologues, en particulier par les équipes du département des Antiquités. On se bornera pour terminer à souligner la collaboration exemplaire entre ces équipes et les archéologues étrangers.



JORDAN TELEVISION CORPORATION

La télévision jordanienne est reçue dans plus de 1.000.000 de foyers.

Véhiculé par l'un des meilleurs médias du Proche-Orient, votre message publicitaire bénéficiera ainsi d'une grande diffusion et obtiendra de meilleurs résultats.



HASHEMITE BROADCASTING SERVICE

H.B.S. offre la meilleure couverture radio pour tout le Proche-Orient et l'Afrique du Nord. Votre message publicitaire sur H.B.S. vous ouvre toutes grandes les portes du marché arabe et vous fera vendre mieux et plus.

COMMERCIAL DEPARTMENT

Téléphone : 42211-42212, P.O. Box 2398

Câbles : Commercial-Amman

Télex 1244 Amman - Jordan

شركة التلفزيون الأردني



TOURISME

Itinéraire

D'Akaba au Jourdain

Par JEAN-PIERRE PERONCEL-HUGOZ

PARTI de Soas, le bateau longe la côte occidentale du Sinaï avant de virer à gauche à hauteur du cap Moïse. Alors se profilent les constructions neuves implantées par les occupants israéliens au fond d'une petite baie sans grâce rendue célèbre par les conflits israélo-arabes. C'est Charm-el-Cheikh, rebaptisée de son nom biblique d'Odza par Israël. Un peu à l'est, de grandes îles noires et vides barrent l'entrée du détroit de Tiran. En les désignant, un marin lance laconiquement : « Toute cette roquille, c'est à l'Arabie Saoudite ! » Les eaux hyalines et tièdes du golfe d'Akaba s'étendent entre de hautes montagnes mauves, le Sinaï d'un côté, l'Arabie de l'autre. Seule sur la rive sinaïtique, l'océan maritime de Chéab rafraîchit la vue du navigateur en agitant à son passage le plumet vert de ses palmiers. Puis les parois rocheuses se rapprochent. Akaba, la jordanienne et l'état israélienne semblent, du large, ne former qu'une seule ville. Des deux côtés se pressent grands hôtels blancs et villas blanches. La plage est bordée, même aux abords de la frontière. Il faut bien prendre garde en accostant de ne pas se tromper de port. Le djebel rose et corail qui surplombe Akaba peut tout aussi servir de point de repère.

Là, jusqu'à la guerre de six

jours en 1967, quatre États se regardaient en chiens de falence sur un arc de sable d'une dizaine de kilomètres : l'Égypte, Israël, la Jordanie et l'Arabie Saoudite. Israël s'étant provisoirement dilaté au détriment de l'Égypte, seul le royaume hachémite est actuellement réduit à une « incarne » sur la mer Rouge. Encore faut-il rappeler que celle-ci n'avait que 8 kilomètres de large jusqu'en 1965, date à laquelle Israël, saisi par la généralité, consentit à céder 19 kilomètres de côte supplémentaire à l'Arabie Saoudite. Mince compensation pour les Hachémites qui ne peuvent oublier qu'à la fin de la première guerre mondiale ils ont été évincés d'Arabie par les Saoudo-Wahabites.

Mais Akaba, fondée par Salomon comme port de guerre sous le nom d'Edon Gheber, appelée Aila sous les croisés, prise par Lawrence d'Arabie, éternel enjeu des rivalités régionales s'est enrichie aujourd'hui en station balnéaire à la mode. Les châteaux s'abaissent à prendre en charge les touristes américains du troisième âge aux cheveux blancs ou roses. Le soleil endort les soldats sur la ligne de démarcation. Les baïgneurs israéliens peuvent apercevoir le roi Hussein faire du ski nautique. Un matelas pneumatique *made in Israël* s'est égaré sur le rivage jordanien.

du fils de David. Vintrent plus tard s'installer là les Nabatéens, tribu arabe se rattachant à Nabayot, fils de Hamaïr de la Bible. Diodore de Sicile écrit à leur sujet : « Ce sont des marchands ; mais nul ne parvient jamais à les soustraire. » Ils développent leurs affaires et leur civilisation à l'abri de gorges et de défilés qui constituent l'ensemble défensif naturel le plus vaste de la terre. Antigone, général d'Alexandre, sacrifia en vain quatre mille hommes pour s'emparer de la principale nabatéenne. Port de ce succès les négociants de Pétra se hasardèrent jusqu'aux Indes, faisant un temps de leur ville le centre d'échanges le plus important de l'aire arabe. Golconde et les rois mages se rencontrèrent dans un cirque rose, pôle d'abondance au milieu d'un plateau à l'aridité sans espoir. L'empire nabatéen s'étendit de Damas aux portes de l'Égypte des derniers pharaons, avant d'être ravagé par Trajan au rang de province romaine, en l'an 106.

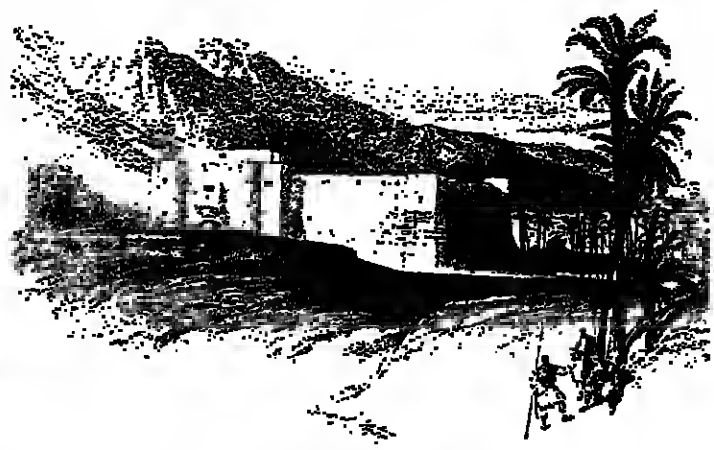
Ces siècles de puissance ont laissé d'innombrables traces à Pétra. Le château de Pharaon — en fait un temple du premier siècle où se célébraient les mystérieux cultes nabatéens — est l'édifice le mieux conservé, avec son porche monumental, sa façade parcourue de pilastres et ses corniches à rosaces. Puis viennent les vestiges de théâtres, un abîme aux colonnes absentes, le théâtre creusé dans le grès d'une falaise irisée.

Plus loin se rencontrent deux obélisques rougeâtres, l'autel sacré où les nabatéens procédaient aux sacrifices d'animaux, une citerne, des manoirs, des lions et des statues alignés sur les parois des rochers, des chapelles rupestres. Le roc d'Al-Habis, percé de loges encore uti-

lisées par les bédouins d'aujourd'hui, est d'accès abrupt, mais il vaut un effort car son sommet, occupé par des sanctuaires et des fortifications, était sans doute utilisé comme refuge ultime pour les femmes, les enfants et les trésors lors des sièges de jadis.

Amman bien calée sur ses collines, dégringolant de ravines en lits d'oueds, toute brûlante d'affaires et d'échanges internationaux, pleine de changeurs et de courtiers, est une moderne Pétra. Le contexte régional — un Liban meurtri et incertain, une Syrie toujours dirigée, une Arabie corsetée de religion, une Égypte prisonnière de sa propre bureaucratie — favorise l'essor de la capitale hachémite. Si les Nabatéens revenaient, ils ne se sembleraient pas trop dépayés au milieu des négociants et des banquiers d'Amman.

A 30 kilomètres au nord-ouest de la capitale, Salt est une petite sous-préfecture à la population mi-chrétienne, mi-musulmane. Ses maisons aux toits en terrasse s'étagent à flanc de coteau parmi les vignes et les grenadiers. Dominant le tout et fragmentant le ciel, une vieille forteresse qui vit passer, avec leurs cortèges de masses et de destructions, conquérants et envahisseurs, Mongols d'Asie centrale et mamelouks d'Égypte. En escaladant le mont Ocha voisin on accède au tombeau du prophète de ce nom. De là, on voit les neiges de l'Hébron, aux confins libano-syro-irakiens, la vallée du Jourdain et la Palestine. Il faut alors descendre vers la dépression fertile du Ghôr, abreuvée aux eaux du fleuve biblique. C'est le Vaucluse en Orient.



LE PORT D'AKABA.

phète de ce nom. De là, on voit les neiges de l'Hébron, aux confins libano-syro-irakiens, la vallée du Jourdain et la Palestine. Il faut alors descendre vers la dépression fertile du Ghôr, abreuvée aux eaux du fleuve biblique. C'est le Vaucluse en Orient.

La ville aux quinze églises

Encore une frontière, celle avec la Syrie. Ici le climat est moins chargé d'interrogations qu'à Akaba ou dans le Ghôr. Depuis que l'armée syrienne pénétra en Jordanie en 1970, faisant mine de venir jusqu'à Amman, pour « déparager » l'armée jordanienne et les fedayin palestiniens, la zone de Mafrâq a connu la tranquillité. Le calme des ruines antiques de Umm-el-Jimal n'a pas été troublé, lui, depuis des siècles, depuis que ses habitants, des chrétiens romanisés, l'abandonnèrent sans même nous laisser avec certitude le nom de leur cité. En revanche, ils ont laissé maints témoignages de leur piété et de leur richesse. La petite cité comptait une quinzaine d'églises, certaines d'entre elles flanquées d'un couvent, toutes pourvues de portes monu-

mentales, de galeries ajourées, de hautes clochers. L'église de Julianus passe pour la plus vieille sanctuaire chrétien daté (345) du monde.

Umm-el-Jimal nous a conservé aussi des habitations de la même période, avec leurs façades percées de petites fenêtres, leurs cours intérieures, leurs passages voûtés, leurs escaliers. On a pu déterminer que certaines demeures avaient jusqu'à quatre ou cinq étages, de vastes bains, plusieurs fours et magasins à vivres. La même munificence se retrouve dans les tombes des habitants évanouis de la ville sans nom : chapelles compartimentées, coupées de cours et entourées de jardins.

La nuit tombe, bleuissant déjà les vieilles pierres et les champs alentours. Sur la route goudronnée toute neuve, des voitures flamboyantes aussi se hâtent vers Amman ou Damas. Des chantiers, au loin, résistent encore à l'obscurité tombante avec leurs lumières et leurs murs blancs. Puis tout se fonde, chapiteaux millénaires et coiffages de béton encore frais, dans le bleu marine profond pourpre d'étoiles de la nuit d'Orient.

(1) Voile de tête retenu par une cordelette.

Un antique pôle d'abondance

AGAGNONS le Ouadi Moussa par la route d'Amman. Derrière ce nom qui signifie « le Val de Moïse » — le législateur des Hébreux y fit jaillir une source — se cache Pétra, la ville troglodyte fantôme, oubliée pendant un millénaire au fond de ses ravins et au bout de ses labyrinthes, rendue au monde en

1812 par un voyageur suisse à l'esprit aventureux, Burckhardt. Pétra, dont l'appellation antique, Sela, évoque aussi la caractéristique du site, fut architectée par Salomon au peuple d'Edom. Du haut du donjon naturel qu'ils s'étaient laissés ravir, des milliers d'Edomites furent précipités par les soldats

SEUL UN TAPIS VOLANT PEUT VOUS FAIRE PARCOURIR PLUS VITE LE PROCHE-ORIENT!

Nulle part dans le monde il n'est plus important de mener les pourparlers d'affaires face à face qu'au Proche-Orient. Le contact personnel peut y sceller un contrat.

C'est pourquoi nous avons créé Arab Wings (Ailes Arabes), le premier service charter d'avions d'affaires à réaction au Proche-Orient. Seul un tapis volant vous permettrait de parcourir plus vite le monde arabe. Nos appareils Learjet 35/36, d'une capacité de cinq à huit passagers sont stratégiquement basés dans tout le Proche-Orient. Volant depuis Amman (Jordanie), Beyrouth (Liban), Dhahran (Arabie Saoudite) et depuis des capitales de plusieurs États du Golfe, dont Oman, Koweït, Bahrein, Dubaï, Abu Dhabi et Qatar, nos appareils vous permettent de n'être jamais à plus de trois heures de n'importe quel point du monde arabe.

Sur Arab Wings, vous ne payez que les kilomètres parcourus à des taux comparables à ceux d'Europe. Nos vols sont confidentiels et totalement assurés.

Nos équipages sont spécialement formés

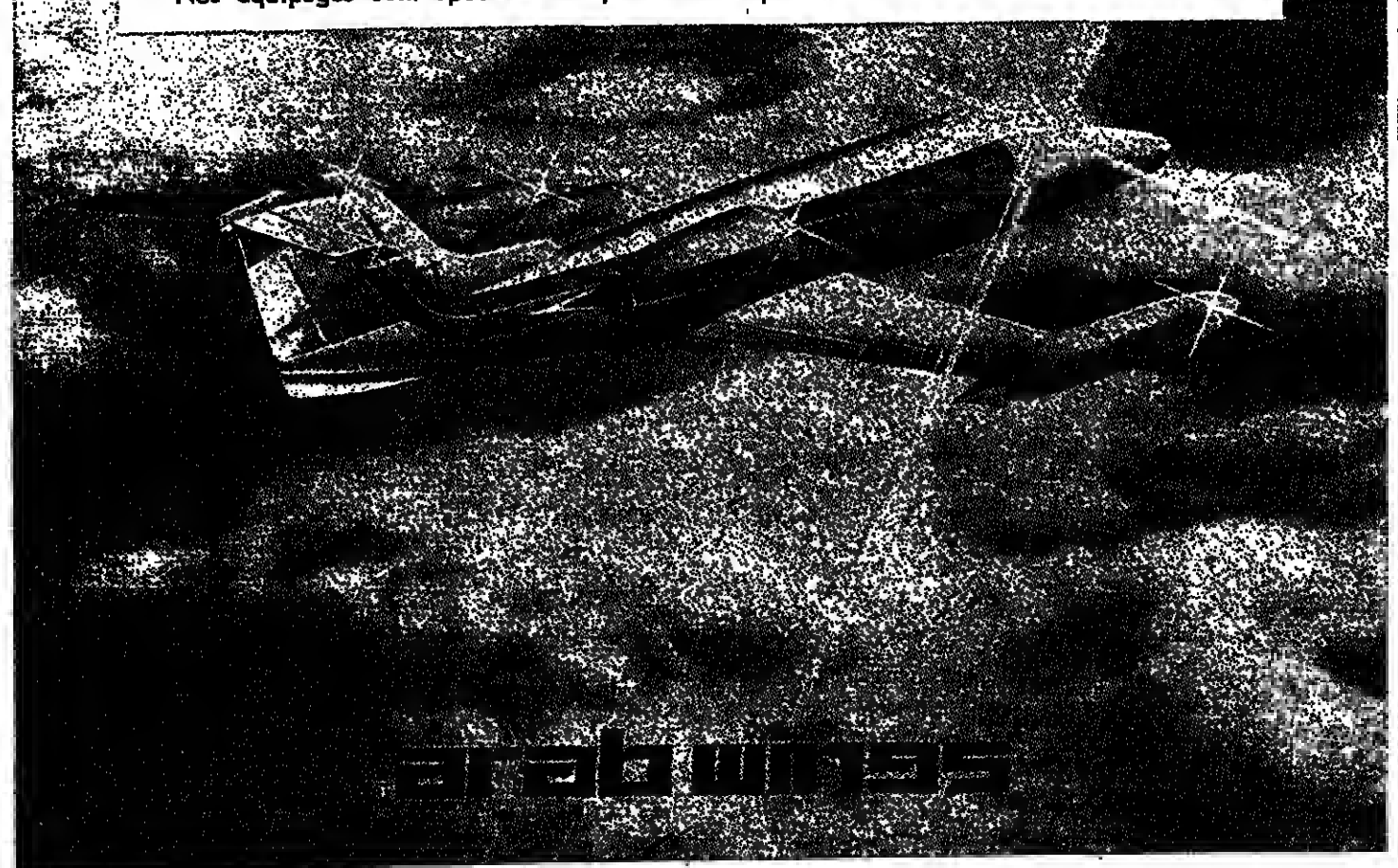
pour vous faciliter les formalités de passeports et de douane.

Vous pouvez donc compter sur Arab Wings pour vous transporter n'importe où dans le monde arabe, à tout moment, 24 heures par jour, 365 jours par an.

Notre service bénéficie de l'appui de toutes les ressources d'ALIA, la Compagnie Aérienne Royale Jordanienne. Nos appareils sont pilotés, entretenus et répartis sous la direction de véritables professionnels qui doivent répondre aux normes de performances élevées fixées pour le personnel d'ALIA.

C'est pourquoi nous vous disons : Seul un tapis volant peut vous faire parcourir plus vite le Proche-Orient.

Si vous souhaitez réserver un appareil Arab Wings, il vous suffit de téléphoner à 1608 ALIA JO ou de téléphoner ou écrire à : Gabriel Mousa ALIA, the Royal Jordanian Airline 12, Rue de la Paix 75002 Paris Téléphone : 261.57.45



Il se passe toujours quelque chose à Inter-Continental



HOTEL JORDAN INTERCONTINENTAL

Jabal Amman - P.O. Box 35014 - 35015

Amman - télex : AMN 1207 - 1267

Adresse télégraphique : INHOTELCOR Amman

Téléphone : 41361



Le Jordan Inter-Continental est plus qu'un hôtel. C'est une oasis autonome à air climatisé où vous vous sentez à l'aise et décontracté. Restaurant gastronomique, café ouvert 24 heures sur 24, boutiques, tous services pour hommes d'affaires et beaucoup d'autres facilités sportives et récréatives, qui transforment votre travail en plaisir. Descendez-vous avec classe à l'Inter-Continental.

JORDAN PHOSPHATE MINES Ltd

(Mines jordaniennes de Phosphates)

B. P. 30 Amman JORDANIE Télex : 1223

Capital de 10 millions de dinars jordaniens, entièrement versé.

Nous exportons du minerai de phosphate dans vingt-trois pays d'Europe, d'Asie et d'Afrique. Nos produits comprennent :

Minerai T.C.P. 66/68 % ;

Minerai T.C.P. 70/72 % ;

Minerai T.C.P. 73/75 % ;

Roche de phosphate broyée (en sacs).

Nous maintenons en activité trois usines de concentration et quatre séchoirs et nous installons actuellement deux usines supplémentaires de concentration et trois nouveaux séchoirs à la mine méridionale d'El-Hassa. Notre port d'Akaba possède deux quais spéciaux pour les phosphates, dont l'un peut accueillir des navires jusqu'à 50 000 tonnes et des installations de stockage pour 180 000 tonnes, des entrepôts supplémentaires étant en construction.

Nous avons entrepris un programme d'expansion qui nous permettra de produire 6 millions de tonnes à partir des installations minières existantes et de créer un nouvel emplacement de mine qui produira 3 millions de tonnes supplémentaires en 1980.

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez nous écrire à l'adresse ci-dessus.

«L'AVENIR EST NOTRE AFFAIRE», de Denis de Rougemont

Par YVES FLORENNE

LA vision très nette du prophète de la fin et de la fin du monde, l'optimisme et la compétence répondent, avec un humour de même couleur, qu'on pourra parfaitement nourrir tout ce monde-là, mais qu'il faudra manger debout. C'est qu'on sera de plus en plus pressé : vers l'an 2500, les hommes seront sur l'étendue de la planète, comme ils sont aujourd'hui dans le mètre à six heures du soir. Et pas plus de quatre cents ans après, la densité sera de deux mille habitants un mètre carré. On a même pu calculer qu'à la cadence actuelle, quand la Terre aura doublé son âge, elle ne sera plus que l'infime noyau d'une sphère humaine qui emplira l'espace visible et croîtra à la vitesse de la lumière. Pour de la croissance, en voilà.

Si Denis de Rougemont jette tout de suite à la tête de son lecteur ces histoires de fins, c'est d'abord pour rappeler la notion de limite qui semble d'être curieusement absente au moment même où tout rétrécissait : où Valéry annonçait que « le temps du monde fini commence ». Mais c'est surtout pour mettre en évidence l'attitude présente de l'humanité : puisque cet absurde est impossible, ça n'arrive pas. En attendant, on ne fait rien pour ça n'arrive pas. C'est-à-dire pour ne pas attendre une limite, à la fois possible, elle, et mortelle. Alors, le philosophe peut se demander si les vrais désirs des hommes (il faudrait sans doute les distinguer des fantasmes, mais ça peut-être) sont bien ceux qu'ils croient avoir et qu'ils proclament : la vie, la paix, la santé, la sécurité, le bien-être (déjà on s'est plus aller jusqu'à un bonheur) : on n'a pas en fait une réalité que révèle ce vertige accéléré où la « croissance » a pour complice la violence ; s'il n'y a pas conflit entre l'instinct de vie et l'instinct de mort, très inégalement servis par la technologie.

DENIS DE ROUGEMONT fait bien davantage que reprendre avec une vigueur particulière, une pugnacité impressionnante, la réquisitoire écologique, la destruction et la pollution, le pillage, le gaspillage et l'épuisement des ressources, compris l'eau et l'air — en choisissant des points d'impact particulièrement sensibles, telle l'énergie nucléaire, qu'il dénonce moins d'ailleurs que les « fausses mensonges » auxquels elle donne lieu. Et que ce sont que des éléments, entre mille autres, du « mensonge universel, automatique, systématique ». Mensonge d'abord sur la nature même de ce qu'on appelle « la crise » ; sur des objectifs qui passent toujours sous silence les motifs et les fins de l'homme ; sur des prétentions démesurées, des faux impératifs, couronnés par l'argument : « Nous n'avons pas le choix ». Les techniciens, technocrates, producteurs et autres promoteurs prennent, en nous font prendre « leurs désirs pour des fatalités », leur profit pour une besogne qui veut dire (pour les politiques et économiques) ne savent pas ; ceux qui savent (hommes de science et de technique) font ce qu'on veut.

Et, d'ailleurs, que savent-ils ? Toute question posée celle du nucléaire en particulier — produit des réponses opposées. Mais on n'écoute que ceux qui sont pour, jamais ceux qui sont contre. Et Denis de Rougemont, selon qui les seconds sont toujours en plus grand nombre, croit à l'avis que les premiers sont liés et intéressés au système sur lequel ils sont appelés à se prononcer, au nom d'une science aussi

pâtémiaire qu'incertaine, surtout quand elle prétend être prévision. La prévision fait l'objet de toute une partie, où il est principalement montré qu'elle prévoit ce qui n'arrive pas et ne prévoit pas ce qui arrive. Par exemple, deux autres « histoires de fins », que, par une vaine originalité, Denis de Rougemont est le premier à lier : l'automobile et Hitler.

Nous ne prétendons pas, nous, à autre chose que placer quelques repères sur l'itinéraire d'un livre qui, dans son foisonnement, ses recompositions, ses méandres, à travers la critique radicale d'une civilisation « dé-civilisée » comme ses villes, tend vers un projet politique au sens le plus élevé, le plus propre, le plus mat : l'édification de la Cité humaine, au prix d'une révolution véritable. Alors que toutes les autres se changent fondamentalement rien. Car la clef de ce système déstabilisateur, implacablement démonté, qu'il soit capitaliste ou « socialiste », Denis de Rougemont le voit dans l'Etat-nation ; dans sa volonté de puissance qui s'oppose à la volonté de liberté de la personne et les détruit ensemble.

On connaît trop bien la grande idée de l'auteur pour ne pas voir d'avance sur quoi va déboucher le projet : sur les régions. Ces « grappes » de communautés, séries communales à l'échelle de l'homme, où cette liberté prise séparément, où la démocratie s'exerce sans impulsion ; où l'association, dans tous les domaines, soit une réalité vivante, viable, spontanée. Europe des régions, donc, pour commencer.

Si ardemment est la conviction de Denis de Rougemont qu'il pense convertir ceux qui tiennent de toutes leurs fibres à cet Etat-nation qu'ils préfèrent appeler « patrie ». Il leur « montre » qu'ils gardent tout ce qu'ils avaient, et le reste leur sera donné par surprise. Une seule chose « en moins » : la guerre. Malheureusement, ce « moins » paraît bien optimiste, sinon téméraire. Hier, peut-être. Aujourd'hui, personne n'imaginerait plus que la guerre puisse venir des Etats-nations de l'Europe occidentale. Et si elle venait du dehors, les régions l'auraient, hélas, « en plus » ; en plus, en plus, cette certitude de devenir la proie d'Etats-nations étrangères, plus Etats que jamais. Les régions sont peut-être la solution, mais comme d'autres solutions, comme le désarmement : la condition d'être universelles. Dans cette perspective lointaine, elles apparaissent, en effet, comme l'inspiration à opposer au monstre qu'on nous promet : l'Etat mondial centralisé.

QUOI qu'il en soit, qui ne partagerait, sur un point capital, la conviction de Denis de Rougemont : c'est tout de suite que les hommes doivent prendre en main l'avenir. Mais d'où vient qu'il faut les y exhorter ? Que le salut, ils semblent l'attendre passivement d'un ne sait qui ou quel ? Impliquement, le livre est aussi un appel contre l'insécurité générale, la faiblesse des choses qu'on a, le présent. Depuis que les hommes n'ont plus d'espérance éternelle, ils cessent de voir, dans l'avenir, « leur affaire » ? Sans le savoir, ils se défont, en fait, sans le dire, tout le monde ou presque, monarques en tête, se font-ils une vie et une politique d'après-midi-le-décalage ? Sans trop vouloir penser que le décalage ne serait que simple métaphore ; et que celui-là ne laisserait derrière lui ni arche, ni colombe, ni enfants.

* Stock, Paris, 1977, 376 pages, 45 F.

POLITIQUE

NOTRE GENERATION COMMUNISTE, 1953-1968. — Philippe Robrieux.

* Editions R. Laffont, Paris, 1977, 350 pages, 35 F.

Est-ce une revue de l'histoire — une de plus — à la fois la plus intéressante et la plus décevante de notre temps, devenue, à un moment ou à un autre, des fanatiques et des dévots ? Si, croyant d'abord le meilleur d'eux-mêmes, ils ont sombré, comme dit P. Daitz, dans « le long sommeil de la pensée » ? Après tout, l'histoire — mais avec beaucoup plus de talent et de sensibilité — Ph. Robrieux retrace l'itinéraire qui a fait d'un jeune bourgeois intelligent un militant aveugle. Témoignage exemplaire — puisé Ph.

Particulier à particulier vend très bel appartement 70 m² + terrasse, cuisine, sur jardin. Etot neuf.

Notre-Dame-des-Champs, PARIS.

Tél. matin : 501-51-29.

issel marine

9 bis rue Saint-Amend
75016 PARIS - Tél. 842-43-59
TRADUCTIONS DE SPECIFICATIONS
NAVALES ET MARITIMES
anglais, espagnol, japonais, russe,
allemand, hollandais... (→ ←)

S.O.S CULTURE!

livres et disques français

RESIDENTS A L'ETRANGER
ouvrent un compte par une provision de 150F minimum
ou l'équivalent en devises
Vous commanderez livres et disques disponibles.
Ils vous parviendront dans les meilleurs délais,
au moindre coût (défaut de 6,5% sur les livres -
remise de 10% sur les disques et cassettes)
Experte en recommander, Pas de frais de dossier pour
toute commande supérieure à 100F (soit 4,50F)
Frais réels de port (avion ou surface à votre choix).

inter-livres

38,40 avenue des gobelins - paris xiv - tél. 339.08.46

LES SOCIALISTES. — Thierry Pfister.

* Albin Michel, Paris, 1977, 213 pages, 35 F.

Un parti, un homme ? C'est l'impression que donne cet ouvrage. Et de façon paradoxale : ne met-il pas en scène, pour moitié, tous ceux (anarches, agrégés, avocats, présidents d'université) qui composent l'appareil du P.S. ? Mais justement : très réussie — ils existent, chaque fois, la singularité du personnage, — ces portraits composent un ensemble disparaté. Seul le « présent », d'un homme semble lui conférer une certaine unité : qu'il s'agisse des réunions du secrétariat national, du bureau exécutif ou du comité directeur, « de quoi » se parle, les deux sont faits. Choisissant ses collaborateurs pour leur inconditionnalité, distribuant généreusement des titres, puisqu'il « éprouve », confiant la même dose à ceux qui trahissent, P. Mitterrand apparaît comme le grand rassembleur d'un parti dont, à lire l'ouvrage, on se demande — si les choses sont les courants qui l'animent — à quel moment il est promis.

M.T.M.

FRATERNITE EURAFRIKAINE



LE SUPER-ÉTAT DE DEMAIN : LA FÉDÉRATION EURAFRIKAINE

NOTRE CIVILISATION DE L'AVOIR EST À L'AGONIE. QUE SERA CELLE DE DEMAIN ? DE QUELLE CONCEPTION DU MONDE SERA-T-ELLE LE REFLET ? OU MAÎTRESSE ? POURRA-T-ELLE S'INSTAURER PACIFIQUEMENT ?

Telles sont les questions auxquelles F.E.A. GROUPE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES, tente de répondre dans le premier numéro des « CAHIERS DE L'EURAFRIQUE ».

Pour recevoir cet ouvrage, qui constitue le manifeste de FRATERNITE EURAFRIKAINE, il vous suffit de retourner le bon ci-dessous.

BON DE COMMANDE à retourner à :
FRATERNITE EURAFRIKAINE, S.P. 316, 75025 PARIS CEDEX 01
Veuillez m'adresser franco de port exemplaires
du premier numéro des « CAHIERS DE L'EURAFRIQUE »,
au prix unitaire de 35 F.

NOM et PRENOM :

ADRESSE :

Ci-joint, chèque de

ÉCONOMIE

SURPRODUIT ET REPRODUCTION, LA FORMATION DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE CLASSIQUE. — Jean Cartelier.

* Presses universitaires de Grenoble - F. Maspero, Grenoble-Paris, 1976, 265 pages, 15 F.

Cet ouvrage est le cinquième titre de la collection « Intervention en économie politique » dirigée par un groupe d'universitaires et qui a pour ambition de proposer des « éléments de réflexion et de discussion » permettant aux étudiants de mieux saisir les enjeux de leur formation.

Il est le résultat d'un enseignement d'histoire de la pensée économique, donné par l'auteur aux facultés d'Aix-Marseille et de Nice, enseignement qui s'est en fait concentré sur l'étude de la structure logique de l'économie politique classique. On passe dès lors en revue Bolgubov (vers l'économie politique comme système), Chomsky et l'économie politique des physiocrates, l'économie politique classique en Angleterre avant Adam Smith, puis son tournant avec ce dernier auteur et son « achèvement » avec Ricardo.

Les justifications présentées en avant-propos par l'auteur pour établir l'importance de son sujet, et où on reconnaît d'ailleurs des références à C. Lévi-Strauss, ne paraissent pas convaincantes au regard même de l'objet de la collection. Car si l'histoire de la pensée de l'histoire de la structure logique et des conditions historiques, encore omise-il de la logique de la pensée de tel ou tel auteur, et jusqu'à quel point l'existence de cette structure dépend de la possibilité de mettre en équation un discours d'économie politique.

P. L.

INÉGALITÉ DES REVENUS ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE. — Jean Leclatillon, Dimitri Germidis.

* P.U.F., Paris, 1977, 236 pages, 49 F.

Réalité pour le Programme mondial de l'emploi du Bureau international du travail, cette étude examine le cas de quatre pays : Cameroun, Côte-d'Ivoire, Madagascar et Sénégal. La corrélation opérée entre P.I.B. par tête et diverses mesures statistiques de la disparité des revenus montre que c'est dans la période dite de décollage économique que l'indicateur de la plus forte disparité des revenus est le plus élevé. Mais, reprenant tout ce qui a été dit sur la statistique, l'auteur rappelle que les données statistiques ne sont que l'objet d'une réflexion suffisante.

P. L.

EUROPE

LES SICILIENS. — F. Scianna, D. Fernandez, L. Sciascia.

* Denoël, Paris, 1977, 166 pages, 160 F.

Pour présenter une Sicile qui n'est certes pas celle des touristes, et pas davantage celle des romanciers, on ne pouvait s'appuyer sur une seconde rencontre. Ferdinand Scianna n'est pas seulement un analyste romancier, il est aussi, et peut-être avant tout, un photographe qui sait raconter la Sicile « comme elle est » pour les Siciliens, un paysage, un village, une attitude, une ombre, le far d'un balcon font vivre un monde, un monde de l'âme. Leonardo Sciascia, démonte quelques mécanismes secrets dans une sorte de glorieux palimpseste, à partir de quelques formes empruntées au vocabulaire des paysans de son village natal. Ces courts paragraphes se présentent à l'écriture, ils constituent autant de photographies, d'« instantanés » écrits, révélateurs des racines de vieilles craintes, d'anciennes mémoires, de souvenirs culturels, qui marquent toujours, selon la formule de Dominique Fernandez, « le trait de caractère d'un peuple qui ne touchent le plus : le courage et l'ironie ».

Les très belles photos de Ferdinand Scianna s'avèrent, comme le relève son complice, de l'âme. Besoin d'un commentaire : il est 614 sacrifices de prétendre interpréter le mystère de ces pierres et ces paysages. Les auteurs ont été par le regard de Scianna. Aussi bien Leonardo Sciascia et Dominique Fernandez ont-ils eu la saine intention de laisser quelques choses de beaucoup plus ambiguës, et modérément, ces images, ils les ont accompagnées de textes qui, eux aussi, doivent être regardés plus que lus, comme il en va toujours lorsque le talent de l'artiste colle le rêve au réel.

C. J.

(1) Voir ses articles dans le Monde diplomatique de janvier 1977 et août 1977.

CINEMA
POLITIQUE

Contre les cultures impériales

Si le concept d'impérialisme, au politique et en économie, a déjà été assez f i a e m e a t c i r - conscrit, il n'a pas de même de son pendant idéologique, au

ce objet aussi bémis que le biberon impose dans le tiers-monde des pratiques acculturantes qui servent les intérêts économiques des firmes multinationales; José Vidal-Beneyto (Espana) explique que même l'enseignement des sciences sociales et économiques en Pologne ou en Union soviétique était calqué sur des patrons pédagogiques (doctes idéologiques) élaborés à l'université de Michigan (Etats-Unis); Bernard Cassen (France) rappelle que la diffusion de la langue anglo-américaine fournissait au monde un échantillon de fait et recelait, innocemment consultées, les valeurs culturelles américaines.

Dans les interventions concernant le cinéma ou la télévision, nous avons retenu les analyses complètes des cas des Philippines et de Porto-Rico, deux pays qui ont eu à subir en 1898, au moment de la guerre hispano-américaine, les conséquences espagnoles, l'agression et l'occupation militaires des Etats-Unis, devenues un protectorat encombrant pour les Philippines (depuis la fin de la seconde guerre mondiale), et, pour Porto-Rico, une métropole coloniale qui avouage aujourd'hui l'annexion pure et simple de l'île.

Armand Mattelert, au des organisateurs de la conférence, décrit par ailleurs les nombreux précédents d'élaboration des narrations filmées hollywoodiennes et rappelle que les films produits par d'autres péles culturels ne sont pas toujours innocents. Rappel salutaire, car le domaine de l'ethnologie est bien plus florissant qu'on en croit généralement. Des films dominés ont existé à l'égard d'impératives on ne peut bien souvent de faire leur propre ontologique; si elles y consentaient, on constaterait alors qu'elles-mêmes ac sont pas exemptes de tentations (ou de pratiques) de domination à l'égard d'autres cultures plus fragiles.

IGNACIO RAMONET.

Philippines : *mimétismes et résistances*

appartiennent à la classe moyenne et partagent leur bien-être avec une poignée d'hommes très fortunés qui ne dérangent pas ce paradis de la consommation.

Tout le monde est employé dans des travaux agricoles ou miniers ou on est vendeur, technicien ou membre de quelque profession libérale. La terre n'est pas travaillée, donc pas d'ouvriers agricoles. Les ouvriers sont sur le point de disparaître en tant qu'espèce. La population habite en zone urbaine, principalement en centre de la ville, dans les quartiers élégants. La campagne est un désert. On ne peut que la visiter, pour son plaisir, on ne détend pas les jours de congé. La famille passe presque tout son temps dans le salon, la salle à manger ou la salle de bains de la maison.

CETTE télévision de choc nous propose, comme archétype de l'être humain, un homme renfermé sur lui-même dont la plus grande ambition est de posséder des centaines d'objets anxieux. Il attribue des vertus presque surnaturelles, et à travers lesquels il recherche le pouvoir et le statut social. La voiture dernier modèle et la pâte dentifrice la plus protectrice sont ses fétiches favoris.

Avec les « spots » publicitaires, la propagande commerciale contribue largement à la dégradation de la culture nationale. Le Porto-Rico des longs internements commerciaux est un monde où les paquets de pâtes de race blanche où domine le type méditerranéen, suivi de près par le type nordique aux cheveux blonds et aux yeux bleus ont été remplacés par des pâtes blanches et jaunes où les pâtes blanches sont dans l'ensemble de jeunes adultes de vingt à quarante ans : ils vivent entourés d'enfants insoucients qui insistent pour que leur mère leur achète des vêtements de marque et des bijoux de strass et de cristaux et s'amusent avec des jouets compliqués. La vieillesse a disparu de ce monde idéal où les jeunes adultes, dépourvus de conscience, se livrent à un mode de vie qui a à se brasser les dents ou à se balader avec des savonnets multicolores aux parfums les plus divers. Les parfums de la culture nationale univers : elle ne vit que pour proclamer les vertus des lessives, des parfums des shampoings, des boîtes de conserve, etc. dans l'espoir d'attirer l'attention des consommateurs sur les produits de son foyer.

La vocation idéologique d'une telle mise en condition paraît être de couper Porto-Rico de l'Amérique latine, de le soustraire des influences créatrices de l'aire de son indépendance nationale. La télévision à Porto-Rico reproduit interminablement le point de vue nord-américain sur les aspects de la vie sociale ou politique. Quelques programmes se proposent, certes, de valoriser timidement la culture portoricaine ; mais ils sont si peu nombreux qu'il faut les chercher comme des fleurs dans le désert, comme de simples alibis.

Comme par un choix délibéré, la télévision agit sur la société portoricaine en lui imposant des programmes de culture nationale au profit de styles de comportement et de pensée qui conduisent à la dislocation d'un peuple à l'intérieur de son

LUIS NIEVES-FALCON,
professeur à l'Institut de recherches
en sciences sociales et économiques
de Hato-Rey (Porto-Rico)

POUR les masses pauvres des zones urbaines du tiers-monde, la fréquentation du cinéma est une sorte de thérapie (une cure par le rêve) qui leur permet de fuir, un moment, la difficile réalité de leur misère. Cette « drogue collective » a permis de bâtir, dans plusieurs pays asiatiques, une industrie florissante du film.

L'Inde, par exemple, est aujourd'hui, en termes de volume, le premier producteur de films du monde : les Philippines, on l'ignore souvent, en est la cinquième avec une production annuelle de près de cinq cents films (davantage que les Etats-Unis, l'Italie ou la France). Cependant l'industrie cinématographique philippine est un produit typique de la colonisation et de la dépendance à l'égard de l'idéologie nord-américaine, comme l'ensemble de l'économie de ce pays.

Les films philippins doivent, sur le marché local, affronter la concurrence des films américains, qui imposent leurs critères fictionnels, leurs normes narratives et leurs thèmes dominants. Le sexe et la violence, éléments permanents des productions américaines, servent donc de modèles à l'industrie nationale. Les séries télévisées, qui rapportent beaucoup d'argent. Seule différence avec les produits standardisés d'Hollywood, les films philippins sont interprétés par des vedettes populaires locales et parlées en langue nationale, le tagalog. Leur volonté d'imitation est évidente : dans *Ang mga magulang ko* (1972), qui fut le plus populaire imitation philippine du personnage de James Bond ; *Annabelle* (1975), qui voulut être une réponse au succès du film français *Emmanuelle* ; et, surtout, *Carnap* (1975), qui rencontra un extraordinaire succès en exploitant la vogue du film policier américain. Le thème de la délinquance d'adolescents, comme le *Sugarland Express* de Steven Spielberg, 1973).

Dans ces produits d'imitation, le mode de vie américain est donné comme naturel ; tout semble luxuriant et fastueux ; une subtile insistance sur le bonheur de la surconsommation fournit de plus une publicité gratuite aux marchandises nord-américaines qui inondent le marché local. Mais cette eurenchérité idéologique n'exclut point une très rude rivalité commerciale ; et dans cette lutte que se livrent, en

communauté d'idées, les films philippins et les films américains, la production locale a failli, un temps, l'emporter.

Ce fut lorsque les producteurs philippins lancèrent sur les écrans une imitation très spécifique, très audacieuse, des films pornographiques américains, couramment appelés « *gâchis* » ou « *bonba* ». Ces films « *bonba* » obtinrent rapidement une large audience, discreditant le mythe de la suprématie américaine et créant une éphémère euphorie nationaliste dans le domaine de l'industrie cinématographique. Des producteurs et des réalisateurs américains, par conséquent, furent interdits d'exporter leurs films vers le « *pool* » des distributeurs américains d'exécution alors ; certains films furent interdits et leurs producteurs poursuivis en justice ; la censure, enfin, imposa un alignement moral sur les normes pornographiques américaines, maintenant la soumission des Philippines à la censure des règles hollywoodiennes. Car, aussi, le large entreprise connaît des limites quant elle risque de porter tort aux intérêts économiques américains.

De jeunes metteurs en scène, sur le terrain de la réflexion sociale cette fois, ont proposé ces dernières années des films dénonçant la dépendance idéologique des Philippines par rapport aux Etats-Unis. La réalisatrice Lupita Concio e

dans une œuvre, dans *Mineya Isang Gamagano* (1976), le choc culturel provoqué par la présence des bases militaires américaines sur les populations environnantes (7); Ben Cervantes, dans *Sakado* (1976), et traite le problème de l'exploitation des travailleurs agricoles par les firmes américaines appartenant à des firmes multinationales; Eddie Romero, dans *Jonito Komit Noon, Paano Keyo Ngyson* (= Nous étions ainsi, mais que serons-nous maintenant...), 1978 (2), évoque la dégradation de la culture et le colonialisme espagnol aux Philippines et le prise du pouvoir par les Américains. Ces films d'alerte, qui témoignent d'un renouveau certain du cinéma philippin (2), ont été suivis d'autres films de dénonciation des expropriations, dues à des initiatives personnelles, dans la masse des autres productions qui constituent autant de copies mercenaires de la vie quotidienne américaine destinées à persuader le public américain de voter pour le mieux dans ce monde.

PETER LIMQUECO,
chercheur philippin à l'Institut
d'histoire économique d'Uppsala
(Suède).

● MANIFESTATIONS CINÉMATOGRAPHIQUES. — La Maison de la culture de Grenoble organise durant tout le mois d'octobre une série de manifestations françaises qui comprend plusieurs volets thématiques : rétrospective de films progressistes de la ciné-club de Grenoble (du mardi au dimanche) ; sélection de « mal vu » de 1968 à nos jours ; série de tables rondes sur : les nouvelles formes du cinéma ; le 7 octobre et Ciné Liberté, sur les œuvres d'organisations du cinéma militant, sur la place du film et du distributeur non commerciale.

En parallèle, l'Atelier Cinéma du Dauphiné organise des ateliers de réflexion avec une rencontre sur la décentralisation cinématographique en présentant des réalisations de jeunes auteurs tels que : Allio, Vaudier, Victor, Gatti... ainsi que des films produits dans des équipements collectifs ou communautaires : Hays, Amberg, Bobigny, Grenoble. Rétrocinéma : Maison de la culture de Grenoble, 120, rue de la Paix, 38100 Grenoble, tel., 22-05-43.

● **LA SITUATION DES ÉTRANGERS EN FRANCE.** — Les étrangers qui pèsent sur la sécurité des étrangers en France, réfugiés politiques ou travailleurs immigrés, font l'objet d'un dossier en deux cahiers publiés par la Commission de l'Immigration (Grenelle, 75007 Paris). De son côté, la Commission de sauvegarde du droit d'asile publie un opuscule dénonçant les dangers de la nouvelle convention européenne sur le terrorisme, signé le 27 janvier dernier par dix-sept pays membres du Conseil de l'Europe et qui étend les possibilités d'extradition au nom de la lutte contre le terrorisme international (29, rue Saint-Amand, 75015 Paris).

STERN
• GRAVEUR •
depuis 1840

**cartes de visite,
invitations**

*La distinction
d'une gravure traditionnelle*

nouveau département "Sociétés"
pour cartes et papiers à lettres
de belle qualité

Atelier : 47 Passage des Panoramas
PARIS 2^e - Tél. 236.94.48 - 508.86.45

Vers un réalisme capitaliste ?

CE que l'on appelle l'impérialisme culturel a pour vocation de torger partout un citoyen conforme à ce qu'attend le capitalisme de cette fin de siècle. Il faut cependant se garder de fortifier, en voulant le dénoncer, le mythe de son omnipotence et de son omnicience. L'impérialisme culturel n'est pas aussi compact que l'on pourrait croire ; et les Etats-Unis, qui élaborent les matrices, n'en ont pas l'exclusivité.

Ainsi des pays comme le Mexique, l'Égypte ou l'Inde sont tous, à des titres divers, des centres de production de modèles de mélodrames dits populaires. A force de réagir comme si l'impérialisme américain avait pris toutes les initiatives et élaboré toutes les créations, dans tous les domaines, on a pu croire pour des années entières, les producteurs locaux participant grandement au phénomène de l'acculturation (voir ci-dessus l'article de Peter Lim-coque). Il faudra un jour se pencher sur l'histoire des productions mexicaines qui, avec l'aide de Hollywood, commencent, dès les années 40, à avoir une diffusion massive à travers tout le continent latino-américain, balayant les expressions cinématographiques nationales. Le cinéma argentin, par exemple, a dû subir en même temps les assauts du « star system » américain et les assauts de sa version nationale. Il y aura tout d'abord les telenovelas (1) qui ont par de nombreux pays latino-américains sont à fait concurrentielles sur le petit écran. Il ne faut y voir que la preuve de l'existence et de l'importance des colonialismes internes.

MAIS pour ces relais de l'Empire, et pour les hommes d'affaires qui les gèrent, l'inspiration commerciale, la promotion des produits culturels et leur mise à jour idéologique ont toujours leur source aux Etats-Unis, l'île centrale de la réflexion capitaliste. La recherche d'un profit rapide y fait naître, en effet, des formules nouvelles qui sont le fruit des alliances naturelles, au sein d'industries conglomérates de la culture, entre le livre et le film. On ne produit pas de livres à partir des films et des séries et, plus important encore, les normes de sélection qui régissent les médias audio-visuels installent leur hégémonie dans l'édition. Un exemple en est donné avec le développement de ce que les éditeurs américains appellent déjà les "pocket books", ces petits livres de poche qui, depuis les années cinquante, les romans américains, qui dépassent souvent la moitié d'un exemplaire, sont tous rattachés à

l'industrie du cinéma, comme c'était déjà le rôle auparavant ; mais, cette fois, le processus est inversé et c'est le succès de télévision ou le film à succès qui donne matière au livre.

L'industrie cinématographique a elle-même été happée par des modèles de marketing qui exercent leur tyrannie aussi bien sur la détermination des thèmes que sur les canaux de distribution. Ainsi, en janvier 1977, le film *Columbe* annonçait son intention de « maximiser ses efforts mondiaux de production ». Résultat : le premier film qui bénéficie de cette décision fut *The Deep* (« les Grands Fonds »), un rejeton de *Jaws* (« les Dents de la mer »). Le recette de la maximisation consistait à rechercher « des relations plus fonctionnelles entre le thème du film et les supports de la publicité ». Au lieu de se contenter exclusivement de *la publicité*, les *annonceurs* de ces campagnes habituelles, il s'agissait d'établir une ligne de continuité entre le thème du film et les produits qui lui seraient de la publicité : plaques, montres étanches, caméras sous-marines, équipes de pêche... Le maître terrain qui séparait la fiction de la réalité tendait ainsi à disparaître.

MARX doit se retourner dans sa tombe, lui qui, vers 1850, écrivait que les pensées régnantes deviendraient de plus en plus abstraites et que cette abstraction était une condition sine qua non pour que la bourgeoisie puisse faire accepter ses idées particulières comme universelles par l'ensemble des autres classes. Si l'on s'en tient à une observation littérale, prenant le contre-pied de sa remarque, on pourrait dire que l'idéologie dominante est appelée à devenir de plus en plus concrète. Entendons-nous dans la phase du réalisme capitaliste des années cinquante, la notion d'homme, d'individu, d'écrits, par exemple, pour devenir les composants matériels du monde. Mais la mystification que signalait Marx continue à être totale. Car ce n'est pas parce qu'ils se mettent à marcher dans la rue avec nous qu'ils décollent l'identité de leur producteur.

Le projet culturel de l'impérialisme apparaît alors comme une entreprise de saturation, les médias réinjectant des médias, ou plutôt les médias se réinjectant mutuellement (au centre de l'empire et à sa périphérie) de façon à répéter infiniment le cercle de leur répétition.

(1) Feuilletons télévisés interminables: au Venezuela, certaines séries comprennent jusqu'à trois cents épisodes.



(Publicité)



Arts et traditions de la Corée

La Corée a su préserver sa langue, ses traditions et son identité culturelle tout au long de son histoire d'environ cinq mille ans. Certes, la proximité de la Chine et du Japon ont influencé son art, d'autant que la peuple coréen a servi, jusqu'au neuvième siècle au moins, notamment de l'absence de rapports directs entre la Chine et le Japon, de trait d'union entre les deux cultures.

Les trois royaumes

Du premier au septième siècle, la Corée était divisée en trois royaumes ayant chacun sa propre conception de l'art. Le royaume de Koguryo, dans le nord de la péninsule, est le premier à s'imposer dans ce domaine. La Chine joue un très grand rôle dans son évolution. Dès 373, la Koguryo se convertit au bouddhisme et subit ainsi l'influence des grandes fondations pleuses des Wei. Ce royaume est renommé pour la beauté de ses grandes tombes en dalles de pierre, surmontées de plaques en lanière et ornées de décors peints. Les fresques des tombes découvertes dans la région de Pyongyang ont une expression étonnante, à la fois de force et de grandeur. Des fouilles récentes ont permis de découvrir de splendides bijoux, notamment des boucles d'oreilles en filigrane, qu'on peut voir au Musée national de Séoul.

Le deuxième royaume, celui de Paekche, dans le sud-ouest de la péninsule, jouissant d'un climat plus tempéré, a produit des œuvres d'un caractère plus raffiné et plus subtil. Malheureusement trop souvent victime d'invasions, très peu de vestiges pouvant témoigner de son passé. Toutefois, le touriste, en visitant le Musée national, pourra admirer des tuiles de cette époque décorées de paysages de montagnes, tantôt couronnées de pins, tantôt de fleurs stylisées, ou encore de dragons. Il pourra voir aussi des bijoux de jade en forme de virgule, créés environ sept cents ans à huit cents ans avant Jésus-Christ, et découverts dans des tombes de la région de Puyo, ancienne capitale de Paekche. Ce sont des artistes et des artisans de ce royaume qui apportèrent au Japon cette tradition.

Le troisième royaume, enfin, celui de Silla, situé au sud-est, a connu un développement moins rapide que les deux autres. A l'écart de l'influence chinoise, sa création artistique fait preuve de beaucoup d'originalité. Durant des siècles, les tombeaux royaux sont restés cachés au milieu des collines couvertes de pins de la ville de Kyongju, le capitale du royaume, qui a été rebâti sous l'égide des Tang sur la plan en damier de Chang'an. Dans les chambres en bois de ces tumulus, on a mis au jour des trésors de toute beauté, parmi lesquels une couronne royale faite de feuilles d'or, découpées en forme d'arbres, auxquelles pendent des joyaux de jade bleu et des paillettes d'or ; ceux-ci sont attachés aux branches principales par des fils d'or et peuvent se balancer librement.

Le Silla se convertit au bouddhisme vers le sixième siècle. Les artistes créant des effigies de bronze de Mirok (Maitreya, le bouddha de l'avenir) assis dans le perc de la méditation sur un trône recouvert de draperies.

Au septième siècle, le royaume de Silla réalisa l'unification de toute la péninsule. Cet événement marqua le début d'une grande période pour la culture et les arts. Les statues de bronze doré de cette époque, qui ont été retrouvées, prouvent à tous les amateurs combien les Coréens sont des maîtres dans le domaine des formes et des lignes.

Bien sûr, l'art coréen est trop riche pour être raconté en peu de lignes. Pour les amateurs de l'art oriental — de l'art tout court — voici quelques éléments sur la peinture, la sculpture et la céramique.

La peinture

C'est sous la dynastie des Yi (1392-1910) que la peinture atteint sa plénitude. Dans l'ensemble, les peintures sont presque monochromes, travaillées dans la forme, mais avec seulement quelques touches de couleur. Il s'en dégage une impression de sérénité, de réflexion et d'identité entre l'homme et la nature. Il est rare de trouver dans un tableau de cette période un signe de violence ou contraire à l'expression du calme et de la tranquillité. Cette dignité paisible — une des caractéristiques de l'art coréen — paraît refléter la complexité de l'artiste avec la nature. Le paysage, avec ses montagnes couvertes de forêts de pins, avec ses vertes vallées et ses rivières, a toujours inspiré l'épanouissement du peintre. Aujourd'hui, l'art abstrait puise son identité dans la nature, se différenciant ainsi de celui pratiqué en Occident.

La sculpture

Il ne semble pas que les Coréens aient fait de la sculpture avant l'introduction du bouddhisme dans le royaume de Koguryo, en 372 de notre ère. Les plus anciennes images bouddhiques sculptées datent de la première moitié du sixième siècle : ce sont des statuettes d'autel exécutées en bronze, en argile ou en pierre.

En contact avec les artistes chinois, les Coréens parviennent rapidement à maîtriser l'art de la sculpture religieuse. La coréanisation des visages de Bouddha apparaît vers le milieu

du sixième siècle. Les Bodhisatva de cette époque (modèles en terre cuite ou en bronze doré) portant la double écharpe aux plis parallèles croisés à la hauteur des genoux et retombant en ailerons. Les Coréens, qui n'ont jamais creusé de véritables grottes, ont eu l'idée de tailler les rochers. Les images bouddhiques sculptées en bas-relief ou en ronde bosse sont nombreuses dans la région de Kyongju.

L'époque du Silla est considérée comme l'âge d'or de la sculpture coréenne. De grands monastères sont fondés, des pagodes et des stupas érigés un peu partout, des vallées sont transformées en sanctuaires par l'édification de statues et la taille d'effigies à même le rocher. Les artistes du Silla ne travaillant pas seulement la pierre, comme en témoignent les deux belles figurines en alliage d'or, retrouvées dans une pagode de la province de Kyongju. Les sculpteurs du Koryo marquent une préférence pour les bouddhas assis.

L'invasion mongole voit l'incorporation dans les dessins d'éléments d'origine tibétaine ; les pétales de lotus des trônes se recourbent, les yeux deviennent détendus et obliques, la joaillerie s'intègre au bronze. C'est de l'avènement de la dynastie Yi en 1392 que date la fin de l'art bouddhique en Corée.

La céramique

La spontanéité est la règle chez les potiers coréens. Cette qualité a fait dire à maints spécialistes que certaines œuvres atteignent une perfection rarement dépassée même chez les Chinois.

La beauté des céladons — ces porcelaines d'un certain vert — est légendaire. Les Chinois faisaient l'éloge de leur



forme harmonieuse et de leur couleur. Une teinte bleu-vert raffinée sert ordinairement de fond pour des motifs blancs ou noirs réalisés par incision. Les sujets les plus fréquents sont des branchages, des chrysanthèmes, des hérons et des nuages. L'influence de l'orfèvrerie, de l'artisanerie et des étoffes s'exerce tout d'abord dans la production des céladons. La céramique coréenne ne se limite pas aux céladons : on trouve des brûle-encens, des coffrets à cosmétiques, des bols à anse, des pots, des récipients en forme de corne, de chariot, de barque, de maison ou de cavalier. Peu de décors sur ces pièces, à l'exception de motifs géométriques, de rosettes ou de feuilles suspendues à des anneaux.

Au treizième siècle, sous l'occupation mongole, on note l'apparition d'un décor peint en brun de fer sous des couvertures variant du gris au vert olive. On assiste aussi à une simplification des motifs floraux et à un alourdissement des formes. Sous l'époque Yi, l'influence chinoise des Ming devient prépondérante. Une céramique populaire s'est développée parallèlement dans le pays.

La religion

Le respect pour toute véritable religion est un des traits du caractère traditionnel du peuple coréen. C'est ainsi qu'on peut dire que la pays est une terre d'accueil pour les différentes croyances. Il y a tendance encore chez beaucoup de Coréens à les pratiquer toutes et à penser que toutes ces croyances ne s'excluent pas les unes les autres.

L'animisme, qui était particulièrement ancré en Corée, n'a pas aujourd'hui complètement disparu. Le Chaman, désigné sous le nom de Mudang, exécute des rites en invoquant les esprits protecteurs ou certains objets sacrés ; par sa prière, il demande la bonheur ou la protection contre la maladie ou les calamités. Le bouddhisme a été introduit aux environs de 372 après J.-C. ; le royaume de Silla en a fait une religion d'Etat.

C'est à partir de l'avènement de la dynastie Yi que le bouddhisme perd sa place de religion d'Etat. La Nativité de Bouddha, déclarée fête nationale en 1976, est célébrée le huitième jour du quatrième mois lunaire.

Le confucianisme a fait son apparition à la même époque que le bouddhisme. Il s'est développé sous une forme si stricte que les Chinois considéraient les Coréens comme plus vertueux qu'eux-mêmes.

Chaque année, une grande cérémonie a lieu au temple de Taesongjon, dans le parc de l'université de Songkyunkwan, à Séoul, pour célébrer l'anniversaire de la naissance de Confucius. Cette université, construite sous la dynastie Yi, est le premier centre national de formation confucéenne.

Enfin, c'est au cours de la seconde moitié du dix-neuvième siècle que les religions chrétiennes ont pénétré en Corée ; elles y ont joué, notamment, un rôle important dans la transformation du système scolaire du pays.

L'éducation

Les méthodes d'éducation moderne ont été introduites par les missionnaires chrétiens dans les années 1880. Un système, basé sur le principe de l'égalité de tous les citoyens, est décidé à la fin de la seconde guerre mondiale. Le régime scolaire national comprend six ans d'études primaires, trois ans pour chacun des deux cycles secondaires du lycée et quatre ans pour les études universitaires. En 1948, chaque province est dotée d'un organisme chargé de l'inspection de l'enseignement.

La charte nationale de l'éducation vise à éveiller dans la jeunesse le sens de ses responsabilités morales et à lui inspirer le sens de la mission historique qui lui incombe, celle de renouer la nation.

Actuellement, seul l'enseignement primaire est obligatoire, mais on projette, à partir de 1981, une extension jusqu'au premier cycle du secondaire. En décembre 1976, le nombre des élèves de l'enseignement primaire était de 5 503 737 enfants répartis dans 6 405 écoles. Le corps enseignant comptait 109 530 personnes. Dans le premier cycle, on dénombrait, dans les 1977 écoles, 2 116 635 élèves. Le second cycle prépare, comme partout ailleurs, une filière classique et technique. En 1976, 1 198 écoles secondaires du deuxième cycle accueillaient 1 253 676 élèves. Le rôle défini à l'enseignement supérieur vise à donner aux étudiants une meilleure compréhension de l'homme et de son environnement, le désir de contribuer au progrès de la société et la volonté de travailler à l'amélioration des conditions de vie. Depuis 1968, le ministère de l'Education nationale a établi un système d'examen préliminaire pour l'admission aux universités et facultés et détermine le nombre des étudiants pouvant y être admis chaque année.

Les deux tiers des instituts dispensant cet enseignement sont privés. Le gouvernement accorde aux étudiants étrangers des bourses d'études pour leurs recherches en Corée. A la fin de l'année 1976, 487 étudiants étrangers étudiaient l'économie, la langue et l'histoire, la zoologie et la géographie.

La langue

Les Coréens, bien que descendants de plusieurs tribus mongoles qui ont émigré de Mandchourie à l'époque préhistorique, ont fusionné très tôt pour former une race distincte nettement des Chinois et des Japonais, et cependant homogène. Le peuple coréen parle, depuis des siècles, une langue ouralo-altaïque, qui est totalement différente des autres langues orientales. Elle se rapproche davantage du turc, du finnois ou du hongrois. Très éloignée des langues européennes et ayant des sons propres, elle est difficile à apprendre pour les étrangers. Des consonnes fortement accentuées et des sons gutturaux la rendent très proche de l'allemand.

Jusqu'au quinzième siècle, les caractères chinois étaient employés dans la langue écrite et prononcés à la façon coréenne. Le roi Séjong le Grand (1397-1450) prit l'initiative de charger une commission d'inventer un alphabet phonétique de vingt-quatre lettres, le Han-Gul. Sa simplicité et son caractère pratique ont permis d'atteindre le taux élevé de 90 % d'alphabetisation.

هكذا من زلزل

(Publicité)

Un tourisme de charme au pays du Matin calme

La péninsule coréenne, à l'extrémité nord-est du continent asiatique, semble un doigt pointé vers le sud. Limitée au nord par l'U.R.S.S. et la Chine, elle est bordée à l'ouest par la mer Jaune et à l'est par celle du Japon. La sud de la Corée n'est séparée de l'archipel japonais que par le détroit de Corée. Longue d'environ 1 000 kilomètres, la péninsule ne mesure guère plus de 480 kilomètres dans sa plus grande largeur. Sans que l'on puisse parler d'archipel, elle possède de nombreuses îles, qui jettent ses côtes souvent fort découpées.

La Corée offre pour le tourisme de multiples sources de déplacement avec ses paysages, ses îles et ses cités anciennes. La visite des monuments, symbole de la vitalité ancestrale d'un pays, et des musées, devanture des richesses humaines, ne suffit pas pour pénétrer en peu de temps dans la civilisation d'une nation. Comme beaucoup de pays, la Corée a su faire revivre un village avec ses us, ses coutumes et ses activités productives. A moins d'une heure de Séoul, on peut visiter un village qui est une vraie communauté de fermes et d'ateliers, comme autrefois. Les maisons avec leurs meubles, les costumes, les instruments, les ustensiles, sont authentiques, du tour du potier aux soufflets du forgeron et à l'elmenach du diseur de bonne aventure. Des chiens, des danses, des comédies et des numéros d'acrobatie rappelant les divertissements d'autan sont présentés aux visiteurs dans un amphithéâtre de plein air.

Le pays du Matin calme renferme de telles merveilles que le touriste venant pour la première fois à sa découverte doit faire face à un douloureux choix.

Séoul

CAPITALE de la Corée un siècle avant la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, Séoul est aujourd'hui, avec ses sept millions d'habitants, la huitième ville du monde. Pour devenir une grande métropole moderne, un choix a dû être fait au niveau de l'urbanisme. Dans le centre, de vieux bâtiments ont dû laisser la place à de hauts immeubles de verre et de béton, et des routes surélevées mêlent leur réseau à celui des ruelles. C'est ainsi que les huit portes monumentales qui, autrefois, protégeaient la ville de toute incursion étrangère, sont aujourd'hui à l'intérieur de la cité, prisonnières de ce qu'elles défendaient. Heureusement, hier n'a pas entièrement été sacrifié à aujourd'hui. Des témoignages du passé ont pu être préservés, restaurés et apportant une note de charme. Ce contraste est d'autant plus frappant qu'aux alentours de la capitale, sur des kilomètres carrés, s'étendent des maisonnettes blanches, qui rappellent un peu les maisons japonaises — portes coulisantes, toits de tuiles arrondies, à angles relevés.

Séoul est le centre artistique et culturel du pays. Au cœur de la ville, on trouve trois ensembles de palais royaux comportant des parcs publics et des musées. Le palais Tosku abrite le Musée d'art moderne qui organise une exposition permanente d'œuvres récentes d'artistes du monde entier. Le palais Kyongbok, résidence royale, reconstruit au dix-septième siècle, présente, en dehors de la salle du trône et d'une collection de pavillons et de pagodes, le nouveau Musée national qui fait découvrir deux mille ans d'histoire.

Le palais Changdok, dernière résidence royale, possède un « jardin secret », labyrinthe de bassins, de pavillons et d'ellées pour la promenade.

Puyo et Kyongju

PUYO est une ville située à mi-chemin entre Séoul et Pusan. Son musée renferme des reliques trouvées dans des tombes royales du royaume de Paekja. Puyo était le capitale du royaume jusqu'à son annexion par Silla, en 660 après J.-C. Dans la région, on trouve nombre de sanctuaires et de tombes ; l'une des curiosités est le monument du rocher des Fleurs-Tombées, d'où, d'après la légende, trois mille dames de la cour se suicidèrent en se jetant dans la rivière plutôt que d'accepter la domination du royaume de Silla.

Kyongju, à elle seule, mérite la venue du touriste. Capitale de la dynastie Silla et de la péninsule, Kyongju a été autrefois une des villes les plus importantes d'Asie ; on avance le chiffre d'un million d'habitants. L'adoption du bouddhisme comme reli-



Temple Pulguk-ka à Kyongju

L'Office national du tourisme coréen (Korea National Tourist Corporation) est à votre disposition pour de plus amples informations : tour Maine-Montpermeuse, 4^e étage, 33, avenue du Maine, 75755 Paris cedex 15. Tél. : 538-71-23. Téléc. : Kotour 260 825 F

gion d'Etat entraîna la construction de temples, de tombes et de toutes sortes d'édifices religieux. Il y a plus de deux cents tombes dans la ville. Au musée, on peut admirer de magnifiques trésors — couronnes, casques en or, bijoux et céramiques — découverts par les archéologues lors des fouilles de tombes de rois et de reines de Silla. Un observatoire en pierre, fait de blocs sculptés, démontre l'habileté des savants de cette époque. Ceux-ci l'avaient utilisé pour établir une carte du firmament et pour préparer un almanach des saisons. La pagode de Punhwang, — en blocs de pierre sculptés, de la taille et de la forme exacte des briques, mérite un long arrêt ; de même, le touriste a-t-il intérêt à se rendre au temple Pulguk-ka, situé au pied du mont Toham, un des meilleurs exemples d'architecture bouddhique encore existant. L'entrée du temple en granit formée de ponts, d'escaliers et de piliers est impressionnante. Dans le cour s'élèvent deux antiques pagodes de pierre opposées l'une à l'autre ; Sokkatap représente la pureté et la simplicité de la vérité divine et Tabo-tap symbolise le chemin difficile de l'ascension de l'homme vers la perfection.

Pusan

PUSAN est la deuxième ville de Corée et la principal port du pays ; elle est une fenêtre ouverte vers le Japon. Le temple Pomo-sa, situé dans une forêt de pins, est très caractéristique pour ses peintures murales.



Chungmu

EN quittant Pusan en hydroglisseur, on traverse une sorte de mer intérieure, cernée d'îles et de presqu'îles, que les Coréens appellent leur parc national maritime — pour arriver à Chungmu, petite localité liée à l'histoire d'un des plus grands héros militaires de la Corée, l'amiral Yi Sun Sin. Cet homme, avec une flotte restreinte, repoussa plusieurs fois les assauts de l'armée japonaise du général Hideyoshi.

Ses victoires répétées s'expliquent particulièrement par deux initiatives de Yi Sun Sin : la construction de bateaux-torilles, sortes de cuirassés avant le temps et la disposition de sa flotte dans une formation qui rappelle celle des grues en vol lors de leurs grandes migrations — le grue est l'oiseau national. Pour marquer la reconnaissance du pays, un immense bronze de l'oiseau domine l'îlot de Miruk. Chungmu est surtout synonyme de flânerie pour le touriste, qui pourra admirer la dextérité avec laquelle les femmes ouvrent les coquillages et découpent le poisson.

Le mont Songni

LE parc national du mont Songni, situé à trois heures de route de Séoul, abrite l'important temple Popju. Dès son entrée dans le parc, le visiteur aperçoit au-dessus des arbres la tête d'une immense statue de Bouddha ; son regard découvre ensuite des pagodes, des lanternes de pierre et la gigantesque cheudron en pierre dans lequel on faisait cuire le riz pour les milliers de moines, au temps de la splendeur des temples. Le site est merveilleux pour la promenade avec ses rivières, ses cascades.

L'île de Cheju

CETTE île volcanique est située à quelque 250 kilomètres au large de la pointe de la Corée. Elle offre aux touristes des beautés naturelles comme ses oranges, ses cascades, ses longues plages, ses plateaux et des grottes étranges en lave, dont une d'une longueur de 6,8 kilomètres. La population vit dans sa presque totalité (400 000 habitants) le long des côtes ; le centre est fait d'un massif montagneux de trois cent soixante sommets dominés par le volcan du mont Halla (1 950 mètres). Cheju a souvent été comparé à l'île d'Hawaï en raison de son climat et de la variété de sa flore. On y a dénombré près de mille sept cents plantes différentes dont plusieurs sont d'origine subtropicale.

La particularité de Cheju est d'accorder à sa population féminine une situation indépendante et même dominante dans l'ordre social. Il est surprenant que, dans une partie du monde où les hommes ont tous les droits, une société matriarcale ait pu prendre racine. En effet, depuis les temps les plus reculés, les femmes ont dominé la société de Cheju-do. Elles dirigent le commerce, travaillent dans les pêcheries et les fermes où le « pouvoir » se transmet de mère en fille. Beaucoup d'entre elles exercent le pénible métier de plongeurs dans les fonds marins. Elles passent des heures dans les cirques, plongeant sans l'aide d'aucun appareil pour rapporter des coquillages et des algues comestibles. Elles ont parfois la chance de récupérer des abalondes. C'est alors un spectacle fascinant pour le touriste.

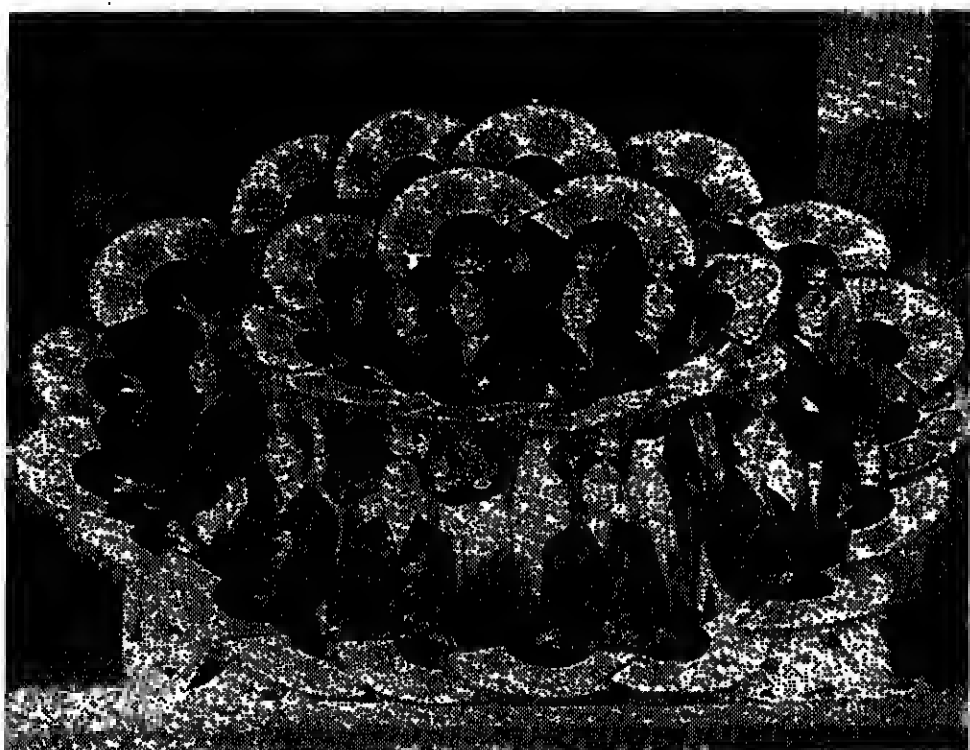
L'art culinaire

LE mélange d'épices et de douceur caractérise l'art culinaire coréen. La cuisine est spécialement remarquée pour ses soupes poivrées ou douces et réalisées avec du bœuf et du poisson. L'élément de base de chaque repas est un bol de riz blanc, mangé avec des baguettes, comme les autres mets, l'autre plat indispensable est du chou mariné et fermenté appelé kimchi. Celui-ci est conservé en hiver avec du piment et il est parfumé avec le ail et d'autres épices ; celui préparé en été est un mélange doux de navets en tranches et d'oignons dans une saumure. Les mets le plus souvent offerts aux touristes sont le « bulgogi », fines tranches de bœuf marinées dans une sauce de soja et d'huile de sésame et grillées sur du charbon de bois ; le kebi, petites côtes de bœuf marinées et grillées et le chepche, mélange de viandes, légumes et pâtes.

DANS cette « lointaine Asie » — pour reprendre un mot de Paul Claudel — qui s'ouvre lentement aux amateurs d'art ou d'artisanat, aux touristes aussi, la Corée propose à son tour, à ces derniers, des voies nouvelles, à condition qu'amateurs et touristes acceptent de se rendre complices du pays du Matin calme.

Cette double page a été établie à partir de documents fournis par l'ambassade de Corée en France.

Ballet national de Corée



LA musique et la danse ont toujours fait partie intégrante de la vie coréenne et le programme présenté par le Ballet national de Corée a une tradition d'au moins deux mille ans. La danse et la musique populaires coréennes se sont développées à partir des cérémonies religieuses des shaman ou des sorciers guérisseurs des temps anciens, particulièrement le mudang (femme shaman), qui était à la fois une prophétesse et une médiatrice entre les dieux et les hommes. L'influence de la Chine s'est fait sentir très fortement à une époque. Le bouddhisme, qui était la religion nationale pendant le règne de la dynastie Koryo (918-1392 avant Jésus-Christ), a introduit des danses masquées venant de l'Asie centrale dans ses cérémonies.

Le caractère formel de la doctrine confucianiste se reflète dans la noblesse et l'élégance des danses de cour, réalisées le plus souvent au cours des banquets royaux. Plus de quinze variantes autour de ces trois formes de

danse — danse folklorique, danse rituelle et danse de la cour — sont au programme habituel du ballet.

Des musiciens parmi les plus éminents interprètes de musique classique en Corée ont, en plus de l'accompagnement musical des danses, une place propre dans le programme. Leur répertoire comprend « la musique de banquet de la cour royale », composée il y a quelque treize cents ans et réputée pour être la plus ancienne musique de cour coréenne.

Le Ballet national se produira à Paris : le 28 octobre à 20 heures, Théâtre des Champs-Élysées ; An Vésinet : le 25 octobre, Centre des arts et loisirs, 59, boulevard Carnot ; A Nevers : le 27 octobre, Maison de la culture, boulevard Pierre-de-Coubertin ; A Amiens : le 30 octobre, Maison de la culture, 2, place Léon-Gontier.

Figure 1. Effect of the concentration of the *Agrobacterium* suspension on the transformation efficiency of *Agrobacterium* strains.

..... 30 F H.T.
me II. 60 F H.T.

Le comité de l'accord de Cartagena (Groupe andin) a organisé le 21 septembre dernier à Lima une réunion intéressant le programme sectoriel de développement de l'industrie automobile. Outre les participants venus des pays membres du Groupe andin, des observateurs de la C.E.E. et des institutions spécialisées de l'ONU y ont discuté de deux aspects essentiels pour la réalisation du programme : son finan-

VIETNAM

Priorité
à la relance
de la production
agricole

Par NAYAN CHANDA

Le Vietnam a célébré le 2 septembre dernier le trentième anniversaire de son indépendance, dans une atmosphère de réflexion et d'autocritique. Il n'y a eu ni défilé, ni manifestation de masse. Le pays tout entier étant aux prises avec une sérieuse pénurie de denrées alimentaires et des difficultés permanentes dans la production industrielle, la cérémonie lui a offert l'occasion d'appeler au sacrifice et à un effort redoublé que de venter les réussites. Dans son discours, le premier ministre, M. Pham Van Dong, a ouvertement reconnu les difficultés auxquelles le pays devait faire face, mais il a demandé au peuple de se rendre compte qu'elles étaient inévitables dans la marche du pays vers le socialisme et d'avoir foi en un « redoux but final ».

L'important remaniement ministériel qui a eu lieu en août — événement assez rare dans un pays dont la direction est pratiquement immuable — témoigne de l'ampleur des problèmes qui se posent au Vietnam. Au cours d'une assemblée plénière du comité central du parti, tenue au début du mois de juillet et consacrée aux résultats agricoles, il a été reconnu que les objectifs de production n'avaient pas été atteints dans les campagnes. Au-delà de la pauvreté et des difficultés matérielles du pays, la résolution du comité central reconnaissait que « de sérieuses erreurs ont été commises au niveau de la direction, en particulier dans l'application de la ligne du parti et de ses décisions en matière agricole ». Le ministre de l'agriculture, M. Vo Thuc Dong (membre de longue date du comité central et ancien ambassadeur à Moscou), a été limogé, et bien que cette décision ait été annoncée avant que ne soit rendue publique la résolution du comité central, les observateurs ne doutent pas qu'elle ait été motivée par de « sérieuses erreurs » dans le gestion du ministère. Membre permanent du bureau politique et dirigeant légendaire du Sud, M. Vo Chi Cong a reçu le charge de ce portefeuille d'une importance vitale.

DANS un éditorial faisant un bilan critique de l'agriculture, le quotidien du parti, *Nhan Dan*, écrivait : « Nous nous sommes sentis mal rendus compte du rôle de l'agriculture dans l'industrialisation et nous n'avons pas perçu assez tôt la nécessité de l'engager dans la voie de la production à grande échelle », ce qui explique le faible niveau de la croissance et de la productivité du travail dans ce secteur de l'économie.

La gravité de la situation alimentaire — un déficit de près de 2 millions de tonnes de riz qui a conduit à une diminution des rations — a sans doute inspiré cette remise en question et cette autocritique ; cependant, elle n'est pas entièrement due à l'erreur humaine ou à une gestion déficiente. La longue période de sécheresse qui avait frappé les régions centrales du Vietnam l'année dernière s'est généralisée à l'ensemble du pays au début de 1977. Le niveau de tous les cours d'eau importants du Nord et du Sud a baissé dangereusement, asséchant les rizières et augmentant la salinité des fleuves dans les régions côtières productrices de riz. Du même coup, la production hydro-électrique dans le Nord a chuté, aggravant les difficultés des régions irriguées consommatrices d'énergie.

Tandis que la sécheresse était responsable de la mauvaise récolte dans le « grenier à riz » du Vietnam — le delta du Mékong — toute la côte centrale du pays était ravagée par des insectes. Comme si cela ne suffisait pas, des cyclones et de fortes pluies détruisaient au Nord une partie de la deuxième récolte. Et le niveau excessif de l'eau dans les rizières obligeait à repousser de deux mois le repiquage du riz d'automne.

En dépit d'importants travaux d'irrigation entrepris par les jeunes et les volontaires dans le Sud, et malgré le défrichage de nouvelles terres par l'armée et les coopératives de paysans dans le Nord, il n'a donc pas été possible d'augmenter la surface cultivée. Le pays a connu deux mauvaises récoltes consécutives. Pour celle de cet automne, on ne prévoit que des résultats « moyens ».

UNE estimation des Nations unies, effectuée avant les ravages du cyclone, envisageait un déficit en riz d'un million de tonnes. Mais, depuis lors, les observateurs étrangers à Hanoi estiment qu'il atteindra au total deux millions de tonnes pour l'année. La modeste de ses exportations et le déficit de sa balance commerciale (évalué pour l'ensemble des partenaires communistes et non communistes à 714 millions de dollars en 1976) interdisent au Vietnam de combler la trou par des importations commerciales. Il a donc sollicité le Programme alimentaire mondial et demandé à la Suède, à la France et à l'Australie d'effectuer une partie de leurs engagements d'aide à l'envoi d'environ 200 000 tonnes de blé.

Le pays a déjà acheté 30 000 tonnes de riz à la Thaïlande et 50 000 tonnes de maïs à Singapour. Il a également utilisé un prêt commercial d'un montant de 25 millions de deutschemarks, accordé par un groupe de banques européennes, pour acheter de la farine de blé. L'Inde, qui doit faire face à des problèmes de stockage de ses « excédents » de blé (1), lui en a récemment vendu 100 000 tonnes, en échange de marchandises livrées dans un délai d'un à deux ans. Cependant, les efforts du Vietnam pour obtenir des prêts à court terme, qui lui permettraient d'acheter des céréales, n'ont pas été couronnés de beaucoup de succès. Comme le fait remarquer un banquier de Hongkong : « Si les Vietnamiens veulent acheter des blés d'équipement au Japon, en France ou en Allemagne, il ne manquera pas de banques pour leur proposer des crédits à court terme. Mais il n'en trouveront pas beaucoup qui prendront le risque de leur fournir des prêts pour leur usage général. » Quel que soit le potentiel du Vietnam, les banquiers occidentaux préfèrent attendre de voir comment il va rembourser ses dettes dans les deux années à venir avant de lui offrir des crédits importants.

Outre les importations commerciales, les autres possibilités d'approvisionnement du Vietnam — au titre d'aides bilatérales ou multilatérales — sont très limitées. Ses besoins. L'Union soviétique vient de lui livrer 204 000 tonnes de blé maïs, selon des sources diplomatiques à Hanoi, elle ne manifestait guère l'intention d'accroître les livraisons prévues par l'accord d'aide annuelle, du moins tant que Hanoi maintiendrait son refus d'abandonner son statut d'observateur au Comité d'assistance économique mutuelle (Comecon) pour en devenir membre à part entière. De son côté, la Chine, dans le passé, lui avait fourni gratuitement un demi-million de tonnes de riz annuellement, se montre désormais moins généreuse. Elle est prête à financer l'achat de riz par un prêt à long terme, mais l'importance des quantités offertes semble avoir été réduite : d'une part à cause du refroidissement des relations entre les deux pays et, d'autre part, à cause des difficultés économiques de la Chine elle-même.

DANS une certaine mesure, la pénurie de denrées alimentaires et les problèmes auxquels doit faire face la jeune République sont le prix à payer pour son indépendance. Lorsque le Vietnam du Sud était sous la dépendance de l'argent américain, des importations abondantes palliaient son déficit alimentaire. Les élites socialistes, soudeux de prouver leur soutien au Vietnam héroïque dans sa lutte anti-impérialiste, répondaient plus généreusement aux besoins de Hanoi. Tout cela a changé depuis que la nation se trouve réunie sous le drapeau d'une farouche indépendance. Le secrétaire du parti communiste vietnamien, M. Le Duc, a mis cette nouvelle situation en lumière dans un récent discours : « Au cours de notre résistance anti-impérialiste, les pays frères nous ont aidés en nous donnant des armes et de la nourriture. Ce faisant, ils défendaient nos intérêts communs, assurant la survie du socialisme et remplissant leurs devoirs internationaux. Mais pendant la période de construction, l'aide sera limitée et la coopération sera surtout basée sur le respect des intérêts mutuels. »

Face à la pénurie, le gouvernement est contraint de diminuer les rations fournies à la population urbaine, en particulier celles de riz. Seule l'organisation du système de distribution fonctionnant dans le Nord (et qui est progressivement introduit dans les villes

du Sud) a évité que cette pénurie ne se transformât en désastre, comme souvent dans le tiers-monde. Une équipe du Programme alimentaire mondial est rentrée du Vietnam impressionnée par l'efficacité de ce système grâce auquel la famine semble avoir été conjurée.

Il reste que les Vietnamiens désignent toute autre nourriture que leur riz habituel. Le gouvernement se rend compte que, même si la production de riz augmente, il sera difficile de suivre le rythme de croissance de la population (3 1/2 % par an). Dans l'immédiat, et à plus long terme, la solution consisterait à changer les habitudes alimentaires. Dans son discours à l'occasion du trentième anniversaire de l'indépendance, M. Pham Van Dong a déclaré qu'une des causes principales des difficultés alimentaires du pays à l'heure actuelle « est notre incapacité à évaluer notre potentiel de production et à saisir l'importance du développement de produits agricoles de substitution, tels que le maïs, le manioc, le sorgho, les patates douces, les pommes de terre et autres céréales et tubercules ». Le premier ministre a ajouté : « Nous devons profondément modifier notre régime alimentaire. »

OUTRE la nécessité d'encourager la culture des céréales et légumes de substitution (qui poussent plus vite que le riz avec un investissement moindre), la principale tâche du gouvernement, à l'heure actuelle, est de faire passer l'excédent de riz des paysans dans le système public de distribution. Le problème se pose de manière plus sérieuse dans le Sud où les agriculteurs ont un comportement individualiste. Dans un journal du Sud, un cadre du parti se plaint qu'il y a peu d'une attitude qui paraît symptomatique : « Beaucoup d'agriculteurs qui ont un surplus de paddy revendent encore de le vendre à l'État, indiquant qu'ils ont encore beaucoup de paddy qui n'ont pas encore payé leur impôt agricole. D'autres ont tiré parti du fait qu'il y a pénurie dans certains villages et abondance ailleurs pour spéculer, pour stocker clandestinement le riz, pour se livrer à des ventes illégales ou pour fabriquer de l'alcool, ce qui a causé une perte de plusieurs millions de gis (2) de paddy. »

De telles activités sont difficiles à contrôler à cause du maintien du commerce privé au Sud. Le gouvernement n'a pas encore été capable d'y mettre sur pied un système complet de distribution alimentaire, ce qui laisse aux intermédiaires traditionnels et aux trafiquants du marché noir la possibilité de jouer sur les stocks de riz.

En plus de l'apport nécessaire — engrais, semences et carburant pour l'irrigation, qui, au Sud, fonctionne largement au moyen de pompes à moteur — une des tâches essentielles du gouvernement serait d'obtenir des paysans du Sud qu'ils accroissent leur production grâce à des équipes d'entraide et, éventuellement, à des coopératives. En alignant l'agriculture du Sud vers le socialisme, le gouvernement ne veut pas commettre les erreurs de la première réforme agraire des années 50.

AU cours d'une conférence tenue en août à Saigon sur la collectivisation agricole dans le Sud, le nouveau ministre de l'agriculture, M. Vo Chi Cong, a défini les lignes directrices qui guideront l'avenir. Les coopératives pilotes, dont trois sont actuellement mises sur pied dans trois zones du Vietnam sur une base expérimentale, seront progressivement développées jusqu'à en créer une par district. Par ailleurs, les équipes de solidarité et d'autres structures alimentaires de travail collectif seront encouragées, « afin de créer les conditions permettant aux paysans de se familiariser pas à pas avec la production collective ». M. Vo Chi Cong a affirmé clairement que la collectivisation serait basée sur « l'acceptation des paysans, sur des discussions démocratiques avec eux et sur la garantie des intérêts à la fois de la coopérative et de ses membres ».

Si cette politique est appliquée avec patience et dans le souci de l'intérêt du paysan du Sud, le Vietnam devrait surmonter assez vite les difficultés de son agriculture.

(1) Voir à ce propos l'article de Daniel Peiris dans le *Monde diplomatique* d'octobre 1977.

(2) Un gis équivaut à peu près quarante litres.

Dans ce numéro :

PAGE 2 :

Interrogations sur l'eurocommunisme : le rôle des P.C. dans les sociétés européennes en crise, par Daniel Singer. Jean Moulin, les communistes et la Résistance, par Claude Bourdet.

PAGE 3 :

LIBERTES ET TERRORISME, suite de l'article de Claude Julien.

PAGES 4 et 5 :

M. Carter et la limitation des livraisons d'armes à l'étranger, suite de l'article de Michael T. Klare.

PAGE 6 :

Un village du Niger devant les experts occidentaux, par François de Ravignan.

PAGE 7 :

La Conscience noire, de la non-violence à l'interdiction, suite de l'article de René Lefort.

PAGE 8 :

MATIERES PREMIERES ET SOCIETES MULTINATIONALES : La solidarité des pays exportateurs de bauxite à l'épreuve, par Marie-Claude Céléste.

PAGES 9 à 14 :

LA GRECE ENTRE LE SCEPTICISME ET L'INQUIETUDE : Modernisation économique et développement d'une classe ouvrière, par Constanta Tsoucalas. — Le rôle des forces armées dans la vie politique, par Th. Pangalos. — La renaissance d'une démocratie, par Panayotis Lambrias. — Le patronat et l'État devant l'adhésion à la C.E.E., par Kostas Vergopoulos. — Pour l'entrée dans l'Europe unie, par Georges Mavros. — Les structures de la dépendance, par Andreas G. Papandriou. — Un peuple rétif aux structures et aux schémas importés, par Kostas Zouraris. — Comment la droite exploite la loi électorale, par Elias Ntous. — Stratégie pour le passage au socialisme, par Babis Dracopoulos.

PAGE 15 :

POLITIQUE ET LITTÉRATURE : Science-fiction et rêve de l'État, par Yves et Manno.

PAGES 16 à 19 :

COLOMBIE : DES LEZARDES DANS LA FAÇADE DEMOCRATIQUE, reportage par Bernard Cassen. Dans les revues...

PAGE 20 :

Aux Comores : une révolution essentiellement culturelle ? par Philippe Leymaria. Carnet des ambassades.

PAGES 21 à 27 :

JORDANIE : Le redressement d'un royaume menacé. (Supplément.)

PAGE 28 :

Les livres du mois.

PAGE 29 :

CINEMA POLITIQUE : Contre les cultures impériales, par Ignacio Ramonet. Luis Nieves-Falcon, Peter Limqueco et Armand Mathelet.

PAGES 32 à 35 :

L'activité des organisations internationales. A l'Association des parlementaires francophones. Elections législatives et nouveaux gouvernements.

Le numéro du « Monde diplomatique » d'octobre 1977 a été tiré à 110 000 exemplaires. Comme toutes les publications du « Monde », le « Monde diplomatique » est interdit au Maroc depuis le fin du mois de janvier 1977.

Novembre 1977

مركز الأبحاث